Madiba

JUIN 2026 - N°4

L’information et la désinformation : entre outils de paix et de discorde

Sous la direction de Fiona Bessioud-Janoir

Avec les contributions de :
Pierre Antonin Rousseau, Chloé Debiève, Lou Gibier Griffiths, Maha Hachemi, Clémence Chartron, Valentin Koprowski, Luna Gonçalves, Pauline Mortel, Lili Dubois-Harounyan, C.R. (anonyme), Catherine Moreau, Elodie Baudhuin.

Madiba

La Revue

La revue Madiba, axée sur la prévention et la résolution des conflits, a pour ambition de constituer une plateforme de dialogue inter-acteurs œuvrant pour la paix. Plus largement, elle a pour volonté de permettre aux lecteurs une compréhension plus éclairée de la pluralité des enjeux relatifs aux notions de tension et de conflit.

Son objectif est de mettre en avant les idées, représentations et perceptions d'acteurs de la scène internationale, qui sont spécifiquement concernés par des tensions (géo)politiques au sein d'un pays ou par des conflits et des guerres de plus grande échelle. Cette mise en avant des acteurs est appuyée par des recherches effectuées par nos contributrices et nos contributeurs, des acteurs eux-mêmes impliqués personnellement ou professionnellement dans l'étude des conflits encore trop peu médiatisés.

Les contributions sont envisagées sous le prisme de la prévention et de la résolution des conflits à toutes les échelles. Le dialogue entre les acteurs, qui s'exprime en partie à travers le corpus des contributions, a pour vocation de mettre en exergue l'idée que la prévention et la résolution de conflits ne peuvent devenir une réalité effective que dans la mesure où l'échange d'informations et l'expression multi acteurs sont rendus possibles.

Fiona Bessioud-Janoir,
Responsable de la revue Madiba

Remerciements

La Revue Madiba exprime ses plus sincères remerciements aux contributrices et contributeurs de cette édition. Sa publication n'aurait pas vu le jour sans leur engagement bénévole auprès du CEDIRE dans le cadre de l'élaboration de notre quatrième édition.

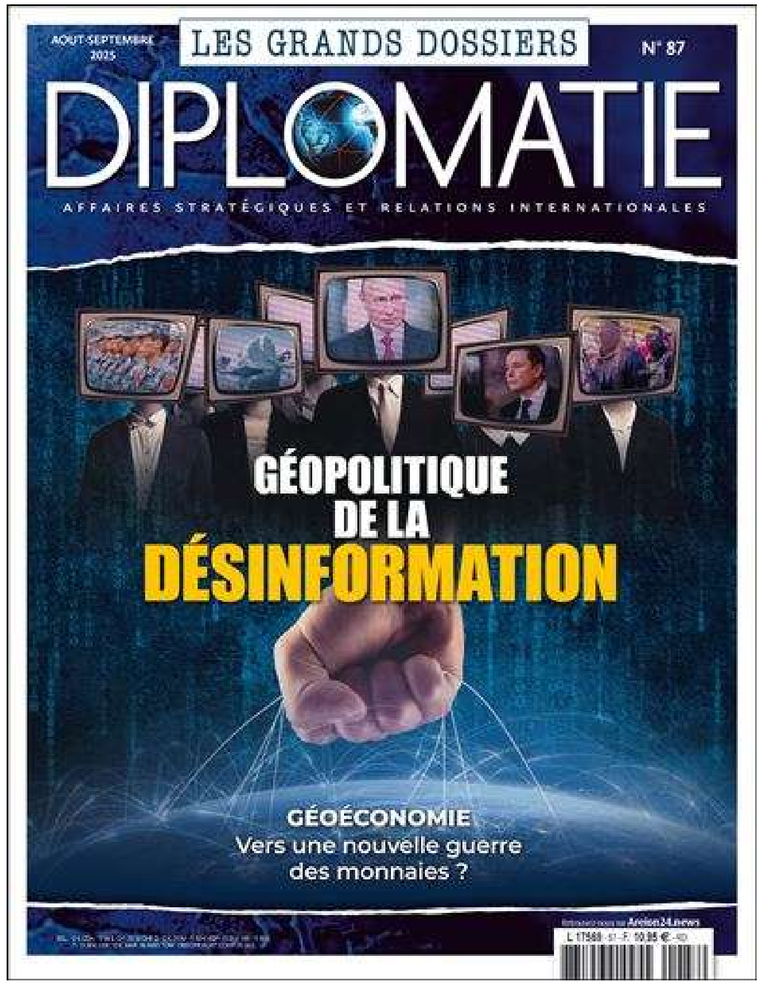
Un grand merci pour toutes les personnes qui ont apporté leur soutien dans les différentes mises en contact, dans la relecture des articles et la mise en forme de la revue.

La Responsable tient aussi à remercier chaleureusement Thomas Delage et Chloé Debiève pour leur confiance dans le cadre du partenariat Diplomatie Magazine-Madiba.

Enfin, il convient d'exprimer une reconnaissance particulière envers les lectrices et lecteurs qui permettent un renforcement de la visibilité de ces écrits, en soutien à la prévention et à la résolution du conflit, et axés pour cette édition sur les enjeux informationnels (information et désinformation : entre outils de paix et de discorde).

Partenariat

Le magazine Diplomatie est une revue française fondée en 2003 et publiée par le groupe Areion. La revue se consacre à l'analyse approfondie de l'actualité internationale, de la géopolitique et des relations stratégiques mondiales. Diplomatie s'appuie souvent sur les contributions d'experts, de chercheurs, de diplomates et de militaires. Le magazine se distingue aussi par la publication de « Grands Dossiers ».



Nos contributrices et contributeurs

PIERRE ANTONIN ROUSSEAU

Pierre Antonin Rousseau est doctorant en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Bordeaux Montaigne.

CHLOÉ DEBIÈVE

Chloé Debiève est consultante, spécialisée en influence et lutte informationnelle. En plus de ses activités de consultance, elle gère la page LinkedIn Focus influence, centrée sur ces mêmes thématiques. Elle a précédemment occupé la fonction de chargée de domaine influence et lutte informationnelle, au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentation (CICDE). Son article « Désinformation : quelles réalités ? Quels enjeux et quels défis ? » a été publié dans Les Grands Dossiers de Diplomatie (n°87).

LOU GIBIER GRIFFITHS

Lou Gibier Griffiths est diplômée de Philosophie, Relations internationales et Intelligence économique. Deux mémoires de recherche ont enrichi son parcours : l'un portant sur l'arsenalisation de l'histoire comme outil de la guerre cognitive, le second sur l'exercice de simulation au service de la sensibilisation à la sécurité économique, alors qu'elle était en alternance chez Inria Défense et Sécurité. Elle est aujourd'hui consultante en gestion de crise cyber chez Alcyconie.

MAHA HACHEMI

Maha Hachemi est diplômée en négociation internationale et interculturelle. Vivement intéressée par l'étude des conflits internationaux et les stratégies de communication, son mémoire de fin d'études a analysé l'impact de la propagande sud-coréenne dans le cas du contentieux sur les rochers Liancourt. Engagée dans le domaine des relations internationales, elle a effectué un stage à Pscore, une ONG sud-coréenne pour la protection des droits humains en Corée du Nord, et est actuellement volontaire en service civique en tant qu'assistante de projets européens.

CLÉMENCE CHARTRON

Étudiante en master à l'ESCP Business School, Clémence rédige son mémoire de fin d'étude sur l'impact de la société du spectacle sur notre rapport à l'information et au politique. Elle travaille en parallèle au Secrétariat général à la planification écologique sur des sujets transverses allant de la lutte contre la désinformation climatique à l'évaluation des impacts environnementaux des projets de loi.

VALENTIN KOPROWSKI

Valentin Koprowski étudie les dynamiques d'influence et les stratégies hybrides, à l'intersection des enjeux culturels, identitaires, diplomatiques et économiques, avec une focale sur l'espace post-soviétique ainsi que l'Europe centrale et occidentale. Formé en droit, sciences politiques et relations internationales, il analyse les transformations de l'espace informationnel et les logiques médiatiques contemporaines : construction des narratifs, formation des croyances et instrumentalisation géopolitique des récits, avec un intérêt particulier pour les ingérences informationnelles étrangères, notamment russes.

LUNA GONÇALVES

Luna Gonçalves est étudiante en Master 1 Droit international et européen des droits de l'Homme. Titulaire d'un diplôme universitaire en criminologie, elle s'intéresse aux enjeux contemporains de sécurité, d'information et de justice pénale internationale.

PAULINE MORTEL

Pauline Mortel est étudiante au sein du département Géographie et Territoires de l'Ecole Normale Supérieure et diplômée du Master International Security de Sciences Po et du Master Géopolitique de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Elle se passionne pour l'étude des opérations de désinformation russes dans l'espace post-soviétique et au sein de l'UE.

LILI DUBOIS-HAROUNYAN

Lili Dubois-Harounyan, volontaire au sein du think tank Regional Center for Democracy and Security (RCDS), ainsi qu'au sein du service de fact-checking du média CivilNet, en Arménie. Diplômée d'un master en géostratégie, défense et sécurité internationale de Sciences Po Aix, ainsi que d'un master en expertise des conflits armés à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

C.R. (contributeur anonyme)

C.R. a fait des études de droit international et de relations internationales. Ayant eu quelques expériences au sein de ministères français, ses centres d'intérêt portent principalement sur le monde arabe et sur la guerre informationnelle, ainsi que sur les positions françaises sur ces sujets. Ce parcours professionnel lui a permis de se familiariser avec différents dossiers administratifs et stratégiques, et de comprendre les enjeux diplomatiques et politiques auxquels la France est confrontée dans ces domaines.

CATHERINE MOREAU

Catherine Moreau est étudiante de 4e année à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye. Elle est également membre de l'association Les Jeunes IHEDN.

ELODIE BAUDHUIN

Elodie Baudhuin est diplômée d'un Master en Négociation Internationale et Interculturelle, avec une spécialisation sur la géopolitique de l'Asie. Au fil de ses expériences professionnelles, elle s'est spécialisée dans la protection des droits fondamentaux et l'étude des processus de construction de la paix, en portant une attention particulière aux dynamiques post-conflit.

Les propos, analyses et opinions exprimés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient en aucun cas refléter la position officielle de la revue Madiba du CEDIRE/FDNU, ni celle de son comité éditorial.

Sommaire

01 Cartographie
Pierre Antonin Rousseau.....7-8

02 Introduction. Désinformation : quelles réalités ? Quels enjeux et quels défis ?
Chloé Debiève.....9-13

03 Contributions

Figures contemporaines de la vérité. Penser la vérité à l'ère de la post-vérité.
Lou Gibier Griffiths 14-21

Évolution des pratiques de la censure et de contournement en période de conflit : étude de 1950 à nos jours.
Maha Hachemi 22-33

Vers la spectacularisation de nos régimes démocratiques.
Clémence Chartron..... 33-45

De la production, à la réception, à la réponse publique : pour une relecture socio-politique des ingérences informationnelles à travers le cas russe.
Valentin Koprowski..... 46-59

Contrôler le récit pour stabiliser la paix : vérités concurrentes et luttes informationnelles dans les sorties de conflit (Guatemala - Colombie).
Luna Gonçalves 60-68

Les campagnes de désinformation russes au sujet du conflit en Ukraine dans les Etats candidats à l'adhésion à l'UE : une étude des cas moldave et serbe.
Pauline Mortel 69-77

Désinformation russe en Arménie : enjeux et réponses à l'approche des élections législatives de juin 2026.
Lili Dubois-Harounyan..... 78-90

La réponse française à la guerre informationnelle : entre prise de conscience et coordination interministérielle.
C.R..... 91-101

Désinformation : déshumanisation, intériorisation et la mort de la paix.
Catherine Moreau 102-119

Quand l'ennemi redevient humain. Dynamiques de réhumanisation après le conflit.
Elodie Baudhuin 120-129

04 Références et bibliographie 130-146

05 Pour aller plus loin 137

06 Cinquième édition 148

Cartographie



Cartographie par Pierre Antonin Rousseau

https://www.linkedin.com/in/pierre-antonin-r/

La cartographie vise à recenser les acteurs français privés qui mènent des opérations de fact-checking dans le cadre de la lutte contre la désinformation, qu'ils agissent seuls, en réseau ou via un outil numérique.

Elle inclut :

- les médias dotés d'une cellule ou d'une rubrique de vérification des faits ;
- les médias participant à des initiatives collectives de fact-checking d'origine française ;
- les plateformes communautaires et les logiciels dédiés ;
- ainsi que des comptes indépendants, très actifs notamment sur X.

Sont volontairement exclus de cette cartographie les acteurs spécialisés dans la formation et l'éducation aux médias, ainsi que les acteurs publics.

Il s'agit d'une base de travail non exhaustive, appelée à être progressivement complétée et mise à jour en fonction des évolutions de l'écosystème.

Panorama des acteurs de la lutte contre les manipulations de l'information : les vérificateurs non-étatiques français actifs ces six derniers mois à date du 01/03/2026



Groupe TF1 (TF1 / LCI / TF1info) – « Les Vérificateurs », équipe de fact-checking commune créée pour vérifier propos, images et contenus circulant en ligne.

AFP Factuel est le service de vérification des informations de l'Agence France-Presse.

Libération – « CheckNews », dispositif participatif de vérification des affirmations et rumeurs envoyées par le public.

20 Minutes – rubrique « Fake Off », section structurée de fact-checking reconnue par l'International Fact-Checking Network (IFCN).

La Dépêche – « Vrai / Faux », série de fact-checking qui confronte rumeurs et idées reçues (santé, social, économie…) aux textes officiels, aux données disponibles et à l'avis d'experts.

La Nouvelle République – « Désinfox », rubrique de fact-checking qui vérifie rumeurs, intox et affirmations circulant sur les réseaux sociaux ou dans l'actualité.

Le Monde – « Les Décodeurs » et des outils comme le Décodex, fact-checking systématique de déclarations et de contenus viraux.

Curieux.live – mission de fact-checking qui démêle le vrai du faux en analysant fake news, théories complotistes et idées reçues sur l'actualité scientifique, sociétale et technologique.

Le Figaro – La Vérification, rubrique de fact-checking qui passe au crible déclarations politiques, rumeurs et contenus viraux pour distinguer le vrai du faux en s'appuyant sur des données sourcées et des experts.

« C'est vrai ça ? » propose en ligne une série de débunks structurés qui démonte, une à une, les fausses infos les plus virales (notamment sur LinkedIn).

Factoscope – agrégateur de fact-checking qui recense articles de vérification des faits issus de médias francophones pour une veille globale sur la désinformation.

De Facto Observatoire – plateforme de fact-checking qui agrège les vérifications de rédactions françaises, les analyses de chercheurs et outils éducatifs pour lutter contre la désinformation.

Captain Fact – plateforme collaborative de fact-checking vidéo qui permet à la communauté d'annoter, sourcer et vérifier en temps réel les affirmations des vidéos YouTube (live ou VOD) via extension navigateur, avec système de réputation pour filtrer les contributions fiables.

Les Surligneurs – « Legal-checking », fact-checking juridique qui vérifie la conformité au droit des propos publics de personnalités politiques, en appliquant une méthode rigoureuse avec relecture et liens vers textes de loi.

BFM TV – La Vérif' est une rubrique de vérification des faits intégrée à la couverture journalistique de la chaîne, où des journalistes tentent de démêler le vrai du faux dans l'actualité.

Désinfox-Migrations – fact-checking spécialisé sur les migrations qui déconstruit infox récurrentes (submersion, grand remplacement, coûts…).

Le Déchiffreur – fact-checking qui positionne le média comme rempart contre la désinformation via enquêtes, reportages et analyses rigoureuses.

Groupe EBRA (Le Progrès, Le Dauphiné libéré, L'Est Républicain, Le Républicain Lorrain, etc.) – « Désinfox », rubrique commune de fact-checking qui répond aux rumeurs et intox locales ou nationales (météo, transports, fiscalité…)

Opsci.ai – IA de détection de fraudes informationnelles et signaux faibles qui analyse grands corpus médias et sociaux pour identifier anomalies, risques systémiques et désinformation, avec outils d'anticipation de crise et d'OSINT.

Le Projet Fox – OSINT et fact-checking spécialisé en influence qui analyse campagnes de désinformation étatiques en coordination avec une communauté pour identifier auteurs, objectifs et impacts**.**

Le Débunk Café – média/think tank de fact-checking et OSINT qui publie enquêtes, analyses et conseils pour démêler désinformation, ingérences étrangères et intox en ligne via méthodes rigoureuses et engagement communautaire.



Julien Pain anime tous les dimanches soir en direct sur Twitch une émission dans laquelle il décrypte, en interaction avec son public, les fake news, rumeurs et mécanismes de désinformation.

KNWLDG Media réalise une veille, du fact-checking et des enquêtes OSINT. Il publie des analyses, des vérifications et des réflexions critiques sur l'actualité et les informations circulant en ligne.

L'oeil du Kremlin se donne pour objectif d'identifier et pointer les relais de la propagande russe, en commentant et contextualisant l'actualité géopolitique avec un focus sur l'influence et la désinformation.

DeBunKer des Etoiles se consacre à démystifier et déconstruire les théories conspirationnistes, pseudo-sciences et idées fausses circulant sur internet.

Defakator est une chaîne YouTube de démystification et de vulgarisation de l'esprit critique qui utilise humour, analyses et exemples concrets pour aider chacun à déceler, comprendre et déconstruire les fausses informations.

AskVera est un outil d'intelligence artificielle francophone dédié à la vérification des faits, qui permet à toute personne de poser une question par téléphone ou WhatsApp pour obtenir rapidement une réponse vérifiée.

DIPLOMATIE
AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Désinformation : quelles réalités ? Quels enjeux et quels défis ?

Article publié dans Les Grands Dossiers de Diplomatie (n°87).

CHLOÉ DEBIÈVE

Désinformation. Le terme est partout, souvent accompagné de « fake news », « manipulation », « guerre de l'information », « propagande »… et d'autant de mots que l'on a un temps mis de côté, et que l'on réutilise désormais sans toujours en maitriser le sens, la profondeur et les contours. Le terme de désinformation lui-même met en lumière différentes réalités, mais également de nombreux enjeux et dangers liés.

Si l'on parle autant de désinformation aujourd'hui, c'est parce que nous pouvons toutes et tous en être cibles et acteurs. Parce que nous sommes toutes et tous connectés et potentiels relais. Tantôt victimes, tantôt relayeurs volontaires ou par erreur, nous manipulons l'information ou en subissons les conséquences. C'est ainsi que la mésinformation et la désinformation, termes sur lesquels nous reviendrons plus précisément ensuite, apparaissent aujourd'hui et pour la deuxième année consécutive, en tête des risques mondiaux à court terme selon le World Economic Forum dans son Global Risks Report 2025 (1).

Cela ne veut cependant pas dire que le phénomène est nouveau. Si l'information a depuis toujours été manipulée, les évolutions technologiques de ces dernières décennies en transforment l'ampleur et la gravité. Internet, les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle, multiplient la dimension et la viralité du phénomène, depuis qu'il est possible de toucher tout le monde, tout le temps et en simultané. Pour mieux comprendre le phénomène, ses enjeux, mais aussi les questions qu'il pose et les moyens de lutter, il faut commencer par en saisir les contours, les différentes dimensions, mais aussi les réalités qu'il englobe. Aussi, parler de désinformation, c'est d'abord s'inscrire dans la réalité d'une époque où l'information est devenue une arme redoutable, arme qui permet d'agir sur ce que l'on a de plus humain et de plus intime : nos perceptions, nos opinions et nos croyances.

Selon la définition de David Colon, spécialiste et chercheur sur ces questions, « la guerre de l'information est aujourd'hui une guerre totale, qui implique toutes les dimensions de notre société et de notre existence, que nous en soyons conscients ou non » (2) . Cette guerre de l'information désigne ainsi le recours à l'information comme à une arme, « pour infliger un dommage à son adversaire ou le soumettre à sa volonté ». Au cœur d'une guerre où tous les coups informationnels sont permis, l'information est manipulée pour agir directement sur les perceptions et les opinions. C'est alors la vérité qui est, à coup sûr, la grande perdante à la fin.

Alors même que le terme de désinformation est celui qui revient le plus souvent, les manipulations de l'information sont en fait composées de différentes facettes et se présentent sous différentes formes : désinformation, mésinformation et malinformation.

• La désinformation, au cœur de notre sujet, pourrait être définie comme étant la diffusion volontaire et intentionnelle d'une fausse information. Désinformer, c'est ainsi diffuser sciemment de fausses informations dans le but d'induire en erreur, voire de nuire ou porter préjudice. Deux éléments indissociables et complémentaires ici : le caractère inexact de l'information d'une part, et la connaissance du fait que l'information en question est fausse d'autre part (l'aspect volontaire et intentionné de l'action, donc).

• La mésinformation—concept que l'on utilise nettement moins mais qui met pourtant plus précisément en lumière une réalité essentielle et extrêmement répandue—correspond à la diffusion involontaire d'une fausse information en pensant qu'elle est vraie (ou du moins en ignorant qu'elle est fausse), sans intention directe d'induire en erreur. Il n'y a donc pas de volonté de nuire, ni de conscience du caractère désinformateur ici. Une publication repartagée rapidement, une information réutilisée sans mauvaise volonté, une image réalisée par intelligence artificielle transmise en pensant qu'elle est vraie… La mésinformation est très présente et difficile à contrer. Difficile aussi de lutter contre, si l'on part du principe qu'il n'y a pas de mauvaise intention ou mauvaise volonté, et donc une responsabilité bien différente de celle qui pèse sur la personne qui a volontairement choisi de diffuser le faux ou d'induire en erreur.

• La malinformation, enfin, se distingue par son caractère véridique. Il s'agit de l'utilisation d'une information qui est vraie pour induire en erreur, nuire ou porter préjudice à une personne, un acteur, une organisation ou un pays. Il y a donc une intentionnalité, sans recours à une fausse information mais par le détournement d'une information qui repose bien sur des faits.

• Enfin, le terme de « fake news » (ou infox, en français) que l'on peut lire partout, correspond à une information mensongère, délibérément biaisée, diffusée par un média ou un réseau social.

Ces différentes formes de manipulations de l'information se distinguent par ces critères de véracité ou non de l'information initiale et de conscience et donc de volonté, ou non, d'induire en erreur. Tout cela prend place dans un monde dans lequel—et il est possible de largement le regretter tout en le constatant—ce qui compte n'est plus ce qui est vrai, mais ce qui est cru. Un monde dans lequel ces manipulations de l'information viennent prendre vie dans un contexte plus global marqué par le jeu des stratégies d'influence—l'influence pouvant être définie comme l'action d'un acteur A sur un acteur B pour amener ce dernier à agir dans un sens qui est favorable au premier. Pour cela, l'acteur A vient agir sur les perceptions de l'acteur B, qui modifiera ses attitudes et comportements en fonction, sans y avoir été contraint.

Guerre de l'information et guerre cognitive

Plus largement, le concept de « guerre cognitive » est lui aussi de plus en plus évoqué. Rien de nouveau là non plus, mais l'utilisation du concept réapparait sans qu'il ne soit toujours maitrisé, tant ce dernier est complexe et englobant. La guerre cognitive, c'est le cerveau comme ultime champ de bataille. Une guerre non conventionnelle qui cherche à altérer les mécanismes de compréhension du monde réel et de prise de décision, pour déstabiliser ou paralyser un adversaire. Plus simplement, quand la guerre de l'information se concentre sur le « quoi ? » (l'information, ce que l'on se transmet), la guerre cognitive va plus loin et se concentre sur le « comment ? » (3) (ce que l'on fait de l'information, comment on la digère et on l'assimile jusqu'à en faire une connaissance). Ce n'est plus seulement ce qui nous arrive qui est visé, mais ce que l'on en fait et le processus qui nous permet justement d'en faire quelque chose. Un objectif final : agir sur le cerveau « ennemi » et « casser » sa chaine de décision, sa capacité de comprendre, d'agir et de choisir, par tous les moyens, qu'ils soient anciens ou nouveaux. Tout cela pour gagner la guerre sans avoir à combattre.

Pour résumer, et selon Bernard Claverie, psychologue et physiologiste, spécialiste de sciences cognitives appliquées : « S'il faut donner une définition, on peut dire que la guerre cognitive est a minima un domaine de recherche—et vraisemblablement une manière de contribuer à préparer et conduire la guerre ou des actions hostiles —, mis en œuvre par des acteurs étatiques ou non étatiques. Elle recouvre les opérations cherchant à déformer, empêcher ou annihiler les mécanismes de pensée de l'adversaire, la conscience de sa situation et sa capacité de décision, par une approche scientifique et en usant de moyens technologiques, en particulier numériques » (4).

La définition de ces termes permet une meilleure compréhension de la dimension et de l'ampleur du phénomène et des risques liés. D'abord parce qu'ils renvoient, nous le comprenons, à ce que l'on a de plus humain : ce que l'on pense et ce que l'on est. Ensuite parce qu'ils s'appuient directement sur nos biais cognitifs, et qu'ils viennent ainsi toucher notre mode de fonctionnement, notre intuition et nos émotions. C'est ce qui rend la problématique aussi passionnante, complexe, et vaste : si le sujet n'est pas nouveau, il s'impose aujourd'hui à nous plus fortement par la puissance que lui ont donné les nouvelles technologies, alors même que l'enjeu majeur et la réponse sont pourtant et avant tout profondément humains.

Comprendre la désinformation, c'est aussi se pencher sur ses grandes dimensions et mieux percevoir ses contours. C'est d'abord avoir conscience de la capacité et de la facilité à créer du faux. Parce que cela va vite et coûte peu, parce qu'il est plus simple et rapide de produire du faux que d'étayer du vrai, parce qu'il ne s'agit « que de mots » mais que l'impact peut pourtant être immense. C'est ensuite avoir conscience du danger. Il ne réside pas tant, ou du moins pas seulement, dans le fait de pouvoir créer de fausses informations, mais bien dans la capacité de diffusion instantanée et massive de ces dernières. Une information, aussi fausse soit-elle, qui ne touche personne, n'aura que très peu d'impact. Si par contre elle touche d'un coup des centaines de milliers voire des millions de personnes, elle viendra rapidement créer du doute, de la méfiance, en propageant largement des informations inexactes, voire totalement fausses. Le problème ici : la rapidité de la diffusion, conséquence de la très grande viralité des fausses informations. D'autant que ce qui était rapide hier l'est encore plus aujourd'hui et le sera bien davantage demain, tant l'intelligence artificielle vient faciliter le travail et la capacité, non seulement à créer mais pire encore à manipuler des algorithmes et massifier des diffusions de contenus, et ainsi induire en erreur plus rapidement et largement.

Temps, nuance, confiance sont trois mots clefs qu'il convient de considérer si l'on souhaite mieux comprendre, mesurer l'impact mais aussi et surtout réfléchir aux solutions pour faire face à la désinformation.

Le rapport au temps et à l'instantanéité

Au-delà des outils dont nous avons parlé plus haut et qui sont venus réinventer notre rapport à l'information, c'est finalement notre rapport au temps qui donne à la désinformation l'ingrédient manquant pour en faire un problème sociétal plus global. Alors même que nous semblons avoir plus de temps libre que nous n'en n'avons jamais eu, que les progrès sociaux permettent de placer le loisir au cœur de nos vies et de nos emplois du temps, nous n'avons jamais été aussi pressés et dans l'urgence. Nous n'avons jamais eu autant l'impression de ne pas avoir de temps. C'est ce temps qui devient alors notre bien le plus précieux, et toute une économie de l'attention qui se crée autour. L'objectif des médias, des chaines d'information, des réseaux sociaux : que se pose, un instant, notre attention. Venir donc, dans un flot massif et ininterrompu d'informations continues, retenir le peu d'attention qu'il nous reste.

Dès lors, un cercle vicieux se met en place : trop d'informations (surcharge informationnelle), une incapacité à tout absorber et digérer et un sentiment d'être dépassé par ce « trop, tout le temps » (surcharge cognitive), et donc une tendance à aller vers les informations qui retiennent le peu d'attention qu'il nous reste (chargées émotionnellement, polarisantes, aux titres accrocheurs…). À la fin, une multiplication des risques de désinformation, mais surtout trop peu de place laissée à l'information qui compte.

Dans tout ce bruit, le difficile entre-deux de la nuance

Puisque tout est « trop, tout le temps », et qu'il faut fournir et sur-informer pour ne pas mourir, comment faire encore de la place à ce qui demande du temps ? La nuance, comme la vérité, est à n'en pas douter dans l'équipe perdante du combat actuel. Parce que cette évolution du rapport au temps et à l'instantanéité ne laisse pas de place aux avis mesurés, nuancés. Parce que l'on n'est plus, ou de moins en moins, dans une volonté de comprendre mais bien dans une volonté d'être au courant, même en surface, et de ne rien manquer. Être informé, de tout, quitte à ne plus rien savoir vraiment. Alors tous les points de vue sont mélangés et tous se valent, peu importe de qui ils viennent et par quel moyen ils nous parviennent.

Le problème est que cela favorise les opinions qui s'opposent, la polarisation, une position ou son opposé. Jamais celle du milieu. Le risque ? Raccourcir les mots, raccourcir les articles, raccourcir les échanges, raccourcir les analyses et finalement, pas par volonté mais par manque de temps, il n'est plus possible de fournir une information qualitative alors que seule la quantité compte. Même sans volonté de déformer ou de manipuler l'information, on l'abime puisque l'on ne parvient plus à la préserver.

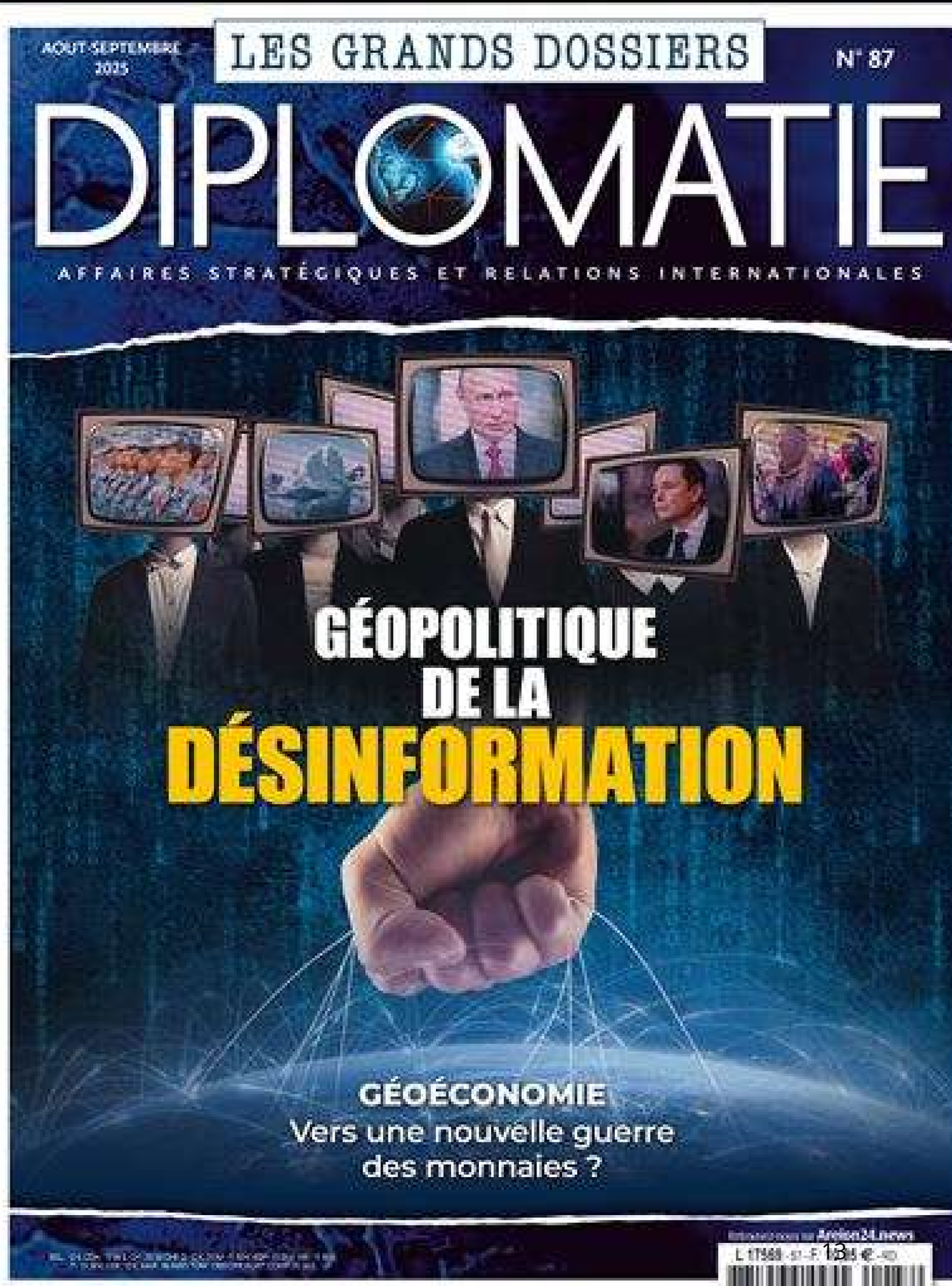
Confiance et défiance

Enfin, c'est une question de confiance, et de défiance, qui est au cœur à la fois du problème et de la réponse. Avoir confiance en quelque chose ou en quelqu'un, c'est redonner du poids et de la force à l'information qu'il nous transmet. Choisir de croire en quelque chose, d'avoir confiance en un système, une institution, c'est décider de ne pas douter de tout. Or, la désinformation se propage davantage lorsque la confiance se réduit et que la défiance grandit : nous devenons aptes à douter de tout et ne plus croire en rien. À ce moment-là, la vérité n'est plus un mot-clef auquel on peut encore se raccrocher : il n'y a plus de consentement autour de son existence, et pire encore, de volonté qu'elle existe.

Cette citation, empruntée à Hannah Arendt et issue d'un entretien sur la question du totalitarisme en 1974, résume parfaitement l'enjeu : « Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges, mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez. » Le risque est donc clair : sans confiance et sans capacité de croire, il n'y a pas de démocratie qui tienne.

Il y a, pour conclure, une question de posture dans ce monde qui est, et dans celui qui sera, si les choses se poursuivent dans cette voie : un monde où dire vrai ne suffit plus à être cru, où les contenus générés à l'intelligence artificielle deviendront plus nombreux sur Internet et sur nos réseaux sociaux que les contenus directement créés par l'humain. Un monde, enfin, qui nous amènerait à devoir repenser tout notre rapport à l'information et ainsi ne plus partir du principe qu'une information qui nous parvient est vraie avant de vérifier si elle n'est pas fausse, mais d'abord penser qu'elle est fausse avant de vérifier si elle n'est pas vraie.

Un monde, aussi, où il faut d'urgence et dès à présent prendre conscience de son rôle d'acteur et ainsi (ré)apprendre à consommer l'information comme nous apprenons à mieux manger. Les défis posés sont nombreux et directement rattachés à des questions qui dépassent largement le sujet en lui-même : la place de la vérité et la volonté qu'il y en ait encore une, la capacité de ne pas opposer liberté d'expression et lutte contre la désinformation, la capacité aussi de vouloir et de pouvoir encore vivre ensemble. La protection, la sensibilisation, la formation de la population. Non pas pour dire ce qu'il faut penser ou non, mais pour préserver sa capacité à le faire pleinement, réellement et librement. Pour que vive notre démocratie.



Figures contemporaines de la vérité. Penser la vérité à l'ère de la post-vérité.

LOU GIBIER GRIFFITHS

A l'ère numérique, la multiplication des discours et l'instantanéité de leur diffusion fragilisent notre rapport au réel et interrogent le statut même de la vérité, créant les conditions de possibilité d'émergence de narratifs alternatifs. Cet article examine d'abord les principales conceptions philosophiques de la vérité, afin de clarifier le cadre à partir duquel penser la désinformation. Il distingue ensuite fausses vérités, contre-vérités et post-vérités, avant d'analyser les ressorts technologiques, médiatiques et cognitifs, terrains de leur efficacité. La post-vérité apparaît ainsi moins comme la disparition du vrai que comme la transformation de ses conditions de reconnaissance collective.

Dire le vrai : les fondements philosophiques de la vérité

Les premiers penseurs à s'intéresser au concept de vérité sont les philosophes. Plusieurs théories émergent. La plus courante, celle de la vérité correspondante. Cette vérité correspondante nous la retrouvons chez Aristote qui, au IVe siècle avant JC, propose une définition classique de la vérité :

> « *Dire de ce qui est qu'il n'est pas, ou de ce qui n'est pas qu'il est, c'est faux ; dire de ce qui est qu'il est, et de ce qui n'est pas qu'il n'est pas, c'est vrai* » (1).

Pour Aristote, il s'agit de considérer la vérité comme correspondance d'une proposition avec le réel. Ainsi, l'observation et l'expérience permettent toutes deux de connaître la vérité. Sa définition de la vérité est d'un côté empirique mais également logique, puisque c'est sur cette définition de la vérité que les philosophes du langage, les philosophes logiciens s'appuieront pour distinguer le vrai du faux dans une proposition. Aristote cherche ainsi à établir des relations entre les affirmations et les faits observables. Cette théorie soulève des limites puisque nous ne percevons pas le réel tel qu'il est en soi, mais nous le percevons seulement sous le prisme de notre existence, de nos capteurs et de notre cognition, qui par essence sont subjectifs. D'autres théories émergent ainsi afin de pallier aux limites posées par la vérité correspondance. Cette vérité va constituer le matériau de base des éléments de l'intrigue et de l'histoire proposés par Ricoeur pour l'intrigue, et Bloch puis Carr pour l'histoire.

La deuxième grande théorie autour de la vérité est celle de la vérité cohérente. Cette théorie est initiée par Hegel (2), puis sera reprise ensuite par les philosophes britanniques comme Bradley.

Pour Bradley, la vérité consiste en la cohérence interne d'un ensemble de croyances. Elle n'a ainsi pas de relation directe avec la réalité comme dans la vérité correspondance, mais elle a une relation interne au sein d'un système de croyances (3). Cela pose des défis, que nous retrouvons par ailleurs actuellement, puisqu'un système de croyances peut être tout à fait cohérent tout en étant entièrement fictif. Cette vérité construit donc une vérité satisfaisante au niveau cognitif puisqu'elle évite la création de coûteuses dissonances cognitives.



Georg Wilhelm Friedrich Hegel

La troisième est la théorie pragmatique. Elle est inventée par Charles Sanders Peirce, puis rendue populaire par William James. On reconnaît la vérité à ses effets pratiques. Ainsi, la vérité a pour critère l'utilité, la réussite de l'action.

> « *Posséder des idées vraies signifie toujours qu'on possède de précieux instruments pour l'action* » (4).

Ainsi, une idée est vraie si elle produit des résultats utiles et efficaces dans l'expérience. La vérité pragmatique est dynamique et évolutive, elle peut changer en fonction de nouvelles expériences, informations ou de nouveaux contextes. Ce qui est considéré comme vrai à un moment donné, peut tout à fait être révisé ou abandonné à mesure que l'environnement permettant la vérité évolue. La limite soulevée par cette théorie est qu'elle pourrait conduire à un relativisme, au sein duquel la vérité deviendrait trop dépendante des contextes individuels et des objectifs pratiques. Mais aussi, l'utilité peut s'avérer corrélée à des croyances incorrectes. Ainsi, l'utilité et l'efficacité ne suffiraient pas à établir la vérité. Cette vérité est donc indirectement un contrôleur individuel et dynamique d'actions structurées au niveau individuel.

La quatrième théorie de la vérité est la vérité « constructiviste ». Le premier à introduire cette vérité est Giambattista Vico lorsqu'il soutient que la vérité humaine est créée par l'activité humaine (5). Les constructivistes soutiennent que la vérité est le fruit d'une construction sociale et cognitive. Ainsi, nos concepts de vérité sont largement façonnés par des pratiques linguistiques, culturelles et historiques. Ce que nous considérons comme vrai est donc le produit de conventions sociales, d'interactions humaines et de traitements perceptivo cognitifs. Cette théorie accorde donc une place prédominante aux contextes culturels et historiques au travers desquels une société évolue. La formation des croyances et des jugements de vérité découle ainsi de ces contextes. Cette vérité est donc aussi directement un contrôleur dynamique d'actions mais au niveau d'un groupe social, aux valeurs partagées et structuré par l'historien et la culture.

En résumé nous avons un ensemble de quatre vérités qui constituent quatre points de vue complémentaires sur la traduction de la réalité :

- La vérité correspondante à titre de première traduction de la réalité pour l'historien
- La vérité cohérente qui aboutit à réduire les tensions et les dissonances cognitives
- La vérité pragmatique qui constitue un contrôleur individuel et dynamique d'actions
- La vérité constructiviste qui constitue un contrôleur dynamique social dirigé par l'histoire et la culture

Pouvons-nous choisir une approche préférentielle ? Telle est la question que nous devons nous poser si nous voulons interroger le sujet de la post-vérité.

De plus, nous posons que s'il n'y a aucun besoin de définir la vérité selon une seule de ces approches théoriques, nous accepterions que notre approche de la vérité conduise à un relativisme extrême, où la vérité deviendrait entièrement dépendante des perspectives subjectives, cognitives individuelles et des normes sociales liées au contexte culturel, historique et social.

L'action – les manipulations – sur trois de ces quatre composantes permettrait ainsi de construire une post-vérité, dont le but n'est autre que de construire une « vérité alternative », qui s'éloigne de la réalité, vérité universelle préférentiellement représentée par la vérité correspondante d'Aristote.

Nous avons pu voir, avec les différentes conceptions philosophiques de la vérité, qu'elles ne se valent pas toutes lorsqu'il s'agit de penser la désinformation. En effet, si la vérité cohérente ou la vérité constructiviste permettent de comprendre comment un système de croyances peut être perçu comme vrai sans nécessairement correspondre aux faits, elles ouvrent également la possibilité qu'un ensemble fictif, pourvu qu'il soit cohérent ou socialement validé, acquière le statut de vérité. C'est pourquoi, dans le cadre de notre réflexion, nous retenons prioritairement la théorie de la vérité correspondante : celle qui ancre la vérité dans la relation entre une proposition et un fait. Le quidam, pour juger du vrai ou du faux, se réfère spontanément à cette idée d'adéquation au réel.
Cependant, c'est précisément cette référence au réel qui se trouve aujourd'hui contestée, déplacée ou redéfinie. Si nous disposons d'un cadre conceptuel pour penser ce qu'est la vérité, encore faut-il comprendre comment émergent des formes discursives qui prétendent s'y substituer ou la concurrencer. Que désignent alors les expressions de « post-vérité », de « contre-vérité » ou de « fausse vérité » ? Sur quels mécanismes théoriques et pratiques s'appuient-elles pour brouiller la distinction entre le vrai et le faux ?

Mutations du rapport au réel : fausses vérités, contres vérités, post-vérités

Si nous considérons la vérité selon la définition d'Aristote comme étant correspondance vraie en vertu des faits dans le monde, alors toute déformation intentionnelle de cette correspondance constitue une altération du rapport au réel.

À l'ère de la désinformation, cette altération ne relève plus seulement de l'erreur ou de l'ignorance, mais d'une production active de récits concurrents visant à orienter la perception collective.

Cette vérité alternative, fruit d'une construction, nous la rapprochons, dans un premier temps, de la vérité morale. En philosophie, il existe trois types de vérité : la vérité ontologique qui concerne le rapport des choses avec elles-mêmes, l'essence des choses ; la vérité épistémologique qui se rapporte à la science, les choses sont vraies en vertu des faits, c'est un rapport de cohérence entre les idées et la réalité ; et enfin nous retrouvons la vérité morale, cette vérité qui distingue le rapport à la sincérité et au mensonge. La désinformation agit d'abord sur cette dernière : elle consiste à présenter comme vrai ce que l'on sait ou devrait savoir inexact. Mais cette atteinte morale déborde rapidement sur le plan épistémologique, puisqu'en niant ou en déformant des faits établis, elle altère la relation même entre discours et réalité.

Plus profondément encore, la désinformation peut toucher à la dimension ontologique lorsqu'elle modifie le sens même des mots et des concepts. Ainsi, parler de « traitement miracle » pour désigner une substance dont l'efficacité scientifique n'a jamais été démontrée, ou qualifier de « fraude massive » un processus électoral sans preuve étayée, ne constitue pas seulement un mensonge factuel : cela transforme la signification des catégories employées. Le langage cesse alors d'être descriptif pour devenir performatif. Il ne reflète plus le réel, il le redéfinit symboliquement.

Dans ces cas, nous avons affaire à ce que l'on peut appeler des contre-vérités. La contre-vérité est une affirmation qui contredit directement des faits établis. Elle peut être intentionnelle — instrument de manipulation — ou découler d'une ignorance relayée sans vérification. Elle joue un rôle majeur dans les controverses publiques contemporaines :


TRUTH

diffusion d'informations infondées sur les vaccins, rumeurs virales lors de crises sanitaires ou attentats. Ces contre-vérités prospèrent particulièrement dans des contextes d'incertitude, où l'information évolue rapidement et où le public peine à distinguer expertise, opinion et spéculation.

Il convient toutefois de distinguer la contre-vérité de la post-vérité. Là où la contre-vérité contredit frontalement les faits, la post-vérité opère plus subtilement. Elle ne nie pas nécessairement les faits, mais les relègue au second plan. Elle biaise la réalité par une reconstruction des interactions (Bloch, Carr) avec l'objectif d'agir sur une culture où les émotions et les croyances personnelles priment sur l'objectivité des faits. L'expression « post-truth », désignée mot de l'année 2016 par le dictionnaire Oxford, renvoie à des circonstances « dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles » (cf. définition Dictionnaire d'Oxford, 2016).

La post-vérité ne consiste donc pas toujours à mentir explicitement ; elle consiste à restructurer la hiérarchie des critères de vérité. Les faits deviennent secondaires par rapport à la cohérence identitaire, à l'émotion suscitée ou à l'adhésion communautaire. Des données scientifiques peuvent être reconnues, mais interprétées de manière à conforter une narration préexistante. Des statistiques peuvent être exactes, mais sorties de leur contexte pour produire un effet dramatique. Il ne s'agit plus d'inventer le faux, mais de sélectionner, accentuer ou minimiser certains éléments afin de construire un récit émotionnellement puissant.

Le philosophe Yael Brahms propose en 2022 une définition éclairante : la post-vérité désigne des circonstances où notre capacité à clarifier la réalité s'affaiblit sous l'effet combiné de plusieurs facteurs — explosion informationnelle, technologies disruptives, perte de confiance dans les institutions, héritage du relativisme postmoderne et polarisation politique. La désinformation contemporaine s'inscrit précisément dans cette configuration :

un espace public saturé d'informations, où la vérification demande du temps et des compétences que tous ne possèdent pas.

À la différence de la propagande traditionnelle, qui reposait sur un contrôle relativement centralisé de l'information, la désinformation actuelle est décentralisée et participative. Elle circule par les réseaux sociaux, les messageries privées, les plateformes vidéo. Elle peut être produite par des groupes organisés, mais aussi par des individus ordinaires relayant des contenus sans intention malveillante explicite. La viralité ne dépend plus uniquement d'une autorité politique ; elle dépend de l'engagement émotionnel qu'un contenu suscite.

Un phénomène connexe est celui du révisionnisme dans son sens large : non pas la révision scientifique légitime fondée sur de nouvelles preuves, mais la remise en cause infondée de faits largement établis. On le retrouve dans le négationnisme, dans certaines théories complotistes, ou dans des tentatives de minimisation de catastrophes documentées. Ce type de discours illustre parfaitement la logique de la post-vérité : sélection de fragments d'information, amplification de zones d'ombre, mise en doute systématique des sources expertes, jusqu'à produire un doute généralisé.

La fausse vérité, quant à elle, peut être définie plus simplement comme une affirmation factuellement incorrecte, présentée avec assurance et parfois accompagnée d'éléments visuels ou statistiques fabriqués. Les deepfakes, les images sorties de leur contexte, les citations inventées attribuées à des personnalités publiques en constituent des exemples contemporains. Leur efficacité tient souvent à leur apparente crédibilité formelle : graphisme soigné, ton affirmatif, référence à des sources inexistantes mais plausibles.

Comment expliquer l'ampleur de ces phénomènes aujourd'hui ?

Prospérité des narratifs alternatifs : anthropologie d'une crédulité contemporaine

Si la post-vérité et les vérités alternatives connaissent aujourd'hui une telle expansion, ce n'est ni un hasard ni une simple dérive morale : c'est la conjonction d'un bouleversement technologique, d'une transformation de l'espace médiatique et de dispositions cognitives profondément humaines.

Le philosophe Yael Brahms souligne que notre capacité à clarifier la réalité s'affaiblit sous l'effet de plusieurs dynamiques simultanées : l'explosion informationnelle, les technologies disruptives, la perte de confiance dans les institutions et l'intensification des luttes politiques autour des critères de vérité. Nous vivons dans un environnement saturé d'informations où la quantité dépasse largement notre capacité individuelle de vérification. L'accès massif à la parole publique a dissous les anciens filtres d'autorité : nul besoin d'être historien, journaliste ou scientifique pour affirmer publiquement une « vérité ». Toute personne disposant d'un accès à Internet peut produire, relayer et amplifier un récit.

La rapidité de circulation de l'information joue ici un rôle central. L'instantanéité prime sur la vérification. Dans cet écosystème, la valeur d'un contenu dépend moins de son exactitude que de sa capacité à susciter une réaction. L'économie de l'attention favorise les contenus polarisants, simplificateurs, émotionnellement chargés. La visibilité devient un substitut d'autorité : ce qui circule beaucoup semble crédible.

À cela s'ajoute un tournant technologique majeur : l'intelligence artificielle générative. Des outils capables de produire en quelques secondes des textes cohérents, des images réalistes ou des vidéos synthétiques abaissent considérablement le coût de production d'un discours plausible. La fabrication d'une narration alternative ne requiert plus une expertise approfondie ; elle peut être industrialisée.

Les bots et comptes automatisés amplifient artificiellement certains contenus, créant une illusion de consensus. La répétition devient performative : plus une affirmation est répétée, plus elle acquiert une apparence de vérité.

Cependant, si ces dispositifs techniques rendent la désinformation possible, ils n'expliquent pas à eux seuls son efficacité. Celle-ci repose sur des mécanismes cognitifs universels. Comme l'a montré Robert Jervis (6), nous interprétons le monde à travers des schémas préexistants. Le biais de confirmation nous conduit à privilégier les informations qui confortent nos croyances et à minimiser celles qui les contredisent. L'effet de halo influence notre jugement global à partir d'une impression partielle. Nous ne sommes pas des évaluateurs neutres du réel ; nous sommes des êtres interprétatifs.

Les algorithmes des réseaux sociaux amplifient mécaniquement ces tendances. En sélectionnant les contenus susceptibles de susciter l'engagement — c'est-à-dire ceux qui correspondent à nos préférences antérieures — ils construisent des environnements informationnels homogènes. L'utilisateur est progressivement enfermé dans une bulle cognitive où ses convictions lui sont constamment renvoyées sous forme de confirmations multiples. Ce phénomène crée un effet de réalité : ce que je vois souvent et ce que mon groupe valide acquiert une force de preuve.

La post-vérité fonctionne également parce qu'elle mobilise l'émotion avant la raison.

La peur, l'indignation, la colère ou l'enthousiasme déclenchent le partage bien plus rapidement que l'analyse critique. Une information qui suscite une réaction affective intense sera relayée avant d'être examinée. La viralité devient alors indépendante de la véracité. Ce primat de l'émotion n'est pas nouveau — Gustave Le Bon (7) soulignait déjà le pouvoir du simplisme et de l'image sur les foules — mais il est aujourd'hui démultiplié par les architectures numériques.

Il faut également reconnaître une dimension anthropologique plus profonde, la post-vérité répond à un besoin anthropologique fondamental : le besoin de sens. Face à la complexité croissante du monde contemporain — crises sanitaires, climatiques, économiques, géopolitiques — les individus recherchent des récits structurants. Les vérités alternatives offrent des explications simples, des causalités claires, des responsables identifiés. Elles réduisent l'incertitude et restaurent un sentiment de maîtrise cognitive. Dans un monde perçu comme opaque, la cohérence narrative peut apparaître plus rassurante que la complexité factuelle.

La littérature dystopique a d'ailleurs anticipé ces mécanismes. Dans *1984* (8), George Orwell met en scène un « ministère de la Vérité » chargé de réécrire les archives afin qu'elles soient toujours cohérentes avec le discours officiel. Le contrôle du langage — la réduction volontaire du vocabulaire, la « double pensée » permettant de maintenir simultanément deux propositions contradictoires — illustre une intuition fondamentale : modifier les mots, c'est modifier le champ du pensable. Si ce roman décrivait un régime totalitaire centralisé, il éclaire aujourd'hui une dynamique plus diffuse : la fragilisation du lien entre langage et réalité.

Enfin, la création de vérités alternatives peut relever d'une stratégie de pouvoir plus subtile que le simple mensonge. Saturer l'espace public de versions concurrentes, multiplier les interprétations, installer le doute généralisé permet d'affaiblir la confiance dans les institutions productrices de savoir — médias, universités, expertise scientifique.

Lorsque tout devient contestable, lorsque chaque fait possède sa contre-version, la vérité elle-même perd sa force normative. Il ne s'agit plus nécessairement de convaincre qu'une affirmation est vraie, mais de rendre incertain ce qui semblait établi.

Ainsi, la post-vérité ne fonctionne pas uniquement parce qu'elle trompe ; elle fonctionne parce qu'elle s'insère dans nos structures cognitives, dans les logiques économiques des plateformes et dans des stratégies politiques conscientes. Elle exploite notre désir de cohérence, notre sensibilité émotionnelle et les architectures techniques de l'espace numérique. À l'ère de la désinformation, la question n'est donc pas seulement celle du faux, mais celle des conditions mêmes de possibilité du vrai dans un environnement où la production et la diffusion du discours sont devenues massives, instantanées et stratégiques.

Conclusion

L'examen des différentes conceptions philosophiques de la vérité a montré que le rapport au réel ne se réduit pas à une simple adéquation factuelle, mais qu'il peut être pensé en termes de cohérence, d'utilité ou de construction sociale. Toutefois, dans le contexte de la désinformation contemporaine, c'est bien la vérité comme correspondance — au sens aristotélicien — qui demeure le repère normatif à partir duquel se mesure la déformation du réel.

La distinction entre fausse vérité, contre-vérité et post-vérité a permis de mettre en lumière des degrés et des modalités différentes d'altération du vrai : de l'affirmation factuellement incorrecte à la contradiction explicite des faits, jusqu'à la restructuration narrative et émotionnelle qui relègue la factualité au second plan. La post-vérité n'abolit pas toujours les faits ; elle les subordonne à une logique identitaire, affective ou stratégique.

Dès lors, si ces formes discursives connaissent aujourd'hui une telle ampleur, ce n'est pas uniquement en raison d'une fragilité morale des individus ni d'une manipulation centralisée et visible. Elles prospèrent à l'intersection de trois dynamiques profondes.

D'abord, une transformation technologique qui abaisse drastiquement les coûts de production du discours et amplifie sa diffusion : l'intelligence artificielle générative, les réseaux sociaux et l'automatisation des contenus rendent possible la fabrication massive de récits plausibles et leur circulation instantanée à l'échelle mondiale.

Ensuite, une économie médiatique fondée sur l'attention et l'émotion, où la visibilité dépend de la capacité d'un contenu à susciter une réaction rapide plutôt qu'à résister à l'examen critique. Dans cet environnement, l'intensité affective devient un moteur de crédibilité.

Enfin, des structures cognitives humaines prédisposées à la cohérence et à la confirmation : les biais cognitifs, loin d'être des anomalies marginales, constituent des mécanismes ordinaires de traitement de l'information ; ils rendent les individus particulièrement réceptifs aux récits qui confortent leurs croyances et réduisent l'incertitude.

Ainsi, la post-vérité ne marque pas tant la disparition du vrai que la transformation des conditions dans lesquelles il peut être reconnu, partagé et stabilisé collectivement. Le défi contemporain n'est pas seulement de débusquer le faux, mais de restaurer les conditions épistémiques, institutionnelles et culturelles qui permettent à la vérité — entendue comme correspondance au réel — de conserver sa force normative.

À l'ère de la désinformation, défendre la vérité ne consiste donc pas à opposer dogmatiquement un discours à un autre, mais à réaffirmer les exigences méthodologiques, critiques et éthiques qui rendent possible un espace public fondé sur des faits partageables. C'est à ce prix seulement que la vérité peut demeurer un horizon commun plutôt qu'une simple opinion parmi d'autres.

Évolution des pratiques de la censure et de contournement en période de conflit : étude de 1950 à nos jours

MAHA HACHEMI

Comment les techniques de censure ont-elles muté depuis l'ère de la presse écrite ? L'arrivée des nouvelles technologies améliore-t-elle la qualité de l'information en temps de conflit ? Ou, au contraire, renforce-t-elle le contrôle et la censure ? Qu'est-ce-que la « neutrollisation » et quels sont ses effets ? Quelles sont les stratégies mises en place pour tenter de contrer la censure ? En essayant de répondre à ces questions, cet article entend mettre en lumière la relation complexe entre la censure, l'environnement informationnel, et les progrès technologiques.

Selon le docteur en histoire Guylain Chevrier, « les guerres sont les cadres privilégiés de l'utilisation de la propagande et de la censure » (1). Partant de ce constat, ce chapitre vise à comprendre, à travers l'étude de contentieux internationaux, la transformation des pratiques de censure qui leur sont associées, à mesure que les médias ont changé, de la presse écrite à l'ère numérique.

Afin de procéder à cette étude, nous avons en premier lieu déterminé une approche méthodologique chronologique basée sur trois conflits marqués par un tournant technologique : la guerre de Corée (1950-1953), la première guerre du Golfe (1990-1991) et le conflit russo-ukrainien (depuis 2014). Il s'agira ensuite de mettre en lumière les nouveaux acteurs et enjeux liés au contournement de la censure en période de conflit.

En ce qui concerne la définition de la censure, le Larousse la définit comme l'interdiction de « *tout ou partie d'une communication destinée au public* ». Cette définition très générale peut être complétée par celle du journaliste Louis-Gabriel Robinet qui caractérise la censure comme « *l'interdiction avant publication de tout ce qui pourrait troubler l'ordre, menacer les institutions, répandre de fausses nouvelles, corrompre les esprits*. » (2) Selon cette définition, la censure serait employée en tant qu'outil structurel de l'État pour maintenir l'ordre, à la fois politique et social. Ainsi, c'est cette définition qui sera retenue pour la suite de notre étude.

Les médias comme vecteur de censure : trois études de cas

La censure des correspondants de guerre à l'ère de la presse écrite : la guerre de Corée

Après la capitulation du Japon en 1945, les Alliés décident du futur de la péninsule de Corée, colonie japonaise depuis 1910. Les États-Unis proposent de diviser provisoirement le territoire le long du 38e parallèle : au nord, un régime communiste sous l'influence soviétique est instauré ; au sud, les États-uniens mettent en place un régime capitaliste.

La division devait être temporaire, le temps d'organiser la transition vers une Corée indépendante et unifiée. Cependant, avec le début de la Guerre froide, les deux camps créent chacun leur État et leur armée. Ainsi, en juin 1950, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud afin d'unifier la péninsule sous le modèle communiste. Les États-Unis, ne voulant pas voir s'imposer le communisme sur la péninsule coréenne, décident d'intervenir militairement (3). Pour Washington, ce conflit s'inscrit dans le contexte plus général de la Guerre froide : la communication publique devient l'un des enjeux principaux de la guerre.

Le cas de la guerre de Corée est d'autant plus intéressant à étudier dans le cadre de la censure car cette dernière a été mise en place par les États-Unis, en dehors de leurs frontières. En effet, le général Douglas MacArthur, à la tête du Commandement des Nations unies en Corée - forces armées majoritairement américaines - est à l'origine d'un système de censure militaire que cette première partie de l'étude vise à mettre en lumière. Au début du conflit, soixante-dix correspondants sont sur place en Corée du Sud pour couvrir l'avancée des combats.

À l'apogée de la guerre, on compte au total 270 correspondants, presque tous des journalistes de presse écrite, et quelques caméramans de films d'actualité. À cette époque, les journalistes et correspondants de guerre n'allaient pas directement sur le terrain mais recevaient les informations de la part des officiers (4). Les forces américaines organisent rapidement la censure et désignent des censeurs militaires pour lire les articles des correspondants étrangers. Le 26 décembre 1950, une « censure totale » est instaurée au sein du Quartier Général de l'armée américaine : les cinq agences de presse accréditées sont limitées à deux téléphones sous surveillance. Les journalistes n'ont pas activement cherché à détourner le dispositif de censure. La plupart d'entre eux l'acceptent, adhérant à l'idée selon laquelle la censure vise à protéger la sécurité des forces onusiennes et américaines (5).

Le 9 janvier 1951, les correspondants de guerre sont placés sous juridiction militaire, ce qui permet aux autorités de les expulser ou de les traduire en justice devant la cour martiale s'ils ne respectent pas la censure. Le lendemain, le New York Times publie un article dans lequel la censure est qualifiée « d'absolue » (6). À partir de ce moment, la censure repose donc sur un contrôle total du contenu des articles et sur un encadrement du déplacement des journalistes.

Bien que les autorités militaires ne disposent pas de moyens réels pour censurer les journalistes travaillant depuis l'extérieur du pays, les correspondants présents en Corée, eux, sont soumis à une surveillance très stricte de la part de l'armée. Ce régime de censure restera en place jusqu'à la fin du conflit.



Le mémorial de guerre de Corée à Séoul

Dans son article sur la censure pendant la Guerre de Corée, Daniel Fazio, professeur spécialiste de l'histoire des deux Corées, souligne que le Général MacArthur avait parfaitement compris l'importance des médias dans la perception du conflit à l'international. MacArthur a cherché à façonner la couverture médiatique du conflit par une censure militaire que Fazio décrit comme étant « d'une ampleur jamais vue pendant la seconde guerre mondiale » et annonciatrice des pratiques des conflits suivants (5). Fazio met aussi en avant la « relation inverse » entre les succès militaires de MacArthur et le niveau de censure qu'il imposait aux reporters. Quand les forces alliées gagnaient, la censure était moindre et les journalistes libres de couvrir de façon plus analytique et critique. Lorsqu'elles perdaient, ces pratiques journalistiques étaient accusées de nuire à « l'effort de guerre ». Finalement, le conflit a fini par s'enliser et la couverture médiatique des correspondants a baissé, menant les états-uniens à oublier la guerre (5). Bien que cette censure sur les correspondants n'ait pas été imposée par les autorités coréennes, le régime coréen de l'époque imposa aussi des restrictions sur les informations concernant le conflit. En effet, les chercheurs sud-coréens n'ont pu étudier la guerre de Corée librement qu'à partir de 1980 (7).

La censure pendant la guerre de Corée était particulièrement efficace parce qu'il y avait des milliers d'officiers pour lire, vérifier et contrôler les informations produites par les journalistes (8). Toutefois, ce procédé reposait sur des conditions matérielles et sur l'existence de frontières physiques difficilement franchissables. Avec l'apparition de nouvelles technologies comme les communications satellitaires, puis plus tard, avec Internet, contrôler les informations sortant du front est progressivement devenu très difficile voire parfois impossible. C'est la dernière fois qu'un tel filtrage a été possible.

La censure à l'ère de la télévision : retransmission par satellite de la guerre du Golfe

En août 1990, les Etats-Unis lancent l'opération Bouclier du désert à la suite de l'invasion de l'Irak par le Koweït. Quelques semaines plus tard, *The Wall Street Journal* publie une tribune dans laquelle le président de *NBC News* dénonce le contrôle des informations concernant le conflit : « *Il y a quelque chose que vous devriez savoir sur cette guerre qui se déroule dans le Golfe : une grande partie des informations que vous lisez, entendez ou voyez est censurée… Il n'y a aucune excuse pour ce type de censure, qui dépasse même la censure la plus stricte de la Seconde Guerre mondiale* » (9).

Le spécialiste des médias Steven Livingston souligne qu'il y existe plusieurs types de conflit, allant de la dissuasion stratégique (empêcher une attaque en menaçant d'une riposte, souvent avec l'arme nucléaire) à la guerre conventionnelle (un conflit armé et direct entre forces organisées) en passant par les actions de *peacekeeping* (maintenir la stabilité après un conflit). Selon Livingston, c'est dans le contexte de guerre conventionnelle que la tension entre l'armée et les médias est la plus intense car il existe alors un fort intérêt médiatique (10).

La guerre du Golfe de 1991 a vu une intensification de l'utilisation des satellites, à la fois pour la communication, mais aussi pour la surveillance. Le sociologue Frank Webster la définit alors comme la « première guerre d'information » (11). Partant de ce constat, cette partie de l'étude vise à mettre en avant les nouveaux enjeux apportés par la diffusion de l'information en continue, qui n'existait pas auparavant. En effet, c'est la diffusion en continue de la guerre du Golfe de 1991 qui a fait de CNN les « yeux et oreilles du monde » (12). On parle notamment du CNN effect pour désigner « une diplomatie accélérée et en temps réel » (10).

Pour Guylain Chevrier, la guerre du Golfe est un parfait exemple de la tension entre l'armée et les médias, et incarne même un tournant. En 1991, *CNN* est depuis deux ans la première chaîne de télévision à l'échelle mondiale et est diffusée de façon simultanée par cinq satellites (1). Avant ce conflit, il y avait une dichotomie entre le « *zéro image* » représenté par le pouvoir politique ou militaire, empêchant la sortie des images du front, et le « *tout image* » défendu par la télévision qui diffuse des images en continu. Pendant la guerre du Golfe, les autorités comprennent qu'elles peuvent exploiter le « *tout image* ».

En effet, le pouvoir a compris qu'il était plus efficace de produire des images contrôlées, qui donnent une illusion d'information, que de passer par la censure classique qui suscite la curiosité et les questions de l'opinion publique. Ces images, même si spectaculaires (comme des frappes de missiles), ne montrent rien des destructions réelles ni des blessés parmi les civils. Chevrier parle « *d'étouffement* » et « *d'aveuglement* » de l'opinion publique, y compris des journalistes eux-mêmes. Par exemple, selon le journaliste espagnol Ignacio Ramonet « *84 % des journalistes estiment avoir été "manipulés" pendant la guerre du Golfe* » (1).

Ainsi, pendant la guerre du Golfe, les autorités ont recours à un nouveau type de censure, qui passe par la saturation d'image et entre en totale contradiction avec la censure plus directe qui était utilisée jusqu'alors. La guerre du Golfe révèle une mise en place plus subtile de la censure, qui, de façon presque paradoxale, passe par la diffusion d'images. Sur le plan informationnel, ce conflit a donc révélé ce qui va devenir l'un des enjeux majeurs dans la compréhension des guerres du 21ème siècle : la diffusion d'images ne signifie pas nécessairement la diffusion d'une information.

La censure du cyberespace : la guerre en Ukraine et la « machine médiatique du Kremlin »

La guerre en Ukraine a mis en avant le rôle de la censure dans la lutte informationnelle. Dès le début de l'invasion des forces russes en territoire ukrainien en 2022, la Douma d'État, chambre basse de l'assemblée fédérale de la Russie, vote la loi du 4 mars 2022. Cette loi vise à censurer tous les discours qui vont à l'encontre de l'armée russe (13) et permet aux autorités d'interpeller les militants russes anti-guerres lors de manifestations. Ces derniers peuvent encourir 15 ans de prison et une amende entre 700 000 et 1,7 millions de roubles (14). La loi permet aussi de mettre fin à l'existence des médias indépendants russes car elle punit « *la diffusion des informations mensongères à propos des actions des forces armées russes* » (15).

Cela a également influencé les journalistes ukrainiens. Le pays vit sous le régime de loi martiale depuis 2022. Au début du conflit, les journalistes ukrainiens, même s'ils n'étaient pas soumis à la censure de leur gouvernement, ont volontairement évité de critiquer les décisions de Zelensky, de peur que ces critiques ne soient récupérées par le Kremlin. Les journalistes se sont donc auto-censurés pour éviter de « *déstabiliser la société ukrainienne* » (16).

Jules Fediunin et Valéry Kossov, chercheurs en études russes, soulignent que « *la machine de communication* [du Kremlin] *est bien réglée* », se voulant être l'unique source d'information pour la population russe sur l'espace numérique : plus de 81 000 sites furent bloqués entre le 24 février 2022 et le 30 juin 2022 (17).

Ces chiffres nous montrent que le conflit russo-ukrainien a très fortement impacté le contrôle et la censure de l'espace numérique russe.

En effet, dans un article datant de 2012 et précédant le conflit, Julien Nocetti, chercheur à l'institut français des relations internationales, indique qu'en Russie, « *les internautes jouissent d'une liberté de ton quasi totale* » et que les autorités russes ne censurent pas mais « *régulent* » le cyberespace en payant des blogueurs chargés de « *produire des commentaires flatteurs à l'égard du Kremlin* » sans pour autant « *entrer dans une logique de nuisance envers les internautes manifestant des velléités contestataires* » (18).

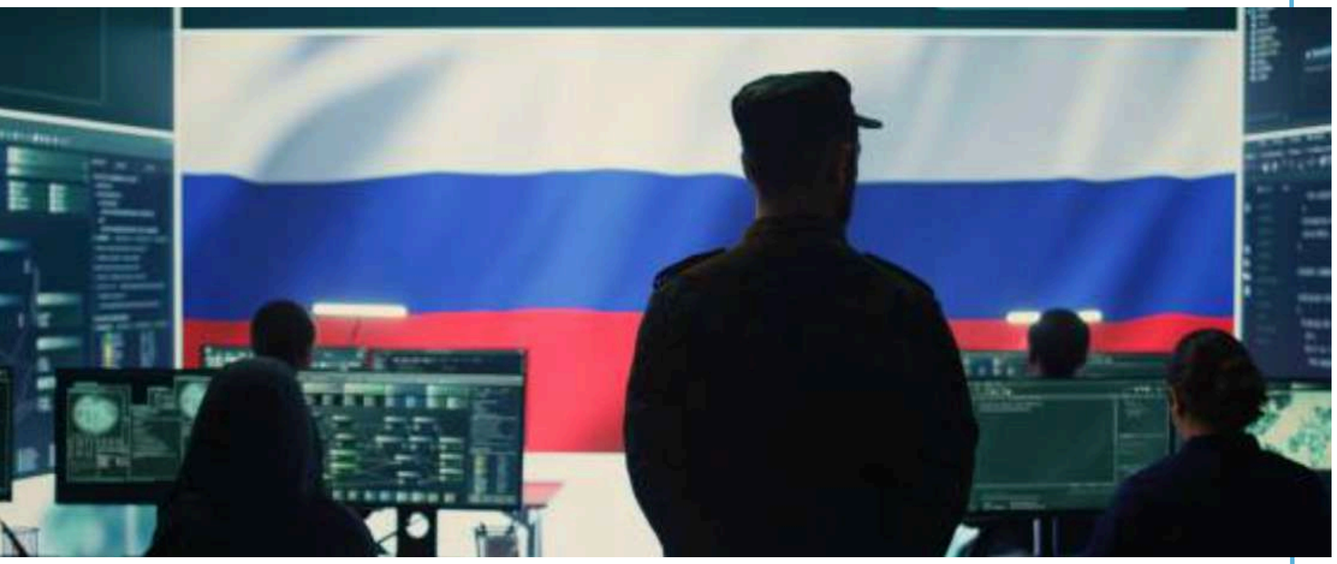
Les médias et le cyberespace russe étaient donc sous contrôle du Kremlin avant le conflit, mais un tournant, voire un virage, s'est opéré dans la façon dont les autorités russes « encadrent » l'environnement informationnel depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022. Par exemple, le mot « guerre » a été banni, Poutine imposant le terme « opération spéciale », à la fois pour minimiser l'invasion, rassurer sa population et légitimer les attaques (13).

La technique du Kremlin ne se concentre pas uniquement sur la censure ; il s'agit également de semer la confusion, détourner l'attention, diffuser des images et leur faire dire autre chose que ce qu'elles veulent vraiment dire. En janvier 2023, les forces russes attaquent Dnipro et d'autres villes ukrainiennes ; les missiles font plus de 44 victimes civiles. Trois jours après, le journal télévisé russe consacre 12 secondes à l'attaque, le présentateur concluant que les forces ukrainiennes étaient confuses et ont pris pour cible leurs propres immeubles et citoyens. Le journal a également diffusé des images d'un incident qui avait eu lieu en novembre 2022 pour faire croire que les forces armées ukrainiennes avaient attaqué la Pologne. En réalité, elles tentaient d'intercepter un missile russe (19).

De ce fait, selon Stéphane Grumbach, directeur de recherche à l'Institut national de recherche en sciences et technologies numériques, la guerre en Ukraine a non seulement montré l'importance du cyberespace en période de conflit, mais a aussi révélé

« une nouvelle expression du soft power » (20). Des enquêtes ont également été réalisées sur les personnes, payées par le Kremlin et désignées comme des « trolls », qui, dans les années 2010 déjà, étaient chargées d'assurer la propagande d'État. Une partie ultérieure de notre chapitre est consacrée à la mise en place de ce système de trolls et son impact dans les pratiques de censure.

Ainsi, ces études de cas ont permis de mettre en avant l'évolution des pratiques de censure sur une période de soixante-dix ans et dans des contextes géopolitiques différents. Les avancées technologiques ont mené à de nouveaux procédés, sans jamais remettre en question l'existence même de la censure, qui apparaît comme une composante intrinsèque à la communication en temps de guerre. Toutefois, avec la naissance, puis l'apogée de l'ère digitale, la société s'est progressivement structurée autour du concept de « *global information space* » (21), fondée sur la circulation d'informations présentées comme supposément plus accessibles et de bonne qualité. Le « *global information space* » ne garantit cependant ni la fiabilité, ni la qualité intrinsèque des informations en circulation. Il s'agit désormais de comprendre comment cela influence les pratiques de censure.



La censure à l'ère digitale : disparition ou transformation ?

De la censure verticale au contrôle de l'environnement informationnelle

Notre chapitre s'est d'abord intéressé à la guerre de Corée car ce conflit illustre bien le concept de censure verticale, notamment à travers la mise en place d'une juridiction militaire sur les correspondants de guerre, et des interdictions explicites rendues possibles par l'existence de peu de canaux médiatiques. Le contrôle et la censure provenaient d'une autorité clairement identifiable : les forces armées de MacArthur.

En Russie, la censure directe coexiste avec les nouvelles formes de contrôles informationnelles. Afin de convaincre son peuple de la légitimité de son intervention en Ukraine, le Kremlin affirme que la Crimée a toujours appartenu à la Russie (22). La stratégie de communication russe a donc pour objectif d'imposer un narratif officiel à sa population, et cela passe également par la censure « *de tous les canaux de communication* » (23).

Ce constat peut être mis en parallèle avec le postulat de la chercheuse d'Elizaveta Grishechko selon lequel « *tant que l'État existe et doit protéger certains secrets, la censure subsistera sous une forme ou une autre* » (21). D'une part, Grishechko avance que la censure constitue un élément indispensable de toute forme de pouvoir ; d'autre part, elle cherche à démontrer qu'elle ne peut plus fonctionner en tant qu'interdiction directe. L'exemple soviétique, marqué par la censure brutale ayant suscité des pratiques de contournement comme le *samizdat*, constitue une limite.

Toutefois, la censure verticale, provenant directement du gouvernement, n'a pas totalement disparu. En Russie, elle intervient à travers les actions de Roskomnadzor. Roskomnadzor est un organisme dédié uniquement à la supervision dans le domaine des médias russes et a une forte emprise sur l'environnement informationnel dans le pays. En août 2025, l'agence a notamment bloqué la fonctionnalité d'appels audio et vidéo sur *Telegram* et *WhatsApp*, invoquant officiellement « *la protection contre les escroqueries téléphoniques* » (24). Cette fonctionnalité permet surtout de communiquer par appel avec les personnes résidant en dehors de la Russie.

La censure verticale joue donc un rôle direct sur les plateformes numériques, nouveaux acteurs très puissants car agissant au-delà de toutes frontières étatiques, et pouvant à la fois diffuser des messages à grande échelle, mais aussi recueillir des informations auprès des citoyens connectés. Le blocage des appels vidéo initié par Poutine incite donc les Russes à utiliser la messagerie d'État, Max, à laquelle les autorités ont un accès total. Ce blocage vise également à tenter d'empêcher la circulation d'information en dehors des frontières russes (24).

Grumbach parle d'influence horizontale, impliquant des citoyens ordinaires qui participent activement à la diffusion d'informations, d'images et d'opinions (20). Les plateformes numériques comme la plateforme russe *VK*, ou le réseau social de Donald Trump *Truth Social*, sont notamment devenues des lieux de refuges pour de nombreux internautes qui sont censurés sur les plateformes classiques. Les propos tenus sur ces réseaux sociaux ont la possibilité d'être beaucoup plus radicaux (25).

De même, l'ouverture de l'environnement informationnel à des acteurs qui ne sont pas des professionnels de l'information a permis la mise en place de nouvelles pratiques de censure et la réorganisation de l'écosystème informationnel impliquant la surcharge d'images - technique déjà utilisée pendant la guerre du Golfe - et les nouvelles technologies d'algorithmes.

Grishechko parle de « *façonner une réalité illusoire* » à travers la « *censure invisible du quotidien* » (21).

Saturation de l'espace numérique : l'impact de la « neutrollisation »

Pour rendre la censure invisible, une nouvelle pratique est progressivement apparue : la « neutrollisation ». Le terme est une formulation des chercheurs Xymena Kurowska et Anatoly Reshetnikov et désigne « *une pratique autoritaire* » qui ne défend pas nécessairement l'agenda politique du Kremlin (les chercheurs soulignent que la pratique n'est d'ailleurs pas limitée à la Russie) mais qui vise à brouiller l'espace publique digitale (26) et à neutraliser l'information. L'environnement virtuel est saturé de trolls et de bots et les internautes sont noyés sous un flux d'informations et de rumeurs. Il est impossible de raisonner un troll ou de le convaincre car l'enjeu même de leur existence et de mettre fin à tout dialogue politique.

La saturation d'information était déjà une pratique utilisée au moment de la Guerre du Golfe, *CNN* étant alors devenu un « *théâtre des opérations à part entière* » (27). La Guerre du Golfe marquait ainsi un véritable tournant car les nouvelles technologies de l'information, notamment les satellites, rendaient difficile la mise en place de la censure. *CNN* et l'armée américaine étaient de fait complices des images diffusées sur la chaîne. Jocelyne Arquembourg parle dans ce cas précis de « *relation contractuelle* » (27) : l'armée américaine utilisait *CNN* pour relayer son agenda de communication et ses images, tandis que la chaîne pouvait diffuser ces dernières en continu et augmenter ses audiences.

De la même façon, le trolling russe est une véritable pratique institutionnalisée, comme nous le confirme l'existence « d'usines à troll ». Cependant, il existe plusieurs différences avec le cas des chaînes d'information en continu.

Tout d'abord, à l'inverse des journalistes et des médias traditionnels, les trolls et les bots ne sont soumis à aucune règle déontologique, ni à aucune obligation de respecter les normes journalistiques (25). Ensuite, les trolls se veulent généralement provocateurs et déclencheurs de débat, l'objectif final étant de rendre « *toute mobilisation politique absurde* » (26).

En mars 2015, à la suite de l'assassinat de Boris Nemtsov, ancien Vice-Premier ministre de Russie et fervent opposant à Poutine, on apprend dans les journaux russes que plus de 500 comptes trolls ont été formé à « *gérer l'événement* » (26). Ces trolls devaient notamment utiliser des mots-clefs propices à propager de multiples interprétations de l'assassinat et visant à créer de la confusion chez les internautes. L'assassinat était-il une opération de communication des opposants de Poutine ? Les Ukrainiens sont-ils impliqués ? S'agit-il d'une « interférence » des Occidentaux ? Ces fausses informations et ces discours haineux sèment volontairement la confusion (25) ; plus rien ne paraît crédible et toute parole politique est rendue inefficace.

Cette surcharge d'information, disponible à tout moment de la journée sur les chaînes en continu ou sur les réseaux sociaux, impacte directement les citoyens. En France, plus d'une personne sur deux dit « *souffrir de fatigue informationnelle* » et 77% des citoyens déclarent cesser de consulter les informations (28). Parmi les facteurs qui poussent les Français à ne plus s'informer, on retrouve « *les débats trop polémiques, trop agressifs* » et « *le manque de fiabilité des informations* ».

La « neutrollisation » n'est qu'un exemple de procédé parmi tant d'autres, mais elle peut être reliée à des notions comme « l'infobésité », « le stress informationnel » ou la « surinformation ». Une personne tentant de s'informer et faisant face à de nombreuses informations contradictoires et à un débat public agressif, aura le sentiment de ne pas comprendre, ni assimiler les informations.

On constate donc que la saturation de l'espace informationnel a un impact direct sur notre processus d'appréhension, mais aussi de décision, avec des citoyens qui font le choix de se retirer du débat public. Ceci est d'autant plus vrai en période de conflit, ces formes de censure agissant directement sur la compréhension et la participation citoyenne et politique.

Si à l'arrivée des satellites et avec l'essor de la diffusion en continu, la censure ne reposait déjà plus sur le blocage pur et dur de l'information, mais plutôt sur l'orientation des opinions, l'ère des réseaux sociaux et des plateformes numériques marque un énième tournant avec l'apparition de nouvelles notions : surcharge informationnelle, infobésité, syndrome de saturation cognitive (28). Dès lors se pose la question du contournement.

Pratiques de contournement au 21ème siècle : nouveaux enjeux, nouveaux acteurs

Dans son étude sur l'impact de la télévision pendant la guerre du Golfe, Chevrier explique que, lorsqu'un conflit armé se présente, il est souvent attendu de la population d'accepter la censure comme la « *garantie de sa propre sécurité* » (1). Plus tôt dans cette étude, il a notamment été question des envoyés spéciaux acceptant la censure pendant la guerre de Corée pour des enjeux sécuritaires. Cependant, Chevrier souligne que l'opinion publique tient en réalité une part de responsabilité et ne doit pas attendre que les journalistes pensent, s'informent, et vérifient à sa place. Ainsi, les citoyens ne peuvent décharger leur responsabilité sur les médias et doivent exercer leur esprit critique, même - voire surtout - lorsqu'ils sont confrontés à un environnement informationnel confus.

Stratégie de déplacement : contournement journalistique

Comme évoqué précédemment, les nouvelles technologies ont redistribué les rôles de l'environnement informationnel contemporain. Bien que les journalistes ne soient plus les seuls acteurs de la communication, ils sont également amenés à participer au contournement de la censure.

Dès 1996, la chaîne de télévision *Al Jazeera* naît de la rupture des « *monopoles télévisuels étatiques* » du monde arabe. Tristan Mattelart, chercheur spécialiste des médias et de la censure, explique que la création d'*Al Jazeera* a su rendre « *visibles les voix dissonantes en exil ou interdites de cité dans leur pays* » (29). Cela s'inscrit dans un contexte de la mondialisation de l'information et de ce que l'on a appelé, dès les années 1980, la « *presse arabe migrante* » (12). L'exemple d'*Al-Jazeera* est particulièrement intéressant, car bien qu'il ne soit pas à l'origine du phénomène de « *presse arabe migrante* », il permet d'illustrer les effets qu'ont la censure sur la transformation du paysage médiatique. Jusqu'alors, les chaînes nationales arabophones servaient surtout à relayer la propagande des régimes, mais *Al-Jazeera*, diffusée par satellite, a permis aux citoyens d'entendre, pour la première fois, des points de vues critiques et des contestations politiques (29). Cependant, si la chaîne a initialement incarné une rupture dans le paysage audiovisuel arabe, son positionnement et son fonctionnement ont évolué au fil du temps. *Al-Jazeera* n'échappe pas aux pratiques de censure et d'autocensure et est parfois accusée d'être un canal de propagande.

Toutefois, la « presse migrante » n'est pas un phénomène restreint aux pays arabes. En Russie, le média *Dojd*, littéralement, « La Pluie », fait partie des premières chaînes russes à couvrir la contestation des élections législatives de 2011. Plus généralement, le média couvre la manifestation contre le retour de Poutine au pouvoir, ce qui l'a mené à être catégorisé par le Kremlin comme un média d'opposition.

La créatrice, Natalia Sindeeva, explique que le public de *Dojd* voulait « *voir des informations autrement, voir des visages qu'on ne voit pas sur les chaînes fédérales, sans censure* » (15). Toutefois, *Dojd* a dû cesser d'exister en Russie, Roskomnadzor ayant décidé de bloquer son site internet le 1er mars 2022, quelques jours avant la mise en place de la loi du 4 mars 2022. Le blocage du site a mené à la démission de beaucoup de journalistes de *Dojd* qui craignaient des poursuites. Quelques mois plus tard, en juin, *Dojd* est relancé sur *YouTube* par des journalistes installés à l'extérieur de la Russie : à Riga, la capitale de la Lettonie, et à Tbilissi, la capitale de la Géorgie. La rédaction a finalement déménagé aux Pays-Bas après y avoir reçu une licence l'autorisant à diffuser dans toute l'Union européenne (30).

Vitaly Buduchev, docteur en Sciences de l'information et de la communication, parle « *d'espace communicationnel déterritorialisé* » (15). À cause de la censure russe, pour *Dojd*, *YouTube* et les réseaux sociaux sont devenus les seuls moyens de diffusion possibles. La chaîne *YouTube* compte aujourd'hui près de 5 millions d'abonnés, et certaines vidéos cumulent plus de 10 millions de vues. Le public visé est russophone. Basée à l'étranger et pilotée par des membres de la diaspora, cette presse migrante bénéficie d'une liberté qui contourne à l'échelle globale mais qui ne supprime pas la censure en place à l'échelle locale (12). Toutefois, avec la nouvelle configuration « *d'espace communicationnel déterritorialisé* » et l'essor des technologies numériques telles que les VPN, le contournement à l'échelle locale est désormais possible de façon directe et organisée.

Stratégie de masse : l'utilisation des VPN et le boom des communautés en ligne

De la même manière que la censure, les stratégies de contournement sont organisées et pensées pour être le plus efficace possible. Dojd invite notamment son audience russe, située géographiquement à l'intérieur des frontières de la Russie, à utiliser un VPN.

Un VPN, *Virtual Private Network*, est un outil qui crypte les données des utilisateurs en remplaçant leurs adresses IP par une nouvelle appartenant à un autre serveur à l'étranger. Cette technologie permet donc de contourner les restrictions mises en place localement. En Russie, *YouTube* ne génère aucune monétisation, c'est-à-dire qu'aucune publicité n'est diffusée pendant les vidéos. Ainsi, si un utilisateur en Russie regarde une vidéo de *Dojd* sur *YouTube*, le média ne sera pas rémunéré. En utilisant un VPN, le visionnage des publicités monétisent le contenu proposé par *Dojd*.

Les présentateurs des journaux télévisés de *Dojd* incitent également l'audience à réagir activement. Les internautes sont donc encouragés à commenter, à republier, à donner leur avis et à participer pleinement via des appels aux dons. L'objectif est d'agir comme un barrage à la censure et au contrôle médiatique du Kremlin, et de créer une communauté de citoyens actifs et engagés. Le public de *Dojd* peut notamment suggérer des sujets à l'émission directement sur les réseaux sociaux. Le média utilise également une application sur laquelle les internautes peuvent filmer en direct un événement et transmettre les images à la rédaction (15). Dans ce même objectif de rendre les citoyens russes engagés vis-à-vis de la censure, Teplitsa, l'association de défense numérique russe, a publié un article sur les bonnes pratiques pour contourner lçes contrôles et la surveillance mise en place par le Kremlin. L'article pousse notamment les Russes à utiliser des VPN et à vérifier les informations avant de les reposter (14).

Toutefois, les stratégies de contournement peuvent elles aussi provoquer une lutte de la part des autorités. À l'été 2023, Roskomnadzor a porté une vigilance extrême à l'utilisation de VPN en Russie, tentant de les interdire complètement du fait de leur utilisation en tant que moyen de contournement (31). Roskomnadzor considère dorénavant l'utilisation d'un VPN comme une circonstance aggravante dans les affaires de « crime », comme la recherche de « contenus extrémistes » tels que des contenus faisant la promotion du mouvement LGBT ou de la critique du pouvoir et de l'armée (24).

La stratégie des VPN est également utilisée dans d'autres pays, tel que l'Iran, sous tension avec Israël et les États-Unis depuis de nombreuses années. Les Iraniens utilisent les VPN pour contourner la censure et la surveillance mise en place par le régime. Toutefois, le trafic VPN reste détectable et l'État surveille d'encore plus près les internautes qui y ont recours. D'autres moyens permettent de contourner les restrictions en Iran. Par exemple, les satellites *Starlink*, offrant une connexion internet depuis l'espace, ont permis de continuer à faire circuler les informations malgré les coupures de réseau imposées par le régime (32).

En somme, les VPN sont devenus des outils majeurs des pratiques de contournement de la censure. Certains d'entre eux proposent directement leur aide et leur soutien aux citoyens de pays soumis à la censure sur Internet, telles que l'Iran et la Biélorussie. Contourner la censure n'est plus une pratique réservée à une minorité : on estime que 10 à 20 millions de Russes auraient recours à l'installation d'un VPN sur leurs appareils (14).



Conclusion

Partant du constat que les conflits sont les cadres privilégiés de l'expression de la censure, cette étude nous a permis d'établir une chronologie sur l'évolution des pratiques de la censure et de contournement. L'objectif de cette étude était également de mettre en avant cette évolution sous l'angle des mutations technologiques.

En temps de conflit, la censure est utilisée à plusieurs fins : généralement contrôler la population et dissimuler des informations, mais aussi, de plus en plus, influencer les comportements dans des pratiques qui se rapprochent de celles de la propagande. La censure implique également de nombreux acteurs différents. Si l'État, l'armée et les journalistes ont toujours été impliqués, les nouvelles technologies liées à l'arrivée d'Internet ont permis la contribution d'anonymes, notamment via la « neutrollisation ».

Les nouvelles technologies ont également donné du pouvoir aux citoyens de pays en guerre, qui peuvent s'informer et contourner la censure de manière individualisée, en installant un VPN et en ayant accès à des médias de « presse migrante ». Les techniques de contournement sont donc à la fois un acte individuel, mais aussi communautaire, avec des personnes se rassemblant en ligne, sur des plateformes numériques et des réseaux sociaux promettant d'échapper à la censure. Dans certains cas, cela peut mener à la création de communautés refusant toute modération de l'espace de débat public ; dans d'autres, cela permet de mobiliser des citoyens souhaitant comprendre l'actualité dans un environnement informationnel cadré, mais non contrôlé.

Pour de futures recherches sur ce sujet, il serait intéressant d'étudier les effets concrets de la censure sur les populations impliquées dans des conflits, idéologiques ou territoriaux, de très longues durées. L'impact de la censure est-il mesurable sur plusieurs années voire sur le plus long terme ? La mutation des conflits et des technologies impliquera-t-elle toujours la censure dans nos conflits futurs ? Dans quelle mesure l'encadrement de certains contenus d'information peut-il contribuer à prévenir l'escalade et à soutenir des dynamiques de résolution des conflits ?

Enfin, bien que de nombreuses études académiques alertent du danger de l'intelligence artificielle dans le domaine de l'information, ce chapitre a volontairement laissé de côté l'analyse de son utilisation dans les processus de censure et de contournement. En effet, un chapitre entier pourrait être dédié à son usage et ses effets, cet outil devenant un enjeu central dans de nombreux domaines, et ouvrant un vaste champ de recherche à venir dans l'analyse des conflits contemporains.

Guenterguni. Canva Pro.

Vers la spectacularisation de nos régimes démocratiques

CLÉMENCE CHARTRON

Dans la série *Tchernobyl*, Craig Mazin ouvre le premier épisode avec les mots suivants :

« *Combien nous coûtent les mensonges ? Ce n'est pas tant que nous puissions les confondre avec la vérité. Le véritable danger c'est qu'à force d'en entendre, nous ne soyons plus du tout en mesure de reconnaître la vérité. Alors que pouvons-nous faire ? Quel autre choix avons-nous que d'abandonner même tout espoir de vérité et de nous contenter à la place de belles histoires* ».

Nous sommes en 2026. Reprenons ces mots à rebours.

Nous contenter de belles histoires ? Des grottes de Lascaux aux mythes d'Homère, nous ne cessons de nous raconter. C'est une manière de nous définir, de nous comprendre, de nous envisager.



Seulement, la frontière entre le récit fictif et la réalité se trouble. Les histoires n'ont jamais autant proliféré. Sur les réseaux sociaux les influenceurs racontent leur quotidien. Sur les plateformes *YouTube*, *Twitch*, *Deezer* ou *Spotify*, chacun relate et raconte, considère que sa propre expérience fait force de loi, et (parfois sans s'en rendre compte) relaye des informations de moins en moins fiables. Car ce qui compte c'est davantage l'aspect disruptif d'une anecdote que sa véracité. Ainsi la commission d'enquête parlementaire sur *TikTok* a mis en lumière l'ampleur de la désinformation portée par les algorithmes de recommandation ([1]). Les théories du complot ne sont plus des phénomènes marginaux : elles irriguent le débat public et structurent les croyances de pans entiers de la population.

Abandonner tout espoir de vérité ? C'est précisément la thèse de Gérald Bronner lorsqu'il décrit l'avènement de la post-vérité ([2]). Non pas que la vérité ait disparu, mais nous vivons désormais dans des univers informationnels clos et hermétiques où elle n'est plus le critère pertinent. La pandémie de Covid-19 a constitué une frontière majeure dans ce basculement : moment où la défiance envers les institutions scientifiques et médiatiques a muté en système de croyances alternatif. Si certaines figures politiques ont fait de la lutte contre la désinformation leur cheval de bataille, d'autres en ont fait leur cheval de Troie.

Ne plus être en mesure de reconnaître la vérité ? Steve Bannon, militant conservateur et stratège politique de l'extrême droite, a bâti toute sa stratégie politique sur le principe « Flood the zone with shit » : littéralement, « inonder l'espace informationnel de merde ». Il n'est plus question de matraquer sans fin un seul mensonge — comme le faisait la propagande classique — mais de diffuser un flux continu de contenus mêlant désinformation, mésinformation et information éridique, dans le seul but de rendre impossible tout discernement. Le génie de cette stratégie tient dans son caractère auto-renforçant : toute tentative de riposte, toute rectification factuelle, ne fait qu'ajouter au flux et amplifier la sidération.

L'opposition, en voulant rétablir la vérité, nourrit le système qu'elle prétend combattre. Il emprisonne donc les internautes dans un brouhaha médiatique spectaculaire de confusion, voire sidérant, qui les empêche de former une analyse, et rend donc inintelligible toute riposte de l'adversaire.

Combien nous coûtent les mensonges ? La réponse s'incarne dans deux mandats présidentiels américains. Donald Trump a appliqué cette stratégie de sidération à l'échelle d'un pays, voire du monde. Il a construit un récit anti-élite qui ne semble pas correspondre à sa position réelle dans les structures du pouvoir, révélant ainsi une dissociation entre les faits et les croyances de ses partisans. Rappelons-nous le discours des « Red Neck » contre les grandes universités, des Fly-over states ([3]) contre la cathédrale ([4]). Une fois installé au pouvoir, il a encouragé toutes les agences à prendre des mesures d'urgence pour réduire le coût de la vie ([5]) tout en votant la One Big Beautiful Bill de juillet 2025 qui détricote le *Welfare State*. Mais ce qui frappe dans cette séquence, ce n'est pas l'ampleur du mensonge : c'est que la question même de la vérité a cessé d'être pertinente. Ce qui compte, ce n'est plus ce qui est fait, mais ce qui est donné à voir. Ian Garner a théorisé cette mécanique sous le nom de « destruction spectaculaire » ([6]) : Trump ne ment pas pour faire accepter un programme — il ment pour détruire, il met « *en scène un rituel sacrificiel continu* ». L'humiliation de Zelenski dans le bureau ovale, celle des européens face à J.D Vance à Munich, la bande de Gaza transformée en *riviera*, le Groenland menacé d'annexion, la capture du président vénézuélien, les frappes en Iran sous forme de jeux vidéo : autant de tableaux qui s'enchaînent et composent un récit dont la cohérence n'est pas logique mais spectaculaire. Chaque image chasse la précédente. Chaque scandale en efface un autre. Le flot ne doit jamais s'interrompre, car dès qu'il s'arrête, le récit craque. La politique se fait donc à coup de *mèmes* interposés, elle rend le texte et l'image bien plus importants que l'élaboration de toute politique rationnelle ([7]).

Guy Debord, lorsqu'il publie La Société du Spectacle en 1967 ([8]), avait déjà compris que la société contemporaine serait celle du « rapport social entre des personnes médiatisées par des images ». Soixante ans plus tard, sa prédiction s'est réalisée au-delà de ce qu'il pouvait anticiper. Les images ont survécu, le récit s'est maintenu, mais le réel s'est étiolé. Le spectacle a changé d'échelle. Et comme le rappellent les géographes, lorsque l'on change d'échelle, les phénomènes changent non seulement de grandeur mais aussi de nature.

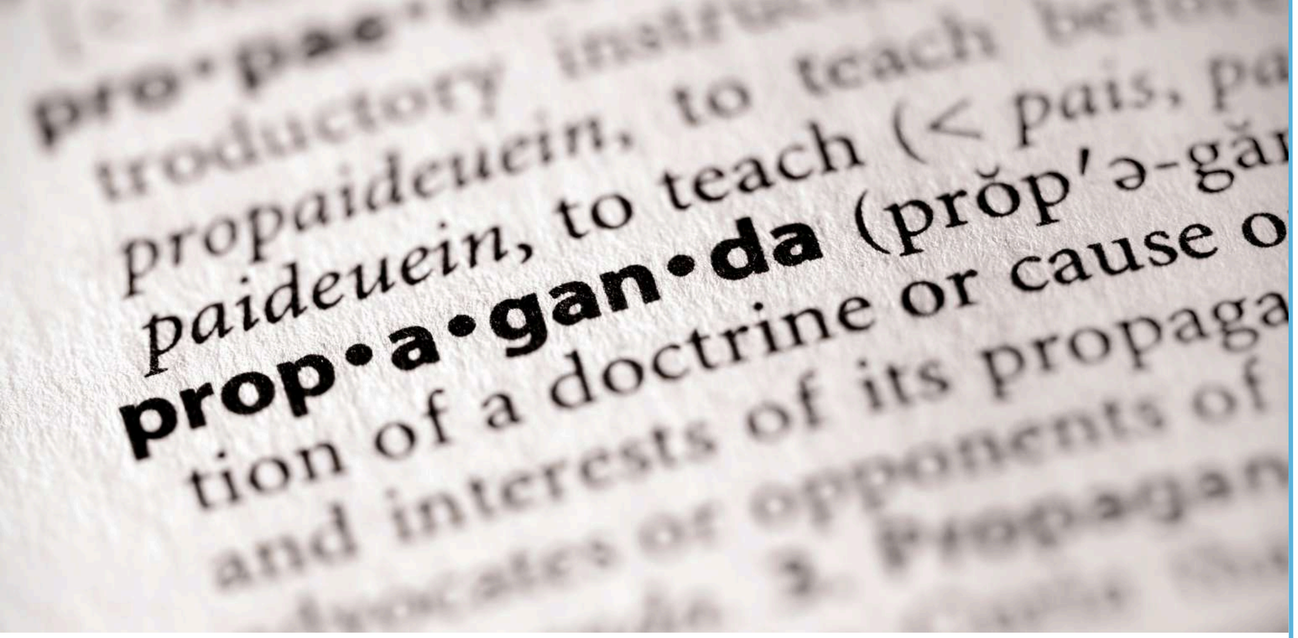
C'est cette mutation qu'il s'agit d'analyser. La désinformation contemporaine n'est pas une anomalie du système informationnel — elle est l'aboutissement logique de la société du spectacle. Et les révolutions technologiques du XXIème siècle ont transformé non seulement son ampleur mais sa nature même, au point de menacer le fonctionnement de nos démocraties libérales. Pour le démontrer, nous reviendrons d'abord sur les fondements théoriques du spectacle debordien avant d'en analyser les quatre mutations contemporaines, puis d'explorer les voies d'une possible sortie.

Un bref retour en arrière

Avant d'aborder plus en détail l'évolution de cette société de pur spectacle et ses implications sur notre rapport à l'information, il apparaît nécessaire de revenir brièvement sur le contexte historique dans lequel ce phénomène s'est constitué.

Les trois formes du spectacle selon Debord

Dans son œuvre, Guy Debord distingue plusieurs types de spectacles. Il développe en premier lieu l'idée d'un spectacle concentré, diffusé par les régimes autoritaires du milieu du XXème siècle. Celui-ci se matérialise par la propagande d'un capitalisme bureaucratique d'État. Ainsi en Union soviétique, le spectacle repose sur la personnalité du dictateur Staline. La société est unifiée par le spectacle dans ce que Debord décrit comme « sa survie en bloc » :



« *La dictature de l'économie bureaucratique ne peut laisser aux masses exploitées aucune marge notable de choix,* [elle] *est donc déjà le choix de sa destruction complète.* (...) *L'image imposée du bien, dans son spectacle, recueille la totalité de ce qui existe officiellement, et se concentre normalement sur un seul homme, qui est le garant de sa cohésion totalitaire. À cette vedette absolue, chacun doit s'identifier magiquement ou disparaître* » (Thèse 64).

Alors qu'en Union soviétique et dans les pays de l'Est le spectacle se concentre sur la personne de celui qui gouverne (Staline puis Khrouchtchev puis Brejnev), il se présente dans les sociétés libérales occidentales de manière diffuse, sous la forme de marchandises qui véhiculent une propagande d'idéologie capitaliste. Le spectacle devient alors « *le moment où la marchandise est parvenue à l'occupation totale de la vie sociale* » (Thèse 42).

Mais Guy Debord ne s'arrête pas là et observe la fusion des deux formes de spectacle à partir des années 1980 en un spectaculaire intégré. Dès lors, le spectacle n'est plus seulement dans la marchandise, les rapports sociaux auxquels il prédispose ou dans la simple propagande du pouvoir. Désormais, « *le spectacle s'est mélangé à toute réalité, en l'irradiant* » (1), écrit-il. Il gouverne tout dans les relations entre les individus. Les rapports sociaux tendent de fait à devenir partout des rapports marchands.

Du spectacle à la désinformation : une filiation structurelle

Avec vingt ans de recul sur son ouvrage, Debord propose un *Commentaire sur la Société du spectacle* dans lequel il réaffirme sa thèse et confirme même que « *le spectacle a continué partout de se renforcer* » (2).Tout devient emprisonné par la logique consumériste. Partout, la valeur intrinsèque d'usage de chaque bien est réduite à sa valeur d'échange. On voit alors émerger « *une politique-spectacle, une justice-spectacle, une médecine-spectacle* » (3). Si le XXème siècle s'est caractérisé par la spectacularisation de la société par les biens matériels, le XXIème s'ouvre avec le glissement de son mécanisme à tout ce qui n'est pas matériel, incluant donc l'information.

C'est précisément ici que se situe le nœud de notre raisonnement : la désinformation n'est pas un dysfonctionnement du spectacle — elle en est la logique profonde. Et Debord le confirme lui-même lorsqu'il nous dit que dans la société du spectacle, « *le vrai est un moment du faux* » (4). Ce qui compte n'est pas la vérité d'un énoncé, mais sa capacité à circuler comme image. Dès lors, la question « vrai ou faux ? » devient secondaire face à « viral ou invisible ? ». Contrairement aux biens matériels, la valeur de l'information augmente à mesure qu'elle est consommée. Cette propriété constitue l'un des ressorts essentiels de la viralité des contenus et des phénomènes de « buzz ». Toutefois, l'apparition d'un contenu nouveau et plus viral relègue l'information sur le marché de la seconde main, où elle perd presque toute sa valeur. Cette logique d'obsolescence accélérée de l'attention avait été anticipée par Andy Warhol qui affirmait déjà que « *in the future, everyone will be world-famous for 15 minutes* » (5).

C'est bien cette marchandisation de l'information qui transforme structurellement notre rapport au réel. Dans le spectacle intégré, l'information n'est plus évaluée en fonction de son adéquation au réel, mais selon sa capacité à capter et retenir l'attention, selon sa performance dans l'économie de l'attention.

La désinformation apparaît alors comme l'aboutissement de cette logique spectaculaire : un stade où même le factuel devient une marchandise soumise aux lois du marché attentionnel.

Un changement d'échelle qui transforme la nature du phénomène

Plusieurs géographes s'accordent à ce que souligne Olivier Dollfus, « *lorsqu'on change d'échelle, les phénomènes changent non seulement de grandeur mais de nature* » (6). Cette observation est fondamentale pour comprendre l'évolution contemporaine du spectacle. Les révolutions technologiques du XXIème siècle n'ont pas simplement amplifié les mécanismes décrits par Debord — elles les ont qualitativement transformés.

Le spectacle change, se généralise et impacte d'autant plus la société. Sa version contemporaine ne fonctionne plus selon les mêmes modalités que celle qui prévalaient dans les années 1960-1980. C'est son changement de nature que nous allons maintenant explorer à travers quatre mutations fondamentales.

La mutation du spectacle

Un spectacle hypnotique et spectaculaire

Il ne faut pas s'y tromper, la technologie n'est pas la seule responsable de l'état de l'information en cette dernière décennie. Néanmoins, la révolution numérique qui a ouvert le XXIème siècle a bien transformé les modes d'échange et de diffusion de l'information. Et nous savons bien en écoutant Marshall McLuhan que « *le médium est le message* » (7), c'est-à-dire que la manière dont l'information est transmise transforme irrémédiablement son contenu. Cette analyse n'échappe d'ailleurs pas aux personnalités politiques. Elles ont compris que publier des ouvrages littéraires est une stratégie qui leur permet de se positionner en experts.

Le médium « livre » permet de gagner en crédibilité. Il donne une assise, une légitimité. Quel qu'en soit le contenu. Les réseaux sociaux n'échappent pas à cette dynamique. En transformant les supports et les modes de diffusion de l'information, ils ont profondément transformé la nature même des contenus informationnels : plus viraux, plus succincts, et davantage soumis aux logiques d'audience. Ce constat s'impose à mesure que s'éloigne l'idéal initial d'un internet conçu comme un espace d'ouverture et de liberté pour tous, projet qui a vu naître des initiatives collaboratives telles que *Wikipédia*. Or dans les modèles économiques qui sont encore les nôtres, le gratuit n'existe pas. Il a donc fallu trouver des modes de financement, des programmeurs et des infrastructures supports pour que les services ne coûtent rien à l'utilisateur final. Le moyen pour compenser cette gratuité d'utilisation : faire appel à la publicité. Elle est au cœur de la logique d'audience.

Dans ces conditions, la capacité à prédire si tel ou tel contenu produira ou non de l'adhésion devient un enjeu stratégique, et impacte de fait la manière de hiérarchiser l'information. Le risque de voir la qualité de ses contenus détruits par la contrainte de l'audimat n'est pas chose nouvelle. C'est donc par un biais économique que l'information est devenue un bien de consommation sur internet. Objet de notre adhésion et de notre attention, elle garantit l'équilibre économique des plateformes et des réseaux sociaux. Les algorithmes, géré par les géants de la Tech, sont progressivement devenu des outils indispensables, bien qu'opaques, pour mettre en avant des contenus susceptibles de « retenir » les utilisateurs.

Mais ces contenus, au-delà de retenir les utilisateurs actifs, nourrissent la désinformation et la polarisation. Dans leur dernier papier scientifique (8) Fabrizio Germanoa, Vicenç Gómezb et Francesco Sobbrio montrent en effet l'impact des « boucles de rétroactions » sur la promotion des contenus les plus clivants et extrêmes. Leur modèle décrit trois phénomènes majeurs :

- Premièrement, les individus cliquent davantage sur des contenus alignés avec leurs croyances. Les algorithmes favorisent donc structurellement les biais de confirmation.
- Deuxièmement, plus les individus ont des opinions extrêmes, plus ils sont enclins à liker et partager. Ce qui induit une asymétrie de l'engagement.
- Enfin, ce sont les contenus qui reçoivent le plus d'interactions qui sont mieux classés, et donc plus visibles. Cela crée un « effet de ranking » qui permet d'augmenter le « score » d'un contenu lui permettant d'être plus visible.

Dans leur modèle, Fabrizio Germanoa, Vicenç Gómezb et Francesco Sobbrio montrent que les contenus obtenant un meilleur score algorithmique sont généralement les plus extrêmes alors que les contenus modérés sont progressivement évincés. Ce mécanisme conduit à ce que les auteurs désignent comme un phénomène de « *crowding out the truth* » (9), autrement dit une marginalisation progressive de la vérité dans l'écosystème informationnel.

Avec l'essor d'internet, notre rapport à l'information, structuré par des logiques de circulation rapide et de boucles de rétroactions algorithmiques, nous conduit ainsi vers ce que Gérald Bronner appelle la post-vérité : « *la post-vérité ce n'est pas s'absoudre de la vérité mais c'est se construire une petite citadelle avec ses vérités* » (10). Il en résulte que ces outils, une fois maîtrisés, permettent de conduire les foules dans des espaces informationnels clos où s'opère un glissement du régime de vérité. Selon Giuliano da Empoli, il s'agit là du cœur de la stratégie décrite dans *Les Ingénieurs du chaos* (11). Dans ce cadre, « les défauts des leaders populistes se mutent en qualités ». À tel point que certaines citadelles informationnelles finissent par se détacher du réel et s'enferment dans un récit autonome et basculent dans une forme de « post-réalité » dont il devient difficile de s'extraire. C'est pourquoi Carlos Ginzburg (12) nous met en garde : « *ceux qui pensaient que la manipulation des foules appartenait au passé doivent aujourd'hui se raviser* ».

Mais alors, quelle est la nature exacte du changement ? Il semblerait que ce qui lui confère une tout autre dimension, c'est sa vitesse : vitesse de création et de diffusion rendues possibles par la technologie.

Un spectacle accélérationniste

Dans l'épigraphe de *Bug* (13), Enki Bilal cite Yuval Noah Harari : « *qu'est-ce que la mort, sinon un état où l'information ne circule plus* ». Aujourd'hui, nous avons atteint l'état inverse. L'information circule, partout, et à chaque instant. Rompre avec l'information est impossible. On en vient à inventer des boîtes scellées dans lesquelles placer nos écrans, des applications pour limiter nos utilisations, se mettre en veille, et rendre possible la déconnexion avec nos smartphones, dernier outil de l'homme post-moderne, devenu continuité de sa main. L'information est devenue une donnée stratégique indispensable pour le fonctionnement de nos sociétés post-modernes. Il suffit de regarder l'impact qu'a eu le bug informatiques du logiciel Falcon Sensor de *CrowdStrike* et l'enjeu économique - 5,4 Md$ de pertes - pour l'ensemble des entreprises américaines du classement Fortune 500 (14). Ces « bugs » sont ainsi devenus de véritables armes de guerre « hybride ».

L'accès à internet est devenu un levier opérationnel de victoire ou de défaite. Au Népal, en 2025, les manifestations de la GenZ basculent dans la révolte au lendemain de la coupure des réseaux sociaux par le gouvernement. En Ukraine, en février 2026, la désactivation des terminaux *Starlink* non-autorisés provoque l'effondrement des communications russes sur le front et la reprise de territoires par l'armée ukrainienne dans le secteur de Zaporijjia (15). En Iran, c'est la logique inverse, le *blackout* numérique imposé par le régime le 8 janvier 2026 isole les manifestants les uns des autres, empêche toute coordination de la riposte et offre aux forces de sécurité un écran d'opacité derrière lequel elles ont pu réprimer dans le noir.


GoldStar
ELECTRONIC TUNING SYSTEM

Néanmoins, malgré son caractère stratégique et son absolue nécessité, notre rapport à l'information est conflictuel. En 2024, la Fondation Jean Jaurès conclu dans un rapport (16) que 54% des français se disent « fatigués » par l'hyper-flux d'information. Nous savons qu'au-delà d'un seuil de battement par minute le ventricule du cœur n'a pas le temps de se gorger de sang et donne l'effet d'un arrêt cardiaque. Il en est de même pour l'information : son flux est tel que nous n'avons plus les capacités de l'emmagasiner. L'effet produit est une sorte d'état d'ivresse collective qui focalise non pas sur le contenu de ce qui est diffusé mais sur la dimension grotesque des modalités de communication. Nous sommes soumis à un tel flux d'information que seules les plus choquantes parviennent à retenir nos attentions. Il s'ensuit une escalade du sensationnel qui contribue à élargir graduellement la fenêtre d'Overton, c'est-à-dire l'ensemble des idées qu'une société donnée considère comme « entendable » dans l'espace public. Guy Debord le confirme dans sa proposition n°67 de la *Société du Spectacle* : « *l'aberrant lui-même devient une marchandise spéciale* ». Ce constat nous enferme, nous, citoyens-audience, dans une sorte d'immédiateté sidérante qui brouille l'intelligibilité de l'information et prévient toute complexité d'advenir.

« *La complexité vient de complexus, ce qui est tissé ensemble* » nous dit Edgar Morin (17). Lorsque l'on écoute un discours de Donald Trump on se rend compte à quel point plus rien n'est tissé ensemble. À l'image d'un *feed Instagram* ou *TikTok*, les idées sont diffusées les unes à la suite des autres sans aucune structure logique, dans un laps de temps très court, permettant à son auditoire de maintenir un état attentionnel constamment actif. Ce format permet à chacun de piocher dans un medley d'idées souvent contradictoires. Aucune des propositions n'est véritablement intégrée à un système cohérent : elles coexistent alors même qu'elle sont structurellement opposées, voires incompatibles. Cette plasticité discursive explique sans doute en partie le succès du programme de Donald Trump auprès de segments de la société idéologiquement antagonistes : les évangélistes, les MAGA et les ultra-libéraux. Chacun pioche et trouve ce qui conforte ses biais de confirmation, sans envisager que la réalisation d'une promesse politique vient détruire la potentialité d'une autre. Ainsi, c'est précisément la structure et la vitesse de ce flot d'informations mises en scène qui maintiennent le récit du Président. Dès que le flot cesse, le récit craque et la vérité émerge. L'enjeu est donc de maintenir cette hypervitesse informationnelle pour empêcher l'attention de s'arrêter sur les incohérences.

À ce titre, on peut s'émouvoir de l'absence de réaction du camp démocrate face au rapide détricotage de l'état de droit par la seconde administration Trump. Malgré leur volonté, c'est la capacité qui vient à manquer : la sidération induite par l'hypervitesse de la politique trumpienne les empêche de participer au débat public. Le récit est maintenu par l'hyper-spectacle. Il hypnotise, va vite, mais surtout est désintermédié. La politique est devenue « hyperpolitique » (18), c'est-à-dire « *une solution par défaut : un moyen pour les élites de rechercher un soutien populaire ponctuel, faute de disposer d'institutions capables de produire une cohésion durable* ».

Un spectacle uberisé

Dans son livre, Anton Jäger (19) raconte comment notre société s'est progressivement repolitisée depuis les années 90, mais il nuance que cela ne confère pas de pouvoirs politiques réels aux hommes d'État. Si les manifestations se multiplient, si les débats s'échauffent, peu de transformations institutionnelles durables émergent. Face à des problèmes d'ampleur comme la crise climatique, la montée des inégalités ou encore la transformation du système social, le souhait de transformation est immédiat. Chaque parti peut mobiliser, *tweeter*, lancer une campagne, toucher des milliers de personnes en quelques heures. Mais qu'en est-il des réalisations effectives ? Renaud Large nous rappelle que « *la réalisation de ce désir exige du temps, de la patience, du travail institutionnel — autant d'éléments incompatibles avec l'immédiateté affective dominante » (20).*

La politique s'est *Tiktokisé*, les discours à l'assemblée sont de plus en plus courts dans le seul but d'être publiables sur les réseaux sociaux : « *au fil des ans, l'Hémicycle est devenu un champ de bataille dominé par les codes des réseaux sociaux* (…). *Alors que les interventions des députés visaient surtout, dans l'ancien monde, à développer leurs propres idées, elles consistent souvent, désormais, à attaquer les élus des autres bancs observent Yann Algan, Thomas Renault et Hugo Subtil* » (21). L'émotion est mise au premier plan, non plus pour convaincre, mais pour attirer l'attention des foules. Notre Assemblée Nationale n'est plus l'agora où l'on débat d'idées et de réformes, mais une arène spectaculaire qui glisse peu à peu vers ce que l'on appelle l'abrutissement intellectuel dans la vraie vie, le « *brain rot in real life* ».

Il convient toutefois de préciser une nuance. Contrairement au « brain rot » ou « pourriture de cerveau » qui concerne des contenus courts, répétitifs et absurde, sous forme de vidéos sans aucun autre but que de capter l'attention et construire la « culture du vide », « le brain rot in real life » est l'importation de cette culture du vide dans la réalité matérielle. Autrement dit, la culture de l'attention et du spectacle propre aux réseaux sociaux tend désormais à structurer aussi les expériences vécues hors ligne.

Ce phénomène s'inscrit dans une évolution plus large de la société de consommation. Avec l'avènement de l'hyperconsommation, la valeur d'usage des biens s'est progressivement effacée au profit de leur valeur d'échange. Pourtant, alors même que la consommation des Français peine depuis la pandémie de Covid à retrouver son niveau de 2019 (22), les choix de consommation semblent de plus en plus guidés par une « valeur affective ». Comme le résume cette formule : « *on parlait non pas de ce qui se passait mais de la représentation virale de ce qui était en train de se passer. C'était la valeur affective de ces événements qui comptait, pas leur réalité matérielle* » (23). Ainsi ce phénomène illustre la mort des citoyens votants et prône l'essor d'un audimat ultra-partisan en dehors de toute réalité matérielle. Nous ne votons plus pour des élus mais pour des têtes d'affiches, des stars de la politique.

Ceci a été largement illustré par des mouvances politiques dites populistes comme le « Mouvement 5 Étoiles » en Italie en 2021. Bernard Stiegler dans son ouvrage *La Télécratie Contre la Démocratie* expliquait déjà que « *la télécratie remplace l'opinion publique par de l'audience, court-circuite les appareils politiques et détruit la citoyenneté* ».

Ainsi, nous voilà à l'ère du spectacle politique *uberisée*. A tel point que dans son dernier livre Asma Mhalla () explique que l'État est assimilé à un « Big State », soit un État en partie délégitimé qui joue sa propre survie et refonde sa légitimité sur une gouvernance par la crise. Déjà dans son cours au collège de France (24) Foucault datait l'émergence d'un « Etat décroissant » à l'avènement des politiques néolibérales de Thatcher et Reggan. Cette dernière avait annoncé comme prophétie réalisatrice : « *there is no such thing as society* » (25, 26). Au-delà d'une doctrine économique, le libéralisme né dans les années 80 propose une nouvelle manière de gouverner qui consiste à limiter l'action de l'État. L'objectif est de « *gouverner moins, par souci d'efficacité maximum* » (27).

En Europe, l'Etat a perdu son maillage institutionnel qui lui permettait de gouverner réellement. En Grande-Bretagne, le financement par le gouvernement d'institutions locales a chuté de près de 30 % entre 2010 et 2024 (28). Ainsi l'Etat n'a jamais autant eu besoin d'être réformé, mais s'est dépossédé de ses pouvoirs pour le faire. Il a progressivement externalisé son exercice, comme le ferait une multinationale avec sa chaîne de production, comme *Uber* le fait avec ses chauffeurs. Sa dépendance envers le secteur privé n'a cessé de croître. Il n'y a qu'à constater la part croissante de fondations privées dans la scène culturelle et artistique française, place rendue possible par la loi de mécénat de 2003 (29).

Outre atlantique le phénomène est similaire. Les ingénieurs du chaos ultra-libéraux chuchotent à l'oreille de l'exécutif et participent à l'élaboration de la doctrine Trump II. Elon Musk prend les clés du DOGE.

Peter Thiel qui dirige la société Palantir – en charge de la gestion de données dédiées au renseignement - appuie le gouvernement dans ses opérations militaires, et apporte des données au DHS, le Département de la Sécurité Intérieure, dans son action anti-immigration au sein de l'ICE, le très controversé Service de contrôle de l'immigration et des douanes. Ces influenceurs idéologues, que le *Grand Continent* appelle les « technocésaristes » gravitent autour du pouvoir américain, et ont tous en commun la conviction que l'Etat est une machine inefficace qu'il faut à tout prix démanteler.

Un spectacle radical

Ainsi, ce spectacle de plus en plus *uberisé*, qui isole les citoyens, les enferme dans ce qu'Alain Damasio appelle le techno-cocon, fait émerger un paradoxe de plus en plus violent : malgré son omniprésence et son caractère réconfortant, le spectacle peine à combler réellement la structure sociale dont les individus ont réellement besoin. En France, 22% de la population affirme qu'il leur arrive de se sentir « toujours ou souvent seul » (30). L'usage que font les citoyens de l'intelligence artificielle conversationnelle en est peut-être le symptôme le plus troublant. Contre toute attente, les requêtes demandées à Chat GPT relèvent majoritairement de l'intime – conseils affectifs, écoute, réassurance – bien davantage que de l'exécution de tâches professionnelles. Nous voilà réduits à chercher auprès d'une machine qui fonctionne par itération probabiliste le soin relationnel que la société du spectacle a méthodiquement détruit. C'est ce que Bernard Stiegler appelle « l'incurie » (31), qu'il définit comme l'absence de soin portée aux structures sociales et psychiques par l'économie contemporaine. L'État, en se retirant progressivement du tissu social local – coupant les financements aux collectivités tout en leur transférant des compétences croissantes (32) – laisse un vide que le spectacle numérique vient combler, mais sans jamais remplir. Paradoxalement cette érosion du pouvoir s'accompagne d'une croissante volonté de puissance étatique.

Le second mandat de Donald Trump a légitimé le retour des grandes politiques impériales. Il faut montrer les muscles pour avoir sa place à la table des négociations, quitte à rompre avec ses alliés. C'est ce que soutient Jean Clair Monod (33) : « *selon Foucault, paradoxalement, il ne faut pas analyser la fascisation et le totalitarisme comme procédant de l'État mais, bien plutôt, de la décroissance et de la dislocation de l'État* ».

Ce vide produit donc de la violence. Une violence physique d'abord, comme à Minneapolis, où Nicole Good et Alex Pretti sont tués sous les tirs de la police fédérale ICE les 9 et 24 janvier. L'État y fait usage de la force là où il a renoncé à répondre politiquement aux causes profondes – la transition écologique d'un côté, l'immigration de l'autre. Mais la violence la plus structurelle est ailleurs. Elle est dans ce que l'on pourrait appeler une violence légistique : celle qui s'exerce non pas contre la loi, mais par la loi elle-même, lorsque l'État démantèle les protections sociales, réduit les budgets et organise sa propre impuissance. Ainsi la prédiction d'Asma Mhalla d'une « Post-State Politics » semble se concrétiser : une politique post-étatique née d'un régime qui supprime toute différence entre pouvoir politique et puissance technologique, et désigne « *la remodélisation du concept même d'État* » (34).

Isolés par le spectacle, abandonnés par l'État social, les individus se radicalisent. Et c'est ici que la boucle se ferme : les mêmes algorithmes qui produisent l'isolement fournissent aussi les communautés de substitution. L'exemple des mouvances masculinistes en ligne en est le cas d'école le plus frappant. Ces groupes ne se développent pas parce que leurs membres manquent de données factuelles sur l'égalité femmes-hommes. Ils prospèrent parce qu'ils offrent à des individus atomisés ce que le spectacle leur refuse : une communauté, une explication à leurs frustrations, un sentiment d'appartenance. Le mécanisme est classiquement debordien : le spectateur isolé s'identifie psychologiquement au récit qu'on lui propose — ici un récit victimaire et revanchard – exactement comme Brecht, puis Debord,

décrivaient l'identification passive du spectateur au héros. Sauf que cette identification ne se fait plus devant un écran de télévision mais au sein de communautés algorithmiques qui, par les boucles de rétroaction décrites plus haut, poussent chaque membre vers des positions toujours plus extrêmes. Le résultat est une menace terroriste diffuse, difficile à endiguer car dispersée au sein de réseaux décentralisés, et que les services de renseignement européens identifient désormais comme l'une des premières menaces sécuritaires du continent.

Ainsi le spectacle a rapidement évolué ces dernières années. Il s'est intensifié et gazéifié à tel point qu'il est devenu omniprésent, et la frontière de ses effets est devenue indiscernable. Source de légitimation de discours mensongers ; catalyseur du brouillage entre vrai et faux, entre réel et fictif ; agent suffoquant de nos régimes libéraux, puis enfin cocon enfermant dans des systèmes aux dérives radicales.

Il semble urgent de s'interroger sur un autre modèle possible, sur la sortie du spectacle qui produit partout où il s'installe une « misère symbolique » (35), c'est-à-dire incapacité collective à produire du sens.

Sortir du spectacle

« Les miroirs feraient bien de réfléchir un peu plus avant de renvoyer les images », écrivait Jean Cocteau. Cette citation résume l'essence du problème à laquelle la lutte contre le spectacle, et la désinformation se heurtent : la rapidité. Au-delà de napper nos cerveau d'un brouillard informationnel, l'accélération du changement et de l'innovation empêche d'une part à l'information d'être vérifiée et d'autre part au législateur de protéger le citoyen. Le calendrier législatif nécessaire pour réformer la société numérique ou les médias est long – il se rallonge encore davantage lorsqu'il est pensé à l'échelle européenne. Face à cela, les progrès dans le numérique galopent. Chaque semaine les leaders de l'IA prennent des mois d'avance sur leurs concurrents plus petits.

L'IA de Anthropic code elle-même son propre programme, créant des boucles de rétroaction qui rendent exponentielle sa vitesse d'innovation. (36) A une telle rapidité de changement, la loi, qui se veut par nature figée, n'est pas un outil suffisant pour lutter efficacement contre la toute-puissance des plateformes.

Conscient de son incapacitation, le législateur n'a d'autres choix que de lui aussi avoir recours au spectacle. Laisser penser aux citoyens qu'il continue de pouvoir gouverner. Cela aboutit à un « spectacle de la gouvernance » qui propose des lois pour alors qu'il sait son application impossible. Si cela peut paraître anodin, Asma Mhalla présente le risque de la rupture du contrat Hobbesien dont la conséquence serait le retour à « guerre de tous contre tous » (37).

Les impasses de la réponse individuelle et spectaculaire

En 2024 une enquête Ipsos (38) visant à quantifier la désinformation des français à la maille des élections européennes révélait que 66% des personnes interrogées adhèrent à au moins l'une des *fake news* qui leur ont été présentées. Lorsque deux tiers de la population sont susceptibles de croire à des informations erronées, il devient difficile de parler de simple défaillance individuelle. Nous sommes face à un dysfonctionnement structurel de notre écosystème informationnel.

La tentation est grande de chercher la solution dans l'éducation aux médias et à l'information. Former les citoyens à distinguer le vrai du faux, développer leur esprit critique, leur apprendre à vérifier leurs sources sont des initiatives nécessaires, mais il ne fait pas oublier ce que soulignent Arnaud Dassier et Benoît Thieulin (39) : « *les gens n'adhèrent pas aux théories complotistes parce qu'ils manquent d'informations correctes mais parce que ces récits confortent leur paranoïa et donnent un sens à leurs frustrations. Tant que nouscombattrons les passions avec des statistiques, nous perdrons ».*

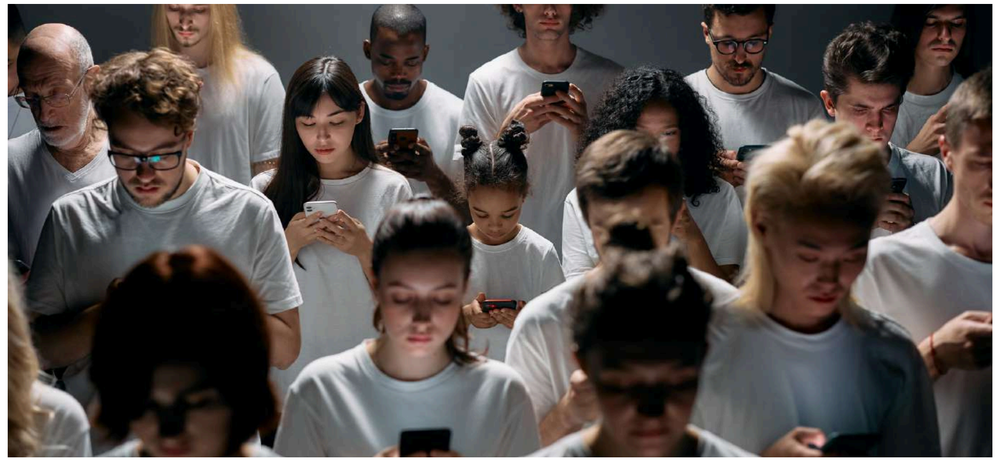
Le problème n’est pas cognitif, mais affectif et social. Les récits alternatifs prospèrent sur le terreau de la défiance institutionnelle, de l'isolement social et du sentiment d'impuissance politique. Demander à chaque citoyen de devenir un *fact-checker* permanent, c'est ignorer la structure même du spectacle qui nous entoure. C'est placer la responsabilité sur l'individu alors que le problème est systémique. C’est faire la même erreur que celle que nous avons faite dans la lutte contre le dérèglement climatique.

D'autres tentent de combattre le feu par le feu. C'est la stratégie conjoncturelle de l'Élysée avec *French Response*, compte *X* et *Instagram* pensé comme un dispositif de contre-offensive informationnelle destiné à détecter et neutraliser les campagnes de désinformation. Mais cette guerre se joue sur des plateformes dont nous ne contrôlons ni les algorithmes ni les règles du jeu. Et en utilisant les mêmes outils que la désinformation — l'émotion, la viralité, la simplification — on valide la logique même qu'on prétend combattre. On accepte que le débat public se joue sur le terrain de l'attention et non plus sur celui de l'argumentation. Nécessaire dans l'urgence, sans doute. Suffisant, certainement pas.

Reprendre le contrôle sur les infrastructures du spectacle

Reste peut-être une troisième voie, celle de transformer les structures mêmes qui produisent le spectacle informationnel. Cela exige d'agir simultanément sur trois leviers. D'abord, repenser le modèle économique des plateformes : tant que leur source de revenus principale restera la publicité ciblée, les algorithmes continueront de privilégier les contenus viraux et clivants. L'émergence de modèles alternatifs — plateformes coopératives, services publics numériques — montre que d'autres voies existent. Ensuite, reprendre la souveraineté numérique en conditionnant l'accès des plateformes étrangères au marché européen à des garanties strictes : transparence algorithmique, souveraineté des données, contribution fiscale.

Enfin, et c'est sans doute la deuxième piste qui touche le plus directement au cœur du spectacle tel que Debord l'a pensé : redonner aux utilisateurs le contrôle sur les algorithmes qui façonnent leur environnement informationnel. Aujourd'hui, les fils d'actualité sont des boîtes noires dont personne, pas même leurs concepteurs, ne peut prédire le fonctionnement exact. Cette opacité est un problème démocratique majeur. Anne Alombert et Jonathan Bourguignon dans un entretien pour *Le Monde* (40) proposent une solution technique : des extensions permettant aux utilisateurs de modifier eux-mêmes les paramètres de classement des contenus — privilégier la diversité des sources, la qualité éditoriale, la véracité vérifiée par des tiers de confiance. Or cette idée est précisément debordienne : il s'agit de briser la position passive du spectateur, de le transformer en acteur de sa propre information, de créer ce que les situationnistes appelaient des « situations » — des moments où l'individu reprend la main sur le spectacle qui l'entoure.



Imposer par la loi l'interopérabilité des plateformes, c'est-à-dire le droit d'accéder à leurs services via des interfaces alternatives, serait un premier pas. Le Digital Markets Act européen pose quelques jalons, mais il faudrait affirmer clairement que le droit de choisir comment on accède à l'information en ligne est un droit fondamental, au même titre que la liberté d'expression.

Conclusion

« *Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres* », écrivait Antonio Gramsci (41). Nous sommes en plein dans ce clair-obscur. Le spectacle dépérit de l'intérieur : il a commencé par distraire ses spectateurs mais évolue désormais davantage vers leur agression. Les artifices ne suffisent plus à masquer le vide. La promesse d'émancipation par la consommation s'effondre face à la solitude, à l'anxiété, à la précarité croissante. Le récit néolibéral vacille.

Mais le nouveau monde tarde à apparaître. Nous savons ce que nous ne voulons plus — accélérationnisme aveugle incarné par le « Drill Baby Drill » de Donald Trump, la dissolution de l'État social au profit d'une gouvernance par les crises, la privatisation de l'espace public au bénéfice des plateformes — mais nous peinons encore à formuler collectivement ce que nous voulons construire.

Dans cet entre-deux, les monstres surgissent. Des mouvements d'extrême droite qui capitalisent sur les frustrations pour installer des régimes autoritaires. Des théories du complot qui remplacent l'analyse politique par la paranoïa. Des algorithmes qui enferment les citoyens dans des bulles de plus en plus étanches. Des États qui renoncent à gouverner et se contentent de gérer les urgences spectaculaires. La liste pourrait s'allonger indéfiniment.

Face à ces monstres, il apparaît on ne peut plus urgent de redéfinir les frontières de ce nouveau monde. Avant de mettre en place ce que l'on veut, il faut d'abord prendre le temps de s'accorder sur ce que l'on ne veut pas. Et pour cela, il faut sortir du spectacle. Non pas en le fuyant — ce qui est devenu impossible — mais en en transformant les structures.

Guenterguni. Canva Pro.

Pour conclure cet article, je me réfère aux mots d'Arnaud Dassier et Benoît Thieulin qui résument très bien le défi auquel nous faisons face : « *Comprendre la désinformation moderne implique de dépasser l'analyse en silo : il n'est plus possible de se permettre de traiter séparément l'ingérence russe, la radicalisation algorithmique, la crise épistémique des médias et la polarisation politique. Ce sont les composantes indissociables d'un même système qui se nourrit de leur synergie* » (42).

Le spectacle n'est pas un ensemble de phénomènes isolés qu'on pourrait combattre un par un. C'est un système total, une logique d'ensemble qui structure nos rapports sociaux, notre accès à l'information, notre participation politique. Le combattre exige donc une réponse tout aussi systémique : transformer simultanément les infrastructures techniques, les modèles économiques, les cadres juridiques et, peut-être surtout, nos imaginaires collectifs.

De la production, à la réception, à la réponse publique : pour une relecture socio-politique des ingérences informationnelles à travers le cas russe

VALENTIN KOPROWSKI

Cet article aura pour intention de proposer une relecture de l'impact des ingérences informationnelles étrangères. Il propose également d'interroger un autre aspect de ces opérations informationnelles : l'efficacité qui leur est généralement attribuée est-elle fondée, et les forces, faiblesses ainsi que les leviers de réponse identifiés correspondent-ils réellement à leurs effets et à leurs modes d'action effectifs ? Nous verrons également que, tout comme le champ de la lutte contre la désinformation qui se développe actuellement en Europe, l'industrie russe de la désinformation agit selon des logiques commerciales. A travers le cas d'école de la *Social Design Agency*, récemment exposée suite à une fuite de données, nous essaierons de voir en quoi ces susdites logiques commerciales font adopter aux agents de ces écosystèmes des postures davantage performatives qu'efficaces sur le plan stratégique.

Comme pour les autres dimensions, cet article propose une première évaluation de certains des moyens employés et éventuelles idées pour endiguer ces initiatives malveillantes et ce qu'en dit la littérature. Enfin, loin de nier l'importance du débat stratégique sur les ingérences informationnelles, cet article tente de recontextualiser la causalité directe parfois imputée à ces ingérences dans la formation des croyances, et de repositionner la focale sur le rapport à l'information plutôt que sur la seule production de stratégies de désinformation. Sortir d'une vision centrée sur « l'amont », c'est-à-dire sur les stratégies elles-mêmes, pour se concentrer sur la réception effective des publics, permet d'éviter un écueil : celui d'amplifier la portée de ces ingérences en adoptant des catégories d'analyse qui, en les sur-investissant, risquent paradoxalement de contribuer à leur performativité et à leur objectif de déstabilisation.

La perméabilité des français à la désinformation : une donnée difficile à évaluer et à caractériser

Le consensus scientifique actuel est qu'il est très difficile de mesurer l'impact des campagnes de désinformation sur les publics ciblés, notamment en raison de l'impossibilité, dans la plupart des cas, d'isoler l'effet propre de ces campagnes parmi l'ensemble des facteurs sociaux, cognitifs et contextuels à l'œuvre. Il convient de rappeler également un problème classique pointé par les sciences sociales en ce qui concerne la difficulté d'établir une « opinion publique » : problème de cadrage des questions, d'échantillonnage, de logiques commerciales et de concurrence entre des instituts de sondages toujours plus nombreux, etc (1). Sans revenir sur ce débat, le point de vue de l'article est qu'évaluer l'impact de ces opérations revient à tenter d'évaluer l'impact de n'importe quel message émis par une autorité ou un organisme sur les croyances des personnes visées. La question du cadrage se pose d'ailleurs à d'autres niveaux. Une récente enquête publiée dans Le Grand Continent (2) insiste sur cette dimension.

Elle rappelle que les publics interrogés sur des sujets partisans semblent s'observer précisément à travers le prisme déformant du cadrage politico-médiatique qui leur est proposé - ou imposé - ici celui du déclinisme français, un sujet largement investi par les narratifs russes. Occupant une fonction d'ancrage narratif, ces représentations d'une France en déclin et irréconciliable semblent créer un cadre favorisant le pessimisme dans les représentations des individus interrogés. Pour autant, les auteurs affirment trouver de tout autres résultats lorsqu'ils se départissent de ce biais politique, qu'ils tentent de neutraliser, en portant davantage leur attention sur les interactions quotidiennes, sur le registre sensible, les traditions culinaires et linguistiques, recoupées ici sous le vocable de « nationalisme ordinaire (3) ». Il apparaît alors que, loin des discours sur la désunion du pays souvent instrumentalisés dans les stratégies d'ingérences informationnelles étrangères, 78% des Français affirment être fiers d'être français, sans grande variation selon les appartenances partisanes (2).

D'autre part, une étude de la Fondation Descartes de 2024 qui étudie différents types de narratifs étrangers sur des items précis, semble montrer que les publics étudiés sont finalement assez peu sensibles aux récits non-occidentaux (Chinois, Malien, Russe en l'occurrence) et au contraire assez réceptifs aux récits ukrainien et israélien (4). Il semble dès lors que l'idée que les opérations de désinformation soient à priori efficaces est en réalité à relativiser. Il semble également que l'évaluation de la circulation et de l'adhésion aux fausses informations et aux récits étrangers est rendue difficile par le fait que les individus auront plus tendance à partager des informations jugées douteuses sur des canaux privés ou bien hors-ligne (5). Il parait ainsi que les services de messagerie cryptée soient un canal important - et opaque - de désinformation (6). L'aspect communautaire de ce mode d'information rend les individus plus prompts à croire la personne émettrice du message, alors perçue comme une source crédible.

Des récits qui fonctionnent comme marqueurs identitaires ?

La plupart des récits mensongers mobilisés par les stratégies d'ingérence informationnelles étrangères agissent comme des leviers identitaires, soudant des communautés de croyance où le sentiment d'appartenance et la gratification de se sentir lucide face à une masse présentée comme aveugle l'emportent sur la recherche de la vérité absolue. Le consensus académique semble valider cette lecture : 93 % des spécialistes interrogés lors d'une étude d'experts sur le sujet considèrent le partisanisme comme le moteur principal de la croyance en de fausses informations, et 96 % comme celui du partage d'informations fausses sur les réseaux sociaux (7). A l'inverse, et contrairement aux idées reçues, le manque d'éducation est moins retenu par les chercheurs pour expliquer le phénomène. Il s'agirait davantage d'un geste d'affirmation : adhérer publiquement à une croyance extrême ou fausse renforce les liens avec une communauté d'intérêt. Grégoire Darcy illustre ceci avec l'exemple suivant : « *si je dis que je suis platiste de façon publique, ça va brûler les ponts avec mes amis non-platistes qui vont penser que je suis fou, mais cela va consolider les liens sociaux avec la communauté platiste* » (8).

L'approche de la désinformation et de ses récits peut être rafraîchie en mobilisant, comme le propose Paul Charon (9), le concept littéraire d'architextualité emprunté à Gérard Genette. Selon cette perspective, la désinformation ne consisterait pas en de simples artefacts isolés, mais s'inscrirait dans une structure sérielle qui, en empruntant aux codes de la fiction populaire, permettrait de mobiliser des motifs récurrents, créant ainsi des « fictions vraies ». Dans ce cadre, les récits propageant de la désinformation n'ont pas vocation à rapporter une vérité absolue sur le plan factuel, mais chercheraient avant tout à créer une cohérence suffisante pour s'auto-valider. À la manière d'une série fictionnelle, la désinformation n'a pas nécessairement besoin d'être absolument réelle, mais simplement d'afficher une relative cohérence interne.

Il s’agit ensuite tant pour l’émetteur que le récepteur de « remplir les blancs » dans un ensemble suffisamment flou pour ne pas être confronté sur un plan réflexif, mais suffisamment concret et cohérent pour pouvoir créer un récit. Ce processus permet d’immuniser le discours contre la contradiction car, comme l’indique une partie de la littérature, l’adhésion à des croyances extrêmes ou conspirationnistes est fortement corrélée à l’identité sociale et partisane de l’individu (7).

Ce processus s’ancre notamment dans le passage d’une croyance intuitive, soit une croyance non-rationalisée et immédiate, à une croyance réflexive, c’est-à-dire structurée, rationalisée et souvent verbalisée (8). Dès lors, si l’on part du principe que théories du complot, croyances extrêmes et récits stratégiques adverses - soit les opérations de manipulation de l’information - agissent sur ces mêmes ressorts, il apparaît que leurs chances de réussite sont assez limitées. En effet, si ces mécanismes narratifs sont efficaces pour cimenter des communautés déjà acquises, la recherche souligne leur incapacité à convertir massivement des publics non prédisposés, et surtout à faire changer le comportement de ces individus.

Ainsi, 10% des utilisateurs seulement partageraient intentionnellement de fausses informations ou de la mésinformation (10). À titre d’exemple, il semble que durant les élections présidentielles étatsuniennes de 2016, une très petite partie des utilisateurs (0,1%) partageaient plus de 80% de la désinformation ou de la mésinformation (11). Lors de la pandémie de COVID-19, 65% des fausses informations relayées en ligne et ayant été analysées provenaient de 12 personnes, appelées « disinformation dozen » (8). Si l’enjeu de partager publiquement et consciemment de fausses informations agit comme un enjeu identitaire, il en va de même pour le fait de ne pas le faire. Dès lors, il semble que la grande majorité des individus évite de diffuser des informations douteuses, même lorsqu'elles sont en accord avec leurs opinions politiques, afin de ne pas dégrader leur capital social et réputationnel ou même d'être exposés à la moquerie (12).

Les mythes complotistes, par leurs grilles de lecture essentialistes, offrent une satisfaction cognitive qui permet d’opérer un « réenchantement » (13), une reprise de contrôle sur un monde perçu comme de plus en plus complexe. Cette obsession pour le doute systématique est une opportunité pour les récits mensongers qui se manifeste particulièrement bien dans le slogan de *RT France*, « Osez questionner ». L’une des caractéristiques des médias russes diffusant à l’étranger est précisément ce positionnement ultra critique qui ne propose pas un discours alternatif cohérent sur le fond - au-delà de la constante anti-occidentaliste de la ligne éditoriale - mais bien un régime de suspicion généralisé. Une autre caractéristique réside dans l’approche plastique de la ligne éditoriale, variant d’un pays à l’autre pour tenter d’amplifier tel ou tel sujet polarisant de manière opportuniste. Avant la guerre en Ukraine, *RT America* était plus considérée proche du trumpisme, là où ses antennes latino-américaines penchaient nettement plus à gauche (14). La Russie arsenalisait avant la guerre en Ukraine - et de manière moins visible aux yeux du grand public - ces médias comme comme un vecteur de polarisation par le doute.

Relecture des théories de Lazarsfeld : ne pas retomber dans l’écueil de la seringue hypodermique

Si l’impact ne peut être mesuré uniquement par l’exposition, c’est que la réception dépend plus des dispositions sociales des récepteurs que du message. Bien que la thèse de Lazarsfeld reste valide dans sa structure - l'influence est un processus social et collectif, et non une injonction directe - elle doit être réévaluée à l'aune du pouvoir des infomédiaires et plateformes actuelles. Le leader d'opinion de 2025 semble être hybride : il est à la fois un pair humain et un algorithme de recommandation, différent en fonction de la typologie de public. Le 39ème baromètre « La confiance des Français dans les médias » indique que 67% des individus interrogés ont tendance à accorder une confiance élevée à leurs proches (15).

Il apparaît également qu'il y a une tendance structurelle à croire les informations véhiculées par les influenceurs et les comptes avec beaucoup d'abonnés, perçus comme des sources crédibles, notamment par les plus jeunes - à hauteur de 41% (16). Ce chiffre augmente jusqu'à 65% pour les jeunes dans les zones prioritaires d'éducation. D'un point de vue cognitif, la crédibilité de la source (expertise et honnêteté perçues) fonctionne comme un indice heuristique (17), c'est-à-dire un raccourci mental qui déclenche l'adhésion au message sans analyse approfondie, surtout lorsque l'information provient d'un émetteur jugé loyal ou proche de soi.

Tous ces éléments pourraient nous faire pencher pour une subsistance du concept de leader d'opinion de Lazarsfeld, ici ré-articulée avec cette nouvelle donne numérique. Néanmoins, cette propagation dite « à double étage » - passant de l'émetteur au leader d'opinion, puis du leader d'opinion à son entourage - est en partie court-circuitée par les algorithmes qui ont tendance à enfermer l'utilisateur dans un environnement déterminé par la plateforme. Les plateformes conditionnent l'expérience tant sur le fond que sur la forme, elles « *nudge* » (18), pour inciter un comportement prédéfini : défilement infini, incitation à la consommation de contenus courts et addictifs etc.

En conditionnant fortement l'expérience, les plateformes amènent - selon une partie du champ d'études - l'utilisateur dans un état de « distraction épistémique » (19), réduisant la capacité de doute et plus globalement sa capacité à être un sujet pensant, apte à définir ses besoins et buts. Saturé et perturbé, l'utilisateur se retrouve dans un état de « *wantonness* » (20), que l'on pourrait traduire par « irresponsabilité pulsionnelle ». Cette inflation de termes et d'analyses sur un ton alarmiste a été perçue par une partie du champ académique sur le mode de la « panique morale » (21), par exemple avec le concept de « fake news ».

De nombreuses critiques ont souligné que le concept souffre d'une ambiguïté épistémologique inhérente - notamment pour les raisons que nous évoquerons plus bas autour de la difficulté de poser une vérité absolue - une ambiguïté dont souffrent d'ailleurs d'autres termes du champ de la lutte contre la manipulation de l'information.

Malgré cette complexité, une certaine forme de « panique morale » autour du champ de la désinformation et des ingérences informationnelles tend aujourd'hui à occulter l'agentivité du récepteur au profit de modèles simplistes. On observe ainsi une tentation de revenir à une vision de la persuasion directe et mécanique du message sur le récepteur, semblable à la théorie de la seringue hypodermique de Lasswell ou encore à la théorisation par Tchakhotine du « viol des foules par la propagande politique » (22), modèles largement remis en cause en ce qu'ils présentent un effet presque pavlovien de l'information sur le récepteur. Nous avons vu que la propagation et la croyance en une information est beaucoup plus subtile qu'une simple interaction entre émetteur et récepteur.

Par ailleurs, la structuration de ce champ de la désinformation amène également à l'apparition « d'entrepreneurs moraux » (21) mais aussi économiques, qui vont essayer d'investir ce nouveau champ. D'un côté, des entrepreneurs d'influence privés, à l'instar de la *Social Design Agency* en Russie, transforment la manipulation de l'information en un marché lucratif où l'impératif de rentabilité et la logique comptable l'emportent souvent sur l'efficacité stratégique réelle. Ces acteurs adoptent des postures volontairement spectaculaires et performatives dans le but de justifier leurs budgets auprès de leurs commanditaires étatiques.



TV Headed business ma, Peshkov

De l'autre côté, on observe le développement d'une industrie de la lutte contre la désinformation regroupant diverses typologies d'acteurs comme des entreprises, experts, chercheurs, cellules de *fact-checking* etc. Ces nouveaux acteurs de la vérité courent toutefois le risque d'alimenter une forme de panique morale en « sécuritisant » excessivement le débat public et en développant des concepts et angles d'analyse répondant davantage à une quête de légitimité et de reconnaissance dans le champ qu'à une réelle efficacité dans leur lutte. À ce titre, on ne peut que constater la production et l'intérêt de plus en plus important vis-à-vis du sujet depuis les deux dernières années.

Les stratégies d'influence et de manipulation de l'information russe : entre continuité et adaptation.

Les opérations de désinformation ou de manipulation de l'information issues d'URSS, agissaient dans un cadre politique identifié, à savoir celui de l'opposition idéologique de la guerre froide. Elles jouissaient donc de relais identifiés, solides et institutionnels comme les partis communistes occidentaux, et pouvaient opérer dans un cadre clair d'opposition relativement binaire entre capitalisme et socialisme d'État. Ces opérations étaient également plus difficiles à mettre en œuvre d'un point de vue technique et financier, contrairement à aujourd'hui avec le coût quasi nul de la création et de la diffusion de contenus. Par exemple, l'opération soviétique « *infektion* », qui visait à faire croire que le virus du sida était une création étatsunienne, a mis plusieurs années à opérer ses premiers effets (23). On peut voir des similarités avec les modes opératoires actuels : « blanchiment » de l'information par un média indien contrôlé par le KGB qui inocule la fausse information dans le débat public avant d'être relayée par d'autres médias, notamment des publications communistes et anticapitalistes, comme *Truth* aux Etats-Unis. La fausse information, issue d'un scientifique est-allemand inventé pour l'occasion, est traduite dans plusieurs dizaines de langues et relayée notamment par des publications communistes et d'extrême gauche.

Malgré le fort retentissement de l'affaire, les pressions diplomatiques ont forcé l'URSS à cesser une opération qui a mis plusieurs années à donner ses effets. Par ailleurs, les mêmes biais évoqués plus haut semblent être ici à l'œuvre dans le partage de l'information dont notamment l'appartenance partisane évidente des partis et publications communistes, des croyances jugées ici radicales, et pourtant marginales aux États-Unis. Si certains estiment qu'il s'agit d'un cas de désinformation « réussi », nous posons la même question sur la capacité de cette opération à effectivement changer les croyances et comportements d'une majorité du public.

Aujourd'hui, le biais d'identification clair à l'idéologie socialiste est substitué en partie par un ensemble flou - mais suffisamment cohérent - de valeurs conservatrices. Ce nouvel impérialisme réactionnaire russe facilite la circulation et la reprise de discours anti-libéraux, anti-LGBT ou identitaires par certaines franges des extrêmes droites occidentales. Loin de produire *ex nihilo* de nouvelles croyances, ces stratégies exploitent des cadres idéologiques préexistants, offrant à la Russie une fonction de référent symbolique alternatif à un Occident perçu comme décadent, mais aussi perçu paradoxalement comme hégémonique (24). Également, certains référents à l'URSS en tant qu'entité émancipatrice et proche des pays tiers-mondistes restent à l'œuvre et relativement efficaces pour propager les récits stratégiques russes, en premier lieu desquels la thématique du « néo-colonialisme occidental ». Cette mémoire soviétique est réactivée de manière sélective afin de produire une continuité historique artificielle entre l'engagement anticolonial de l'URSS et la politique étrangère russe contemporaine (25). Cette incohérence apparente est pourtant intégrée dans certains discours panafricanistes : le registre narratif du néocolonialisme occidental est tellement surinvesti qu'il semble dispenser en partie la Russie d'une proposition idéologique et économique alternative réelle. Il semble pourtant que la lecture partisane et émotionnelle reste prégnante ici : la défiance et le souvenir de la colonisation s'inscrivent bien dans des cadres idéologiques et matériels pré-existants plutôt que dans une construction ex nihilo proposée par la Russie.

La *Social Design Agency* comme cas d'école : une économie russe de la désinformation entre spectacularisme, logiques comptables et clientélisme

L'effondrement de l'URSS ne marque pas la fin des pratiques d'influence informationnelle russes, mais leur mutation. Là où le dispositif soviétique s'inscrivait dans une architecture idéologique cohérente et fondamentalement étatique, la Russie contemporaine a vu émerger des structures hybrides, à mi-chemin entre logique politique et logique marchande. Récemment, l'activité de la *Social Design Agency*, actrice du champ de la lutte informationnelle russe, a été mise en lumière par plusieurs enquêtes journalistiques et rapports suite à une fuite de documents internes (26). Si la visibilité et la mystique entourant ces organes russes leur confèrent une apparente efficacité au vu de la production scientifique à ce propos (27), les faits nécessitent une approche nuancée : leur impact réel sur les opinions publiques occidentales semble à remettre en perspective (28). Comme largement documentées dans la littérature, ces campagnes reposent bien plus sur l'exploitation de fractures sociales et individuelles déjà existantes (isolement, pauvreté, polarisation) que sur une capacité autonome à façonner les représentations. Elles instrumentalisent des tensions préexistantes, sans véritablement les créer. L'efficacité de ces opérations relève donc souvent plus d'un effet d'amplification que d'un pouvoir de persuasion inhérent.



Magnifying Glass on Charts Graphs Paper Financial Development, Sasirin Pamai's

Pourtant, leur visibilité médiatique et institutionnelle, nourrie par le regain d'attention pour la thématique de la guerre cognitive, tend à en faire des leviers d'influence surpuissants, presque mystiques : celui d'une Russie omniprésente, invisible et invincible. C'est d'ailleurs dans ce contexte que l'on peut parler de « *Meta-trolling* (29) », car l'objectif n'est plus seulement de diffuser des messages de désinformation, mais d'exploiter la médiatisation et la peur de l'ingérence elle-même pour amplifier la méfiance, la polarisation, et le sentiment d'omnipotence de l'assaillant. En ce sens, Ilya Gambashidze, fondateur de la *Social Design Agency*, expliquait explicitement tirer parti des attributions publiques de l'activité de son entreprise (30).

En réalité, la plupart de ces initiatives s'apparentent dans de nombreux cas plus à une économie de la désinformation, où l'impératif de productivité et la logique comptable dominent, plutôt qu'à une stratégie d'influence effective sur les publics visés. Derrière le vernis idéologique, on trouve souvent des structures fonctionnant selon des logiques clientélistes ou marchandes : production de rapports d'activité, de *briefings,* de fichiers *Excel* quantifiant le « succès » de telle ou telle opération. Ces indicateurs chiffrés, conçus pour justifier budgets et contrats, révèlent une posture performative, davantage tournée vers la survie de l'organisation via la reconnaissance par les autorités politiques et autres acteurs du champ, que vers une réelle efficacité stratégique (31). Ces entrepreneurs de l'influence comme la *SDA* ou l'*Internet Research Agency* d'Evegueny Prigojine ne sont pas officiellement affiliés au Kremlin - bien qu'ils fonctionnent de fait sur ses ordres - et doivent produire des signaux de loyauté tout en opérant, rendant alors la visibilité et la quantification de l'activité essentielles du point de vue de ces structures. Le *EU Disinfo Lab* parle alors d'un écosystème « vertical » au sens qu'il descend verticalement de l'État russe, mais décentralisé dans son « exécution », confiée à des acteurs semi-étatiques et privés (32).

Ce constat rejoint une certaine conception russe de l'organisation des institutions et du renseignement : un champ éclaté, traversé par des rivalités savamment orchestrées par l'échelon fédéral entre le FSB, le GRU, le SVR, et d'autres organes semi-privés. Ces services, aux prérogatives qui se recoupent souvent, évoluent dans un système où la compétition pour les ressources, le prestige et la proximité avec le Kremlin alimentent une course à la visibilité et à la reconnaissance par le pouvoir (33). Cette dynamique favorise le spectacularisme, parfois au détriment de la cohérence des opérations ou à la véracité des faits rapportés aux échelons supérieurs (34). Les premiers jours de la guerre en Ukraine sont un exemple frappant : le Kremlin, anticipant une victoire spectaculaire et un accueil en sauveur, avait planifié une opération rapide qui s'est heurtée à une réalité toute autre, faute d'informations correctes (35). Cela se voit aussi bien dans certaines actions des services de renseignement russes en France, qui bien que souvent spectaculaires, sont rapidement attribuées et entraînent un effet relatif (36). On peut voir ce même effet dans les campagnes informationnelles menées par des acteurs comme l'I*nternet Research Agency* (*IRA*), l'Institut pour le Développement d'Internet (IRI), ou encore la *Social Design Agency*. Cette dernière, comme d'autres structures hybrides, semble privilégier la productivité et la théâtralité, le « faire savoir », plutôt que le savoir-faire et la véritable efficacité du message émis (37).

L'environnement informationnel et le principe de « sécuritisation » de l'information : limiteurs ou vecteurs de la propagation des manipulations de l'information ?

L'efficacité supposée de ces opérations ne peut être comprise sans intégrer les logiques propres aux écosystèmes médiatiques. En effet, l'économie actuelle de l'information semble structurellement favoriser le sensationnalisme, entre autres via des titres de plus en plus longs et négatifs (38). Les médias sont toujours plus nombreux et plus en concurrence (39), tant sur un plan économique qu'attentionnel. L'offre de contenu n'a jamais été aussi importante, et l'un des principaux leviers de différenciation réside dans les dispositifs de titrage et d'accroche, ces derniers participant à une mise en spectacle de l'information. À titre d'exemple, un article du 9 janvier 2026 du journal *Le Parisien* (40), présentait le missile russe Oreshnik comme une « arme nucléaire à 20 minutes de vol de Paris », suggérant qu'il était potentiellement impossible à intercepter. Probablement pensé pour être promu sous la forme d'un post court et attirant l'œil sur les réseaux sociaux, le titre ne reflète pas nécessairement le contenu de l'article, qui nuance en effet l'apport stratégique d'une telle arme. Au-delà des conflits d'interprétations et de perceptions qui ont pu exister autour de ce post, l'atmosphère de peur induite par le titre de l'article pose question à plusieurs égards. Cette nécessité du titre à devoir contenir l'information directement en son sein, combinée à la pression exercée sur les médias par l'économie de l'attention, combinée elle-même à la tendance des publics à avoir une consommation d'informations sous le mode « zéro clic », font que le titre agit comme une unité linguistique autonome (41), il ne décrit plus l'article, il est censé pouvoir le remplacer. D'après une étude de 2016 (42), 59% des liens partagés sur *Twitter* (ex-*X*) n'ont pas été lus au préalable. Une étude de 2025 (43) présentait un chiffre en évolution, atteignant les 75% d'articles partagés sans lecture préalable, cette fois-ci sur *Facebook*, montrant alors toute l'importance que peuvent recouvrir des titres sensationnalistes pour les médias présents en ligne. Ce phénomène peut transformer l'information en une « fiction vraie » : ici, peu importe que l'article du *Parisien* nuance l'apport stratégique du missile Oreshnik, c'est le cadrage d'une nouvelle « menace nucléaire à 20 minutes de Paris » qui s'installe plus ou moins durablement dans l'esprit du récepteur, et qui de fait, prolonge indirectement la dissuasion et la grammaire nucléaire russe. Paradoxalement, l'argumentaire ci-dessus nous amène à minimiser l'agentivité que des puissances étrangères ont sur la diffusion d'informations s'inscrivant dans leurs narratifs. En effet, les caractéristiques de l'économie actuelle des médias - vitesse, concurrence, difficulté de couvrir l'information dans la profondeur, sont autant de terrains propices aux

Parrallele vision

ingérences informationnelles. À titre d'exemple, la littérature récente suggère que si la diffusion de fausses informations peut augmenter rapidement l'audience d'une source au détriment de sa crédibilité, elle a aussi un effet contagieux. Souvent par mimétisme, elle crée un effet d'escalade qui favorise la mésinformation et la désinformation (44).

La structuration d'un champ fragmenté et interdisciplinaire : l'hypothèse d'une dominante cyber-militaire

Philippe Bonditti soutient qu'un développement rapide des études de sécurité s'est opéré sans une investigation suffisante des concepts eux-mêmes. Cela pose le risque d'une dilution des savoirs et le glissement de thèmes civils dans des grilles analytiques héritées du champ militaire (45), semblable aux débats entourant le vocable parfois contesté de « cyberguerre » (46). Cette tentative de sécurisation du champ de la lutte informationnelle tend effectivement à mélanger des registres hétérogènes, qui bien, qu'elle permette d'attirer l'attention sur le problème, risque de produire des analyses peu opérantes. Il semble alors que l'interculturation des disciplines et champs de recherche est un enjeu primordial dans la structuration du champ de la lutte contre la manipulation de l'information (47). Également, imputer aux opérations informationnelles des effets sociaux à posteriori revient à adopter une lecture téléologique de dynamiques multiples et par essence complexes. On pourrait même se demander, qu'impute-t-on réellement comme conséquences aux opérations de manipulation de l'information : leur intention, leurs modes opératoires, ou leurs effets sociaux, psychologiques et cognitifs attribués. Il semble que le champ d'étude de la lutte contre l'information manque encore d'une grammaire commune et maîtrisée - tant sur la production conceptuelle que les mécanismes et effets allégués à ce type d'opérations. Cette difficulté apparaît moins marquée dans les approches les plus techniques du champ, qui cherchent avant tout à standardiser des méthodes d'identification et d'attribution des ingérences informationnelles.

Des initiatives telles que le projet M82 proposent une grille de lecture commune centrée sur les infrastructures, plutôt que sur l'analyse des contenus et de leurs narratifs en eux-mêmes. Ainsi, leur livre blanc propose par exemple le concept d'incident comme unité d'analyse, constituée d'éléments concrètement observables, afin de sortir à la fois d'une vision militaritste en termes de « campagne » mais aussi d'une « vision attaquant » offrant peu de visibilité et une reconstitution à postériori de la stratégie adverse. L'ensemble de l'écosystème semble converger vers cette volonté de standardisation et de création de concepts adaptés à cet objet nouveau : CNRS, Etat-major des armées, INRIA, VIGINUM, etc (48). Une des complexités pour analyser ces phénomènes réside dans l'aspect fondamentalement multiple des disciplines convoquées, impliquant des emprunts aux sciences politiques, aux études de sécurité, aux sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'aux sciences cognitives et aux relations internationales, sans que leurs concepts ne soient toujours clairement hiérarchisés ou stabilisés. On observe par exemple des dissensus entre plusieurs champs académiques sur la manière de rendre compte de certaines parties du phénomène. A propos des élections étasuniennes de 2016, une étude montre que 54% des psychologues interrogés estimaient que la mésinformation et la désinformation avaient eu un effet sur l'issue du scrutin, alors que 73% des politologues estimaient eux qu'il n'y avait au contraire pas eu d'impact (7). Si une partie des disciplines scientifiques converge pour dire que l'exposition à la désinformation peut avoir un effet sur certaines croyances, une autre partie assure qu'il est extrêmement difficile de mesurer un impact réel de la désinformation sur le changement de comportement des individus (49). Ce dissensus, manifesté plus tôt par le désaccord entre politologues et psychologues sur l'effet de la désinformation durant les élections de 2016 aux États-Unis devrait nous interroger (7). Élargir la focale avec d'autres disciplines, notamment les sciences politiques et sociales ou encore l'anthropologie, permettrait de mieux comprendre les différentes facettes du sujet.

Enfin, seulement 47 % des experts interrogés par cette même étude (7) pensent que les participants croient sincèrement à la désinformation qu'ils déclarent croire dans les sondages, ce qui devrait également nous amener à réfléchir sur le travail conceptuel à effectuer autour de ce champ. En effet, il semble que les changements de comportement sont davantage ancrés dans le contexte sociopolitique des individus ainsi qu'à de multiples critères : croyances préexistantes, conditions de vie, religion, appartenances partisanes.

Le risque de concepts auto-réalisateurs ?

L'étude des stratégies de désinformation, notamment russes, a un effet miroir. Tout en fournissant une grille de lecture des différentes mécaniques à l'œuvre, elle confère à ces modes opérationnels un côté omnipotent à son initiateur. En outre, en sécuritisant trop la désinformation, on risque de créer un effet performatif du discours de la menace, et donc de créer *ex-nihilo* un fait social crédible et menaçant. La question était d'ailleurs déjà mentionnée par Kévin Limonier dans son enquête sur la *Social Design Agency*, arguant que les méthodes employées par les employés de l'agence ont pourtant un effet stratégique fondamentalement discutable (31). Les acteurs russes de la désinformation jouent de cette perception et tentent de créer une figure de Russie omnipotente et omniprésente sur le plan cyber. Nous avons déjà évoqué plus haut cette stratégie de méta *trolling* (29). Par ce terme, on désigne une stratégie qui ne vise non plus à diffuser des contenus clivants, mais à concevoir des opérations pensées pour être exposées médiatiquement. Autrement dit, certaines campagnes sont pensées pour être découvertes, documentées et commentées, afin d'alimenter le débat public sur l'ingérence russe elle-même. C'est notamment en ce sens que VIGINUM enjoint les équipes de campagne à ne pas systématiquement répondre aux fausses informations véhiculées contre leurs candidats (50).

Dans le même sens, certaines productions culturelles - y compris occidentales - jouent indirectement en faveur de cette stratégie de « méta *trolling* » russe, dépendant alors tant de l'initiateur que du comportement du récepteur vis-à-vis de celle-ci. On représentera volontiers le champion d'échecs soviétique, le « mage du Kremlin » (51), ou un Vladimir Poutine ayant constamment plusieurs coups d'avance sur ses adversaires. Il s'agit d'une récurrence que l'on observe souvent dans les récits stratégiques avancés par la Russie, n'annulant pour autant pas d'autres discours présentant une Russie en position de faiblesse, en « forteresse assiégée » (52). On peut dire en ce sens que les opérations de désinformation sont des phénomènes sociaux co-construits. Conformément à l'approche constructiviste, leurs effets ne sont ni mécaniques ni intrinsèques, mais le fruit de l'interaction entre producteurs de messages, dispositifs médiatiques et cadres interprétatifs des publics. Dès lors, la formalisation excessive de la lutte contre les stratégies de désinformation étrangères - par la multiplication de catégories, de doctrines et de récits sécuritaires - est déjà un « acte de langage (53) » qui risque de contribuer à leur performativité, en réifiant l'idée même de leur efficacité et en renforçant la représentation d'un adversaire omnipotent.

Finalement, le champ de l'étude des ingérences informationnelles est une forme d'études de la formation des croyances concomitant avec les sciences de l'information, insérée dans le champ d'études des relations internationales. Plusieurs disciplines qui ont tout intérêt à rendre mutuellement intelligibles leurs catégories de pensée, mais qui ne le font pas toujours de la manière la plus opérante. Si le champ des relations internationales appréhende des dynamiques et stratégies d'influence des pays, il a une tendance à un biais militariste - et plus récemment cognitiviste avec le retour dans les usages du terme de « guerre cognitive » - qui rend la compréhension de certains phénomènes socio-politiques moins subtile.



Comme expliqué plus haut, une approche de la désinformation comme continuité de mécaniques partisanes, collectives et politiques déjà identifiées permet de relativiser l'effet de ces opérations.

Lutte contre les manipulations de l'information, contre-influence défensive et réponse offensive

Bien que les méthodes de la désinformation, notamment russes, doivent être appréhendées sous un angle matériel afin de les démystifier, il convient néanmoins d'adopter la même approche concrète pour ce qu'il en est de la réponse à adopter. Le *fact-checking*, soit la vérification à posteriori des faits par un média, semble être un outil à double tranchant sur les publics cibles de la désinformation : bien qu'il ait des effets bénéfiques sur la majorité des publics, une étude de Verian explique que 55% du public interrogé estime que qualifier un point de vue de « désinformation » est un moyen de couper court au débat (54). Deuxièmement, il semble qu'un autre risque du fact checking réside dans le fait que désigner une personne « désinformatrice » risque de l'ostraciser à long terme, et donc participer à la polarisation du débat et la cristallisation de certaines positions partisanes déjà sensibles aux fausses informations. La difficulté réside dans le fait que la stratégie de se poser en outsider fait déjà partie du registre de certaines personnalités politiques, comme Donald Trump, qui peut alors systématiquement antagoniser le débat et remettre en cause la notion même de fact-checking. Lors du débat de septembre 2024 avec Kamala Harris, il a notamment invoqué que les deux journalistes chargés de modérer le débat et de vérifier les informations énoncées par les candidats étaient politiquement à charge contre lui, expliquant que le débat était « truqué » (55). Finalement, le fact-checking découle d'une approche rationaliste qui ne pénètre pas dans la logique purement narrative de la communication politique. Également, il pose un autre problème en ce qu'il est douteux sur le plan épistémologique de poser une vérité absolue, en particulier dans le champ politique.

Jean-Pierre Esquenazi expliquait que « *le concept de vérité dépend fondamentalement de ceux de langage et d'énonciation* ». Dès lors, on comprend la difficulté que pourrait entraîner le fait d'apposer la mention de « fausse information » ou de « mésinformation » à des cadrages partisans de l'information qui, bien que biaisés, ne reposent pas sur des mensonges factuels mais sur une mise en relief plus ou moins honnête de certains aspects de la réalité.

L'autre point saillant est que le *fact-checking* ne répond pas à une des logiques inhérentes de certains récits complotistes ou partisans, parfois alimentés par les ingérences informationnelles étrangères : ils agissent de manière à créer un environnement autonome, relativement cohérent et usent d'un cadre qui se jouent volontiers de ce type de dispositifs pour les arsenaliser et les retourner contre leur objectif de base. Le *fact-checker* n'apparaît plus comme une instance arbitrale neutre, mais comme un autre élément qui justifie le discours. Les initiatives de *fact-checking* étant la plupart du temps déjà issues des médias traditionnels, elles deviennent relativement inopérantes avec les publics les plus sensibles à la désinformation, publics avec lesquels la confiance est déjà limitée (54). Une étude sur la période des élections étatsuniennes de 2016 publiée dans *Nature Human Behaviour* (56) explique qu'il y a un important « *mismatch* » entre *fact-checking* et fausses informations. Si environ 25% des répondants ont cliqué sur un article de *fact-checking*, seulement 44% des répondants exposés à une fausse information ont fait de même. Plus marquant, moins de 3% des répondants exposés à une fausse information ont consulté un article de *fact-checking* lui correspondant, d'où le terme de « *mismatch* ». Finalement, le *fact-checking* semble être relativement utile sur la globalité mais ne pas vraiment atteindre les franges les plus polarisées idéologiquement, soit celles qui sont le plus sensibles aux fausses informations véhiculées dans le cadre des narratifs étrangers. Par exemple, le *fact-checking* sur l'environnement semble moins efficace car les croyances partagées par les climatosceptiques sont jugées plus ancrées (57) et structurées au sein des groupes.

Ainsi, une partie du champ estime que la généralisation du *fact-checking* serait efficace à condition d'être massivement adoptée par les plateformes (7) et couplée à une rapidité d'exécution : un article mensonger *fact-checké* en moins d'une heure aura vu l'exposition des utilisateurs réceptifs à la désinformation réduite de 60 %, pour seulement 25% passé dix heures (58). Enfin, le *pré-bunking*, qui consiste en un ensemble de mesures préventives visant à identifier les leviers et techniques utilisés par les récits mensongers - émotionalité, faux dilemme, attaque *ad hominem* - semble être plus prometteur (59). Il permet d'être diffusé de manière massive et standardisée sans provoquer de coût cognitif chez les personnes ciblées. Les croyances de l'individu ne sont ainsi pas remises en question, contrairement au *fact-checking* qui arbore un aspect plus moralisateur et ne permet de désamorcer l'aspect identitaire et narratif des récits étrangers.



Guenterguni. Canva Pro.

Des exemples de contre-récit pour influencer en retour la Russie ?

Si l'étude des récits étrangers et des fausses informations soulignent la difficulté de mesurer l'impact intentionnel de ces derniers, la question des postures officielles, notamment européennes, reste pertinente. Les experts, notamment des pays baltes, plaident explicitement pour que les stratégies hybrides de la Fédération de Russie engendrent une réponse européenne systématique. Andres Vosman (60), ancien analyste du renseignement estonien, expliquait qu'il est en effet « raisonnable » que l'Europe ne se contente plus d'une posture défensive et engage des « activités offensives » en retour. Se pose alors la question de la possibilité d'utiliser des narratifs européens à destination de la Russie, et auquel cas de savoir s'ils peuvent être conçus comme vecteurs de déstabilisation ou d'influence réels. Andres Vosman pointe alors plusieurs éléments, dont premièrement le « sentiment d'anxiété généralisé », prenant en exemple un dilemme symbolique dans lequel les Russes seraient sommés de choisir entre « leur réfrigérateur » ou bien la « propagande de leur télévision ». Il mentionne aussi l'inquiétude du Kremlin quant au retour de centaines de milliers de soldats radicalisés ou désabusés, après plus de quatre ans de guerre en Ukraine. Ces hommes, en quête de soins médicaux et de reconnaissance sociale, risquent de se heurter à un État structurellement incapable de prendre en charge les traumatismes tant humains que matériels, faisant peser une incertitude sur la capacité du régime à maintenir la cohésion nationale une fois le conflit terminé. Par ailleurs, la guerre en Ukraine est souvent présentée par le Kremlin comme une « guerre existentielle ».

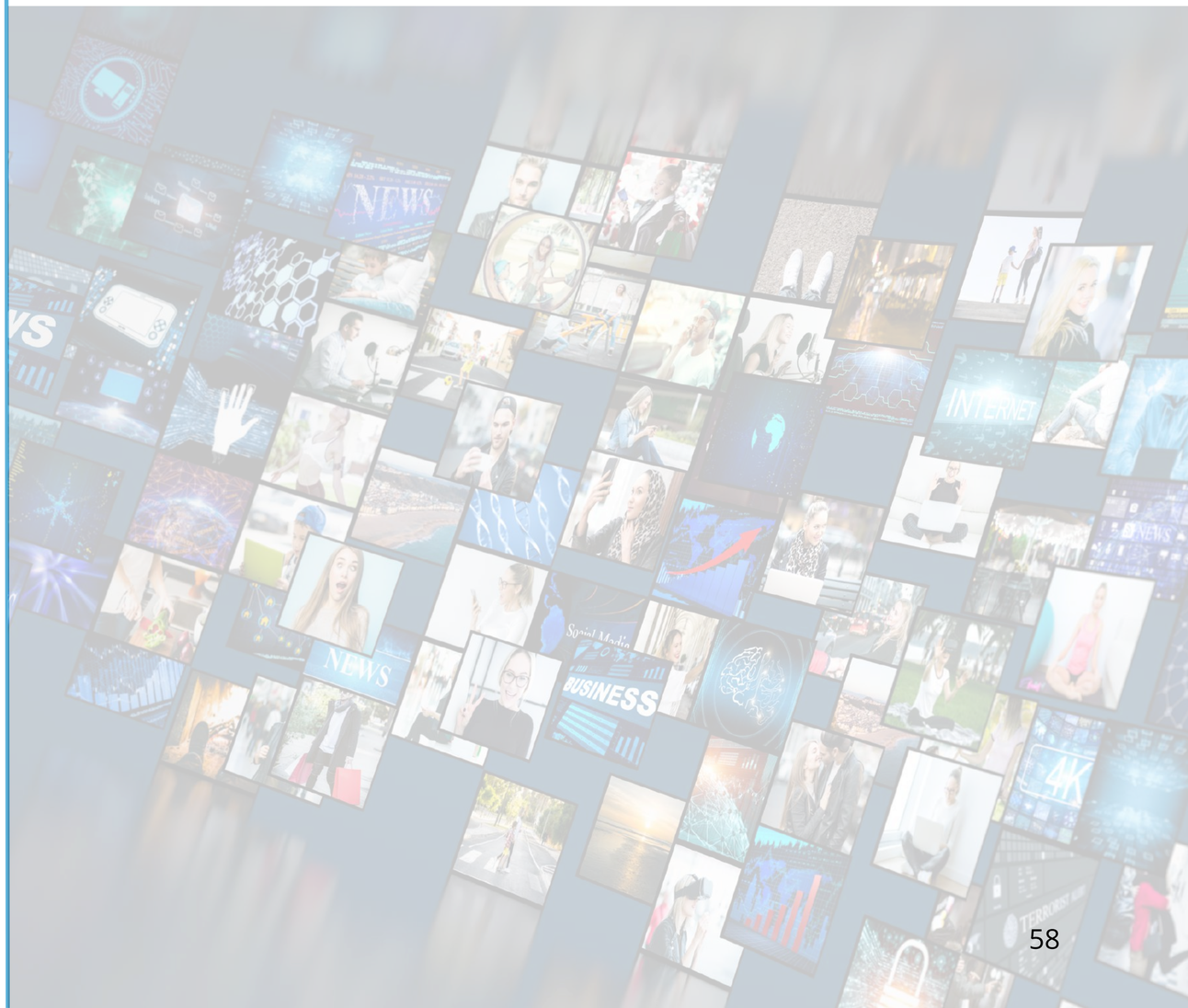
Jules Sergei Fiedunin nous permet de comprendre ce vocable du point de vue des ethno-nationalistes russes eux-mêmes. D'abord sceptiques quant à Poutine, auquel ils reprochaient une politique trop migrationniste, issue entre autres de l'expérience coloniale russe, ils l'ont finalement rejoint dans ce qu'ils considèrent comme une guerre existentielle, non pas pour la Russie en tant que fédération, mais pour l'existence ethnique russe.

La guerre en Ukraine crée donc une nouvelle « sécurité ontologique » resserrée autour de l'ethnie Russe, bien que cette dernière se retrouve mise en danger en cas d'échec. A cet égard, les ethno-nationalistes craignent qu'une défaite entraîne une décolonisation forcée de la Russie, soit un démantèlement, qui atteindrait largement la Russie dans sa volonté de puissance, éloignant aussi potentiellement des russes ethniques de leur russité.

Ces fragilités, incohérences ou velléités sont autant de potentiels éléments narratifs exploitables par les pays ciblés par des ingérences informationnelles russes. Même si elles n'ont pas nécessairement besoin de s'appuyer sur des éléments aussi offensifs, il semble pertinent de créer des « archi-textures » européennes concurrentes qui viseraient soit à construire des narratifs européens, soit à casser l'autonomie des archi-textures russes. En ce sens, réaffirmer les valeurs communes européennes - ou françaises - à travers des récits récurrents et cohérents apparaît comme une condition essentielle de toute stratégie de résilience cognitive et informationnelle. Au-delà de la recherche d'un impact immédiat ou quantifiable, il s'agit de restaurer une capacité collective à produire du sens. Ces référentiels culturels pourraient s'incarner de manière englobante et transversale, l'important restant de créer un minimum de cohérence interne, tout comme dans les récits étrangers susmentionnés. Ces derniers justifient par ailleurs le fait que l'Europe déploie ses propres récits.

À ce titre, le compte X French Reponse permet d'adapter la communication institutionnelle du ministère des Affaires Etrangères à un mode d'interaction bien propre à la plateforme. Privilégiant l'approche par l'humour, les références spécifiques du réseau ou encore le « cringe » (61), French Response permet de sortir d'une approche institutionnelle, souvent peu adaptée aux logiques d'attention propres au réseau. En apportant des réponses incisives et laconiques, le compte projette un point de vue français sur le réseau sans recourir à une posture de fact-checking, souvent perçue comme moralisatrice et qui, de surcroît, ne correspond pas toujours aux dynamiques propres à la circulation de la désinformation.

Bien que cette approche fasse débat, certains lui reprochant de « rabaisser la parole officielle » (62), le compte observe une réelle montée en puissance : 10 000 abonnés en décembre 2025 contre plus de 130 000 deux mois plus tard pour environ 15 millions (63) d'impressions hebdomadaires (64). Si ce type de stratégie de communication semble aujourd'hui inédite, on pourrait néanmoins imaginer que sa standardisation et son utilisation par d'autres institutions notamment étrangères pourrait à terme diluer l'autorité de l'institution dans un space informationnel saturé d'acteurs aux registres similaires.



Conclusion

La conception doctrinale informationnelle russe agit de manière autonome comme une posture de projection de puissance. L'espace informationnel, rapidement appréhendé par Vladimir Poutine comme une priorité, renvoie une image de contrôle, qui occupe à la fois des fonctions de légitimation et de contrôle sur la scène politique intérieure, tout en permettant à la Russie de se hisser au sein du débat stratégique mondial en se projetant comme une « puissance de l'information ». Ce méta-discours s'ancre formellement dès le début des années 2000 dans la « Doctrine de sécurité informationnelle », réactualisée en 2016, et qui considère ce qu'on appelle le « cyber-espace » en Occident comme un « espace informationnel » à part entière (65). Finalement, l'approche de ces objets divers - récits stratégiques, désinformation, mésinformation - se recoupent en ce qu'il est difficile de mesurer l'impact effectif qu'ils ont sur les croyances et comportements des individus ; ce que semble confirmer le consensus scientifique. Il semble également que les solutions pointées du doigt par une partie des experts relèvent d'une approche holistique : lutte contre l'insécurité sociale, cognitive, économique, contre la défiance institutionnelle, création de lien social local, « *pre-bunking* », éducation aux médias et aux techniques narratives, régulation des plateformes, de leurs algorithmes et de leur design. L'enjeu n'est plus seulement de filtrer le message, mais de modifier l'architecture même des plateformes et des algorithmes.

Cette approche systémique évite de se focaliser uniquement sur une vision « solutionniste » et concentrée sur l'amont : interdiction, *fact-checking*, face à un phénomène par essence difficile à qualifier et impossible à endiguer. Aussi, loin de nier l'existence de ces stratégies de déstabilisation par l'information, l'article propose d'adopter une lecture davantage sociologique et politique pour démystifier la pertinence et de ces procédés.

L'approche par les récepteurs permet de saisir la complexité et la variabilité de l'objet étudié selon les champs disciplinaires, alors même que les sciences politiques proposent depuis longtemps des pistes de réflexion sur ces enjeux. Il semble en effet que les récepteurs agissent davantage selon leurs propres croyances préexistantes, en plus de réinterpréter l'information selon leurs grilles de lectures propres - ancrées dans leurs réalités sociologiques - plutôt que sur un régime « *top-down* » où le message est ingéré et intégré tel qu'il était conçu. Cette approche permet d'éviter de tomber dans le piège d'une formalisation excessive des concepts liés à la lutte contre la désinformation, au risque de créer un effet de « panique morale » conférant paradoxalement une grande efficacité à ces modes opératoires pourtant relativement peu performants dans l'ensemble. En effet, il semble qu'une des dimensions d'efficacité de ces stratégies réside dans notre capacité à souscrire aux catégories de pensée imposées par ce cadre doctrinal même, y compris lorsqu'il s'agit de lutter contre. En ce sens, et comme le soulignait Anna Colin Lebedev (66), le livre récemment adapté en film « Le Mage du Kremlin » souscrit en plein dans le récit stratégique qu'essaie d'imposer - ici avec un écho non négligeable - le Kremlin : celui d'une Russie invincible, toujours avec un coup d'avance.

Contrôler le récit pour stabiliser la paix : vérités concurrentes et luttes informationnelles dans les sorties de conflit (Guatemala - Colombie)

LUNA GONÇALVES

À travers cet article, il s'agira d'examiner la réception sociale de la vérité produite par les mécanismes de justice transitionnelle à partir d'une étude comparative du Guatemala et de la Colombie. Si ces processus ont permis d'établir juridiquement les faits, leur appropriation publique demeure traversée par des dynamiques de pouvoir et des tensions informationnelles. L'étude s'intéresse ainsi aux luttes autour du contrôle du récit post-conflit et au rôle joué par certaines élites dans la circulation, la contestation ou la fragilisation des vérités transitionnelles.

Plus de vingt ans après la fin officielle des hostilités au Guatemala, l'interprétation publique du conflit demeure profondément disputée, malgré une documentation détaillée imputant 93 % des violations à l'État (1). En Colombie, la diffusion de *fake news* quelques jours avant le plébiscite de 2016 sur l'Accord de paix a contribué à structurer le rejet de ce dernier (2). Dans les deux cas, des mécanismes de justice transitionnelle ont pourtant documenté les faits (rapports, archives, décisions judiciaires) afin d'établir publiquement la réalité du conflit. La difficulté ne semble donc pas seulement d'établir les faits mais de faire émerger un récit commun partagé socialement.

La justice transitionnelle s'est construite autour d'une promesse fondatrice : rendre dicible l'indicible, produire une vérité publiquement opposable et déplacer le centre de gravité mémoriel hors du monopole étatique pour le rediriger vers les victimes (3). Cette promesse amorce une réflexion autour de l'effectivité sociale de la vérité produite, entendue comme la capacité à structurer la reconnaissance des victimes et à fonder des garanties de non-répétition. La vérité transitionnelle peut être établie, stabilisée, archivée, sans jamais s'imposer durablement comme cadre interprétatif dominant. Elle peut même être neutralisée (4).

Les trajectoires guatémaltèques et colombiennes rendent compte de cette fragilité selon des configurations distinctes. Au Guatemala, la vérité produite par la Commission pour l'éclaircissement historique n'a jamais été assumée par l'État, laissant s'installer durablement la dénégation et la contre-mémoire, jusqu'à la neutralisation juridique violente de certaines de ses traductions judiciaires. Cette mise à distance n'est pas neutre. En Colombie, la vérité transitionnelle a, au contraire, été institutionnalisée à travers des mécanismes innovants et participatifs. Elle s'est toutefois trouvée fragilisée par des campagnes de désinformation et par une érosion progressive de sa légitimité publique. Ces deux configurations ne s'opposent pas simplement ; elles renvoient à des modalités différenciées de contrôle de l'information et de captation du récit officiel (5).

La difficulté tient moins à l'établissement des faits qu'aux conditions sociales de leur réception. La vérité transitionnelle n'existe pas seulement comme une production juridique puisqu'elle s'inscrit réellement dans des rapports de concurrence pour l'autorité interprétative du passé. La question n'est donc pas uniquement celle de l'impunité ou de la sanction, mais celle de la circulation, la réception et la crédibilité des récits produits.

La justice transitionnelle peut alors être appréhendée comme un champ de bataille informationnel. La production de la vérité ne garantit ni sa circulation dans l'espace public, ni son appropriation sociale, ni sa croyance collective. Les mécanismes de neutralisation du récit, de la dénégation à la dilution en passant par la disqualification, deviennent alors centraux dans le combat mené par la justice transitionnelle. Parallèlement, les conditions concrètes d'accessibilité, de traduction et de médiatisation de la vérité transitionnelle (4) suivent la même tendance. Dans un contexte marqué par la montée en puissance des indicateurs et des outils évaluant les vérités produites, la reconnaissance tend à se jouer dans des dispositifs où ce qui compte est ce qui peut se mesurer (6).

Les cas guatémaltèque et colombien offrent ainsi deux configurations distinctes de réception de la vérité transitionnelle : dans l'un, la reconnaissance est frontalement contestée et juridiquement interrompue ; dans l'autre, elle demeure institutionnellement active mais progressivement fragilisée dans l'espace public (7).

Produire une vérité stabilisatrice : cadres sélections et médiations

Définir le champ du dicible : hiérarchies et traductions du conflit

La justice transitionnelle est héritée d'une grammaire occidentale du droit pénal international, avec Nuremberg comme point de départ. La production de la vérité est alors à l'époque asymétrique : les États-Unis ne sont pas jugés sur les exactions commises au Japon, les vainqueurs contrôlent la définition des crimes, la sélection des preuves et la narration politique. Cette asymétrie se traduit notamment dans la dimension informationnelle : la sélection d'archives est unilatérale, triant et hiérarchisant les faits « dignes » d'être documentés. Les violences des puissances dominantes se trouvent structurellement effacées (3). La vérité est juridiquement fondée mais politiquement située pour servir la narration du monde bipolaire, dominé par les États-Unis en concurrence avec l'URSS.

La narration du procès intervient ainsi dans une logique pédagogique et morale : le procès se dresse comme un dispositif de légitimation du nouvel ordre international en portant une fonction de stabilisation symbolique. Il serait pour autant malhonnête d'interpréter ce fait comme invalidant la légitimité de Nuremberg, qui a établi des principes juridiques ayant bénéficié au Sud global notamment avec la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, mais la tension demeure irrésolue : la justice transitionnelle naît simultanément comme un instrument d'émancipation juridique et une technique de légitimation des élites victorieuses.

La vérité dans le cadre de la justice transitionnelle a été institutionnalisée via des standards transnationaux et une hiérarchie des violations, qui ne conviennent pas à tous les types de conflits ni à la culture des victimes. Depuis les années 1990, le champ transitionnel

connaît une institutionnalisation avec des organisations au rôle central (HCDH, ICTJ) produisant des standards méthodologiques et probatoires, faisant de la justice transitionnelle un régime informationnel transnational. Cette institutionnalisation produit une hiérarchie dans les violences documentables, où les droits civils et politiques sont mis en lumière au détriment de ceux économiques, sociaux et culturels (5).

Au Guatemala, la reconnaissance des causes structurelles s'est faite au travers d'une focalisation opérationnelle sur les massacres, tandis qu'en Colombie l'intégration des droits économiques, sociaux et culturels a été plus explicite mais sans renversement méthodologique, faisant persister le biais événementiel (privilège des violations individualisables) malgré des degrés d'ouverture différents (1).

L'enjeu principal lors des enquêtes est de traduire des expériences selon des standards existants et un mode de preuve établi par les grandes puissances. Le *fact-finding*, ou l'établissement des faits, trouve sa méthode dans des standards d'enquêtes criminelles occidentales : les questionnaires sont standardisés, les exigences probatoires élevées, et le privilège est donné aux violences événementielles. Cette méthode se trouve en inadéquation culturelle avec les violences documentées : au Guatemala, les massacres mayas avec corps exhumés et témoins survivants sont massivement documentés, alors que les violences systémiques (interdiction de la langue maya dans l'espace public, destruction des sites sacrés), pourtant centrales dans l'expérience maya du génocide, demeurent sous-documentées car non réductibles aux catégories occidentales de violation individuelle (8).

Il est en même temps important de noter que la standardisation relève parfois d'une fonction protectrice : elle permet un décentrement du cadre normatif, limite l'arbitraire étatique, et constitue une ressource juridique pour les victimes. Elle établit des référentiels normatifs partagés concernant la définition des crimes et la méthodologie de documentation. Pour Kathryn Sikkink, l'universalisation progressive des normes procédurales en matière de poursuites pour violations massives des droits de l'Homme permet de déplacer le centre de gravité de la production de la vérité hors du contrôle exclusif des États, souvent réticents à reconnaître leur responsabilité (9). Cette fonction protectrice de la standardisation est particulièrement visible dans le système interaméricain, où la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a, avec l'arrêt Barrios Altos c. Pérou, consacré l'incompatibilité absolue des lois d'amnistie, constituant une norme opposable et de portée générale (10). De même, les lignes directrices élaborées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme insistent sur le rôle des cadres méthodologiques communs comme garantie contre l'arbitraire (11).

Autorité et médiation : qui fabrique la vérité transitionnelle ?

L'expertise juridique constitue un filtre qui sélectionne les récits en les traduisant dans un langage technique. La professionnalisation croissante du champ a créé une barrière linguistique : la justice transitionnelle s'exprime dans un vocabulaire juridico-technique (immunité fonctionnelle, *jus cogens*, crime contre l'humanité au sens de l'article 7 du Statut de Rome), les procédures sont complexes et excluent *de facto* les non-initiés (12). Les experts s'imposent comme de véritables « *Gatekeepers* » de l'information qui filtrent les récits recevables, hiérarchisent les témoignages et transforment l'expérience vécue en faits juridiquement pertinents (13). Pour autant, cette médiation experte constitue une condition structurelle de l'effectivité juridique. La qualification de crimes contre l'humanité ou de torture requiert une maîtrise technique des normes internationales. L'expertise apparaît ainsi comme ambivalente : condition d'une justice contraignante, elle devient problématique lorsqu'elle se transforme en captation interprétative durable.

Le lien entre la qualification et le jugement est important à soulever : la traduction juridique suppose une sélection de l'information.

to be best in any
point of view.

Conflict ['kanfl
disagreement o
fighting betwee
clash between

Le procès de Sepur Zarco au Guatemala illustre concrètement les effets du monopole interprétatif. Entre 1982 et 1985, des femmes mayas furent soumises à un système d'esclavage sexuel et domestique sur la base militaire de Sepur Zarco. Leurs récits évoquaient des sévices comme des viols répétés, du travail forcé, la profanation de lieux sacrés et une rupture cosmologique au sein de la communauté. Entre 2011 et 2016, ces témoignages ont été reformulés par des organisations spécialisées afin d'être juridiquement qualifiés en « esclavage sexuel » et « torture ». Si cette traduction a permis des condamnations pénales effectives, elle a simultanément réduit des dimensions spirituelles et collectives non reconnues par le droit international pénal (14). Ce qui ne se traduit pas se trouve invisibilisé, tout comme les violences symboliques indirectes, constituant une dépossession du sens politique. (15)

La visibilité des violences est ensuite conditionnée par la quantification et les différents indicateurs qui permettent de les mettre en lumière : il s'agit alors de mesurer pour mieux gouverner et instrumentaliser. Sous l'influence des bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, USAID), les mécanismes de justice transitionnelle adoptent progressivement des logiques de *New Public Management* en utilisant notamment la technique SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalisables et temporelles) (6). Alors, la quantification devient un critère dominant de visibilité : les informations facilement mesurables et comptabilisables (nombre de morts, viols documentés…) sont sur-représentées tandis que les violences diffuses, continues ou structurelles demeurent sous-documentées car non réductibles à des chiffres ou des « cas » individuels (5). Il ne s'agit pas de contester la fonction stratégique des chiffres dans la lutte contre la négation, mais de constater que son hégémonie hiérarchise implicitement les expériences de violence.

Cette dynamique se confirme de manière différenciée au Guatemala comme en Colombie. Au Guatemala, la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH) a mis en lumière des chiffres massifs (200 000 morts, 93% de violations imputées à l'État), conférant une force symbolique inédite au rapport. Cependant, les dimensions moins quantifiables telles que la destruction des cosmologies mayas, l'érosion des structures communautaires ou la spoliation foncière sont laissées en marge. En Colombie, la Commission de la vérité (CEV) a tenté d'articuler les données statistiques et les récits pluriels, notamment au travers de la reconnaissance des violences contre les peuples autochtones. Toutefois, la consolidation des chiffres globaux sur le nombre de victimes est un point central de controverse publique, qui offre prise aux campagnes de délégitimation.

Dans les deux cas, la quantification renforce la crédibilité internationale des processus, tout en exposant la vérité produite à des luttes d'interprétation où la bataille ne porte plus seulement sur les faits, mais sur leur chiffrage.

La réception conflictuelle de la vérité : neutralisation, contestation et captation

Guatemala : la neutralisation d'une vérité établie



Les institutions permettant d'établir les faits voire la vérité transitionnelle sont parfois mises à distance via un processus d'invisibilisation institutionnelle et de déni officiel. Alors que le rapport de la CEH établit une responsabilité étatique majoritaire et la qualification de génocide pour les atrocités commises à la communauté maya, le président Álvaro Arzú refuse de recevoir officiellement le rapport. De plus, le gouvernement n'organise aucune cérémonie officielle de reconnaissance ou d'excuses publiques (16).

En outre, aucune politique étatique significative n'a été menée pour la traduction systématique du rapport dans les principales langues mayas, et même pour la diffusion dans les zones rurales, les plus concernées (7). Le rapport se trouve également invisibilisé en l'absence d'intégration dans les programmes scolaires officiels du Guatemala, qui décrivent davantage une « guerre civile » avec la théorie des excès des deux côtés (18). La vérité se trouve alors juridiquement produite mais institutionnellement neutralisée.

Face à la justice transitionnelle, certains acteurs construisent progressivement une contre-mémoire, entre requalifications, disqualifications et discours de souveraineté. Face à la vérité officielle produite par la Commission, l'armée guatémaltèque (via l'Association de Vétérans Militaires de Guatemala – AVEMILGUA), l'oligarchie économique (via la chambre patronale CACIF) et les secteurs conservateurs évangéliques (auxquels appartient Ríos Montt) diffusent massivement une contre-narration structurée autour de trois piliers rhétoriques.

Le premier pilier consiste à requalifier la violence en faisant passer les événements d'un génocide à une guerre anticommuniste. Les élites contestent non pas les faits matériels bruts (massacres, viols collectifs, déplacements forcés qui sont trop documentés pour être niés), mais leur qualification juridique et leur signification politique. L'argument central est qu'il s'agissait d'une « guerre interne contre la subversion communiste internationale », où l'armée défendait la civilisation chrétienne sans intention spécifique de détruire un groupe ethnique en tant que tel (18). L'objectif est là de délégitimer l'usage du terme « génocide », absolument crucial pour les revendications politiques des organismes mayas.

Le deuxième pilier rhétorique a pour objectif de discréditer ceux qui documentent le passé. Les élites guatémaltèques précédemment citées disqualifient systématiquement les institutions porteuses de mémoire en les essentialisant à des objectifs « communistes ».

Elles seraient financées par des ennemis géopolitiques traditionnels (Cuba, Venezuela…). Cette rhétorique héritée de la Guerre froide fait des victimes documentées des « traîtres internes » qui menacent la souveraineté nationale.

Enfin, au-delà du discrédit informationnel, cette délégitimation neutralise la violence préventive contre les acteurs mémoriels, transformant les assassinats ciblés en légitime défense. Le travail de vérité historique devient physiquement intenable, reproduisant par intimidation ce que le silence étatique n'a pas achevé (19).

Les arènes judiciaires comme espaces de reconquête du récit

Certaines revendications en lien avec la reconnaissance juridique deviennent parfois un affrontement politique. Cela est en partie dûe à un référentiel rhétorique et à des perceptions différenciées voire opposées entre les parties prenantes concernées. Le procès d'Efraín Ríos Montt (mars-mai 2013) a marqué un tournant majeur dans la lutte pour la reconnaissance du génocide maya. La condamnation du 10 mai 2013 à quatre-vingts ans de prison pour génocide et crimes contre l'humanité a transformé la vérité établie par la CEH en vérité juridiquement opposable en mettant en cause, au-delà d'une responsabilité individuelle, les structures du pouvoir qui avaient rendu possibles les massacres mayas. La réaction fut immédiate : campagnes médiatiques dénonçant une « farce », pressions politiques et religieuses, mises en cause publiques des magistrats… (20).

L'annulation du verdict dix jours plus tard par la Cour constitutionnelle, pour vice de procédure, a suspendu cette reconnaissance et rouvert l'espace de contestation. En l'absence de condamnation définitive, Ríos Montt décédant en 2018, la qualification de génocide est demeurée socialement disputée, illustrant la vulnérabilité d'une vérité judiciaire dépourvue d'ancrage institutionnel durable (17).

Les Commissions font parfois face à des défis existentiels et sont limitées dans leurs actions par les gouvernements ayant des intérêts divergents. La Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG, 2006-2019) a constitué un contre-pouvoir informationnel inédit dans le contexte de captation des institutions nationales. C'est un mécanisme hybride ONU-Guatemala, qui produisait des enquêtes détaillées, des cartographies des réseaux criminels (CIACS) et des conférences de presse étayées qui rendaient visibles les liens organiques entre élites politiques et économiques (21). L'arrestation du président Otto Pérez Molina et de la vice-présidente Roxana Baldetti en 2015, la documentation publique de dizaines de structures criminelles et les centaines de condamnations obtenues en collaboration avec le ministère public ont déplacé, temporairement, le centre de gravité de la production d'information hors du contrôle exclusif des élites nationales.

La contre-offensive fut d'abord narrative. À mesure que les enquêtes se rapprochaient du président Jimmy Morales et de secteurs militaires protégés, une coalition informelle, qualifiée de « Pacte des corrompus », mobilisa un discours de souveraineté pour présenter la CICIG comme une ingérence coloniale illégitime, relayé par des campagnes de désinformation et de diffamation : action visant son commissaire Iván Velásquez. L'expulsion unilatérale de la Commission en septembre 2019 ne constitua pas seulement une victoire juridique pour les élites qui consacra la reconquête du récit public. En imposant l'idée que la CICIG violerait la souveraineté nationale, les élites ont neutralisé durablement un producteur autonome d'informations, rétablissant leur capacité à contrôler ce qui pouvait être sûr, dit et juridiquement poursuivi en matière de corruption et d'impunité (22).

Colombie : la paix négociée confrontée à la bataille informationnelle



La politisation des faits juridiques et l'incompréhension normative du côté des parties prenantes risquent souvent de transformer le statut de paix à une défiance progressive. Lorsque le système de justice transitionnelle tente de s'intégrer dans le contexte colombien, par la négociation et la formalisation d'un Accord de paix entre le gouvernement et les FARC (guérilleros responsables de mauvais traitements, narcotrafic…), il est rejeté par 50,21 % des votants avec une abstention de 62,57 % (23). Ce rejet s'inscrit dans un contexte politique profondément polarisé. Juan Manuel Santos, à l'époque président depuis 2010 et ancien ministre de la Défense d'Álvaro Uribe, avait engagé des négociations avec les FARC, rompant avec la ligne sécuritaire constante. Cela a alimenté une forte impopularité et une défiance croissante envers son gouvernement. Le vote cristallise ainsi le clivage politique entre les partisans d'une paix négociée, et les défenseurs d'une approche punitive. De plus, le vote a été mis à défaut par son manque de compréhension par les citoyens : trop technique et juridique, un cratère se creuse entre l'architecture normative et la compréhension de cette dernière.

Cette politisation s'inscrit également dans la mobilisation de l'émotion à travers la désinformation, le développement d'une panique morale et l'instrumentalisation des faits., L'accord de Paix contenait une clause transversale « d'approche de genre » stipulant que les mesures de réparation et de participation aux mécanismes de justice devaient tenir compte des violences sexuelles massives subies par les femmes durant le conflit.

Cela garantissait l'égalité d'accès femmes-hommes aux réparations. Récupérée par l'opposition, il y a eu une diffusion virale et exponentielle, tant sur *Facebook*, *WhatsApp* ; dans des réseaux élitaires, populaires ou évangéliques, selon laquelle l'Accord imposerait un enseignement obligatoire d'idéologie de genre en détruisant la famille traditionnelle. Il y a un point de bascule du juridique vers l'émotionnel, du normatif vers l'identitaire, qui désinforme et biaise les perceptions quant à l'Accord et ses objectifs premiers (2). Des travaux montrent alors un lien entre l'exposition aux *fake news* et le vote « Non » (24).

La question foncière avait une place importante dans l'Accord et cette dernière a été instrumentalisée par les opposants à l'Accord de Paix. La désinformation a une fois de plus été mobilisée sur ce sujet. L'ancien président Uribe et son parti politique le *Centro Democrático* ont relayé l'idée que l'Accord prévoyait une « expropriation forcée sans indemnisation » et la « collectivisation » type soviétique. En réalité, l'Accord se limitait strictement à la restitution de terres volées à des paysans déplacés par la violence, avec preuve d'une propriété antérieure, la redistribution des terres publiques inutilisées, et autres mécanismes de formalisation de titres pour paysans occupant des terres sans titre sécurisé. Cette désinformation profite alors aux grandes élites foncières, possédant à 14 % les 80 % des terres. Ces dernières redoutaient les enquêtes de la JEP (*Jurisdicción Especial para la Paz*) sur l'acquisition de terres via les paramilitaires, la régularisation de titres de propriété contestables ou une remise en cause extensive du modèle agro-exportateur (25).

Enfin, le document de Paix a subi des manipulations informationnelles en lien avec les questions budgétaires et fiscales. Des tableaux ont été massivement diffusés officiellement, gonflant drastiquement le coût de l'accord affirmant que les ex-guérilleros recevraient des « salaires à vie » à hauteur de 3 milliards de pesos par mois (plus que les retraites de soldats) (2). L'accord prévoyait une allocation mensuelle temporaire de réinsertion de 620 000 pesos pendant 24 mois.

Publiquement, Uribe a reconnu explicitement avoir cherché à créer un vote « con indignación » plutôt que rationnel (26). Avec un cadrage identitaire fort, la JEP se trouve rapidement délégitimée moralement. La mise en place de la JEP intervient finalement en 2017, devenant le pilier judiciaire de l'Accord. Sa compétence s'étend sur les ex-FARC, les agents de l'État et les tiers civils, et repose sur un modèle hybride de justice restaurative et de sanctions conditionnelles. Le *Centro Democrático* et les médias conservateurs continuent de répandre des *fake news*, qualifiant le « tribunal pro-FARC », la « juridiction de l'impunité sophistiquée » qui orchestrerait une « persécution des militaires patriotes » (27). Il n'y a là pas de contestation au sens juridique ou technique, mais une délégitimation morale et identitaire qui ancre émotionnellement l'idée de trahison de l'armée et d'injustice envers les victimes.

Dans un premier temps, la Commission de Vérité est vue comme une innovation participative, malgré sa vulnérabilité médiatique. Il s'agit d'abord d'élargir le cadre mémoriel à travers une participation effective sur le territoire et la reconnaissance des violences structurelles. La Commission de la Vérité adopte quant à elle un cadre manifestement ouvert aux « vérités plurielles », articulant vérité narrative et historique en refusant un récit unique. La création d'un réseau d'alliés (organisations sociales et acteurs locaux) intervient afin de permettre une diffusion territorialisée des données de la juridiction, impliquant une co-production mémorielle, tout en tentant de contourner le monopole médiatique central (28). La production de la contre-mémoire est envisagée sur plusieurs pans : des *podcasts*, des expositions itinérantes et la traduction en langues autochtones, en adoptant une stratégie d'accessibilité élargie. Les violences structurelles et les droits économiques, sociaux et culturels sont intégrés en reconnaissant explicitement le lien avec le conflit, dépassant ainsi partiellement le prisme exclusif des violations événementielles (29). Ces mécanismes constituent une innovation méthodologique réelle constitutive d'un élargissement du spectre des violences reconnues et des acteurs producteurs de mémoire.

Si le cadre mémoriel tend à s'élargir, la reconnaissance demeure sous pression : certains sont accusés de partialité et des tensions se contractent autour des chiffres. La juridiction a ensuite été accusée de partialité après la reconnaissance du rôle de certains secteurs étatiques dans le paramilitarisme, ce qui remet en cause la neutralité du rapport. Les chiffres globaux du conflit se trouvent également contestés par instrumentalisation des marges d'incertitude statistique, en déplaçant le débat vers la fiabilité des données. De plus, la diffusion publique du rapport final est sous-financée, ce qui réduit sa visibilité nationale et limite l'appropriation sociale (30). Alors, la vérité n'est pas empêchée d'être produite mais contestée dans la circulation de l'information produite et sa crédibilité.

Dans un deuxième temps, la concentration médiatique provoque une circulation asymétrique de la mémoire et de la vérité, jusqu'à son érosion progressive. Enfin, la concentration des médias demeure propriété des grands conglomérats médiatiques, soit aux élites économiques qui ont la capacité d'imposer des cadrages dominants. Le budget publicitaire et les campagnes coordonnées sont disproportionnés, en amplifiant par algorithme des récits contestataires. La violence contre les leaders sociaux et défenseurs de l'Accord persiste également avec une intimidation indirecte des producteurs de contre-récits (31). En Colombie, la captation informationnelle ne prend pas la forme d'une suppression institutionnelle immédiate, mais d'une érosion progressive avec la multiplication des controverses, la saturation polémique et la fatigue civique. La justice transitionnelle demeure juridiquement active mais sa performativité sociale, en revanche, devient structurellement instable.

Conclusion

En définitive, il convient de déplacer l'analyse de l'impunité formelle vers le contrôle informationnel, et surtout de la norme vers la circulation effective de cette dernière. La justice transitionnelle est envisagée comme un régime de production du savoir, un dispositif de hiérarchisation des récits et un espace de concurrence pour l'autorité interprétative. La recherche a permis de mettre en évidence un découplage structurant entre vérité juridiquement établie et vérité socialement opérante, qui peut être neutralisée non seulement par suppression institutionnelle, mais aussi par érosion, dilution ou saturation cognitive.

Une asymétrie structurelle persiste pour plusieurs raisons. Avec la concentration médiatique, le déséquilibre des ressources communicationnelles, la dépendance aux bailleurs et aux infrastructures numériques, la capture élitaire de l'information opère *de facto* puisqu'elle est structurellement facilitée. Dans ce cadre, les personnes détentrices de vérités transitionnelles se trouvent vulnérables lorsqu'elles remettent en cause des intérêts politiques, économiques et militaires.

Il paraît alors nécessaire d'intégrer la dimension informationnelle dans l'analyse doctrinale de la justice transitionnelle, en y incluant la question de la performativité comme un phénomène relationnel dépendant des conditions de diffusion et de la crédibilité perçue. La notion d'« effectivité » doit être repensée au-delà de la conformité juridique en y intégrant les dynamiques de réception sociale.

Il faut penser des garanties d'accès démocratique aux archives en intégrant une protection juridique pour les producteurs de mémoire. La transparence méthodologique pourrait être renforcée, de même que les stratégies institutionnelles de lutte contre la désinformation en contexte transitionnel. La participation des victimes pourrait

également être accrue dans la définition des catégories et des mandats, mais un risque demeure : la fragilisation de l'autorité juridique.

La justice transitionnelle ne clôt pas le conflit : elle reconfigure profondément la structure sociale, avec des vérités établies qui demeurent souvent provisoires. L'enjeu central est le contrôle de la production, de la crédibilité et de la circulation. La promesse transitionnelle demeure conditionnée par l'équilibre des forces informationnelles. La paix elle-même devient dépendante de cet équilibre.



Les campagnes de désinformation russes au sujet du conflit en Ukraine dans les Etats candidats à l'adhésion à l'UE : une étude des cas moldave et serbe.

PAULINE MORTEL

Depuis l'invasion russe en Ukraine en février 2022, les efforts d'élargissement de l'UE connaissent un nouveau souffle, auquel la Russie répond par une multiplication de ces campagnes de désinformation, ciblant non seulement les États membres de l'UE, mais également les États candidats à l'adhésion à l'UE, dont la Moldavie et la Serbie, avec l'objectif de les détourner de leur processus de rapprochement avec l'Union. Face à ces attaques, l'UE tente d'accompagner ces États candidats dans le développement et la mise en œuvre de stratégies innovantes visant à contrer ces efforts russes de désinformation.

Le processus d'élargissement de l'UE fait l'objet d'un ciblage par des opérations de désinformation russes, notamment depuis le début du conflit en Ukraine en février 2022. La Moldavie, qui obtient le statut officiel d'État candidat à l'adhésion en juin 2022, seulement trois mois après le dépôt de sa candidature, et la Serbie, État officiellement candidat depuis mars 2012 mais dont le processus s'est enlisé dans les années 2010 face à l'absence d'avancées significatives, ne font pas exception et s'imposent comme des terrains privilégiés des campagnes russes de manipulation de l'information. Tandis que la Moldavie est ciblée pour sa proximité géographique avec l'Ukraine et le positionnement résolument pro-européen de ses autorités, la Serbie constitue la plateforme idéale de lancement des narratifs pro-russes dans les Balkans occidentaux du fait notamment de la proximité politique entre son Président et les autorités du Kremlin.

Cet article s'appuie sur des entretiens effectués durant l'été 2025 à Bruxelles auprès d'acteurs institutionnels et de la société civile européens, moldaves et serbes. Les campagnes de manipulation de l'information russes y sont analysées à partir de la définition donnée par le Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), à savoir « *un comportement généralement non illégal qui menace ou est susceptible d'avoir un impact négatif sur les valeurs, les procédures et les processus politiques* [...] u*ne telle activité revêt un caractère manipulateur et est menée de manière intentionnelle et coordonnée* » (1).

Un ciblage de longue date des États candidats à l'adhésion à l'UE par la désinformation russe, renforcé depuis février 2022

Les opérations de désinformation russes au sujet de la guerre en Ukraine, menées par la Russie à partir de février 2022 dans les États candidats à l'adhésion à l'UE, ne sont pas des coups d'essai pour le Kremlin. Elles s'appuient au contraire sur un éventail hybride d'influence et de déstabilisation développé de longue date dans ces États par l'acteur russe et ses relais dans les sociétés ciblées. Face à l'élargissement de l'UE dans des États traditionnellement considérés par la Fédération de Russie comme sa « chasse gardée », la méthode privilégiée par le Kremlin évolue en effet progressivement d'une stratégie d'opposition directe à une stratégie de dissuasion par des opérations d'influence dans les États candidats (2), incluant la corruption d'élites locales et l'instrumentalisation de l'identité culturelle puis de la nostalgie de l'URSS au sein des populations visées, ou encore la manipulation de l'information (3).

Les acteurs russes s'adaptent dès lors aux spécificités des États ciblés, en privilégiant les canaux d'information et langues utilisées par les populations locales, en s'appuyant sur leurs ressentiments envers leurs autorités nationales (en particulier dans les régions séparatistes pro-russes moldaves de Gagaouzie et Transnistrie), et en jouant directement sur les craintes et inquiétudes de ces populations au sujet de l'adhésion à l'UE ainsi que du conflit en Ukraine :

> « *La Russie n'invente pas de discours ; la désinformation la plus efficace et destructrice, c'est lorsqu'elle parvient à cadrer ses messages dans des cadres existants. […] Dans les États candidats, ce n'est pas tant que la Russie soit attractive, mais qu'elle joue sur la sensibilité et la vulnérabilité de nos messages,de nos relations et les retourne contre nous* »
> [Diplomate européen travaillant sur les campagnes de manipulation de l'information russes, SEAE, juin 2025].

Alors que les médias jouent un rôle central dans les campagnes de désinformation menées par la Russie en Serbie, c'est moins le cas en Moldavie où une vingtaine de chaînes télévisées et sites d'information voient leur accès bloqué et leurs licences suspendues en 2022 et 2023 par les autorités moldaves en raison de leur couverture de la guerre en Ukraine de façon manipulatrice, avec un biais pro-russe présentant un risque pour la sécurité nationale moldave. En Serbie, les médias locaux (90% d'entre eux ont un parti pris pro-gouvernemental (5)), russes et pro-russes, promeuvent des discours semblables sur le conflit en Ukraine, servant autant les intérêts des autorités serbes que ceux de leur allié russe. Les médias serbes appuient en effet en quasi-majorité leur couverture du conflit en Ukraine sur des sources russes, dont ils reprennent les informations sans vérification des faits ni modification. Ceci s'explique notamment par leur facilité d'accès en termes de langue et par leur gratuité, bienvenue pour des acteurs audiovisuels sous-financés en Serbie, en particulier lorsqu'ils choisissent des lignes éditoriales contraires à celles du régime. Le média *Sputnik Srbija* serait cité près de 200 à 300 fois par jour par d'autres médias serbes, selon sa rédactrice en chef (6), s'imposant dès lors comme une caisse de résonance des récits du Kremlin en Serbie. Au contraire, les journalistes serbes écrivant pour des médias indépendants couvrant le conflit en Ukraine de manière neutre reçoivent des menaces dans l'exercice de leurs fonctions (4).

Les réseaux sociaux constituent dans l'ensemble des États candidats, et notamment en Moldavie et en Serbie, un vecteur central de la stratégie de manipulation de l'information russe sur le conflit en Ukraine. Avec un faible coût d'entrée voire un coût inexistant, ils offrent en effet la possibilité à ces acteurs malveillants d'atteindre une large audience en un temps restreint, ou encore de diffuser plus aisément du contenu trompeur ou généré par intelligence artificielle, tout en tirant parti de la polarisation idéologique encouragée par les algorithmes (7). *Telegram* et *Facebook* s'imposent dans les deux pays étudiés comme des plateformes centrales dans la stratégie russe, permettant à la Russie de créer des réseaux coordonnés de diffusion d'information fausses au sujet du conflit.

En Moldavie, par exemple, le centre de recherche *DFR Lab* a mis en lumière l'existence d'un réseau automatisé de 39 canaux *Telegram*, chacun d'eux ciblant une région administrative du pays, alimenté par des *chatbots* programmés pour simuler un engagement local authentique, piloté depuis la Russie (8). Signe de l'ampleur de l'écosystème de désinformation sur *Telegram* : lors de l'élection présidentielle de novembre 2024, sur 482 canaux *Telegram* couvrant les élections en Moldavie, 150 avaient été compromis par les efforts du Kremlin, soit une source sur trois (9). Les canaux *Telegram* russophones trouvent par ailleurs un écho particulier dans les régions moldaves à majorité russophones, où la population n'a souvent pas d'autres moyens pour s'informer que de s'appuyer sur ces canaux affiliés à des acteurs pro-russes, permettant ainsi à la Russie d'imposer plus facilement auprès de ces populations ses narratifs sur le conflit.

Si le conflit en Ukraine est omniprésent dans les campagnes de manipulation de l'information russes lors des deux premières années de combat, on note néanmoins depuis 2024 une forte diminution de la fréquence de couverture du sujet dans les canaux pro-russes, à l'exception de dates anniversaires ou d'événements marquants instrumentalisés par la Russie (4).

Un objectif majeur : susciter la discorde entre les États candidats et l'UE sur le soutien à l'Ukraine

Les narratifs russes dans les États candidats à l'adhésion à l'UE reprennent traditionnellement les éléments de la rhétorique de propagande russe sur son invasion en Ukraine. Ils présentent à cet égard l'Occident, que ce soit l'UE ou l'OTAN, comme premier responsable du conflit en Ukraine et justifient « l'opération militaire spéciale » par le prétendu nazisme des autorités ukrainiennes (10).





Wirestock, Canva Pro / Getty Images

Figure n°1 (à gauche) : le 22 février 2022, deux jours avant le début de l'invasion russe en Ukraine, le journal serbe Informer titre « l'Ukraine attaque la Russie » (6).

Figure n°2 (à droite) : le 25 février 2022, au lendemain de l'invasion russe en Ukraine, le journal serbe Večernje Novosti titre « les frappes russes sont une réponse à la menace otanienne » (6).

En parallèle, ces opérations de désinformation russes au sujet de la guerre en Ukraine se concentrent sur deux axes principaux. D'une part, elles présentent l'UE comme une organisation « belliciste » et « nazie » qui forcerait ses États membres et candidats à une militarisation accélérée en vue de se préparer pour une entrée en guerre contre la Russie. D'autre part, elles s'attaquent aux sanctions imposées par l'UE à la Russie, qui sont décrites comme inutiles et manquant d'efficacité. Ces narratifs sur la guerre en Ukraine ne sont pas déployés par l'acteur russe au hasard. Le soutien à l'Ukraine constitue en effet l'un des prérequis de l'alignement des États candidats sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union (PESC), nécessaire pour leur adhésion effective à l'UE.

Ce ciblage par la Russie du discours officiel européen sur le conflit en Ukraine vise également à décrédibiliser les autorités européennes auprès des populations des États candidats, et à remettre en cause de façon plus globale le positionnement géopolitique de l'UE ainsi que son image en tant qu'allié pacifique.

Axe narratif n°1 : Une UE belliciste et nazie forçant une militarisation de ses États membres

D'une part, le processus de rapprochement avec l'UE et d'adhésion à cette dernière est présenté par les campagnes russes comme un processus menant à la guerre et au désordre. En Moldavie, les acteurs malveillants jouent sur les craintes de la population moldave face à la proximité géographique du conflit en Ukraine et sur l'attachement à la neutralité du pays, en s'attaquant aux partenariats militaires conclus à titre bilatéral ou multilatéral (avec l'UE) par la Moldavie. Leurs narratifs sous-entendent que l'adhésion à l'UE entraînerait la militarisation de la Moldavie, le dégel forcé du conflit militaire en Transnistrie et l'entrée forcée du pays en guerre avec la Russie.

À cet égard, des vidéos détournées d'exercices militaires ou des publications présentées comme provenant du ministère de l'Éducation moldave - qui feraient la promotion d'un camp militaire et patriotique financé par l'UE où les enfants seraient formés à l'utilisation d'armes - publiées sur Facebook (11), tentent de susciter la crainte sur une militarisation à voie forcée du pays imputable à l'UE.

Ce type de narratifs se retrouve également sur des canaux Telegram, dont Zapreschennyy Kanal (se traduisant « chaîne interdite » en français, un nom sous-entendant que le canal présente des vérités dissimulées par les autorités moldaves), qui est affilié à l'oligarque pro-russe Ilan Shor et est identifié comme le « centre névralgique » de campagnes de désinformation coordonnées de la Russie en permettant l'apparition de narratifs anti-UE ensuite repris sur d'autres plateformes (12).

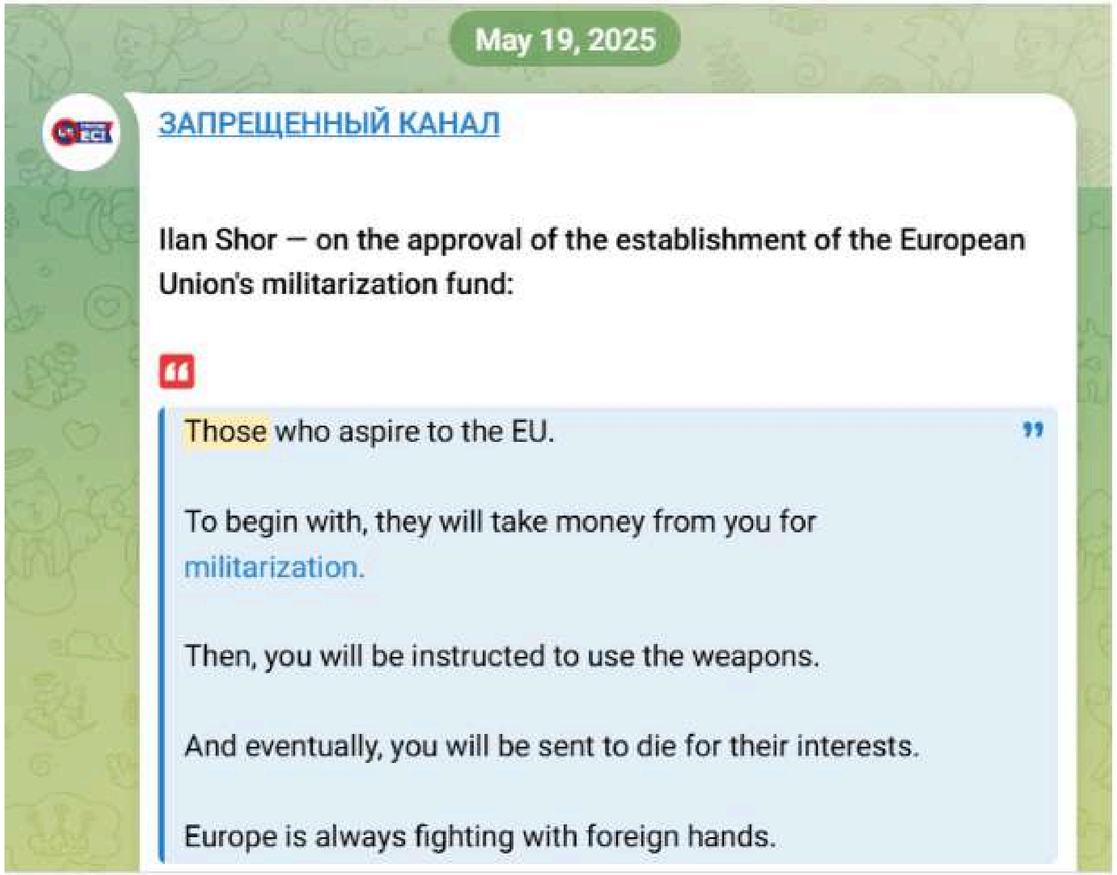


Figure n°3 : sur le canal Telegram Zapreschennyy Kanal, critique par l'oligarque pro-russe Ilan Shor de la création d'un Fonds européen de défense, affirmant que « l'UE prendra de l'argent aux Etats membres pour la militarisation, avant de les former au maniement des armes et de les envoyer mourir pour ses propres intérêts », le 19 mai 2025 (13).

Axe narratif n°2 : Une UE mise en difficulté du fait de ses sanctions contre la Russie

D'autre part, la Russie cible directement l'UE et sa stratégie de sanctions face à la guerre en Ukraine, affirmant qu'elle ne « *nuirait qu'aux citoyens de l'UE, parce que la Russie est supérieure sur le plan énergétique et économique* » (5). Les acteurs russes vont jusqu'à élaborer des scénarios catastrophe, prédisant l'effondrement économique de l'UE après l'imposition de sanctions à la Russie, comme le fait le journal serbe pro-russe *Informer* en mars 2022 en soutenant que « *l'UE est en proie au chaos à cause de ses sanctions* [et que] *le prix du carburant et des denrées alimentaires en Europe ont contribué à augmenter de façon inexorable en raison des sanctions imposées par l'UE à la Russie* » (5). Ce type d'articles insiste également sur les vulnérabilités économiques et énergétiques de l'UE face à la guerre en Ukraine, assurant par exemple que l'UE supplie la Russie pour du gaz. Plusieurs études ont au contraire prouvé que les sanctions européennes ont plutôt eu un effet paralysant sur l'économie russe et que la crise énergétique à laquelle est confrontée l'UE n'est pas liée aux sanctions mais à l'invasion russe en Ukraine (15).


Антируске санкције се ЕУ вратиле као бумеранг: Москва проценила штету

22:31 19.02.2026

Figure n°4 : Sputnik Srbija titre « les sanctions anti-russes se sont retournées contre l'UE : Moscou évalue les dégâts », le 19 février 2026 (14).

Au-delà de ces narratifs ciblant expressément l'UE, la Fédération de Russie tente également de générer des tensions entre les États candidats et l'Ukraine, dans l'objectif que les autorités de ces États diminuent, voire stoppent le soutien apporté à Kiev. Ceci est notamment vrai pour la Moldavie dont le processus d'adhésion à l'UE est mené de façon conjointe à celui de l'Ukraine. De nombreuses références à l'Ukraine sont ainsi faites dans les campagnes de désinformation ciblant la Moldavie, avec des récits suggérant notamment que Chișinău ne devrait pas faire confiance à Kyiv pour ses importations de gaz (16) ou encore que les réfugiés ukrainiens en Moldavie sont des criminels ou membres de groupes extrémistes (17), des narratifs sans fondement repris par plusieurs figures de l'opposition moldave pro-russe, dont le maire de Chișinău Ion Ceban. Ces campagnes s'attaquent par ailleurs au processus d'adhésion des deux États à l'UE, soutenant par exemple que l'avancée du processus d'adhésion de la Moldavie à l'UE est entièrement due à l'Ukraine et à l'intérêt de l'UE pour Kiev (18).

Afin de renforcer leur ancrage, ces narratifs se personnifient, prenant pour cible directe des figures pro-européennes impliquées dans ce processus d'adhésion de leur pays à l'UE, en particulier en Moldavie. Selon les services de renseignement moldaves, la Russie tente de provoquer des crises politiques en s'efforçant de donner à des personnalités publiques pro-européennes une image corrompue, avec l'objectif d'éroder la confiance des citoyens moldaves à l'égard de la classe politique et ultimement de détourner le pays de son processus d'adhésion à l'UE (19). La Présidente moldave Maia Sandu fait ainsi l'objet d'un ciblage particulier, calqué sur les échéances politiques nationales et européennes clés dans le rapprochement du pays avec l'UE. Dans les semaines précédant le premier Sommet UE-Moldavie organisé à Chișinău en juillet 2025, des vidéos générées par IA alimentant des soupçons de corruption et de traite d'enfant à l'égard de Maia Sandu sont massivement diffusées sur les réseaux sociaux par des acteurs malveillants. Des fausses informations instrumentalisant la cause LGBT avaient déjà été utilisées dans les mois précédant afin d'aliéner l'électorat conservateur contre le camp pro-européen en amont des élections législatives de septembre 2025 (20).


Fake News

Une influence certaine de la désinformation russe sur la vision du conflit en Ukraine

Dès juin 2023, le Parlement européen note dans une résolution sur l'ingérence étrangère au sein de l'ensemble des processus démocratiques de l'UE, le risque que les campagnes malveillantes de désinformation et manipulation de l'information affectent la capacité des États candidats et candidats potentiels à remplir les acquis fondamentaux européens, notamment s'agissant de leur alignement sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE (21).

Il est compliqué, voire impossible, d'établir une corrélation directe entre les campagnes de désinformation russes et l'évolution de l'opinion des populations des États candidats au sujet du processus d'adhésion à l'UE et du soutien à l'Ukraine, compte tenu de la multitude d'autres facteurs pouvant entrer en ligne de compte. On constate néanmoins que les narratifs russes au sujet du conflit en Ukraine jouissent, en Serbie comme en Moldavie, d'une certaine traction au sein des populations qu'ils ciblent et parviennent à influencer d'une certaine manière la vision qu'ont ces populations du conflit.

Ainsi, seuls 40% des Moldaves interrogés affirment en janvier 2023 que l'invasion russe en Ukraine est injustifiée et non provoquée (22), tandis que 49% des Serbes considèrent les actions russes en Ukraine comme justifiées en février 2024 (23). 34% des Moldaves sont par ailleurs persuadés que cette « opération militaire » vise à libérer l'Ukraine du nazisme (22) quand 36% des Serbes attribuent d'abord la responsabilité du conflit au camp occidental (23), reprenant ainsi à leur compte les narratifs russes. S'agissant des narratifs russes selon lesquels Maia Sandu et l'UE veulent entraîner le pays dans une guerre, ils convainquent près de quatre Moldaves sur dix (environ 40% au sujet de Maia Sandu, 36,4% pour l'UE), témoignant encore une fois de l'ancrage des discours pro-russes auprès de la population moldave (22).

Si ces narratifs russes influencent donc en partie la vision du conflit en Ukraine dans les deux populations, les Moldaves continuent néanmoins à soutenir le camp pro-européen, plébiscité lors des élections présidentielles de 2024 et les élections législatives de 2025 malgré les nombreuses ingérences russes dans le scrutin. En revanche, cette vision pro-russe du conflit en Ukraine semble directement affecter le soutien à l'imposition de sanctions en Serbie : près de 80% de la population serbe apparaît opposée à de telles sanctions contre la Russie (24), perçues comme inutiles et risquées pour la relation bilatérale russo-serbe. 58% des Serbes interrogés en mars 2023 considèrent que l'UE subira les conséquences les plus importantes de ces sanctions, contre 25% pour la Russie (25).

Un soutien multifacette apporté par l'UE pour lutter contre les opérations de désinformation russes

Alors que l'UE multiplie dès 2015 les initiatives visant à renforcer la résilience de ses États membres face aux menaces hybrides venus de l'étranger (création d'un Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides et d'une Commission spéciale du Parlement européen sur le bouclier démocratique européen, adoption d'un Plan d'action conjoint de lutte contre la désinformation), elle accompagne dans le même temps les États candidats dans leur lutte contre les manipulations de l'information. À cet égard, le groupe de travail sur la communication stratégique du SEAE, la StratCom East Task Force participe à l'identification des narratifs de désinformation russe ciblant les États du Partenariat oriental, dont la Moldavie, qui sont ensuite exposés sur sa plateforme EUvsDisinfo, chargée de rectifier les faits. En 2023, la plateforme qui contient plus de 18,000 exemples de désinformation pro-Kremlin aurait été visitée par plus de 20 millions d'individus (26).



Figure n°5 : EUvsDisinfo rectifie les faits au sujet d'un narratif russe publié par RT selon lequel « Bruxelles veut faire de la Moldavie un champ de bataille supplémentaire après l'Ukraine », le 23 juillet 2025 (27).

L'UE soutient également dans les États candidats la société civile locale et les organisations de *fact-checking* dans la lutte contre la désinformation, avec des formations de sensibilisation à la désinformation pour les journalistes ou l'investissement dans des médias indépendants, notamment russophones. Elle investit en parallèle dans la communication stratégique au sujet de l'UE et des bénéfices de l'intégration auprès des populations ciblées par la désinformation russe, par le biais de campagnes publiques de l'UE et de visites d'officiels européens sur le terrain. De façon concrète, l'UE donne de la visibilité à son soutien financier à la Moldavie lors de la crise énergétique vécue par le pays à l'hiver 2022 en apposant en partenariat avec les autorités moldaves un drapeau européen sur les factures d'énergie reçues par les foyers moldaves, afin que ces derniers soient conscients des bénéfices de cette relation stratégique avec l'UE.

À l'échelle nationale, les autorités moldaves créent dès le début du conflit en Ukraine le canal *Telegram* officiel Prima Sursa (« première source » en français, 45 000 abonnés), afin de faciliter le partage rapide d'informations fiables avec sa population et la réponse à des fausses rumeurs sur la situation en Ukraine (17). Ces mêmes autorités développent aussi leur capacité de lutte avec le Centre pour la communication stratégique et la lutte contre la désinformation, créé en décembre 2023 et placé au centre de la réponse moldave aux tentatives de déstabilisation russe.

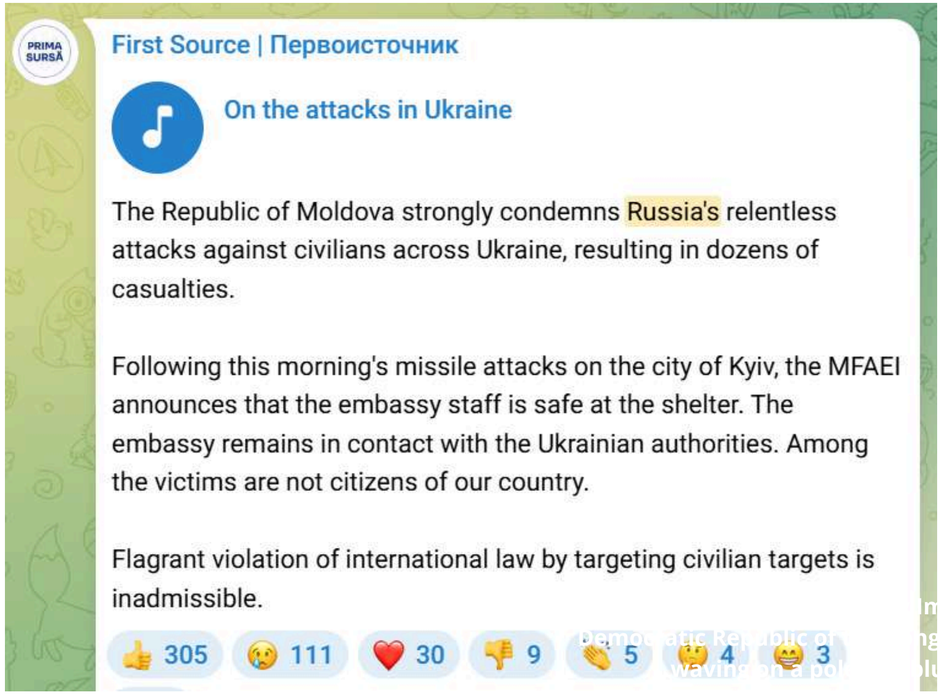


Figure n°6 : sur son canal Telegram, le gouvernement moldave dénonce les attaques perpétrées contre les civils ukrainiens par l'armée russe (message traduit en anglais), contrant le narratif russe selon lequel l'armée ne vise que des cibles militaires, le 10 octobre 2022 (28).

Au-delà de l'effort institutionnel, le service public se mobilise également avec la création de chaînes russophones indépendantes visant à diversifier l'offre informationnelle disponible pour la minorité russophone du pays, qui représente plus de 30% de la population : la chaîne *Teleradio Moldova 1* est ainsi ajoutée à l'offre télévisuelle de la région de Transnistrie au début du mois de février 2025, après plus de 30 ans sans émettre dans la région, tandis que l'UE soutient la mise en place de plateformes médiatiques indépendantes en langue russe. En parallèle, l'UE établit en 2023 une Mission de Partenariat en Moldavie (EUPM), destinée à renforcer la résilience du pays dans la gestion des crises et des menaces hybrides et signe avec le pays en 2024 un partenariat de sécurité et de défense, visant notamment à coopérer dans la lutte contre la désinformation.

Malgré l'engagement de la Serbie vis-à-vis des autorités européennes à lutter contre les manipulations de l'information (engagement pris dans la déclaration finale du Sommet UE-Balkans occidentaux de décembre 2022 à Tirana (29)), le gouvernement serbe n'est à l'origine d'aucune initiative crédible de *fact-checking* et de lutte contre la désinformation. Au contraire, il contribue directement à la diffusion de ces narratifs favorables au Kremlin, en particulier s'agissant du conflit en Ukraine. Dans ce contexte, les organisations indépendantes de vérification des faits et de lutte contre la désinformation jouent un rôle central dans la défense de l'espace informationnel serbe, avec le soutien technique et financier de l'UE et ses États membres. Dans son dialogue bilatéral avec la Serbie dans le cadre du processus d'adhésion du pays à l'UE, l'Union aborde le sujet de ces campagnes de manipulation de l'information avec les autorités serbes de façon détournée, par un prisme moins controversé, sans évoquer directement la question russe :

> « *Dans ces environnements où la Russie n'est pas un bon point de départ pour le dialogue, nous pouvons aborder le FIMI (foreign information manipulation and interference) comme un problème transversal, en insistant d'abord sur l'éducation aux médias, et les enjeux de vérification des faits. [...] Ensuite, nous expliquons que la Russie fait partie de ce cocktail. Nous pouvons accentuer ou atténuer légèrement la composante russe, mais nous ne pouvons pas la supprimer complètement, car la Russie est, selon notre analyse et notre mandat, le principal acteur de menace* »
> [Diplomate européen travaillant sur les campagnes de manipulation de l'information russes, SEAE, juin 2025].

En Serbie, l'UE investit de ce fait principalement dans des projets sans portée politique, ayant trait à la culture ou à l'éducation aux médias. Néanmoins, ces investissements lui permettent également de contrer indirectement les narratifs russes, comme elle le fait en février 2026 en hébergeant au sein de la Maison européenne de Belgrade une exposition sur la destruction des sites religieux en Ukraine, permettant de montrer à la population serbe que contrairement aux dires du Kremlin, l'armée russe ne vise pas exclusivement des cibles militaires (30).

Conclusion

Accompagner les États candidats dans la lutte contre les manipulations de l'information russes au sujet du conflit en Ukraine s'impose comme un impératif pour l'UE face au risque de détournement de ces États de leur processus d'adhésion à l'Union. Malgré les efforts déployés, nous constatons que les narratifs russes influencent dans une certaine mesure la vision qu'ont les populations ciblées du conflit en Ukraine. Le soutien de l'UE aux initiatives innovantes mises en place dans ces États candidats est nécessaire à leur viabilité, mais reste fortement dépendant de la volonté des autorités et des efforts déployés à titre national. Bien que le conflit en Ukraine ne soit plus au centre des campagnes de manipulation de l'information russes aujourd'hui, ces campagnes ne faiblissent pas pour autant, prenant pour cible d'autres facteurs de tension entre l'UE et les États candidats (exigences du processus d'élargissement, questions identitaires, perte de souveraineté liée à l'adhésion, etc.) et demeurent un risque majeur pour le processus d'élargissement de l'UE, dans un contexte géopolitique tendu entre l'UE et son voisin russe.

Désinformation russe en Arménie : enjeux et réponses à l'approche des élections législatives de juin 2026

LILI DUBOIS-HAROUNYAN

À l'approche des élections législatives arméniennes du 7 juin 2026, l'espace informationnel du pays apparaît comme un terrain de confrontation stratégique où se jouent des dynamiques dépassant le seul cadre électoral. Depuis la guerre du Haut-Karabakh de 2020 et la recomposition rapide des équilibres régionaux qui a suivi, la Fédération de Russie mobilise de manière croissante la désinformation en Arménie comme instrument d'influence stratégique, dans le cadre plus large de l'emploi de menaces hybrides. Ces dernières combinent manipulations de l'espace informationnel, pressions économiques et énergétiques, cyber-opérations et exploitation des tensions avec l'Azerbaïdjan. L'objectif est clair : façonner les perceptions collectives, affaiblir la confiance du public dans les institutions, accentuer les divisions au sein de la société et, ce faisant, ralentir les réformes démocratiques ainsi que le rapprochement progressif de l'Arménie avec l'Union européenne (UE).

Amplifiés par des relais médiatiques locaux, des plateformes numériques et des réseaux sociaux, ces récits ne cherchent pas uniquement à influencer des choix électoraux ponctuels, mais à orienter durablement les trajectoires politiques du pays. Dans ce contexte, analyser la désinformation russe en Arménie permet de comprendre comment l'espace médiatique et numérique devient un levier central de projection de puissance, révélant les tensions entre dépendance structurelle, souveraineté médiatique et quête d'autonomie stratégique dans l'espace post-soviétique.

Une vulnérabilité arménienne face à la désinformation russe

De puissance protectrice à partenaire contesté : une érosion récente de la perception de la Russie en Arménie

Depuis son indépendance en 1991, l'Arménie a développé une relation de dépendance avec la Russie, façonnée par des contraintes géographiques, sécuritaires et économiques qui ont durablement inscrit le pays dans la sphère d'influence de Moscou. État enclavé, privé d'accès direct à la mer et confronté à des frontières fermées avec la Turquie et l'Azerbaïdjan en raison du conflit du Haut-Karabakh, l'Arménie a longtemps perçu la Russie comme son principal garant de sécurité (1). Cette orientation s'est concrétisée dès les années 1990 par l'installation durable de la base militaire russe de Gyumri et la signature, en 1997, du Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle (2). Elle a ensuite été renforcée par l'adhésion d'Erevan à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Parallèlement, cette dynamique s'est étendue dans le domaine économique et énergétique : la Russie est devenue un partenaire commercial majeur, un investisseur central et le principal fournisseur de gaz du pays (3), tandis que des centaines de milliers de travailleurs arméniens en Russie contribuent à l'économie nationale par leurs transferts financiers (4).

À ces facteurs matériels s'ajoutent des liens humains, culturels et religieux, nourris par la diffusion de médias russophones et des héritages historiques partagés.

Lorsqu'un État dépend fortement d'un partenaire pour sa sécurité, son énergie ou son économie, ce dernier dispose de multiples leviers pour peser sur les perceptions publiques, les choix politiques et les orientations stratégiques du pays. La désinformation russe ne constitue ainsi pas un phénomène isolé, mais s'inscrit dans une stratégie plus large, combinant leviers économiques, énergétiques, sécuritaires et sociaux. Elle agit à la fois comme instrument direct d'influence et comme amplificateur des autres pressions, en légitimant certaines dépendances ou en affaiblissant la confiance dans des alternatives stratégiques. Comprendre la profondeur historique et structurelle de la relation russo-arménienne est essentiel pour analyser l'efficacité de ces dispositifs. Loin de relever d'actions ponctuelles, ils s'appuient sur des dépendances anciennes qui permettent à la Fédération de Russie de maintenir son statut de puissance de référence et de peser durablement sur les trajectoires politiques et géopolitiques de l'Arménie.

Pour autant, depuis la guerre du Haut-Karabakh en 2020 et l'offensive azerbaïdjanaise de septembre 2023 ayant conduit à la reprise effective du contrôle du territoire par l'Azerbaïdjan et à l'exode de plus de 100 000 Arméniens vers l'Arménie, cette relation historiquement structurante s'est profondément recomposée. L'inaction perçue des forces de maintien de la paix russes au Haut-Karabakh, combinée à l'absence de réaction de l'OTSC face aux incursions azerbaïdjanaises de 2021 et 2022 sur le territoire souverain de l'Arménie, a entraîné une érosion de la confiance envers la Russie, tant au sein de la société que des élites politiques. Elle a également mis en lumière les limites du partenariat russo-arménien. Cette désillusion s'inscrit dans une dynamique amorcée dès la « Révolution de velours » de 2018, qui avait déjà révélé des tensions latentes entre Erevan et Moscou.

Les autorités arméniennes ont ainsi engagé dès 2022 un rééquilibrage progressif de leur politique étrangère, illustré par la suspension de leur participation à l'OTSC en février 2024 et par le lancement d'un processus de rapprochement avec l'UE et les États-Unis. En août 2025, sous la médiation du président américain Donald Trump, le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev ont initié un accord de paix à Washington. La perspective du corridor TRIPP (*Trump Route for International Peace and Prosperity*), proposé simultanément et conçu sous contrôle américain comme un nouvel axe de connectivité régionale, menace les intérêts russes en réduisant le rôle de Moscou en tant que pivot d'influence dans le Caucase du Sud (5). Les orientations récentes de la politique étrangère arménienne reflètent ainsi sa volonté de diversifier ses partenaires stratégiques. Toutefois, ce repositionnement reste limité par la persistance de dépendances structurelles vis-à-vis de la Russie, le gouvernement arménien s'efforçant de maintenir une position d'équilibre malgré ces contraintes.

Une intensification de la pression informationnelle russe dans un contexte préélectoral

L'évolution récente de la politique étrangère arménienne est perçue à Moscou comme une remise en cause de sa prééminence dans son « étranger proche » (6), au sein d'une région que la Russie considère comme son pré carré depuis plusieurs siècles.

Ces dynamiques constituent un signal de perte d'influence pour le Kremlin, qui tente dans ce contexte de réaffirmer son contrôle sur l'espace public arménien. La Russie intensifie ainsi ses dispositifs, en particulier informationnels, pour freiner les initiatives d'Erevan visant à diversifier ses partenariats et consolider sa présence dans le débat public arménien à l'approche des élections législatives de juin 2026. La désinformation n'est pas un phénomène nouveau en Arménie, où la circulation de récits faux ou trompeurs existait déjà dans le paysage médiatique de ces dernières années.

Drapeau Arménien sur un bâtiment du gouvernement
Shiny Coconut

Cependant, les crises majeures de 2020, notamment la pandémie de COVID-19 et la Seconde guerre du Haut-Karabakh, ont considérablement accru les vulnérabilités informationnelles du pays. Ces événements ont favorisé la diffusion massive de récits déformés, affectant la perception des événements par la population et fragilisant la confiance envers les institutions (7). L'ampleur et la sophistication des efforts russes se sont depuis renforcées : « *La diffusion des récits est devenue plus organisée, circule plus rapidement et est nettement plus ciblée* », explique Hasmik Hambardzumyan, rédactrice en chef de la plateforme arménienne indépendante de *fact-checking Fact Investigation Platform,* soulignant le renforcement stratégique de l'influence russe dans l'espace informationnel arménien (8). Le contexte électoral est ainsi marqué depuis quelques mois par le déploiement d'une campagne de désinformation russe de grande ampleur, visant notamment à déstabiliser le gouvernement Pachinian, à miner la confiance publique et à influencer le résultat des élections. Selon un rapport des services de renseignement estoniens, cette campagne d'influence pourrait viser à renverser Pachinian et, à l'issue des élections, à installer un gouvernement qui serait sous le contrôle effectif de Moscou. (9) Il est plausible que, dans les faits, l'objectif principal soit au moins de renforcer la présence de forces pro-russes dans le jeu politique arménien.

Parallèlement, les officiels russes multiplient les critiques publiques à l'égard de l'orientation pro-européenne arménienne : le 30 janvier 2026, Vladislav Maslennikov, représentant russe pour les questions européennes, a qualifié l'UE de « bloc militaro-politique agressif » cherchant à imposer un « rapprochement forcé » avec Erevan (10), tandis que Sergey Lavrov a accusé Bruxelles d'encourager l'Arménie à manipuler ses élections pour favoriser des résultats pro-européens (11). Face à cette situation, l'UE a mis en garde l'Arménie contre les « menaces hybrides » de la Russie, incitant le pays à défendre ses valeurs démocratiques. Kaja Kallas, haute représentante de l'UE, a souligné le rôle central de la lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère dans la préservation de la démocratie, tandis que le gouvernement arménien a reconnu publiquement l'existence de « menaces hybrides » (12). Face aux accusations de manipulation et d'ingérence formulées par l'UE (13), la Russie nie toute interférence directe (14).

La désinformation russe en Arménie : architecture et mécanismes

La structuration d'un écosystème de désinformation pro-russe en Arménie

Les mécanismes de désinformation russes et pro-russes en Arménie ne relèvent pas d'initiatives isolées, mais s'inscrivent dans la continuité des opérations déjà observées en Ukraine ou en Moldavie, notamment à travers des dispositifs tels que les opérations « *Doppelgänger* » ou « *Matriochka* ». Ils témoignent toutefois d'une capacité d'adaptation au contexte arménien, ces campagnes reposant sur des infrastructures techniques réemployées (mêmes serveurs, noms de domaine et agents d'enregistrement) tout en étant contextualisées et adaptées localement, par la création de faux sites imitant des médias nationaux et traitant de thématiques locales spécifiques (15).

Selon une analyse de *NewsGuard* (16), entre avril et novembre 2025, l'appareil de propagande lié à la Russie a diffusé 18 fausses affirmations visant le gouvernement arménien, générant 13 883 publications et 45 millions de vues sur 11 plateformes (*X*, *Facebook*, *Instagram*, *VK*, *Rumble*, *Bitchute*, *YouTube*, *4chan*, *Threads*, *Rutube*, and *Telegram*) et en huit langues (arabe, arménien, azéri, anglais, français, russe, turc, et ukrainien). Ces données illustrent non seulement l'ampleur quantitative du phénomène, mais aussi sa dimension transnationale et coordonnée. Ces opérations combinent plusieurs leviers, notamment l'utilisation de sites d'information générés par intelligence artificielle, la coordination de réseaux de *bots*, la manipulation de contenus audiovisuels et leur amplification algorithmique, certaines narrations étant reprises par des chatbots.

La plateforme d'investigation *FIP.am* (17) a notamment mis en évidence l'implication de réseaux pro-Kremlin tels que *Storm-1516*, spécialisés dans la diffusion massive de contenus manipulés et de *deepfakes* visant directement le Premier ministre Nikol Pachinian et son entourage. Ces réseaux diffusent des accusations de corruption, de scandales sexuels, de fraude électorale ou encore de négation du génocide arménien, notamment à travers des vidéos générées par IA montrant de prétendues victimes accusant les autorités ou dénonçant une répression politique. L'IA apparaît ainsi comme un multiplicateur stratégique, permettant d'automatiser la production de contenus, d'en diversifier les formats et d'en renforcer l'apparence de crédibilité, devenant l'un des principaux outils pour cibler les publics arméniens via des campagnes de désinformation (18).

Parallèlement, des structures para-étatiques et des fondations liées à la Russie jouent un rôle structurant dans la production et la diffusion de récits de désinformation visant l'Arménie. Parmi elles, la Foundation to Battle Injustice (Фонд борьбы с репрессиями) (19), associée à la galaxie d'Evgueni Prigojine, produit de fausses « enquêtes » accusant des responsables politiques arméniens de trafic de drogue, de corruption ou de collusion avec des intérêts étrangers. Ces contenus, présentés comme des investigations journalistiques, sont ensuite relayés et amplifiés par un écosystème médiatique transnational comprenant des sites miroirs, des plateformes numériques et des chaînes Telegram coordonnées. Cela crée une illusion de pluralité et de vérification croisée, contribuant à leur donner une apparence de crédibilité et à maximiser leur diffusion. Ce dispositif repose également sur l'implication de « journalistes » étrangers étroitement liés aux réseaux pro-Kremlin, tels que Okay Deprem (20), contributeur du média turc Oda TV et ancien résident de Louhansk, régulièrement impliqué dans la diffusion de fausses informations sur les autorités arméniennes ; Josué Cárdenas, affilié au média espagnol Periodista Digital et connu pour ses positions pro-Kremlin ; ou encore Lucas (21) Leiroz (22), auteur de publications pour VT Foreign Policy.



A graphic showing some of the false claims Russia has advanced targeting Armenia.
(Graphic via NewsGuard)



Number of views of the five most viral pro-Russia narratives targeting Armenia.
(Graphic via NewsGuard)

En sources ouvertes, il est présenté comme journaliste et chercheur, mais il accorde fréquemment des interviews aux médias russes et participe à des événements organisés en Russie. L'internationalisation des récits constitue ici un levier stratégique, ces acteurs contribuant à externaliser les accusations avant leur réinjection dans l'espace informationnel arménien, brouillant ainsi la traçabilité des sources et renforçant artificiellement leur légitimité.

Le recours croissant à l'IA, la sophistication des réseaux d'amplification et l'anticipation du calendrier électoral, soulignent une temporalité stratégique longue, visant à façonner l'environnement informationnel en amont des échéances électorales. Selon le média d'investigation *The Insider*, le réseau de désinformation *Matriochka* a commencé à cibler l'Arménie dès juin 2025, ce qui constitue un « délai d'anticipation record » pour ce réseau de *bots* dans le cadre de ses activités pré-électorales, illustrant une volonté d'influence précoce et structurée (23). Selon *Civil Net*, leur diffusion a fortement augmenté depuis novembre 2025, ce qui témoigne d'une intensification progressive plutôt que d'une campagne ponctuelle (24).

Par ailleurs, il est important de préciser que cette pression informationnelle russe ne s'exerce pas de manière isolée. Elle s'articule avec des campagnes de désinformation menées par l'Azerbaïdjan et, dans certains cas, par la Turquie. Certains récits circulent de manière convergente entre ces trois acteurs, notamment pour délégitimer la mission de l'Union européenne en Arménie (EUMA), ou discréditer certaines réformes politiques, produisant un effet d'amplification croisée. Ces récits s'entrecroisent et se re-circulent via les réseaux sociaux ainsi que par des médias russophones locaux, rendant l'identification des sources et la distinction entre désinformation russe, azérie ou turque complexe. Ce déploiement de récit circulaire et partiellement coordonné contribue à densifier l'espace informationnel arménien, le rendant structurellement plus opaque et difficilement contrôlable.

Le contenu des récits pro-russes comme vecteurs de polarisation et de délégitimation en Arménie

Ces fausses allégations ne sont pas faites au hasard. Elles s'inscrivent dans une logique stratégique cohérente, ciblant des sujets sensibles pour l'opinion publique arménienne, notamment la corruption, la souveraineté nationale et l'orientation géopolitique du pays vers l'Europe. L'ensemble de cet écosystème informationnel vise prioritairement à discréditer les autorités d'Erevan, à fragiliser la confiance publique et à alimenter des récits de trahison nationale, en exploitant les débats relatifs au rapprochement avec les pays occidentaux, aux réformes militaires et énergétiques, ainsi qu'à la réorientation stratégique engagée depuis 2020.

Les campagnes de désinformation visant l'Arménie s'articulent principalement autour d'un récit central de dénigrement du gouvernement et de ses institutions, dont la finalité est moins la critique ponctuelle que la délégitimation structurelle du pouvoir en place. Elles visent à affaiblir la confiance de la population et à ternir l'image du pays auprès de ses partenaires internationaux. Le Premier ministre Nikol Pachinian est ainsi régulièrement présenté comme responsable d'un affaiblissement volontaire de la souveraineté arménienne, à travers des accusations de corruption, de concessions territoriales à l'Azerbaïdjan ou d'alignement sur des intérêts étrangers. Par exemple, 1/4 des récits identifiés par *NewsGuard* (25) entre avril et novembre 2025 accusent Pachinian de trahir la souveraineté nationale de l'Arménie, thématique identifiée par les sondages d'opinion comme l'une des préoccupations majeures de la population. Parmi les exemples les plus significatifs figure la diffusion d'une fausse information affirmant qu'il aurait négocié la cession de 1 200 km² de la région stratégique du Syunik à l'Azerbaïdjan, rumeur destinée à raviver le traumatisme territorial et à nourrir un sentiment d'insécurité, alimentant un sentiment de trahison et de vulnérabilité nationale.

Des publications mensongères ont aussi visé l'entourage de Pachinian, affirmant que son ex-épouse, Anna Hakobyan, (26) aurait détourné 3,4 millions de dollars de la fondation « *City of Smiles* », ou que son beau-frère, Hrachya Hakobyan, aurait entrepris de démolir le Conservatoire d'Erevan pour y construire un casino. En ciblant la sphère privée du pouvoir, ces récits cherchent à personnaliser la défiance et à moraliser la critique politique, transformant des accusations infondées en symboles supposés de corruption systémique. Elles exploitent directement des préoccupations réelles de la société arménienne, notamment celles liées à la sécurité nationale et aux conséquences de la défaite lors de la Seconde guerre du Haut-Karabakh, afin de renforcer leur crédibilité et leur impact. Ces contenus ne visent pas uniquement à discréditer des individus, il s'agit aussi d'une stratégie visant à délégitimer l'ensemble du système politique par un travail émotionnel sur la peur, la colère et le sentiment de trahison.



Un deuxième axe majeur consiste à présenter l'Arménie comme un État autoritaire, répressif et corrompu, dont les institutions seraient illégitimes.

Des contenus manipulés, notamment des vidéos générées par intelligence artificielle et des deepfakes, accusent les services de sécurité arméniens de torture (28), de violences sexuelles (29) ou encore de gestion de prétendus « camps de concentration » (30). D'autres publications affirment que les autorités mèneraient une politique de persécution contre l'Église arménienne (31) ou réprimeraient systématiquement l'opposition politique.

La mobilisation de l'IA accentue la crédibilité apparente de ces contenus et complexifie leur détection, renforçant leur potentiel de diffusion. En construisant l'image d'un État violent, moralement défaillant et coupé de sa population, ces narrations visent à instaurer un climat de peur et de méfiance, tout en délégitimant les institutions aux yeux des citoyens et des partenaires internationaux (32).

Parallèlement, les campagnes de désinformation cherchent à discréditer les partenariats occidentaux de l'Arménie et à présenter son rapprochement avec l'Europe comme une menace directe pour sa souveraineté, sa sécurité et son identité. En particulier, les canaux de désinformation critiquent la coopération de l'Arménie avec « l'Occident » dans le secteur de l'énergie dans le cadre de la construction d'une nouvelle centrale nucléaire modulaire (33). Des récits affirment par exemple que des entreprises européennes mèneraient des expérimentations dangereuses sur la population arménienne ou que la société française *Orano* (34) transporterait secrètement des déchets nucléaires sur le territoire arménien (35). Ces récits articulent défiance sanitaire et peur technologique afin de délégitimer toute diversification stratégique hors de l'orbite russe.

La désinformation ne se limite ainsi pas au territoire national mais touche aussi des partenaires internationaux, et notamment la France, qui a renforcé ses engagements envers l'Arménie depuis la guerre de 2023 (36). L'Occident est représenté comme un acteur prédateur ou cynique, tandis que la Russie est implicitement construite comme le seul garant fiable de la sécurité arménienne.

Ces récits contribuent à maintenir l'image de Moscou comme puissance protectrice et le seul garant fiable de la sécurité et de la stabilité arménienne (37).

Enfin, ces campagnes mobilisent fortement des registres identitaires, culturels et religieux, accusant les autorités de détruire les « valeurs traditionnelles » (39) et d'abandonner l'héritage national arménien. Des publications ont par exemple affirmé que des mosquées seront construites en Arménie à la demande du président turc Recep Tayyip Erdogan (40). Ces affirmations ont d'abord été publiées sur la chaîne turque *ODA TV*, puis des centaines de comptes sur *X* (41), notamment russophones (utilisateurs fictifs ou pro-russes), ont commencé à diffuser ce même contenu, accompagné de vidéos générées par IA. La circulation transnationale de ces contenus illustre l'existence de réseaux d'amplification coordonnés, capables d'articuler sphères informationnelles turque et russophone. Ces récits exploitent des traumatismes historiques et des vulnérabilités structurelles, notamment les peurs liées à l'isolement, à la guerre ou aux crises énergétiques des années 1990.

Dans ce cadre, la combinaison de ces différents récits participe d'une stratégie plus large visant à fragiliser la légitimité politique du gouvernement arménien, à polariser la société et à affaiblir la crédibilité internationale du pays. Au-delà de la multiplication de fausses informations, c'est l'environnement cognitif lui-même qui est travaillé afin d'installer durablement le doute, la défiance et la fragmentation sociale. En alimentant l'idée d'un État incapable d'assurer sa propre stabilité ou de protéger ses intérêts fondamentaux, ces campagnes contribuent à présenter l'influence russe comme une garantie indispensable de sécurité dans un environnement régional perçu comme hostile. L'objectif global de ces opérations est ainsi d'ancrer l'idée que l'Arménie ne peut se maintenir sans l'appui de Moscou, tout en discréditant son rapprochement avec les partenaires occidentaux et en influençant les perceptions publiques afin de préserver le pays dans la sphère d'influence russe.

Désinformation pro-russe et résilience démocratique en Arménie : entre vulnérabilités structurelles et mise en place de capacités de résistance

Polarisation médiatique et défiance institutionnelle au sein de la population arménienne comme vecteurs de la désinformation pro-russe ?

Plusieurs facteurs structurels et politiques permettent d'expliquer la probable réceptivité d'une partie de la société arménienne à ces campagnes de désinformation. Depuis la révolution de Velours de 2018, le paysage médiatique arménien demeure polarisé, reflétant les clivages politiques internes. Selon l'enquête du *CRRC Caucasus Barometer* en 2024, lorsqu'ils sont interrogés sur la chaîne de télévision à laquelle ils accordent le plus de confiance, 21 % des citoyens arméniens répondent « aucune », soit la proportion la plus élevée du sondage, devant toutes les autres réponses proposées (42). Ce résultat témoigne d'un niveau de défiance important envers les médias traditionnels et favorise le déplacement de la consommation d'information vers les réseaux sociaux. Dans cet environnement informationnel fragmenté, les influenceurs, commentateurs politiques indépendants, ou encore figures médiatiques issues de la diaspora, occupent une place croissante dans la formation de l'opinion publique. Ces acteurs bénéficient souvent d'une relation de proximité avec leur audience, ce qui peut accroître leur capacité d'influence, y compris lorsque les contenus diffusés reprennent des récits biaisés ou favorables aux positions russes. Par ailleurs, la fragilité relative de la position politique du gouvernement contribue à créer un contexte propice à la circulation de récits contestataires ou accusatoires. En février 2026, seulement 24% des électeurs (43) déclaraient soutenir le parti Contrat Civil du Premier ministre Pachinian, et ce dernier n'a pas obtenu de majorité claire lors de certaines élections locales récentes.

Dans un contexte marqué à la fois par la polarisation politique, les séquelles de la défaite dans la guerre du Haut-Karabakh et une confiance limitée dans les institutions, les informations sensationnelles ou accusatoires diffusées sur différentes plateformes peuvent produire des effets amplifiés dans l'espace public, en particulier lorsque les autorités disposent de capacités limitées pour produire des contre-discours rapides et crédibles.

Toutefois, la capacité de ces campagnes à modifier en profondeur les attitudes politiques de la population demeure relativement limitée. Sur le terrain, l'adhésion aux récits explicitement pro-russes reste contenue. La faible popularité actuelle de la Russie en Arménie, perçue désormais comme un acteur dont la fiabilité sur le plan sécuritaire est remise en question, voire comme un facteur d'instabilité et une menace aux côtés de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, freine la pénétration effective des messages pro-Kremlin (44). Dans ce contexte, les acteurs politiques et médiatiques ouvertement alignés sur les positions russes ne parviennent pas à capitaliser politiquement sur le mécontentement social et restent moins populaires que Pachinian et son gouvernement. Bien que la confiance envers le premier ministre demeure faible en valeur absolue, il reste néanmoins la personnalité politique la plus digne de confiance dans le paysage politique arménien, avec 18% des répondants déclarant lui accorder leur confiance (45). Son parti conserve également un niveau de soutien supérieur à celui de ses principaux rivaux (la principale force d'opposition actuelle, le parti *Strong Armenia* de Samvel Karapetyan, ne recueille qu'environ 9 % des intentions de soutien) et sa popularité a même augmenté depuis juin 2025. Ces données suggèrent que, malgré une érosion générale de la confiance dans les institutions politiques et médiatiques, les forces politiques associées à Moscou ne bénéficient pas, à ce stade, d'une dynamique suffisante pour s'imposer comme une alternative crédible dans l'opinion publique. Autrement dit, si les campagnes de désinformation exploitent efficacement les fragilités de l'espace informationnel arménien, leur capacité à transformer ces vulnérabilités en gains politiques durables reste pour l'instant limitée.

Ainsi, malgré une défiance persistante envers le gouvernement et les médias, Nikol Pachinian apparaît toujours comme le candidat le mieux placé en vue des prochaines échéances électorales.

Les réponses institutionnelles arméniennes face aux campagnes de désinformation russes : une capacité en expansion, à consolider

L'enjeu pour l'Arménie n'est pas aujourd'hui de choisir un camp, mais de développer une résilience démocratique indépendante, en renforçant ses institutions, en protégeant son espace informationnel et en soutenant une société civile déjà en première ligne.

En matière de lutte contre la désinformation et la manipulation de l'information (LMI) , le gouvernement arménien a posé un cadre stratégique avec la signature en 2023 du décret intitulé « Concept de lutte contre la désinformation 2024-2026 » (46), accompagné d'une feuille de route visant à renforcer les institutions et à coordonner les actions. Ce document vise à structurer une action coordonnée entre gouvernement, société civile et citoyens pour prévenir, réduire et neutraliser les risques liés à la désinformation. Cette coordination est assurée par le centre *Orbeli*, organisme gouvernemental dépendant du Bureau du Premier ministre arménien, qui facilite la collaboration entre les acteurs gouvernementaux et la société civile. Le document précise les objectifs, la portée, ainsi que les méthodes et outils modernes pour combattre la désinformation. Le gouvernement arménien a parallèlement entrepris l'institutionnalisation de la communication stratégique (StratCom) dans le cadre de réformes plus larges de l'administration publique. Les discussions visant à créer un organe dédié à cette fonction avaient débuté dès mi-2024.

Arpaçay
Step'anavan
Spitak
Alaverdi
(to Azerbaijan)
Ağstafa
Gyumri
Vanadzor
Ijevan
Tovuz
Art'ik
ARMENIA
Şämkir
Talin
Hrazdan
Seyan
Hrazdan
Ch'arents'avan
Ejmiatsin
Armavir
Abovyan
Sevana Lich
(to Armenia)
Aras
YEREVAN
Yerevan
İgdir
İGDIR
Martuni
Vardenis
Artashat
Aralık
Büyükağrı Dağı
(Mount Ararat)
5137
Ararat
Yegbhegis
Ağdam
(to Azerbaijan)

En novembre 2025, le Département de communication stratégique a été officiellement constitué, avec Manvel Keshishyan (47) à sa tête, ancien expert en communication à l'USAID, marquant ainsi sa mise en opération effective. D'après Artur Papyan, co-fondateur de CyberHUB-AM, le gouvernement arménien a également développé certaines capacités techniques afin de renforcer la surveillance de l'espace informationnel (48). Des outils de *fact-checking* et de *monitoring* ont été mis en place afin de suivre la circulation des contenus en ligne et d'identifier plus rapidement les campagnes de désinformation. Par ailleurs, plusieurs partenaires internationaux ont contribué au renforcement de ces capacités. Si la stratégie est ambitieuse et conçue de manière collaborative avec la société civile, sa mise en œuvre reste pour l'instant limitée, bien qu'une partie des mesures, comme le suivi de l'espace numérique et l'organisation des responsabilités en communication gouvernementale, ait été effectivement déployée (49). Les initiatives de *fact-checking*, de développement de l'éducation aux médias et d'autres actions concrètes restent principalement portées par les organisations de la société civile. Néanmoins, le gouvernement se montre ouvert à la collaboration avec ces acteurs, ce qui constitue un point positif et pourrait permettre, à terme, un renforcement effectif des capacités institutionnelles face aux menaces informationnelles.

Le « Concept de lutte contre la désinformation 2024-2026 » marque ainsi une avancée significative dans la reconnaissance institutionnelle des manipulations informationnelles étrangères (FIMI) en Arménie. Toutefois, il ne désigne explicitement aucun État comme source de la menace : ni la Russie, pourtant largement identifiée comme un acteur central des opérations d'influence dans le pays, ni l'Azerbaïdjan ou la Turquie ne sont mentionnés. En même temps, le rapport du Service de renseignement extérieur arménien pour 2026 (50) souligne la montée attendue des menaces hybrides à l'approche des élections législatives, en détaillant les opérations informationnelles malveillantes, les campagnes de désinformation appuyées par des outils numériques et d'IA, ainsi que l'activation d'agents d'influence et de réseaux « sur le terrain ».

Cette prudence reflète les contraintes géopolitiques d'Erevan et limite la portée stratégique du texte, en reconnaissant la menace sans nommer explicitement l'une de ses origines. Dans un contexte de vulnérabilité sécuritaire et de consolidation démocratique fragile, cette ambiguïté peut entraver l'élaboration d'une réponse pleinement adaptée (51). Ces documents institutionnels témoignent ainsi d'une prise de conscience croissante des risques d'ingérences pesant sur le processus électoral et sur la stabilité démocratique du pays, même si elle demeure partiellement sous-formalisée dans les doctrines officielles. Malgré cette réserve, plusieurs responsables arméniens ont publiquement évoqué la dimension russe de la menace. Le président de l'Assemblée nationale, Alen Simonyan, a ainsi accusé Moscou de mener une « guerre hybride » contre l'Arménie et a averti d'une intensification probable des ingérences à l'approche des élections législatives de 2026 (52). La mise en œuvre du concept et des mesures associées pourrait également dépendre de l'issue des élections, puisque l'orientation future des politiques et la stabilité de la société civile sont incertaines.

Plusieurs partenaires contribuent au renforcement des capacités arméniennes face aux menaces informationnelles. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD/UNDP) pilote depuis novembre 2025 la plateforme *eMonitor+* (53), un outil combinant analyse assistée par IA et *monitoring* manuel afin de détecter et analyser les contenus problématiques circulant en ligne, tels que la désinformation, les discours de haine, la violence numérique et les violations liées aux processus électoraux. Parallèlement, le projet « *Advancing Reforms for Transparent and Inclusive Management of Electoral Systems in Armenia* » (54) soutient le renforcement des capacités de la Commission électorale centrale et des commissions locales en vue des élections législatives de 2026, à travers la transformation numérique des processus électoraux, l'amélioration de la cybersécurité, le suivi des campagnes numériques et le développement de mécanismes de gestion des risques informationnels.

Consolidation de la résilience informationnelle et tensions démocratiques

Face à l'intensification des opérations d'influence informationnelle, plusieurs axes peuvent être identifiés afin de renforcer la résilience informationnelle arménienne. Au-delà des réponses institutionnelles, la société civile joue un rôle central dans la lutte contre la désinformation. Plusieurs initiatives se sont développées ces dernières années ; le média *CivilNet* a par exemple créé en décembre 2021 une unité dédiée au *fact-checking*, désormais en partenariat avec *Meta* (55). Ces structures participent au renforcement de la résilience informationnelle du pays. Toutefois, comme le souligne Gegham Vardanian (56), directeur du *Media Initiatives Center*, le rapport de force demeure asymétrique, tant les ressources et les moyens mobilisés par les acteurs qui produisent et diffusent ces contenus dépassent ceux des organisations engagées dans le *debunking* ou le *prebunking*. Cette asymétrie renvoie à un déséquilibre structurel entre des acteurs souvent soutenus par des États ou des réseaux organisés et des initiatives de la société civile fonctionnant avec des ressources limitées et dépendantes de financements extérieurs. Ainsi, si des actions de lutte contre la désinformation existent, elles demeurent insuffisamment visibles, ce qui limite leur effet préventif. La faible visibilité de ces initiatives réduit leur capacité à influencer durablement les comportements informationnels du public et à renforcer la confiance dans les sources vérifiées. La question des ressources financières demeure centrale : les moyens actuellement consacrés à la lutte contre la désinformation restent largement inférieurs à ceux mobilisés par la Russie, ce qui crée un rapport asymétrique défavorable, d'autant plus préoccupant dans un contexte d'incertitude croissante quant à la pérennité de certaines sources de financement internationales, notamment en provenance des États-Unis.

Enfin, si le fact-checking constitue un outil utile, il présente des limites. En réagissant à des récits trompeurs, il peut paradoxalement contribuer à leur visibilité accrue, sans toujours permettre d'en réduire l'impact. Ce phénomène contribue à créer un effet d'amplification et souligne que la correction factuelle ne suffit pas toujours à neutraliser l'influence d'un récit déjà diffusé dans l'espace numérique. Son efficacité dépend donc de son intégration dans une stratégie plus large, incluant des capacités d'analyse anticipatoire permettant d'identifier en amont les schémas récurrents de désinformation, ainsi que le développement de stratégies de *prebunking* visant à préparer les publics aux techniques de manipulation avant leur diffusion, et le renforcement des capacités de cybersécurité face aux opérations hybrides, telles que les campagnes de *phishing*.

Si la stratégie gouvernementale actuelle offre ainsi un cadre pour un engagement accru entre le gouvernement et le secteur privé, ainsi que pour l'amélioration de la résilience du public grâce à l'éducation et à l'éducation aux médias, elle ne parvient pas à développer des moyens d'institutionnaliser complètement une réponse dite « globale » à la désinformation (57). En l'absence de mécanismes de coordination pérennes et d'un mandat clairement défini pour les institutions compétentes, les initiatives existantes demeurent fragmentées et reposent encore sur des projets ponctuels soutenus par des partenaires internationaux. Cette approche globale implique une coordination multipartite entre institutions publiques, société civile, médias, monde académique et secteur technologique. Elle suppose également la mise en place de mécanismes d'échange d'informations et d'alerte précoce entre ces différents acteurs afin de détecter plus rapidement les campagnes de manipulation coordonnées. Elle pourrait également être locale, en tenant compte de l'impact différencié sur les groupes vulnérables et en protégeant les acteurs en première ligne, notamment les journalistes.

Cette communication pourrait enfin s'inscrire dans une stratégie de long terme et adopter des formats accessibles et adaptés aux différents publics, y compris à travers des supports culturels, audiovisuels ou des contenus diffusés dans les langues et registres les plus familiers aux populations visées, afin de renforcer leur appropriation. Par ailleurs, le premier concept stratégique adopté par les autorités arméniennes en matière de lutte contre la désinformation arrive prochainement à échéance, ce qui ouvre une fenêtre d'opportunité pour repenser et renforcer l'architecture nationale de résilience informationnelle dans un cadre plus structuré et durable.

Le renforcement du cadre institutionnel est indispensable. Cela suppose l'adoption de définitions juridiques claires de la désinformation, alignées sur les standards internationaux, ainsi que la création d'une autorité nationale spécialisée. Celle-ci serait chargée de coordonner la réponse interinstitutionnelle, d'évaluer les risques d'ingérence étrangère, de renforcer la prévention dans les secteurs exposés et de garantir le respect de la liberté d'expression en distinguant l'identification de la désinformation des mesures de sanction. Une telle structure pourrait également servir de point de contact pour la coopération internationale et pour le dialogue avec les plateformes numériques, dont le rôle dans la circulation des contenus informationnels demeure déterminant. La lutte contre la désinformation nécessite des instruments réglementaires, des mécanismes de coordination et des ressources dédiées. L'exemple de l'UE, avec l'adoption de dispositifs législatifs tels que le *Digital Services Act* ou la création de nouvelles initiatives comme le *Democracy Shield*, illustre l'importance d'une approche institutionnalisée et structurée. Le renforcement de la coopération avec les partenaires régionaux et européens constitue également un facteur clé, dans la mesure où les opérations d'influence s'inscrivent dans des dynamiques transnationales.

Fin février, cette orientation s'est concrètement traduite par des discussions entre Erevan et Bruxelles sur le déploiement d'un « groupe hybride de réaction rapide » de l'UE afin d'aider l'Arménie à faire face aux ingérences informationnelles en amont des élections législatives de 2026. Cette coopération s'inscrit dans une dynamique plus large d'intégration progressive de l'Arménie dans les mécanismes européens de résilience face aux menaces hybrides. L'établissement d'une mission civile spécialisée dans les menaces hybrides est également en préparation, illustrant la volonté européenne de soutenir la résilience démocratique et l'intégrité informationnelle du pays dans un contexte régional particulièrement sensible (58).

La lutte contre l'influence russe et les menaces hybrides comporte pour autant des risques pour le fonctionnement démocratique interne. Plusieurs observateurs (59) ont souligné que les autorités arméniennes ont parfois invoqué la nécessité de contrer les ingérences étrangères et notamment russes pour justifier des mesures controversées visant des opposants politiques ou des institutions critiques des actions du gouvernement, notamment l'Église apostolique arménienne depuis mi-2025 (60). Dans ce contexte, la rhétorique de la sécurité informationnelle peut devenir un instrument politique susceptible d'être mobilisé dans les luttes de pouvoir internes. Les autorités arméniennes ont reconnu l'accélération des campagnes de désinformation et les difficultés à y répondre efficacement. Comme l'a souligné Pachinian dans une allocution vidéo en octobre 2025, « *des mesures pratiques contre cette campagne de désinformation pourraient être interprétées comme une atteinte à la liberté d'expression, tandis que l'inaction pourrait être perçue comme une faiblesse et une vulnérabilité de la démocratie* » (61). L'instrumentalisation alléguée des services de sécurité et du système judiciaire dans le cadre de ces confrontations soulève des inquiétudes quant au respect de l'État de droit et de la séparation des pouvoirs.

Conclusion

Dans un contexte de polarisation politique croissante, l'accusation d'alignement sur des intérêts russes est également devenue, dans une certaine mesure, un outil de délégitimation dans le débat public, visant parfois des médias indépendants ou des acteurs de la société civile critiques du gouvernement. Cette dynamique illustre la difficulté de distinguer, dans un contexte de confrontation accrue, la lutte légitime contre les opérations d'influence étrangères et l'usage politique de ces accusations dans la compétition interne. La situation illustre un paradoxe : si la menace hybride russe est bien identifiée par les autorités, sa mobilisation dans le discours politique peut aussi contribuer à fragiliser le pluralisme et alimenter des dérives illibérales, soulignant les tensions entre impératifs de sécurité et consolidation démocratique (62). De telles pratiques peuvent créer un terreau propice à de nouvelles opérations de désinformation, les acteurs malveillants exploitant ces controverses pour nourrir des récits sur une supposée dérive autoritaire. À terme, cela risque d'alimenter le doute au sein de la société à l'égard du système démocratique et des normes qui le structurent, fragilisant davantage la confiance publique (63).

Ainsi, l'enjeu ne réside pas uniquement dans la création de nouveaux outils, mais également dans la mise en œuvre effective des mécanismes existants et dans une meilleure coordination entre les acteurs étatiques, les médias et la société civile. La résilience informationnelle ne peut être durable que si elle s'accompagne d'un renforcement simultané de l'État de droit, de la transparence institutionnelle et du pluralisme médiatique. La capacité de l'Arménie à préserver l'intégrité de son espace informationnel constituera un facteur déterminant pour la consolidation de sa souveraineté politique et de son indépendance stratégique.



La réponse française à la guerre informationnelle : entre prise de conscience et coordination interministérielle

C.R.

L'article analyse l'évolution de la réponse française face aux manipulations de l'information et ingérences internationales. D'abord centrée sur une posture cyber plutôt défensive, la stratégie française s'oriente depuis 2019 vers une approche intégrée combinant influence et capacités offensives, avec les doctrines LIO puis L2I. Cette transformation s'accompagne d'une structuration institutionnelle renforcée autour du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale et du service VIGINUM. L'ensemble traduit le passage d'une logique réactive à une stratégie globale de souveraineté informationnelle dans un contexte de compétition hybride accrue.

Depuis septembre dernier, la diplomatie française s'est dotée d'un nouvel outil de lutte contre la guerre informationnelle : l'humour. Tranchant avec l'esprit habituellement austère des ministères régaliens, le principe du compte « *French response* » (1) est d'utiliser la culture des réseaux sociaux, au travers de montages, de *mèmes*, d'ironie, voire de *trolls*, afin de répondre publiquement aux attaques et déstabilisations.

Conçue comme une sixième fonction stratégique, la fonction d'influence a pour but d'affirmer le point politique croissant du champ informationnel dans la sécurité nationale. Dans un monde où la guerre se joue aussi dans le champ des perceptions, l'explosion des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle générative et des *deepfakes* impose de gagner la bataille des narratifs pour préserver la légitimité et la réputation d'un État. En effet, de nos jours, perdre dans le champ des perceptions revient à perdre au niveau stratégique et politique, comme l'a montré l'exemple Barkhane. Bien qu'ayant atteint les objectifs militaires qui étaient fixés, notamment en termes de contention du déploiement terroriste, l'opération a perdu dans le champ des perceptions (2), créant, dans l'imaginaire collectif, l'idée que l'armée française n'a pas su apporter de solutions suffisantes au problème.

En effet, les propagandes de certains États hostiles à la France se construisent sous forme de narratifs, visant à imposer un récit pour légitimer ou non certaines actions. La désinformation, comprise comme la diffusion délibérée d'informations fausses ou trompeuses, la mésinformation, qui est le partage d'erreurs de façon non intentionnelle, l'infodémie, une surcharge de fausses informations, ou encore les *deepfakes*, de faux contenus créés par intelligence artificielle, sont tout autant de stratégies utilisées pour gagner cette bataille des narratifs.

Il s'avère que l'État français, deuxième pays le plus touché par la guerre de l'information en Europe (3), se doit de mettre en place des stratégies de communication et de réponses. Ces dernières ont pour objectif de planifier et de mettre en œuvre des actions de communication pour atteindre des objectifs définis, ici, pour contrer des narratifs et la désinformation étrangère.

De ce fait, bien que l'espace numérique soit par définition, un espace non-physique, les réponses cyber sont bel et bien inscrites dans une politique publique, au travers d'un ensemble d'actions organisées par les pouvoirs publiques, pour protéger ici le débat démocratique, et assurer la cyberdéfense et la cybersécurité de la France. Pour David Colon, « *la guerre froide était caractérisée par l'opposition de deux modèles économiques idéologiques et par le recours à des conflits périphériques et à la crainte du conflit nucléaire, la guerre de l'information se caractérise par des conflits directs, mais en dessous du seuil de conflictualité ouvert, par le recours à l'information comme à une arme, aussi bien dans l'espace médiatique traditionnel que dans l'espace cybernétique* » (4). Longtemps alors, la France n'a pas perçu la menace comme étant une priorité, et ce n'est qu'avec la guerre en Ukraine, par la propagation des comptes pro-ukrainiens et pro-russes, que la prise de conscience s'est réalisée. Les Russes ont par ailleurs cette capacité à agir sur plusieurs plans, dans une logique d'hybridité tant civile que militaire, le rendant un opposant agressif et performant. Cependant, le champ de la guerre informationnelle est également investi par la Chine et la Turquie. La première charge des influenceurs, de cuisine ou de bricolage (5), est de publier régulièrement des messages, sur Taïwan par exemple (6), ce qui lui permettra de saturer facilement l'espace national le jour où une action massive sera mise en place. La seconde a ouvert une chaîne TRT francophone en Afrique, où il est possible de trouver beaucoup de narratifs anti-français portés par des Turcs, des Africains ou des Azerbaïdjanais.

Face à ces offensives, la mise en place de la réponse française s'appuie sur une structuration interministérielle et internationale : coopération entre le Quai d'Orsay, le ministère des Armées, VIGINUM, les services de renseignement, et des partenaires comme le Royaume-Uni. La stratégie adoptée consiste actuellement en la combinaison de réactivité à court terme, pour contrer rapidement les attaques, et les actions à long terme, au travers de la diffusion de narratifs positifs et de relais locaux pour transporter ces messages. Pour autant, cette réponse se heurte à plusieurs défis : saturation de l'espace informationnel par les adversaires, production massive de contenus hostiles grâce à l'intelligence artificielle (IA), perception négative de certains médias français à l'étranger et nécessité constante d'adapter les messages aux publics locaux. Face à l'essor des campagnes de désinformation et à la multiplication des ingérences numériques, comment la France, longtemps en retard, a-t-elle construit une réponse institutionnelle coordonnée tout en devant surmonter les défis liés à la complexité interministérielle et à la transnationalité de la guerre informationnelle ? Pour y répondre, cet article analyse d'abord la prise de conscience progressive de la menace, puis la montée en puissance d'outils et de doctrines spécifiques, avant de s'interroger sur les limites actuelles de la coordination interministérielle et les besoins de renforcement d'une gouvernance cohérente.

D'une perception longtemps marginale de la guerre informationnelle à son identification progressive comme une menace stratégique affectant directement les intérêts et la souveraineté de l'État français

Une menace durablement reléguée au second plan des priorités sécuritaires françaises, en raison d'une lecture d'abord restrictive et d'une approche libérale de l'espace informationnel

La guerre de l'information est longtemps restée une menace sous-estimée en France (7).

Ce n’est qu’à partir de la seconde moitié des années 2010 que les institutions ont commencé à en mesurer l’ampleur. Ainsi, pendant des années, les politiques de sécurité se sont concentrées sur la cybersécurité technique, l’espionnage, le hacking ou encore la lutte contre le terrorisme, reléguant la désinformation à un enjeu secondaire, presque perçu comme un problème d’image plus que comme une menace stratégique.

Cette faible vigilance a entraîné plusieurs conséquences. Tout d’abord, l’action de l’État s’est retrouvée dépendante des plateformes privées et des grands opérateurs pour filtrer les contenus (8) (9). En effet, faute d’outils dédiés et d’un cadre juridique suffisamment solide, les pouvoirs publics ont en réalité délégué une partie de la lutte contre la désinformation aux GAFAM comme Facebook, X ou Google. Cette délégation a de facto limité la souveraineté nationale sur l’espace informationnel, et explique alors pourquoi certaines campagnes d’influence ont échappé à une réponse organisée. Par exemple, dès 2014, de fausses nouvelles de journaux français pro russes ont circulé pendant la crise ukrainienne, sans réaction notable (10).

Les institutions dominantes de l’époque, souvent militaires ou techniques, comme l’ANSSI ou la CNIL, privilégiaient les profils d’experts focalisés sur les infrastructures et la protection des systèmes. Les rapports officiels mentionnaient rarement la guerre de l’information. En même temps, la robustesse démocratique française était souvent citée comme un rempart implicite contre la manipulation (11). Cette confiance a en partie retardé la prise de conscience.





Ce retard (12) apparaît encore plus clairement lorsqu’on compare la France à d’autres pays. Par exemple, les États baltes, marqués par la cyberattaque de 2007 en Estonie (13), ont intégré très tôt la guerre informationnelle dans leur doctrine. Aux États-Unis, un effort de renforcement a été engagé après 2016 face aux ingérences russes, notamment par rapport aux élections de la même année (14). À l’inverse, la France, par sa prise de conscience tardive, est arrivée dans cet espace de guerre informationnelle de façon fragilisée, au moment où pourtant la guerre cognitive était pleinement sur la scène internationale. Ce décalage initial explique donc en partie la nécessité actuelle d’un pilotage stratégique renforcé et force l’arrivée de la phase de réflexion suivante.

De plus, l’expérience française de l’information rappelle que la guerre informationnelle dépasse les technologies, en ce qu’elle est un enjeu de démocratie, de pluralisme et de régulation (15). L’évolution du paysage médiatique français depuis 1981 (16), avec la série de réformes audiovisuelles décrétées par le Président Mitterrand, montre bien que la trajectoire est marquée par la recherche d’équilibre entre la liberté d’expression et la diversité des voix, la protection de la manipulation politique ou étrangère, l’indépendance institutionnelle et la régulation adaptée aux transformations technologiques.

L'effet catalyseur des crises internationales récentes dans l'accélération de la prise de conscience politique et stratégique des risques liés aux ingérences informationnelles étrangères

Plusieurs années auparavant, les conflits extérieurs donnaient déjà un aperçu de cette mutation, comme en 2014 avec l'annexion de la Crimée et la guerre dans le Donbass qui ont montré la puissance de campagnes mêlant cyberattaques, propagande et opérations clandestines, notamment de la part de la Fédération de Russie. Des attaques contre des infrastructures importantes ont été recensées à l'étranger, et plusieurs alliés européens, notamment en Europe centrale et dans les pays baltes (17), ont alors commencé à développer des réponses spécifiques en conséquence.

Le début de l'année 2017 change la situation avec une séquence électorale qui met en lumière la vulnérabilité du pays à ce type de menace, au travers de la gestion de l'épisode du *MacronLeaks*. Pour la première fois, cyberattaque et manipulation de l'information sont traitées ensemble, dans une logique de menace globale. Ce consensus politique et administratif, même développé dans une situation de crise, a préparé le terrain pour une évolution plus structurée. L'affaire *MacronLeaks*, associée aux signaux venus de l'étranger, conduit à reconnaître que la guerre informationnelle et le cyber ne sont plus des enjeux distincts mais deux dimensions d'un même affrontement. L'année 2017 est ainsi devenue le point de départ d'une réflexion doctrinale nationale qui, quelques mois plus tard, se traduira par des textes officiels et des dispositifs.

En mai 2017 est créé, au sein du ministère des Armées, le Commandement de la cyberdéfense (18), afin de centraliser ses capacités cyber.

Parallèlement, l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) se penche sur le sujet et produit des analyses sur la conflictualité hybride, la désinformation et la manipulation de l'information, qu'il s'agisse de guerre hybride ou plus précisément de guerre de l'information. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères s'inscrit également dans cette dynamique en annonçant, le 15 décembre 2017, la Stratégie internationale de la France pour le numérique (19), posant les principaux axes de l'action diplomatique face aux ingérences étrangères, qu'il s'agisse de la sécurisation du cyberespace, de la régulation des contenus ou de la promotion des valeurs démocratiques. Cette stratégie ouvre la voie à des coopérations bilatérales et européennes et crée des espaces d'échange sur la lutte contre la désinformation et les cybermenaces.

À partir de 2021, la montée en capacité institutionnelle s'accélère par la création de VIGINUM, qui devient un acteur clé du pilotage de l'action publique. L'ANSSI voit ses missions renforcées sur la sécurité informationnelle et assume un rôle transversal auprès des autres ministères. Du côté des régulateurs, l'ARCOM et la CNIL poursuivent leurs actions respectives sur les médias audiovisuels et les données personnelles, en s'articulant progressivement avec les enjeux de désinformation et d'influence.

Tout cela pousse à formaliser en parallèle la doctrine française et les premières campagnes de contre-influence apparaissent sur des crises ciblées comme la pandémie du Covid, certaines élections locales ou encore la préparation des Jeux olympiques. Elles reposent sur une coordination accrue avec les plateformes et les médias, avec des dispositifs d'alerte rapide et des communications publiques plus structurées en situation de crise informationnelle. Ces avancées nourrissent cependant des débats critiques. Des discussions émergent sur l'attribution des attaques, le droit de réponse, la régulation des plateformes ou encore la compatibilité avec les standards démocratiques.

Les comparaisons avec les doctrines étrangères et les dispositifs de résilience mis en place en Europe ou en Amérique du Nord mettent en lumière les points forts et les fragilités françaises (20). Si les premiers succès sont réels, ils révèlent aussi des limites structurelles, une fragmentation persistante et un manque d'automatisation dans la riposte.

La montée en puissance d'une réponse institutionnelle française diversifiée, marquée par la création d'outils spécialisés et l'affirmation de compétences sectorielles

La mise en place de dispositifs dédiés à la détection, à l'analyse et à la réponse aux ingérences visant à centraliser la vigilance

La création de VIGINUM a été officialisée en 2021, à la suite des « *Macron Leaks* » de 2017 et des campagnes de désinformation anti-françaises, notamment au moment de l'assassinat de Samuel Paty (21) en 2020 (22). Quelques expérimentations avaient eu lieu auparavant, comme la *Task Force* Honfleur en 2020, et ont été lancées pour tester la coordination inter-service et définir l'émission d'un potentiel futur service centralisé. C'est en partie par la récurrence et l'importance des crises, comme les élections, les campagnes de désinformation, ou les Jeux Olympiques et paralympiques de Paris, qu'a émergé la nécessité de rapidement créer VIGINUM.

Le fonctionnement de VIGINUM est une nouveauté pour l'administration française, puisqu'il se rapproche de l'univers des *start-up* (23), en recrutant une cellule d'experts pluridisciplinaire, tant dans l'OSINT, que dans les *data science*, la géopolitique, le cyber ou la communication. Il est directement rattaché au SGDSN (Services du Premier ministre), qui évolue comme un organisme interministériel, pour coordonner la veille, la détection puis la caractérisation des menaces, en particulier au moment d'élections ou de crises.

Des normes juridiques ont d'ailleurs été établies pour faciliter son action : le décret n°2021-1587 du 7 décembre 2021 confère à VIGINUM « *l'autorisation de collecter, exploiter et traiter les données à caractère personnel sur les plateformes en ligne dont l'activité sur le territoire français dépasse un seuil de cinq millions de visiteurs uniques par mois, y compris si l'utilisation de ces plates-formes requiert une inscription ou la création d'un compte* » (24).

De par sa définition de la lutte informationnelle et ses capacités de centralisation, ce service pose les fondements d'une doctrine unifiée et opérationnelle, en plus d'un corpus juridique mettant l'accent sur la transparence et le respect des libertés individuelles. Dans un premier temps, par le décret de création du service, garantissant « *un principe de transparence quant à l'action de l'État pour protéger le débat public* » que « *Tout citoyen peut* [le] *consulter et y trouver des informations utiles sur les missions exercées* » et dans un second temps, par le décret n°2021-1587 du 7 décembre 2021 évoqué plus tôt.

La même année, l'apparition officielle de la Lutte Informatique d'Influence ou L2I, qui s'appuie sur le COMCYBER (25), a posé pour la première fois un cadre doctrinal et conceptuel cohérent, permettant de compléter l'approche des doctrines de Lutte Informatique Défensive (LID) et de Lutte Informatique Offensive (LIO). L'information est donc pleinement intégrée comme un champ de conflictualité autonome, notamment dans les opérations extérieures militaires. Cette doctrine est inspirée des référentiels internationaux en la matière, principalement européens ou otaniens, portés par exemple par l'*East StratCom Task Force* de l'Union européenne, pionnière dans la lutte contre les campagnes de désinformation russes depuis 2015 (26). La France cherche donc à se doter d'outils à la fois adaptés à ses spécificités institutionnelles, mais également alignés avec les standards de ses alliés, et adapte donc des doctrines militaires classiques à l'environnement informationnel, avec une prise en compte des spécificités civiles, numériques et globales.

Le rôle singulier du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères dans la dimension externe de la réponse française, entre protection de l'action diplomatique, coordination internationale et promotion de normes communes

Si VIGINUM s'intéresse plutôt à l'impact au niveau national de la guerre informationnelle menée contre la France, et l'État-major des Armées s'occupe principalement de l'aspect défensif des opérations françaises menées à l'étranger, le Quai d'Orsay, quant à lui, s'occupe de l'aspect réputationnel de la France (27). En effet, la réputation de la France à l'étranger, si elle est entachée, vient décrédibiliser les actions qui peuvent être menées ou soutenues par la France, et, à terme, la place de cette dernière sur la scène internationale. Ainsi, la mise en place en 2022 de la sous-direction Veille et stratégie a confirmé cette volonté de pérenniser cette politique publique au sein du ministère. Cette création fait suite d'une part aux attaques russes informationnelles menées dans le cadre de la guerre en Ukraine, et d'autre part, s'inscrit dans les répercussions de l'assassinat de Samuel Paty, puisqu'à cette occasion, deux agents diplomatiques ont été attaqués au couteau en Arabie saoudite, et des manifestations très dures se sont tenues contre l'ambassade de France au Pakistan.

Grâce à son réseau d'ambassades et de services de presse, la Direction de la Communication et de la Presse du Département est en mesure de suivre les tendances d'actualité et de centraliser une veille généraliste. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères étant par définition chargé de représenter la France à l'étranger, le fait de devoir répondre aux fausses informations ou aux critiques émises par des acteurs étrangers s'inscrit naturellement dans ses compétences voire prérogatives. De plus, la projection d'agents à l'étranger rend concrètes les conséquences d'une mauvaise information, puisque ces agents diplomatiques peuvent être alors directement menacés, et donc la nécessité d'être pertinent et réactif sur ces sujets.

L'obligation de démenti immédiat, sans forcément avoir le temps de caractériser cette attaque comme le fait VIGINUM, a fait que le ministère des Affaires étrangères s'est retrouvé en tête de fil de la réponse française à la guerre informationnelle et dans l'élaboration d'une doctrine interministérielle sur le sujet (28).

Cette doctrine, qui vient se superposer à la doctrine L2I du ministère des armées, est issue de groupes de travail mixtes, en coordination avec les administrations, mais également la société civile et les opérateurs privés. Cependant, la guerre informationnelle se déploie dans un espace numérique et donc par définition transfrontalier. Le dispositif français de lutte contre les ingérences, pour être efficace, se doit donc d'être inscrit dans une coopération européenne. L'Union européenne se place ainsi désormais comme un pilier central de la lutte informationnelle et de la protection contre cette dernière, en particulier grâce à l'*East StratCom Task Force* (29), et plus particulièrement avec sa plateforme *EUvsDisinfo*, une plateforme créée pour contrer les tentatives de manipulation.

De cette façon, la diplomatie et la coordination en Europe ont pour but d'harmoniser les réponses, de favoriser le partage de connaissances et de bonnes pratiques, et à terme de développer des stratégies communes de communication et de dénonciation. Cette volonté d'avoir un espace commun européen, s'est développée en partie depuis la guerre en Ukraine et la multiplication des campagnes russes visant à influencer la perception du conflit en Europe. Il est donc possible d'observer un double objectif : contrer la désinformation contre l'Europe et les États membres, mais également affirmer l'importance et le poids d'une parole commune européenne.

La coopération repose sur des partenariats structurés avec des acteurs variés, chacun apportant une expertise complémentaire. Outre l'*East StratCom Task Force*, la France entretient des liens réguliers avec le Service Européen d'Action Extérieure, l'Agence de défense psychologique en Suède, le Mécanisme de réponse rapide du Canada et

Liens mondiaux autour de la terre, concept des technologies de l'information, Anyabergut

les services du *Foreign Office* britannique (30). Ces relations transfrontalières, principalement européennes, permettent la mise en place d'un mécanisme de surveillance et d'alerte commun. Cependant, cette coopération ne se limite pas aux périodes de crise, mais s'inscrit bien dans un échange régulier de bonnes pratiques européennes visant à améliorer la performance dans la réponse de chacun des États. Ainsi, la pratique française s'en enrichit, comme cela est visible au travers du rapport de VIGINUM sur la Roumanie, qui met en lumière des méthodes innovantes à l'étranger et donc en conséquence permet d'ajuster la stratégie nationale. Cependant, l'harmonisation des standards et des réponses est particulièrement délicate puisque chaque pays est attaché à sa souveraineté et à ses propres priorités en termes de sécurité et de défense informationnelle.

Les limites persistantes d'une coordination interministérielle incomplètement stabilisée, appelant un renforcement de la gouvernance

Une architecture de gouvernance éclatée, reflet de la pluralité des acteurs compétents mais génératrice de chevauchements et de difficultés de pilotage stratégique

La mise en place d'une politique publique cohérente en matière de lutte informationnelle se heurte d'abord à un problème de gouvernance. La multiplicité des acteurs, qu'ils soient institutionnels, privés ou issus de la société civile, rend l'architecture d'ensemble peu lisible. En effet, le tissu institutionnel formé par l'ANSSI, le SGDSN, les ministères sectoriels, la CNIL, l'ARCOM et diverses agences, crée une palette d'interventions et d'angles de réponse, où chacun agit sur un périmètre restreint, selon ses propres logiques et priorités (31). Cette dispersion des responsabilités complexifie la coordination et limite la réactivité, et, sans vision commune et transversale, entrave l'action globale.

Cette fragmentation se constate dès l'analyse des périmètres d'action de chacune des parties. En effet, l'ANSSI assure la cybersécurité des systèmes d'information et la protection des opérateurs d'importance vitale, tandis que le SGDSN pilote la stratégie nationale de sécurité. La CNIL régule la protection des données personnelles et l'ARCOM encadre les médias audiovisuels et en ligne. Le ministère des Armées et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pilotent eux aussi certains aspects de défense ou de diplomatie liés à la lutte informationnelle. D'autres structures, plus récentes, comme VIGINUM, viennent compléter le dispositif. S'ajoutent à ces institutions étatiques des laboratoires de recherche, le monde académique, voire par moments la société civile. Chacun de ces acteurs agit selon sa spécialité, ce qui découpe l'approche française en silos et freine l'émergence d'une doctrine commune.

Le manque d'articulation entre ces différentes missions se traduit par des difficultés pratiques. Bien que le Colmi-Tech, qui est l'instance de dialogue hebdomadaire entre le ComCyber du MINARM, VIGINUM, la sous-direction veille et stratégique du MEAE et les services de renseignement, fonctionne correctement dans l'ensemble, la collaboration entre l'ANSSI, l'ARCOM et la CNIL semble limitée et souvent réactive (32). Le partage d'alertes entre ministères n'est pas systématisé et aucun standard national unifié ne permet de fluidifier l'échange d'informations. Lors d'événements majeurs, comme des élections ou des attaques hybrides, l'organisation de cellules de crise communes reste compliquée, chaque organisme ayant ses propres procédures.

Ces difficultés entraînent des conséquences directes sur l'action publique. La gouvernance semble inexistante, et les recoupements nombreux mais mal hiérarchisés, avec une absence de référence commune et de chaîne de commandement définie. L'action publique est alors moins lisible, plus difficilement légitimable, dans un domaine qui prend pourtant de plus en plus de place, et demande rapidité et efficacité.

De plus, les comparaisons internationales soulignent ces limites (33). L'Estonie (34) ou le Royaume-Uni (35) ont mis en place des modèles d'inter-agences mieux intégrés, capables de combiner surveillance technique, analyse des influences, régulation des plateformes et communication stratégique (36). Ces exemples montrent que l'existence d'une structure centrale, dotée d'autorité et de moyens, constitue un levier essentiel pour rendre efficace la lutte contre les menaces informationnelles. Ainsi, en France, malgré la création de nouvelles entités comme VIGINUM, l'absence d'un pilotage fort et d'une culture partagée restent des freins majeurs.

Les conditions à réunir pour consolider une réponse nationale cohérente, lisible et durable face à des menaces informationnelles transversales et évolutives

Il existe encore de nombreux freins institutionnels et culturels, qui s'inscrivent dans un contexte de rigidité, marqué pour le moment par une faible culture dans le domaine de la guerre informationnelle (37). Ce manque de tradition et de doctrine opératoire claire et consolidée, entraîne alors des hésitations, des doutes dans la prise d'initiative, un manque de formation, et par moments des soucis de coordination interservice. De plus, la culture militaire, et plus largement de défense, est particulièrement basée sur le secret et la protection, s'adaptant difficilement aux exigences de rapidité, de transversalité, et de transparence induite par le champ informationnel. D'autant plus que la fonction publique a des difficultés à attirer et fidéliser les talents numériques et que la formation interne reste elle aussi insuffisante. Ces freins sont aggravés par une culture administrative encore prudente, parfois réticente à l'expérimentation, sans compter que les moyens financiers alloués à la lutte informationnelle demeurent modestes par rapport à d'autres domaines de la défense (38).

Cependant, la lutte contre la désinformation n'est pas uniquement une affaire d'outils, de détection et de riposte, elle est aussi immatérielle et culturelle, notamment par la sensibilisation et l'éducation à l'information. Au-delà de l'Éducation nationale, qui comprend aujourd'hui dans ses programmes l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) (39), avec cependant des résultats quelque peu limités, faute de budget en partie (40), les médias et la société civile ont multiplié les initiatives pour renforcer la vigilance du public, avec la multiplication, depuis 2017, des dispositifs de *fact-checking*. Il est également possible d'observer une collaboration accrue entre les médias traditionnels et les plateformes numériques, puisque *Facebook*, par exemple, a conclu des accords avec des *fact-checkers* agréés (41). Mais ces initiatives sont dépendantes de subventions publiques ponctuelles, particulièrement en provenance du ministère de la Culture, ou bien de fonds privés (42). Cette situation de précarité financière, couplée à des accusations de partialité, nourrit la défiance de certains publics radicalisés ou défiants. En pratique cependant, les dispositifs atteignent surtout un public déjà sensibilisé, et peinent à réellement atteindre les segments de la population les plus vulnérables ou défiants, à l'instar des jeunes sur les plateformes émergentes comme *Tiktok* ou *Discord*.

Alors, en France, la notion de résilience cognitive (43) s'impose peu à peu comme un axe essentiel de la sécurité nationale. Si la prise de conscience a été tardive, elle est désormais constante, puisqu'il est admis que les manipulations de l'information fragilisent directement la cohésion sociale, la confiance dans les institutions et, en définitive, la capacité de l'État à exercer ses choix souverains. Elle suppose donc une approche globale, où se combinent la protection des infrastructures, la gouvernance des données, mais aussi une préparation collective sur les plans éducatif, sanitaire et culturel. Cette conception élargie traduit une évolution doctrinale : la guerre de l'information est aussi une guerre cognitive, qui fragilise l'influence légitime, l'éducation critique et la santé mentale collective (44).

Un public épuisé ou anxieux devient plus vulnérable aux narratifs hostiles, ce qui rend indissociables les réponses militaires, éducatives et sanitaires. D'où la nécessité d'un décloisonnement institutionnel : le ministère de l'Intérieur agit sur la cybersécurité et l'ordre public, les Armées sur la doctrine d'influence, l'Éducation nationale sur l'acculturation des jeunes générations, la Culture sur la diffusion de contenus fiables, la Santé sur la protection psychologique, et les Affaires étrangères sur la coopération internationale.

Cette dispersion des compétences révèle le besoin d'un pilotage centralisé. Une structure interministérielle permanente, dotée de moyens et d'une capacité d'arbitrage, apparaît indispensable pour piloter l'ensemble des actions, assurer leur cohérence et capitaliser les retours d'expérience (45). Elle devrait s'appuyer sur des bases de données interopérables et sur des audits réguliers afin d'identifier les vulnérabilités et de maintenir une vigilance constante mais également s'articuler avec la recherche académique, les laboratoires interdisciplinaires et les *design labs* (46) capables d'expérimenter de nouveaux outils. La résilience est par essence un processus évolutif, qui doit s'adapter aux mutations rapides de l'espace informationnel.

La coopération internationale constitue un autre levier essentiel. Le Conseil de l'Europe, les pays scandinaves et baltes, ou encore le Canada (47), offrent des exemples de gouvernance claire et stable, associant éducation, société civile et chercheurs à l'effort public. Leurs expériences démontrent que la résilience cognitive est avant tout un projet de société. La France gagnerait à s'en inspirer, en renforçant l'implication des universitaires, *think tanks* et ONG dans l'évaluation des dispositifs et la production de propositions innovantes.

Conclusion

Comme il est possible de le constater, la guerre informationnelle est une nouvelle forme de conflit dont il est important de saisir l'ampleur, afin de pouvoir réagir en conséquence. La France a mis un certain temps à prendre conscience de cet enjeu, et possède dorénavant une politique publique concrète et qui se renforce petit à petit, incluant l'ensemble des acteurs de la guerre informationnelle, qu'ils soient étatiques, citoyens ou faisant partie de la société civile.

Le retard initial de la France dans ce domaine tient en partie à une tradition militaire qui, historiquement, concentrait l'attention sur la protection du territoire et des moyens matériels. La menace informationnelle, longtemps perçue principalement comme une question d'image ou de réputation, a éclipsé la dimension offensive de l'information dans les rapports de puissance, en particulier hors du territoire national. Le retard s'est résorbé à partir de la fin des années 2010, lorsque le débat public et politique a commencé à reconnaître la gravité de la menace, à cause de signaux d'alerte comme les campagnes de désinformation organisées pendant les périodes électorales. Cela a contribué à ouvrir le débat, en rendant visible auprès des décideurs un phénomène jusqu'ici perçu comme secondaire, et ainsi, progressivement, l'idée qu'une réponse spécifique était nécessaire s'est imposée.

Avant la Stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information 2026-2030, les efforts étaient fragmentés. Celle-ci est venue les unifier en 4 piliers et 15 objectifs stratégiques, affirmant la manipulation comme menace stratégique. Au départ, les initiatives étaient confrontées au besoin de formaliser des doctrines et des outils. Cependant, la concurrence institutionnelle pour la primauté sur ces sujets, l'hétérogénéité des procédures et l'absence de référentiels communs ont freiné la montée en puissance des dispositifs. À partir de 2021, le SGDSN centralise son action via VIGINUM, qui qualifie les Informations Nocives ou Exploitables (INE) et anime le COLMI.

En effet, jusqu'en 2020, l'action demeure centrée sur le cyber axé sur l'articulation LID/LIO/L2I, tandis que la dimension informationnelle et l'influence restent encore peu structurées. Cette approche limite l'efficacité des premières réponses publiques, avant la mise en place, à partir de 2021, d'un dispositif plus intégré et ambitieux. À partir de cette période, le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale commence à jouer un rôle plus central en coordonnant les efforts interministériels et en pilotant certaines initiatives sur les ingérences numériques étrangères. C'est dans ce cadre que VIGINUM est réellement consolidé, avec pour mission de détecter, analyser et qualifier les campagnes hostiles visant les intérêts français. Du côté du Quai d'Orsay, un effort important est porté sur la communication stratégique, afin d'intégrer la lutte informationnelle aux outils diplomatiques. Ces initiatives permettent d'articuler des réponses plus coordonnées, notamment dans le partage d'alertes et la mise en cohérence des messages publics.

Mais la multiplicité d'acteurs et les tensions entre la nécessité opérationnelle de réagir vite, et les exigences légales ou éthiques, comme la transparence, l'attribution conforme et le respect des droits fondamentaux, viennent compliquer la situation. Ainsi, les outils français progressent et gagnent en maturité, mais ils restent à consolider et à harmoniser pour faire face à l'augmentation de la menace et à la sophistication croissante des attaques hybrides, peut-être en s'inspirant de pratiques étrangères en la matière. La société civile et les acteurs privés jouent un rôle de plus en plus important, et la législation, qu'elle soit française ou européenne, tente d'encadrer les plateformes numériques, mais révèle dans le même temps une forte dépendance européenne aux GAFAM et la difficulté de préserver la liberté d'expression couplée aux intérêts de chacun. La résilience cognitive devient alors un concept central, qui suppose une coordination durable entre tous et une coopération internationale, dans le but de faire de la lutte contre la désinformation un projet de société profond à la croisée de tous les sujets englobés par la guerre informationnelle.

En conclusion, la politique publique française en matière de guerre de l'information doit accepter la complexité de l'environnement informationnel actuel, marqué par des crises sanitaires, des conflits armés, des ingérences numériques et des attaques contre la crédibilité institutionnelle. En effet, le modèle français, et plus largement européen, ne pourra réussir qu'en établissant une doctrine claire, flexible et transversale, touchant toutes les strates de la société, afin de garantir une stabilité démocratique.

Désinformation : déshumanisation, intériorisation et la mort de la paix

CATHERINE MOREAU

L'idéologie précède les armes. Les conflits sont guidés par la psychologie, les émotions et la cognition ; c'est en tous cas la thèse développée par Koert Debeuf dans son essai de 2018 intitulé *Tribalisation.* Dans ce texte sous-titré *Pourquoi la guerre arrive*, l'auteur explique que « *nous devrions chercher les motivations des révolutions et des guerres non pas dans l'économie, mais dans la psychologie* ». Le ressentiment occupe ainsi une place centrale dans son analyse, de même que la « crise d'identité », qu'il développe dans un ouvrage plus récent, *Pourquoi ce n'est pas la dernière guerre. Sur les raisons psychologiques des conflits internationaux,* à la lumière de la Guerre en Ukraine (1). Si l'historien et philosophe ne nie pas le rôle déterminant joué par les facteurs économiques, il consacre l'ouvrage à attirer notre attention sur les traumatismes qui sont souvent les racines profondes des conflits et qui permettent de prévoir que, des guerres, il y en aura encore.

Ces traumatismes et les crises ont toujours un coupable. S'ils n'en ont pas, on leur en trouve un quand même : « *Identifying an enemy offers the cognitive satisfaction of certainty in uncertain times* » (2). Cet ennemi désigné a d'ailleurs tendance à être recyclé au fil des époques : « *Nombreux sont ceux qui pensent encore que c'est par accident que l'idéologie nazie s'est cristalisée autour de l'antisémitisme et que la politique nazie s'est fixée pour but, délibérément et implacablement, la persécution et l'extermination des Juifs* » commente Hannah Arendt, introduisant son premier chapitre de *Sur l'antisémitisme. Les origines du totalitarisme* (3). La philosophe déconstruit cette croyance d'un acharnement arbitraire en présentant l'évolution longue de l'antisémitisme à travers les différentes places que les Juifs ont occupé dans les sociétés européennes et les différents stéréotypes qui leur ont été associé : l'idéologie nazie s'est cristalisée autour de l'antisémitisme parce que l'Europe du XXe siècle était déjà un terreau particulièrement fertile de la haine des Juifs. La propagande n'a pas intérêt à créer un ennemi *ex nihilo* ; elle a tout intérêt à puiser dans les croyances et les affects déjà entretenus par la population.

Cet ennemi, *creatio ex materia* que l'histoire mobilise de nouveau crise après crise, peut porter le nom de bouc-émissaire — personne ou groupe endossant la responsabilité pour des faits pour lesquels il est partiellement ou complètement innocent. Le bouc-émissaire est le coupable de toute crise conjoncturelle ou structurelle. « *Aujourd'hui, nos peurs concernent la peur du lendemain, le chômage, la précarité, la sécurité, etc. Les médias véhiculent ce sentiment profond d'insécurité. Ces angoisses sont difficilement gérables et nous leurs cherchons un responsable, qui peut être l'autre, l'étranger, l'immigré (juif, arabe, etc, selon les lieux et les époques), bref celui qui est différent de nous, celui qui menace notre confort, nos certitudes* » (4).

Lorsque les faits ne suffisent pas à conforter ce narratif, la désinformation, qui « *involves deliberate alienation or disempowerment of other people* » (5) peut prendre le relais. Les réseaux sociaux sont en outre un catalyseur évident.

La communication est devenue horizontale : tout le monde a le pouvoir d'informer et de désinformer. Tout le monde a le pouvoir de déshumaniser.

La déshumanisation se traduit par le fait de nier le caractère humain d'une personne ou d'un groupe en invisibilisant ses qualités humaines — sensibilité, moralité, dignité, individualité, etc. — voire en le diabolisant, c'est-à-dire en lui prêtant les caractéristiques d'un monstre, d'un être animé par le seul désir de nuire, intrinsèquement mauvais. La déshumanisation, couplée ou non à la diabolisation, permet de bloquer toute identification à l'individu ou au groupe visé : il est difficile de compatir avec quelque chose qui ne partage rien de notre expérience existentielle, alors comment compatir avec un monstre, qui ne veut que notre mal ? Si nous compatissons avec notre prochain, c'est parce qu'il ressent des émotions que nous partageons, voire parce que son vécu nous évoque notre propre vécu. Si nous compatissons avec un animal, c'est souvent parce qu'il témoigne d'une émotion — la joie, la tristesse, le deuil — qui l'humanise à nos yeux. L'objectif d'une désinformation déshumanisante est de présenter l'autre comme en dessous de l'animal : il ne ressent rien, ou bien que des émotions liées à des intentions négatives. Danielle Rowell qualifie les « *enemy demonization techniques* » comme une stratégie de la propagande d'État. Elle explique que « *the state promotes the idea that the threat (that is, tangible or intangible) is an evil aggressor whose sole goal is the destruction of the status quo*. » (6). Puisque l'ennemi n'est pas humain, il ne mérite pas les droits fondamentaux, tels que le droit à la vie et à la dignité humaine. S'il est diabolique, il faut l'exterminer. La propagande a besoin de cette haine pour unir, valoriser, détourner l'attention. Il faut un objet à cette haine, désigner un ennemi : la propagande le crée, parfois de toutes pièces. Elle lui écrit un narratif sur-mesure, le déshumanise et, bien souvent, le diabolise. Comme l'écrit le philosophe américain Sam Keen, « *we create the enemy. Before the weapon comes the image. We think others to death and then invent the battle-axe or the ballistic missiles with which to actually kill them. Propaganda precedes technology* » (7).

Comment la déshumanisation, stratégie de désinformation mobilisable par l'État et les groupes d'intérêt pour légitimer un conflit et sa violence, finit-elle par être intériorisée, relayée et entretenue par les populations elles-mêmes, qui passent du statut de victimes à celui de complices actives de leur manipulation, et comment représente-t-elle une grave menace pour la paix positive ?

Éviter la remise en question : empêcher l'identification

Les violences de la guerre « *ne sont pas délibérées par les perpétrateurs. La guerre est une commande dont le chef est le client* » écrit Jean-David Zeitoun dans son ouvrage *Les Causes de la Violence*. Comme il le rappelle, Paul Valéry les résumait ainsi : « *Un massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent mais ne se massacrent pas* » (8). Il faut donc convaincre ces gens de se massacrer et de continuer à se massacrer. Pour cela, il est primordial de saper l'identification : les combattants ne doivent pas compatir avec leurs opposants. À ce dessein, la désinformation peut mobiliser plusieurs émotions : la condescendance voire le dégoût d'une part, et, de l'autre, la peur, dont la première fille est la haine.

L'ennemi inférieur : quand l'identification n'a pas lieu d'être

« *À mon tour de poser une équation : colonisation = chosification* », écrit Aimé Césaire dans son *Discours sur le colonialisme*. L'homme politique martiniquais s'est battu toute sa vie pour prouver que les Noirs ne sont pas moins capables, moins développés, moins humains que les Blancs. Il met en lumière que, pour justifier l'appropriation des ressources, humaines et matérielles, des territoires occupés, le colon a nié l'humanité des populations noires, il les a *chosifiées*.

De pseudo travaux scientifiques développant des thèses racistes, en contournant la méthode scientifique ou en falsifiant leur données, ont fait circuler la conviction que la colonisation n'est non seulement pas un mal, car les Noirs sont au pire un animal sauvage, au mieux un animal domesticable, mais qu'elle est également profondément juste. Leur traitement ne peut être choquant car ce sont des êtres trop inférieurs que pour que la population colonisatrice puisse s'y identifier ; ce traitement est même nécessaire. Il était légitime d'user de la violence sur les colonisés car, sans elle, ils n'apprendraient rien, ni ne se mettraient au travail, analyse Trevor Getz, professeur d'Histoire africaine à l'université d'État de San Francisco (9).

Ces théories et interprétations scientifiques peuvent être considérées comme le principal facteur de l'acceptation de la colonisation dans les sociétés européennes : « *This narrative of progression and development through science could start at several different figures and theories, such as Jean Baptiste Lamarck of France or Alfred Russell Wallace of Britain, both of who were advocates of evolutionism* » (10). L'autre est différent et, pour les occidentaux, la différence voulait dire l'infériorité. Robert Johnson, dans son ouvrage British Imperialism, expliquait que « *black skin was "evidence" of being a 'human fossil' or 'infantile'. The absence of literature or technology was seen as evidence of ignorance. Rebellion or resistance to white rule, and therefore to civilisation, was used as proof of underdevelopment, impulsiveness and immaturity* » (11).

En effet, la rébellion et la résistance étaient perçues comme la preuve que les peuples colonisés ne comprenaient pas la faveur qui leur était faite à travers la colonisation, incarnée par la mission civilisatrice. Les travaux de Raoul Girardet, notamment, permettent d'appréhender l'importance de la doctrine de la mission civilisatrice dans l'idéologie colonialiste. L'historien mentionne dans son ouvrage *L'Idée coloniale en France, 1871-1962*, la vingt-deuxième session des Semaines sociales tenues à Marseille en 1930, dont les débats s'articulant autour de la notion « droit de colonisation » (développée en 1931 par Joseph Follier dans sa thèse éponyme de doctorat en théologie) et sont édités sous le titre *Le Problème social aux colonies*.

Les principales préoccupations de Joseph Follier et des principaux participants sont, d'une part, de « définir les fondements théologiques et moraux de la légitimité de l'expansion coloniale » et, d'autre part, de produire « une doctrine de "la juste colonisation" ». Le Père Délos, notamment, rejoint les arguments de Folliet dans *L'Expansion coloniale est-elle légitime*, de même que le Père Bruno de Solages avec *Devoirs, droits et responsabilités des puissances colonisatrices*. Cette doctrine de la « juste colonisation » a été soutenue par plusieurs arguments représentant la nation colonisatrice comme un bienfaiteur socio-économique assistant l'administration de la colonie « *dans les tâches sanitaires et médicales* » et par « *son influence* [...] *le plus souvent souhaitable du point de vue de l'éducation et de "la formation morale des indigènes"* » et faisant de l'impérialisme une doctrine humaniste, le Cardinal Mercier se référant notamment à la colonisation comme à une « *œuvre collective de charité* ». En ce sens, le radical Albert Bayet, influent universitaire du parti, déclare lors du congrès tenu par la *Ligue des Droits de l'Homme* en mai 1931 à Vichy sur le thème « La colonisation et les Droits de l'Homme » que « *le pays qui a proclamé les Droits de l'Homme, qui a contribué brillamment à l'avancement des sciences, qui a fait l'enseignement laïque, le pays qui, devant les nations, est le grand champion de la liberté, a, de par son passé, la mission de répandre où il le peut, les idées qui ont fait sa propre grandeur* » (12).

Enfin, la colonisation est nécessaire car il serait injuste de laisser un peuple sous développé priver l'humanité des ressources du territoire qu'il n'exploite pas. Selon Francisco de Vittoria, « *le droit à la colonisation était essentiellement fondé sur le* jus communicationis*, c'est-à-dire le droit aux "relations" nécessaires à l'existence et au bien de la communauté humaine tout entière. Aucun peuple n'est moralement autorisé à rester endormi sur les sources de richesse dont l'ensemble de l'humanité a besoin et dont elle pourrait profiter* ». Girardet met en lumière que la finalité de la colonisation est présentée comme « *l'exploitation la plus fructueuse du potentiel terrestre, en vue du plein épanouissement économique, spirituel et moral de tous les peuples* ».

La colonisation est « temporairement » justifiée par la morale chrétienne car elle est supposée accompagner le peuple dans son accession à la « pleine maturité » : « *se retirer prématurément, même pour faire plaisir aux meneurs des populations indigènes, au risque de les laisser retomber dans l'anarchie, serait, pour une puissance, trahir sa mission colonisatrice* » (13). Ainsi, la violence est permise au colon et acceptée par les sociétés européennes car ces peuples, dont l'infériorité est prétendue scientifiquement prouvée, ont besoin d'une tutelle afin qu'ils partagent leur ressources et puissent bénéficier des apports civilisationnels des peuples supérieurs.

Cette infériorité établie par les colonisateurs dans le narratif et dans leur perception, qui réside au centre de la justification coloniale, ne doit pas être remise en doute par les populations occidentales d'après ces mêmes colonisateurs. Les populations occidentales doivent rester convaincues de la nature sauvage des indigènes et, en ce sens, les croyances sur la dangerosité des peuples colonisés tout comme l'appétence pour l'exotisme doivent être constamment rappelées et mises en scène. Les zoos humains, jouant sur les émotions suscitées chez les visiteurs ainsi que sur les raisonnements qu'ils fondent sur ce qu'ils croient avoir observé, sont une illustration particulièrement percutante de la campagne de déshumanisation menée à propos des populations des colonies. Entre 1877 et 1931, Paris connaît une trentaine d'expositions « anthropozoologiques », rien qu'au Jardin d'Acclimatation. Du début du XIXe siècle à l'entre-deux guerres, 30 000 à 40 000 personnes sont exhibées en Europe, en Amérique et au Japon — les conditions d'exposition étant tout ce qu'il y a de véritablement inhumain. Ces mises en scène ont un grand succès : elle auraient eu environ 1,5 milliard de spectateurs à travers le monde (14).

En 1931, Marius Kaloïe, Kanac originaire de Nouvelle-Calédonie, est exhibé à 21 ans comme un sauvage polygame et canibal à Paris alors qu'il croyait représenter les colonies à l'Exposition coloniale internationale de Vincennes. Il est forcé d'utiliser un dialecte alors qu'il parle le français. Il doit danser, chanter et creuser de fausses pirogues, vivre à l'extérieur, peu vêtu et en tout temps. Pascal Blanchard, historien spécialiste du fait colonial, dira que « *connaître l'histoire de Marius, c'est comprendre de manière limpide comment s'est fabriqué le racisme en France* » (15). Car il s'agit bien d'une fabrication. Blanchard explique que si ces installations étaient un divertissement pour les sorties en familles, elles avaient avant tout pour dessein de « légitimer la race » : « *On rend le racisme populaire* » déclare l'historien, « *Puisque s'il y a un visiteur et un visité, le visiteur se sent supérieur* ». Enfin, il y a selon lui une troisième dimension qui est de « légitimer les empires coloniaux » : « *vous démontrez qu'il y a un travail de civilisation, donc de mission civilisatrice, pour les amener à la lumière* » (16).

Les journaux sont à l'époque le principal relai de ces événements. Ils en font la publicité et très rares sont ceux qui s'insurgent du traitement inhumain qui est fait de ces personnes-objets d'exposition. En France, le numéro de *La Cocarde* du 13 avril 1892 fait partie des seuls à attirer l'attention sur l'état de santé terrible dans lequel les êtres humains exposés se trouvent : « *ce ne sont plus que des squelettes propres à aller enrichir les collections ethnographiques et les galeries anthropologiques du Muséum d'histoire naturelle* ». Ironie du sort, encore aujourd'hui, les corps de six d'entre eux se trouvent au musée de l'Homme à Paris (17).

Certains tentent de déconstruire la désinformation, comme Alain Laubreaux lorsqu'il rédige dans les tribunes du *Candide* un article intitulé « Une heure chez les mangeurs d'hommes », écrivant « *Ces fauves bestiaux s'appellent Elisée, Jean, et même Marius* » (18). Il faudra attendre les années 1930 pour voir cesser la pratique — Marius Kaloïe pourra en sortir, épouser une Parisienne et même devenir père avant de tragiquement mourir un an plus tard dans un accident (19). Blanchard anticipe cependant la conclusion positive qu'on pourrait être tenté de tirer de la fin des zoos humains : ils « *vont s'arrêter… pas du tout pour une raison morale. Il y a beaucoup plus puissant que le zoo humain, c'est le cinéma* ».



L'historien évoque également la nouvelle dialectique de la colonisation : *« On n'est plus au stade d'arriver dans le pays des sauvages, donc on n'a plus besoin de montrer des sauvages. On est en train de civiliser l'indigène. Et c'est différent : vous ne pouvez plus montrer les cannibales quand vous êtes en train de les civiliser* » (20).

Ainsi, l'exemple des zoos humains illustre parfaitement comment des actes aussi immoraux et violents que ceux de la colonisation ont pu être légitimés par la construction pièce par pièce et l'entretien d'un narratif déshumanisant, dépeignant les populations des colonies comme appartenant à une race inférieure. Cette rhétorique de la race inférieure à laquelle on ne pourrait s'identifier a également été utilisée contre les Juifs. En effet, si l'antisémitisme implique généralement de prêter au Juif — à toute la population juive — un caractère diabolique, Dominique Serre-Floersheim montre cependant, dans son ouvrage *La Rhétorique de la haine*. *La fabrique de l'antisémitisme par les mots et les images*, que l'antisémitisme a également fondé sa dialectique sur une quantité d'arguments pseudo-scientifiques décrivant le Juif comme non-seulement nécessairement mal intentionné, mais également biologiquement inférieur. Il note par exemple que les frères Jules et Edmond de Goncourt « *reprennent à leur compte des théories pseudo médicales les plus ahurissantes, et que le mode conditionnel ne semble nullement ébranler leurs certitudes : "Chez les Sémites, le cerveau ne se développerait que jusqu'à vingt-cinq ans ; chez les Aryens, le développement dépasserait de beaucoup cet âge"* » (21). L'historien allemand George Lachmann Mosse explicite comment le mépris de race peut nourrir le discours génocidaire : « *Tout éleveur sait qu'il lui fallait les meilleurs spécimens de son cheptel sans leur permettre de procréer et continuait, à la place, de nourrir des animaux de race inférieure, son élevage dégénérerait inéluctablement. Cette erreur, qu'aucun fermier ne commettrait avec ses animaux et ses cultures, nous la laissons se perpétuer à grande échelle au sein de notre société. En récompense de notre humanité, nous devons veiller à ce que ces êtres inférieurs ne procréent pas* » (22).

De la peur à la haine : narratifs de menace et radicalisation hostile

La peur est une émotion maîtresse en politique. Elle permet d'asseoir son autorité, en menaçant sa population ou en lui promettant de la protéger de ce qui la menace. S'agissant de cette seconde option, il convient de rappeler que « *l'une des fonctions les plus importantes du souverain est de décréter, purement et simplement, si une nation est ou non menacée* » (24). Détenant ce pouvoir, le gouvernement est celui à qui il incombe en premier lieu de nommer l'ennemi. Selon les mots de Hobbes dans le *Léviathan*, il peut placer des « lunettes d'approche » devant les yeux de la population de sorte que les dangers qui lui paraissent trop lointains et sans actualité soient grossit au point de devenir véritablement tangibles (25).

Les médias jouent un rôle important dans ce processus de grossissement, dans leur manière de traiter l'information — quelle information, dans quel ordre et avec quels mots. Comme le note habilement Bernard C. Cohen, les médias de masse « *may not be successful much of the time in telling people what to think, but it is stunningly successful in telling its readers what to think about* » (25). McCombes et Shaws précisent que nos médias « *are constantly presenting objects suggesting what individuals in the mass should think about, know about, have feelings about* » (26) . Les événements suscitant l'émotion, en particulier le choc, la colère, l'horreur et la peur, attirent l'audimat et sont susceptibles de servir un discours politique. Hugues Lagrange note dans son article « Médias et insécurité » que « *pour exister médiatiquement, l'atteinte criminelle a besoin de revêtir des caractères exceptionnels, elle doit saillir dans le registre du mal* » (27). Les actes les plus abjectes, qui ont un caractère inhumain, seront ainsi les plus couverts par les médias, mais ce seront également les plus à même de mobiliser le public.

Interrogé sur la question « *Est-ce qu'on ne peut pas s'interroger sur le rôle des médias dans ce développement de la psychose collective de peur et de vengeance ?* », le présentateur Roger Gicquel, qui avait ouvert le journal de 20h du 18 février 1976 par l'affirmation restée célèbre « La France a peur » afin d'annoncer le meurtre du jeune Philippe Bertrand, 5 ans, augmentant le nombre d'enfants victimes de raptes, répond qu'il « *est très difficile de dire* [aux journalistes] *"Non, non, ne traitons pas cette affaire, elle est dangereuse." La dangerosité de la criminalité de tels types d'affaires, on ne la connaît absolument pas et on n'a pas le droit d'indiquer qu'il y aura une censure ou une rétention très forte et générale sur ce type d'information* » (28).

Corey Robin propose de voir cette peur comme un objet politique : « *L'unité de la peur n'est pas un artefact de la psychologie de masse ; c'est un projet politique qui s'élabore par le biais des autorités, de l'idéologie et de l'action collective* » (29). C'est d'avoir instrumentalisé la peur, nourri la xénophobie et eu recours à des « tactiques de boucs émissaires » que Volker Türk a reproché aux États-Unis le 23 janvier 2026. Le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a en effet accusé l'administration Trump de « *diaboliser collectivement les migrants et les réfugiés en les qualifiant de criminels, de menaces ou de fardeaux pour la société* » (30), alimentant la haine en s'appuyant sur les craintes de la population américaine.

Dans son ouvrage *La Rhétorique de la haine. La fabrique de l'antisémitisme par les mots et les images*, Dominique Serre-Floersheim met en avant « *la priorité* [...] *nette, évidente : l'intellection. Le message doit être immédiatement intelligible, le lecteur doit pouvoir y accéder en toute transparence, sans effort, sans ambiguïté* [...] *Et ce message, c'est la haine du Juif, la nécessité impérieuse, immédiate et absolue de s'en débarrasser* » (32). La violence n'est plus seulement rendue acceptable parce que l'ennemi est profondément inférieur, ou légitimée parce qu'elle est défensive : la violence est inquestionnable car l'ennemi par nature, est nuisible et qu'il doit, pour le bien de tous, être exterminé.

Là encore, la déshumanisation passe par la négation de l'individualité. Le propos ne peut se contenter d'attaquer des individus, il doit généraliser. Serre-Floersheim convoque Angenot, qui écrit dans *La Parole pamphlétaire* : « *le propre du pamphlet est de se refuser à la nuance : le groupe adverse est maximalisé* » (33). L'objectif de ce « *propos délibérément globalisant* [...] *de désigner, de stigmatiser une collectivité — conçue comme une entité distincte, à la fois séparée des autres et close sur elle-même* ». Serre-Floersheim note en effet cet « *usage quasi systématique de l'article défini : "Les" Juifs, fréquemment escorté d'outils grammaticaux tels que tous, chaque, etc* » et prend Céline comme exemple, qui écrivait dans *L'École des Cadavres* : « *Ils sont animés, les Juifs, d'une ténacité atroce, talmudique, unanime, d'un esprit de suite infernal et nous ne leur opposons que des mugissements épars* » (34). La culture du sentiment haineux rend ainsi la désinformation d'autant plus efficace que les faits rapportés sur un individu confirment les certitudes pesant sur l'ensemble de la communauté dont il fait partie.

En outre, une fois l'ennemi pris dans sa globalité, il s'agit d'opposer ce groupe à un « nous » dans une logique manichéenne. C'est la bien-connue rhétorique du camp de la lumière contre celui des ténèbres. Serre-Floersheim l'observe dans la culture de l'antisémitisme : « *En terme de valeurs, il y a le bien et le mal qui coïncident avec la lumière et les ténèbres — le Juif est toujours une figure ténébreuse, et, comme telle, inquiétante ; une créature nocturne, pour reprendre le mode d'analyse de Gilbert Durand dans* Les Figures anthropologiques de l'imaginaire*, auquel va s'opposer la figure diurne de l'Aryen, blond, clair et lumineux* ». L'auteur convoque l'analyse de Pierre-André Taguieff, pour lequel le Juif stéréotypé « *ne peut prendre sa valeur de contretype répulsif que par contraste avec les représentations stylisées du type idéal* », à savoir l'Aryen, afin d'illustrer l'effet répulsion-aimantation, où l'attirance pour soi renforce l'aversion pour l'autre et inversement (35).

Des termes à connotation religieuse peuvent également être mobilisés afin d'appuyer cette rhétorique manichéenne et de légitimer un combat juste et humaniste.

L'opposition du camp de la lumière à celui des ténèbres, en particulier, transcende la grande majorité des conflits, si ce n'est la totalité, en tous contextes, peu importe l'idéologie ou la religion. Le 16 octobre 2023, Benyamin Netanyahou a publié sur son compte *X* (@IsraeliPM) le message : « *C'est un combat entre les enfants de la lumière et les enfants des ténèbres, entre l'humanité et la loi de la jungle* » qualifié de « déshumanisant » par *Amnesty International* (36). Le Premier ministre israelien a également déclaré : « *Nous sommes le peuple de la lumière, ils sont le peuple des ténèbres, et la lumière triomphera des ténèbres* », selon une traduction de *i24NEWS* en Israël : « *Notre guerre contre le Hamas est un test pour toute l'humanité, c'est une lutte entre l'axe du mal de l'Iran, du Hezbollah et du Hamas, et l'axe de la liberté et du progrès* » (37). De même, l'idéologie du Hamas repose sur « *an unbridgeable dichotomy between two opposing absolutes — as a historical, religious, and cultural conflict between faith and unbelief, between the true religion that supersedes all previous religions, that is, Islam, and the abrogated superseded religion, Judaism. It is a war between good, personified by the Muslims representing the party of God (Hizballah), and 'the party of Satan' (hizb al-shaytan) represented by the Jews* » (38). Vaincre, voire exterminer, devient ainsi un devoir. C'est ce que Josh Winthrop entend lorsqu'il prononce son sermon sur son « modèle de charité chrétienne », où il compare la colonie de la baie du Massachusetts à une « ville sur une colline » en référence au passage biblique Matthieu 5:14. Il invoque l'ordre divin de tuer les Amalécites, le peuple d'Amalek, que reçoit Saül et auquel ce dernier n'obéit que partiellement dans le premier Livre de Samuel. L'historien John Corrigan estime que « *In America, thinking about Amalek in the 18th century also was refined through the coalescence of an ideology of America as a "redeemer nation" called to defeat evil wherever it threatened Christianity* » et explicite le danger contenu dans cette « *rhetoric of extermination* ». L'histoire d'Amalek a été reprise par certains prêtres Hutu lors du génocide des Tutsi au Rwanda. Elle a été également mobilisée par le pasteur chrétien évangélique John MacArthur pour justifier l'invasion américaine de l'Irak. Elle a été reprise au lendemain de l'attaque du Hamas.

Le 28 octobre 2023, la déclaration que Netanyahou a faite lors d'une conférence de presse à Tel Aviv trois semaines après que l'attaque terroriste ait tué 1.200 personnes, a donné le ton quant à la réponse israélienne : « You must remember what Amalek has done to you, says our Holy Bible. And we do remember » (38). Cette référence directe à l'Ancien Testament a pu être traduite comme un aveu d'intention génocidaire et c'est en ce sens que l'Afrique du Sud l'a intégrée à son rapport de 84 pages engageant une procédure contre l'État d'Israël et demandant à la Cour de Justice de l'ONU d'indiquer des mesures provisoires (39). En effet, la Bible (I Samuel XV, 3) ordonne aux Israélites d'exterminer les Amalécites : « *Va maintenant, frappe Amalek, et dévouez par interdit tout ce qui lui appartient ; tu ne l'épargneras point, et tu feras mourir hommes et femmes, enfants et nourrissons, bœufs et brebis, chameaux et ânes* » (40). Pour la professeure Atalia Omer, « *it really is integrated into Netanyahu's rhetoric about living by the sword and so forth* » (41).

Ignorer ou fermer les yeux : pas de cas de conscience sans actes à questionner

Difficile de ne pas penser à la Shoah lorsqu'on parle de dissimuler à une population l'ampleur des atrocités qu'elle cautionne afin de conserver son soutien. « *De longues chaînes hiérarchiques sont impliquées. Les donneurs d'ordre n'exécutent pas leurs décisions eux-mêmes, mais le font plutôt par une chaîne d'intermédiaires* » (42). En effet, Raoul Hilberg souligne que « *la plupart des participants* (au génocide) *ne tirèrent jamais sur des enfants juifs ni ne versèrent le gaz dans les chambres à gaz… La plupart des bureaucrates rédigeaient des circulaires, concevaient des projets, s'entretenaient au téléphone et assistaient à des conférences. Ils pouvaient annihiler tout un peuple en restant assis à leur bureau* » (43). Plusieurs procédés bureaucratiques ont permis à ce système de s'installer, dont « l'invisibilité naturelle des relations causales dans un système complexe d'interaction, ainsi que la « distanciation » des résultats peu appétissants ou moralement repoussants au point de les rendre invisibles à l'exécutant » (44).

La division du travail permettait aux exécutants présents à de nombreux maillons de la chaîne d'exécuter sans en constater les conséquences. Il s'agissait de « séparer optiquement les bourreaux de leurs victimes » (45). Le meurtrier, c'est-à-dire ici celui à l'origine du fait générateur de la mort, devient « officier sanitaire », « chargé de vider un sac de "désinfectants chimiques" par une ouverture dans le toit d'un local dont on ne l'encourageait pas à visiter l'intérieur » (46). Zygmunt Bauman estime que c'est cette capacité à créer des « somnifères moraux » qui est à l'origine du « succès technico-administratif de l'holocauste » (47).

Comme les précautions prises pour partiellement dissimuler la solution finale semblent l'indiquer, il demeure nécessaire que le public n'ait pas connaissance des agissements exacts du gouvernement, même lorsqu'il lui a initialement apporté son soutien. Dès lors que le public acquiert une meilleure vue d'ensemble, la réaction est différente. Un exemple concret pour illuster ce propos : l'opinion publique américaine a été choquée par la révélation des crimes de guerre des États-Unis malgré la propagande anti-communiste omniprésente dans le contexte de guerre froide. Cette révélation est passée par des photographies du front — la photographie ayant « *a long history of (de-)legitimation of wars*, » comme le rappellent Leeuwen et Jaworski en 2003 : « *In the case of the Vietnam War, photojournalism became a forceful source that (de)legitimized the war and significantly impacted public perception, transforming political responses from pro- to anti-war* » (48).

Le 16 mars 1968, les troupes US massacrent la population de Mỹ Lai, faisant environ 400 victimes, et le photographe militaire Ronald L. Haeberle prend un cliché des corps de civils, hommes, femmes et enfants, abandonnés sur le bord de la route qui fera le tour du monde.

Le 8 juin 1972, le village nord-vietnamien de Trang Bang est bombardé au napalm sous le prétexte qu'il abriterait des combattants communistes.

Nick Ut photographie un groupe d'enfants fuyant le village à feu et à sang, le visage déformé par l'horreur et la douleur. Des soldats stationnent autour. Une fille, Phan Thi Kim Phuc, 9 ans, court nue sur la route, les bras levés. Son dos est en train de brûler : « *the release of widely circulated and award-winning iconic photographs that depicted disturbing war atrocities and human suffering [...] ultimately, questioned the US government's stated "peace-making" mission in Vietnam* » (49).

Cependant, avant de secouer l'opinion, la guerre du Vietnam était connue comme la « *living-room war* », une expression forgée par Arlen en 1997 pour retranscrire le contraste entre la violence du champ de bataille à l'autre bout du monde et le confort du salon dans lequel les Américains le regardait à la télévision (McClancy, 2013) : « *The term "living-room war" not only captures the extensive media portrayal of the Vietnam War but also underscores the cultural consumerism of war news and the voyeuristic consumption of the suffering and pain of the "Other"* ». La couverture médiatique américaine du conflit a révélé diffuser « *a dominant pro-war agenda in the media, only shifting toward anti-war perspectives during the later stages of military escalation (Minor 1981 ; Landers 2002 ; Espiritu 2006 ; Griffin 2010 ; Pearson 2018)* » (50). Certains auteurs décrivent une forme de complaisance des téléspectateurs devant la violence subie par les Vietnamiens avant les remises en question provoquées par les illusions levées via l'offensive du Têt de 1968 et la révélation des crimes de guerre, entre autres facteurs, contribuent à l'effondrement du soutien populaire à l'effort martial enregistré par les sondages Gallup.

Pour autant, assister à la violence et la constater ne suffit pas totalement à déconstruire les représentations déshumanisantes et diabolisatrices de l'ennemi. Y participer ne suffit pas toujours non plus. Les représentations occidentales modernes semblent vouloir retranscrire l'image d'une guerre subie par les combattants qui, même s'ils partent au combat le nationalisme au cœur, convaincus de la nature mauvaise et violente de leur ennemi, déchantent immédiatement lorsqu'ils sont confrontés à l'horreur de la guerre.

Des films tels que Joyeux Noël de 2005, produit par Christian Carion, et Le Triangle de fer de 1989, réalisé par Eric Weston, mettent en scène des combattants fraternisant avec l'ennemi lors de la Première Guerre mondiale et de la Guerre du Vietnam.

Cependant, « les vantardises douteuses des soldats israéliens » (51) s'amusant des vies prises, posant devant les habitations en ruine, moquant des Corans jetés au feu, mettant en scène leurs attaques dans un registre comique (52) détonnent sévèrement avec cette version édulcorée et interroge la profondeur de l'enracinement des narratifs déshumanisants dans l'esprit des combattants. L'appel enregistré d'un terroriste du Hamas contactant ses parents depuis le téléphone d'une femme juive le 7 octobre pour leur annoncer fièrement avoir tué 10 Israéliens « de ses propres mains » et être un « héros » (53), de même que les témoignages des otages rescapés sur la manière dont les membres de l'organisation s'amusaient en les torturant ou avant de les violer (54), montre que les deux partis de la guerre vouent une haine si vicérale à l'autre camp que participer au massacre de civils n'ébranle pas les certitudes qui entourent le narratif déshumanisant. Autre exemple, Roman Huët a documenté sa visite du quartier général des combattants de l'armée syrienne dans un ouvrage Il relate un événement qui l'a bouleversé : « *Un jour de juillet 2012, alors que je me trouve dans la cour, je vois cinq hommes les yeux bandés et les mains attachés dans le dos. Je les regarde avec surprise et crainte. Abou Omar, le combattant qui m'accompagne ce jour-là, surprend mes yeux. L'air de rien, il me fait leur tourner le dos et me dit le plus naturellement du monde : "Ne t'inquiète pas, ils ont juste une maladie des yeux !" (Carnet de terrain, Syrie, Azaz, juillet 2012). Quelques minutes plus tard, alors que nous sommes dans l'un des grands salons du bâtiment occupé, je crois entendre des tirs.* [...] *En fait, ces hommes ont certainement été tués* » (55).

Comment interpréter la légèreté des soldats, entre jouissance morbide et nécessité de se convaincre qu'ils prennent plaisir à la violence pour mieux la supporter ? Chacun se fera son opinion et il faudra attendre qu'on étudie le phénomène pour mieux le comprendre.

Le lieutenant colonel Dave Grossman, dans son ouvrage On Killing, The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society, montrent que la plupart des soldats hésitent en fait à tuer et que leur conditionnement, entraînement et la déshumanisation de l'ennemi sont des mécanismes nécessaires. La violence répétée permet une distanciation émotionnelle progressive tandis que l'humour noir et macabre devient une stratégie de gestion du stress (56).

Il semble communément admis que « *demonization… In other words, portraying the enemy as malicious and repulsive creates feelings that make killings easier* » (57). Il est important que les combattants soient persuadés qu'à leur place, l'ennemi n'aurait fait preuve d'aucune pitié : « *Large-scale atrocities occur when governments or military institutions foster fears and sanction brutally… When official doctrine and guidance demonize the enemy and plays on soldier's fears, atrocities become inevitable* » (58). Comme le Colonel Antony Hartel de l'Académie militaire des États-Unis le note, la « *fear and violence of warfare incite brutal and inhumane actions* » (59). Déshumaniser et diaboliser l'ennemi est un moyen de dispenser ses combattants de faillir à leur mission parce qu'ils auraient été déconcentrés par des qualités humaines telles que la compassion. En diabolisant l'ennemi, c'est ses propres troupes qu'on prive de sentiments humains : « *It is a banal fact that political leaders of nations fighting wars habitually demonize the enemy in speeches and propaganda in order to strengthen the will and sense of purpose of their armies and civilian populations* » (60).

Nous avons approché la désinformation déshumanisante comme une entreprise d'État. La population est victime de la manipulation de son gouvernement, le groupe de celle de son chef, et le public déshumanise parce que c'est ce qui lui a été appris. Cependant, l'individu a sa part de responsabilité dans la violence perpétrée au nom du narratif qu'il relaie — d'autant plus à l'heure des réseaux sociaux où tout un chacun peut influencer, parfois à grande échelle. Si la désinformation et la déshumanisation sont trop profondément ancrées dans la société, il est possible que la paix devienne impossible.

L'ennemi héréditaire : quand la population s'approprie et entretient le narratif

L'un des meilleurs exemples pour penser la complicité que la population peut avoir dans sa propre désinformation est celui du narratif de l'ennemi héréditaire. La haine dans un groupe est si ancrée dans l'identité collective que la population ne se contente pas d'être influencée par le narratif relayé par le gouvernement et les partis ; elle se lance dans sa propre campagne de désinformation amateure, dont l'ampleur est maximisée par les réseaux sociaux.

Des sociétés prêtes à croire : mémoires, douleur et humiliation

Koert Debeuf consacre le neuvième chapitre de son ouvrage *Pourquoi ce n'est pas la dernière guerre. Sur les raisons psychologiques des conflits internationaux* à la question « Comment le traumatisme gouverne le monde ». Il dresse dans cette section une analogie de la « crise d'identité », telle que cliniquement définie par le psychologue germano-américain Erik Erikson, à l'échelle nationale : « *Il est logique de dire que les sociétés peuvent également souffrir d'une crise d'identité. Comme les individus, les sociétés peuvent également souffrir de traumatismes collectifs* » (61). Le philosophe et historien précise les quatre voies empruntés par les individus traversant une pareille crise selon Erikson — l'isolement, la distraction, la sublimation et l'ancrage —, révélant que l'ancrage est la plus commune : il s'agit de « *trouver un point de fixation familier tel que la religion, des groupes sociaux fermés ou une idée ou idéologie particulière* » (62). Debeuf identifie la « tribalisation » comme l'expression sociétale de l'ancrage et analyse celle-ci comme « *un processus qui implique presque toujours la création d'ennemis* ». S'appuyant sur les travaux de Freud, il rattache les crises identitaires et la tribalisation à un concept plus large en psychanalyse : la régression. Celle-ci a pour principales conséquences deux processus : celui de projection et celui de dédoublement.

Le premier implique « la paranoïa, ou la perte de confiance en "l'autre" » par la projection de ses propres « mauvais éléments » sur « l'autre » : « *par conséquent, nous nous créons des ennemis et un mécanisme de bouc émissaire pour nous débarrasser de "l'autre dangereux"* ». Le processus de dédoublement complète ce mécanisme en supprimant la nuance, ne laissant « *qu'une division nette entre le bon et le mauvais* » (63). Citant les travaux du psychologue chypriote Vamik Volkan sur la « régression sociale » de groupes entiers, Debeuf met en exergue l'importance de la figure du leader sauveur et de l'ennemi qui doit être supprimé. Il soumet la Russie à l'analyse, reconnaissant dans la communication de Vladimir Poutine l'archétype du leader fort, seul apte à rendre au pays son prestige d'antan après les humiliations qu'il a subies, ainsi que les ennemis intérieurs et extérieurs, « *à savoir des Occidentaux décadents et des Ukrainiens "fascistes"* » (64).

Les propos de Lebeuf sont sous-tendus par le concept de guerre négative, qui se comprend comme l'absence de guerre ouverte mais pas de confit. Dans son ouvrage *Paix et guerre entre les nations*, Raymond Aron écrit en effet que la paix telle qu'il en a énuméré les formes est généralement « *définie strictement par l'absence de guerre et non par une vertu positive (pour reprendre les expressions de Spinoza)* » (65). La guerre négative peut se définir par un accord de paix entre dirigeants, permettant d'éviter un conflit armé mais pas de résoudre les causes profondes du conflit, à l'origine de traumatismes, d'antagonismes et de ressentiment. Le pays n'est pas en guerre mais la population se considère en guerre. La violence est latente, le basculement imminent et la population est disposée à croire tout ce qui pourra être dit à la charge de l'ennemi qu'elle tient déjà pour coupable.

1914. Une tragédie européenne d'Yves-Marie Adeline permet de comprendre quel rôle central les ressentiments ont joué dans l'avènement de la Première Guerre mondiale.

Dans son septième chapitre intitulé « La France attend sa revanche », il explique comment l'humiliation que la France a subi face à la Prusse, d'autant plus importante qu'elle était profondément inattendue, a précipité le pays dans le conflit : « *du côté français, on rêve d'une guerre depuis plus de quarante ans. On rêve d'une revanche par les armes depuis 1871* ». La France a assidûment cultivé sa rancœur depuis sa défaite, s'assurant de former des patriotes prêts à prendre les armes lorsque l'heure de la revanche sera venue : « *on inculquerait dès l'école un patriotisme revanchard auprès des enfants. Sur les murs de chaque classe, une carte géographique montrait la France avec, hachurées, les provinces perdues* ». L'ennemi est diabolisé ; il n'est plus humain, c'est un ogre : « *Dans les Contes du lundi d'Alphonse Daudet (1840-1897), publiés dès 1871, on pleurait à la lecture la nouvelle intitulée* La dernière classe*, où un professeur faisait pour la dernière fois un cours en français avant que l'ogre allemand ne vienne l'instruire en allemand* » (66). La France n'est pas le seul pays à avoir une colère à expier à la veille de la « Der des Der ». Le chapitre 14 sur « Les rancœurs bulgares » statue qu'il « *est probable que la Bulgarie n'aurait pas quitté le giron russe si, en juin-juillet 1913, la deuxième guerre balkanique* […] n*'avait pas créé des rancoeurs inexplicables* ». La Bulgarie a vu tous ses voisins européens se dresser contre elle tandis que la Russie, supposément « *protectrice de tous les Slaves des Balkans* », a préféré ne pas prendre leur défense. Ironiquement, les Bulgares n'ont pu trouver un allié qu'en les Turcs, « *contre lesquels ils venaient à peine d'achever le mois précédent, en mai, une guerre de coalition où ils avaient engagé — et perdu — le plus grand nombre de soldats.* […] *Ce sentiment de trahison est encore très présent l'année suivante, en 1914* » (67).

Le ressentiment hérité des conflits passés est ainsi le catalyseur des conflits futurs. En effet, la paix, pour être maintenue, ne peut pas se contenter d'être injectée dans les quotidiens. Elle doit être préparée et appropriée. Faire la paix, malgré le soulagement apporté par un cessez-le-feu, ne se résume pas à la signature d'un traité, précisément à cause des traumatismes populaires.

Manvel Manvelyan et Gohar Vardanyan, deux Arméniens habitant à proximité de la frontière azerbaïdjanaise, étaient interrogés par Le Monde en août 2025, dans le contexte de la signature de l'accord de Washington entre les deux pays voisins. Le premier, blessé pendant la guerre et qui a déjà perdu trois amis au front, témoigne : « *Comment imaginer coexister en paix après des décennies de conflit ? Ici, tout le monde a un père, un mari ou un frère tué pendant la guerre* ». Le second, qui peut voir chaque jour le drapeau azerbaïdjanais depuis sa maison, renchérit : « *On rêve tous de la paix, mais on n'y croit pas. Le premier ministre est prêt à tout donner pour signer l'accord. Mais à trop vouloir éviter la guerre, on finira par avoir l'humiliation et la guerre* » (68).

« *Parmi tous les affects entremêlés, la colère est le plus décisif dans les processus d'engagement dans la guerre* [elle] *est avant tout un refus face aux injustices passées et présentes* » (69) analyse Huët. La mémoire collective est le terreau de la violence, dont la désinformation est l'engrais. Les sociétés n'ont pas besoin d'être convaincues : elles ont faim de preuves de la culpabilité de leur ennemi. La désinformation peut provoquer ce que Didi-Huberman appelle le « basculement subjectif » dans la violence, c'est-à-dire le « *processus par lequel des hommes ordinaires se transforment en combattants* ». Le philosophe estime que ce basculement est opéré par une « *inversion énergétique du pathos de la douleur* » (70) : le soulèvement revient à « *briser une histoire que tout le monde croyait entendue* […] *c'est rompre la prévisibilité de l'histoire* » (71). À partir de ce moment, la colère s'auto-entretient : « *La guerre est une compilation quotidienne de douleurs et de colères. Ce sont elles qui justifient les crimes, la destruction et les représailles abominables. Chaque blessure entraîne une colère et, en retour, commande une vengeance. Une fois assouvie, naît une nouvelle colère dans le camp adverse* » (72). Huët conclut : « *Alors que pendant de nombreuses années ces mêmes personnes ruminent les multiples injustices et infortunes dont elles affirment depuis longtemps faire l'expérience, subitement, elles basculent et donnent leur vie pour les combattre, considérant ainsi, pour reprendre les termes d'Albert Camus, que "la justice est supérieure à la vie"* » (73).

Les réseaux sociaux comme relais : propagande amateure massive

À l'ère numérique, la colère est alimentée par des stratégies de désinformations plus complexes, plus nombreuses et d'autant plus difficiles à traquer. En Afrique subsaharienne, certaines campagnes informationnelles attribuées à des réseaux liés à la Fédération de Russie tels que le groupe *Wagner* exploitent les mémoires coloniales pour raviver le ressentiment envers la France. En réactivant des récits d'humiliation, de violences et d'exploitation, ces discours trouvent un terrain réceptif dans des sociétés où le passé colonial demeure une blessure ouverte. La désinformation ne crée pas *ex nihilo* la colère, elle s'insère dans des cadres mémoriels préexistants qui lui donnent sa plausibilité et sa force mobilisatrice. Yemisi Adegoke et la *BBC Africa Eye*, dans un article intitulé « *Like. Share. Kill. Nigerian police says false information on Facebook is killing people* », lance l'alerte sur les conséquences réelles du partage de fausses informations sur les réseaux sociaux : « *in central Nigeria, "fake news" can ignite real violence » (72).* Lai Mohammed, ancien ministre nigérien de l'information et de la communication, s'est exprimé sur la gravité du sujet *: « In a multi-ethnic and multi-religious country like ours, fake news is a time bomb ». (74)*

Ce déploiement massif de nouveaux acteurs de la manipulation de l'opinion publique résulte de l'horizontalité moderne de la communication. La communication du gouvernement, des forces de police et des médias dits officiels sont désormais mises en concurrence avec les influenceurs et internautes amateurs. C'est une véritable guerre de l'attention 3.0 (75) qui est menée afin de persuader et convaincre une opinion publique parfois mondiale. La guerre ouverte à Gaza qui a suivi l'attentat perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023 a vu son caractère sordide amplifié voire instrumentalisé par une diffusion massive de fausses informations et de *deep fakes* mettant en scène des atrocités afin d'attiser les émotions des deux camps, mais également de la scène internationale, spectatrice de la guerre à travers les lunettes déformantes des réseaux sociaux (76).

Les équipes d'*Amnesty Tech* ont en outre alerté sur la pratique du «*shadow banning*» ou «bannissement furtif», qui consiste à bloquer voire censurer du contenu prenant le parti de la Palestine afin de donner une fausse perception des preuves, arguments et opinions partagés sur la toile (77). *Amnesty International* a par exemple rapporté en 2023 que le groupe *Meta* « *a abaissé de 80 % à 25 % le seuil de certitude requis pour "cacher" un contenu hostile, pour les contenus provenant en grande partie du Moyen-Orient* » sous couvert d'une tentative de contrôler les propos haineux. Le média relève également qu'en « *mai 2021, un rapport de l'organisation* Business for Social Responsibility *a montré que les contenus en langue arabe faisaient davantage l'objet d'une "modération excessive" sur les plateformes de* Meta *contrairement à des contenus dans d'autres langues, dont l'hébreu. Des publications signalées à tort ont contribué à réduire la visibilité et l'engagement de publications en arabe* ». (78)

La facette complémentaire de cette stratégie est l'« *astroturfing* », défini par Guillaume Sylvestre comme « *un phénomène qui repose sur une seule idée, celle de faire croire à un mouvement spontané, massif, venu de la "base" et forcément légitime* » (79). L'analyse de VIGINUM sur la stratégie russe en Afrique montre par exemple que l'agence *African Initiative*, créée à la suite de la mort du dirigeant du groupe *Wagner*, Evgueni Prigojine, produit « *des avatars africains pro-russes, des vidéos virales, et des relais associatifs locaux* [...] *pour donner l'apparence d'un soutien populaire authentique* » (80).

Le virtuel est devenu un champ de bataille d'une importance capitale parce qu'il permet de fausser les perceptions — des objectifs poursuivis par l'ennemi, de ses avantages et faiblesses, de l'opinion internationale, de l'opinion des populations directement impliquées, des réelles offensives — et, s'il est bien instrumentalisé, de déstabiliser l'opposant tout en s'assurant le soutien indéfectible de son groupe, voire de la communauté internationale. Les réseaux sociaux, parce qu'ils génèrent d'innombrables biais psychologiques et cognitifs, sont une arme redoutable.


16
9
16
21
15
21
@ 28
9
16
16
38
25

Le phénomène de « motivated inference », notamment, est *« a process that distorts reasoning in favour of maintaining cognitive and emotional coherence [occuring] when a mental representation is so integral to the stability of a belief system it is conflated with an external fact* » (81). C'est ce phénomène qui nous évite de remettre en question les d*eep fakes* : elles valident nos opinions et radicalisent nos certitudes. En outre, plusieurs études démontrent que l'IA reproduit « *les préjugés existant déjà dans la société* ». *Meta* s'est par exemple excusée le 19 octobre 2023 que son système de traduction par l'IA soit responsable de l'ajout du mot « terroriste » dans ses traductions de profils Instagram contenant les mots « Palestinien », « Alhamdulillah » (« Dieu soit loué »), ou encore l'émoji représentant le drapeau palestinien. (82).

En parallèle, les algorithmes favorisent l'indignation et la colère, rendant la haine virale. En effet, « *conçus pour générer un maximum d'engagement, les algorithmes entraînent souvent une amplification disproportionnée de contenus comme les appels à la haine incitant à la violence, à l'hostilité et à la discrimination* » (83). Le rapport d'*Amnesty International* baptisé « *The social atrocity* » détaille la responsabilité de *Meta* dans le massacre du peuple rohingya à partir de 2017 (84). Au Myanmar, où « Facebook est internet » en raison de l'influence du réseau social, les publications sont perçues « *par la population comme une source d'information fiable* ». C'est dans ce contexte que circulent des publications officielles telles que celle de Min Aung Hlaing, général en chef de l'armée, affirmant: « *Nous déclarons ouvertement et catégoriquement que notre pays n'a pas de race Rohingya* ». Des centaines de messages déshumanisants accompagnent ces premiers messages, tels que « *Les musulmans sont des chiens qui doivent être abattus* » et d'autres, appelant plus explicitement encore au génocide : « *Ne le laissez pas vivre. Éliminez totalement sa race. Le temps presse* » (85). Les conséquences de ces messages virtuels sur le monde physique ne doivent pas être sous-estimées. En juillet 2014 par exemple, de violentes émeutes opposant groupes bouddhistes et musulmans ont éclaté à Mandalay, deuxième plus grande ville du Myanmar, faisant deux morts, 14 blessés et entraînant plus de 300 arrestations.

Elles avaient été déclenchées par un post *Facebook* prétendant à tort que des hommes musulmans avaient commis un viol en réunion sur une fille bouddhiste (86). Le rapport dresse un constat glaçant : « *In the months and years leading up to August 2017, content that spread dehumanizing, hateful and discriminatory views towards the Rohingya – oftentimes portraying genocidal intent – was rife on the* Facebook *platform throughout Myanmar* ». L'insulte « *Kway Kalar* » (expression signifiant « chiens musulmans » fréquemment utilisée par l'armée du Myanmar) circule sur Facebook (87). L'Institute for War and Peace a alerté sur le fait que « *rumours and lies peddled and left unchecked might end up creating their own reality* » précisant sa crainte que « *fake news of plots and insurgencies would end up coming true* » (88).

La cause profonde de la culpabilité de *Meta* dénoncée par *Amnesty International* est son « *modèle économique* [...] *basé sur l'engagement à tout prix, qui présente un véritable danger pour les droits humains, en particulier dans les zones de conflits* ». L'organisation non gouvernementale (ONG) dénonce de nouveau l'appétit capitaliste de l'entreprise concernant l'Ethiopie (89), où la guerre a pris fin en 2022 mais menace quatre ans plus tard de reprendre (90). En outre, du problème évident posé par les propositions de contenu basées sur l'engagement qu'elle suscitent, c'est encore une fois la modération qui est profondément défaillante : « *En Éthiopie, 85 langues sont parlées. Et pourtant,* Meta *n'est capable de modérer que quatre d'entre elles. Cela témoigne de l'incapacité de l'entreprise à investir de manière adéquate dans la modération des contenus dans les pays ne parlant pas l'anglais* ». Encore une fois, « *avant même le déclenchement du conflit dans le nord de l'Éthiopie, des organisations de la société civile avaient sonné l'alerte en signalant à de nombreuses reprises que* Meta *risquait de contribuer à la violence dans le pays* ». Encore une fois, « *malgré ces alertes,* Meta *n'a rien fait* ». *Amnesty International* relevait en outre qu'un message *Facebook* du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed qualifiant les forces tigréennes de « mauvaises herbes » et de « cancer » était encore en ligne deux ans plus tard, partagé plus de 8 000 fois et recevant des milliers de commentaires tels que :

« *Que l'ennemi soit détruit, que l'ennemi soit détruit. L'Éthiopie passera en premier* » (91). Frances Haugen, ancienne cheffe de produit chez *Facebook*, a témoigné que la direction de l'entreprise avait à plusieurs reprises privilégié son profit par rapport à l'éthique de l'usage qui serait fait de ses services. « Facebook *… knows - they have admitted in public - that engagement-based ranking is dangerous without integrity and security systems but then not rolled out those integrity and security systems in most of the languages in the world* » a-t-elle expliqué au Sénat.

Précisant que « *in places like Ethiopia it is literally fanning ethnic violence* », Frances Haugen a suggéré que *Meta* abandonne son système de proposition de contenu basé sur l'engagement pour revenir à un système basé sur la date de parution (92). En effet, beaucoup considèrent que les firmes telles que les GAFAM ont un rôle à jouer pour empêcher que leurs plateformes soient instrumentalisées dans des conflits. La directrice d'*Amnesty Tech*, Rasha Abdul-Rahim, estime que « *les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle vital dans la communication en période de crise* » affirmant que « *c'est pourquoi les principales entreprises gérant ces réseaux doivent impérativement renforcer leurs mesures de protection des droits humains* » (93). D'autres, à l'image du Dr Sam Godongs, professeur de sciences politiques à l'université de Jos, imputent directement à ces entreprises une pleine responsabilité dans les massacres : « *Social corporate responsibility is part of the ethics of doing business… If you allow fake news to keep generating and brewing hate, then you are invariably killing people* » (94).

Quand la désinformation survit au conflit : le rejet de la paix

Après l'impact des algorithmes sur nos perceptions, la recherche tend à montrer que l'IA transforme la mémoire collective : « *Generative AI, and related technologies and services, both enable and endanger human agency in the making and the remixing of individual and collective memory* » (95). Or, si cette mémoire collective est façonnée par la désinformation et la haine, cela présente le risque d'empêcher les esprits de faire la paix.

À la signature de la paix, les tirs peuvent cesser mais la désinformation survit. Non seulement elle ne disparaît pas, mais elle peut se trouver maximisée par une fin de conflit qui n'est pas jugée satisfaisante, voire considérée comme humiliante par la population. Le 8 août 2025, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont signé le traité de Washington pour mettre fin au conflit du Haut-Karabagh, qui dure depuis février 1988. Cependant, certains, à l'image de Tatevik Hayrapetyan, qui a étudié la propagande azerbaïdjanaise et les discours du chef de l'État, demeurent profondément sceptiques quant à l'installation d'une paix durable : « *C'est condamné à l'échec parce qu'en réalité Aliev ne veut pas la paix* ». L'analyste et historienne poursuit : « *Aliev retire plus de bénéfices en faisant semblant de vouloir la paix. Mais la dictature azerbaïdjanaise est fondée sur la propagande de guerre et les discours de haine envers les Arméniens, associés à des "chiens"* ». La paix est donc impossible si les Azerbaïdjanais sont maintenus dans un narratif qui fait d'eux le camp du bien, de la lumière, tandis que leur ennemi est un chien, méprisable, lavé de tout caractère humain. « *La nouvelle génération azerbaïdjanaise est élevée dans l'idée que l'Arménie est azerbaïdjanaise* » alarme Tatevik Hayrapetyan. L'historienne a comparé les discours de Ilham Aliyev, président de l'Azerbaïdjan depuis 2003 (son père, le président sortant Heydar Aliyev, malade, s'était désisté), successivement réélu en 2008, 2013, 2018 et 2024 lors de scrutins marqués par de multiples irrégularités, aux discours du président russe Vladimir Poutine : « *Aliev a copié la méthode de Poutine.*

Il parle de l'Arménie comme le président russe parlait de l'Ukraine. Ça commence par le discours, et ça finit par la guerre » (96).

La désinformation joue ainsi un rôle actif dans les récits qui façonnent la mémoire collective. Celle-ci, telle que la conceptualise Maurice Halbwachs, n'est pas une simple conservation du passé : elle est une reconstruction sociale, constamment remodelée à la lumière de la force du ressentiment et du besoin de coupables. La décision gouvernementale de mettre fin à un conflit pourra être challengée par un narratif devenu identité. Même quand la guerre finit, l'ennemi reste. Des vérités indiscutables telles que « on nous a toujours attaqués » seront transmises aux générations suivantes, qui hériteront les unes après les autres des récits familiaux et intimes qui composent le ressentiment national.

Permettre à la désinformation de modeler la mémoire collective, c'est entretenir la plaie et l'empêcher de cicatriser par la confrontation des narratifs, la compréhension des différentes lectures des événements et la reconnaissance des souffrances. Lorsque les institutions médiatiques, éducatives et culturelles, ainsi que les réseaux sociaux privilégient les récits victimaires univoques, la paix n'est qu'un mot et le conflit, lui, est voué à reprendre et, la figure inhumaine de l'ennemi, à ressusciter. Dominique Serre-Floresheim écrit : « *En ce début du XXIe siècle, le corpus historique des textes et des images antisémites semble au premier abord d'un simplisme sidérant… mais le plus affligeant est de constater que le discours est repris, presque à l'identique, par certains extrémistes soucieux d'exporter le conflit israelo-palestinien… et par d'autres, dont la foi dans les théories assimilables à l'hitlérisme semble curieusement ne pas avoir faibli* » (97).

Conclusion

Henry T. Conserva défend l'idée que « *the oldest trick of the propagandist is to demonize and dehumanize the hated other or others* » (98). Il est commun que la désinformation à but conflictuel vise la déshumanisation de l'ennemi afin de le rendre plus détestable et de rendre son combat propre moins discutable. Il est important de garder à l'esprit que la peur peut être instrumentalisée pour générer la haine et que le mépris seul peut entraîner des formes très dangereuses de déshumanisation. Notre caution, notre validation et notre complicité seront ciblées par des campagnes de désinformations massives au pouvoir décuplé par les réseaux sociaux. Recommander des sources fiables est une forme de résistance civile. Car lorsque la désinformation est enracinée dans les raisonnements et que la déshumanisation est intériorisée, la paix devient inacceptable et les frustrations ainsi que le ressentiment s'accumulent dans l'escalade vers la résurgence du conflit.

Il est ainsi une forme de devoir citoyen que de faire le nécessaire pour vérifier les informations qui nous sont présentées. Si partager ou republier la désinformation contribue à son essor et à sa crédibilité, un simple *like* également. « *La propagande est fille de la démocratie* » écrit David Colon (99). Elle l'est paradoxalement d'autant plus qu'Internet permet aujourd'hui à n'importe qui d'y participer. À l'heure où les *trolls* inondent les plateformes de fausses informations nourrissant les terreaux de haine et où tout un chacun participe à leur viralité, une question inévitable se pose pour les démocraties contemporaines : « Comment penser la responsabilité collective dans la guerre de l'information ? ».

Stories matter

Black and Red Typewriter
Suzy Hazelwood

Quand l'ennemi redevient humain Dynamiques de réhumanisation après le conflit

ELODIE BAUDHUIN

Cet article analyse les processus de déshumanisation de l'ennemi et les conditions de sa réhumanisation après le conflit. S'appuyant sur une approche théorique et comparative, il examine la réconciliation franco-allemande après 1945 et le cas des réfugiés nord-coréens. L'étude met en avant les mécanismes cognitifs robustes sur lesquels repose la déshumanisation, par contradiction avec la réhumanisation qui constitue un processus lent, fragile et fortement dépendant du contexte politique et narratif.



Prisonniers allemands en France pendant la Première guerre mondiale
The Everett Collectio

Les conflits ne se livrent jamais uniquement qu'avec des armes. Ils se jouent aussi, et peut-être d'abord, dans les esprits. Comme le souligne J. Giordano, « *Le cerveau humain est devenu le champ de bataille du XXIe siècle* » (1), faisant de l'influence et de la manipulation des enjeux stratégiques majeurs.

Avant d'être combattu, l'ennemi est fabriqué, réduit à une figure abstraite et menaçante, souvent déshumanisée. Cette transformation de l'autre en un être « non-humain » devient alors un préalable psychologique et politique à la violence inhérente au conflit, et permet de suspendre la morale, rendant la guerre pensable, acceptable, et nécessaire.

Une fois le conflit terminé, pourtant, il est nécessaire de réapprendre à voir l'ennemi comme un humain. Comment, alors, redevenir voisin, partenaire, allié, ami, lorsque l'autre a longtemps été dépeint et perçu comme un monstre ou un animal à l'existence fondamentalement mauvaise ? Loin d'être évident, comment se défaire des représentations construites par la propagande, l'expérience de la violence et la transmission mémorielle ?

Cet article explore cette problématique, et cherche à savoir comment s'opère le passage de la figure de l'ennemi absolu à celle d'un autre humain à nouveau doté d'émotions et d'intentions, un humain ordinaire et similaire.

Là où la déshumanisation repose sur des mécanismes simples et robustes, ce n'est pas le cas de la réhumanisation qui est un processus lent, fragile, profondément dépendant du contexte politique et du narratif populaire. Pour en explorer la complexité, cet article adopte une approche croisée et s'articule autour d'une analyse théorique des mécanismes de déshumanisation, enrichie par l'étude de récits

individuels permettant d'éclairer ces concepts à l'échelle micro-psychologique. Il s'appuie notamment, en partie, sur deux entretiens conduits par l'auteure.

Deux terrains sont ici mobilisés de manière comparative avec d'une part la relation franco-allemande au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et d'autre part l'exemple des réfugiés nord-coréens dont la réalité a été façonnée par la propagande.

Déshumaniser pour combattre

Il convient, dans un premier temps, de définir ce qu'est l'ennemi. Pour J-C. Caron l'ennemi « *incarne l'altérité absolue qui, elle-même, produit une altérité discursive ou iconographique absolue* » (2), ce qui le rend nécessaire.

Composante invariante des conflits, la déshumanisation de l'ennemi repose sur une série de mécanismes psychologiques qui permettent de réduire la complexité de l'autre et de légitimer la violence exercée contre lui, notamment quand nous en sommes à l'origine. Parmi ces mécanismes, l'essentialisation [1] est le plus commun. L'ennemi est présenté comme porteur de malheur, intrinsèquement dangereux ou mauvais, auquel s'ajoutent des formes plus ou moins importantes de monstrification ou d'animalisation. J-C. Caron développe ce qu'il appelle l'« ennemi d'encre » (2), un ennemi construit par le discours et l'image au travers de procédés de stigmatisation, de déshumanisation et de delégitimation dans le but de justifier son exclusion, sa domination, ou sa destruction. Il dit notamment à ce sujet :

« La guerre, sous toutes ses formes, révèle le processus de construction de cet ennemi d'encre, objet de tous les fantasmes, incarnation de la barbarie ou de la sauvagerie ». (2)

Cette « sauvagerie » conduit à comparer l'autre à une bête, un virus, un parasite, dénuée de sensibilité et de raisonnement, ou au contraire à une figure démoniaque maligne. Ces représentations et ces comparaisons ont pour effet de nier l'individualité de l'autre, et surtout sa capacité morale. A. Brossat, dans *Le corps de l'ennemi : Hyperviolence et démocratie* (1998), développe une thèse sur l'animalisation de l'ennemi que P. Lantz, dans son ouvrage sur Brossat, développe comme suit :

« La différence spécifique de l'homme est ainsi parfaitement compatible avec la bestialisation de l'ennemi qu'on s'apprête à tuer. […] L'identification de l'ennemi avec la bête attise la haine non sans trahir une admiration discrète. […] l'identification avec des bêtes ostensiblement dangereuses s'infléchit peu à peu en comparaison avec des animaux porteurs de germes qui infectent sournoisement la cité. Les rats et les poux ne sont pas cruels ou féroces […] mais ils pullulent. Il ne faut pas les massacrer pour les terrifier, mais les exterminer jusqu'au dernier pour les empêcher de nuire ». (3)

La propagande joue un rôle central dans la mise en place de ces mécanismes. En effet, toujours selon J-C. Caron, la caricature participe à « *une domestication de l'ennemi qui devient un adversaire* » (2) par son action. En France, durant les deux guerres mondiales, la propagande anti-allemande a largement mobilisé l'outil caricatural pour représenter les Allemands comme des êtres brutaux, barbares, sous-humains. Ces images ont été largement diffusées par le biais de la presse et des affiches, mais aussi dans les discours officiels par la rhétorique, et avaient pour objectif de renforcer la cohésion nationale dans l'effort de guerre.

Dans son analyse du récit d'Antelme (*L'espèce humaine* - 1947), N. Thibault place la figure de la métonymie comme « pierre angulaire du récit » (4), servant à illustrer la déshumanisation entreprise dans les camps de concentration nazis. Ici on parle de déshumanisation.

On parle de déshumanisation immédiate, d'individu à individu, avec la dépossession des détenus de leur humanité, rappelant que la déshumanisation, même si elle commence à échelle étatique, à des conséquences à l'échelle individuelle. *L'espèce humaine* d'Antelme agit comme un rappel de ces mécanismes et de leurs impacts sur les interactions interpersonnelles entre les groupes du conflit.

De manière différente, et pourtant comparablement structurée, la propagande nord-coréenne décrit depuis des décennies les sud-coréens comme des êtres corrompus, aliénés par les influences capitalistes, dominés par des forces étrangères, et dépourvus de dignité. Les médias du régime totalitaire dépeignent un portrait du Sud en pleine décadence morale, peuplée par des « robots », qui les conduit à une importante misère sociale et émotionnelle. Dans le cas de la Corée du Nord, le but est de renforcer la loyauté envers le régime en créant un « nous » par opposition au « eux », permettant de justifier la situation et les actions entreprises. Quand nous interrogeons H. MAENG, réfugiée nord-coréenne, sur sa vision des Sud-coréens et sur la propagande, elle nous répond comme suit.

> H. MAENG : *On m'a appris que la Corée du Sud était la marionnette des États-Unis. À l'école on nous apprenait que la Corée du Sud était le principal ennemi de la Corée du Nord. [...] Quand j'étais jeune, les manuels scolaires enseignaient que la Corée du Sud était un pays pauvre. [...] La propagande scolaire nous avertissait de ne pas suivre la manière capitaliste*. [2]

Le rapprochement entre ces deux conflits aux apparences si diamétralement polarisées peut ne pas sembler une évidence à première vue. Pourtant, le constat d'une similarité est bien réel. Cette mise en comparaison permet de mettre en évidence la façon dont les mécanismes de déshumanisation employés, bien que différents en intensité et en sophistication, sont similaires en nature.



Qu'ils soient déployés dans une démocratie en guerre ou dans un régime totalitaire, ils reposent in fine sur les mêmes ressorts cognitifs et émotionnels et constituent une ressource mobilisable par tout pouvoir confronté à la nécessité de faire accepter la violence, et de s'assurer la coopération volontaire de son peuple.

La fin du conflit : les fissures dans l'image de l'ennemi

Point de bascule, la fin du conflit correspond généralement à la sortie physique et/ou symbolique de l'espace de propagande mis en place pendant le conflit. Lorsque les récits n'ont plus vocation à apporter cohésion nationale et légitimité à la violence, un vide narratif s'installe. Ce moment se retrouve alors marqué par une dissonance cognitive où les représentations intériorisées et apprises ne correspondent plus à l'expérience vécue.

En France, à partir de 1945, la découverte de soldats allemands ordinaires, de civils déplacés, de familles démunies, et les discours politiques de fraternité viennent fissurer l'image d'un ennemi barbare et animal. Cette confrontation entre les caricatures de guerre et la nouvelle réalité est d'autant plus troublante que, très rapidement, les anciens ennemis doivent coopérer afin d'éviter la répétition du conflit.

Ce phénomène est illustré par les discours du Général de Gaulle au sortir de la guerre. Les années 60 sont marquées par une volonté croissante, presque urgente, d'amitié franco-allemande, permettant le remplissage de ce vide narratif d'après-guerre ou les caricatures et les propagandes déshumanisantes ont cessé, du moins à l'échelle étatique. Le général de Gaulle a contribué à combler ce vide, donnant des discours en allemand, parfois avec le Chancelier Adenauer, souhaitant redonner de la cohésion par le biais du discours politique.

Bien qu'entouré par de la rhétorique politique, son discours de 1962 à la jeunesse allemande illustre cette volonté.

« [en allemand:] Je vous félicite d'être de jeunes allemands, c'est-à-dire les enfants d'un grand peuple. [en français:] "D'un grand peuple ! qui parfois, au cours de son Histoire, a commis de grandes fautes et causé de grands malheurs condamnables et condamnés. Mais qui, d'autre part, répandit de par le monde des vagues fécondes de pensée, de science, d'art, de philosophie, enrichit l'univers des produits innombrables de son invention, de sa technique et de son travail, déploya dans les courbes de la paix et dans les épreuves de la guerre des trésors de courage, de discipline, d'organisation ». (5)

Son discours n'est pas exempt de patriotisme français et de mémoire de guerre. Cependant, il est aussi rempli d'éloges à l'égard d'un peuple qui, moins de 20 ans auparavant, était décrit dans ces mêmes discours politiques comme une bête à exterminer. À présent, le peuple allemand est non seulement réhumanisé dans le narratif, mais il est aussi hissé au rang d'être supérieur aux multiples qualités, digne d'amitié. Ces propos permettent de légitimer cette nouvelle amitié entre les deux peuples en une solidarité que de Gaulle qualifie de « *désormais toute naturelle* » (5). Son discours se complète par des propos qui ont vocation à remplir définitivement le vide narratif laissé par la fin du conflit, et de changer de façon durable l'animosité en amitié.

« Puissiez-vous pour votre part, puissent les jeunes français pour la leur, faire en sorte que tous les milieux de chez vous et de chez nous se rapprochent toujours davantage, se connaissent mieux, se lient plus étroitement ! [...] »
« Le plus solide atout de la liberté du monde, c'est l'estime, la confiance, l'amitié mutuelles du peuple français et du peuple allemand » (5).

Un phénomène relativement similaire apparaît dans les récits de réfugiés nord-coréens, mais celui-ci est fondamentalement différent en cela qu'il n'est pas porté par la voix étatique. Après leur fuite, un choc profond se crée lorsque les idées fabriquées se confrontent à la réalité et que les Sud-coréens rencontrés ne correspondent pas aux figures déshumanisées véhiculées par le régime.

Bien qu'il existe des instances où l'État sud-coréen véhicule des discours qui pourraient se trouver similaires à ceux du General de Gaulle, ceux-ci ne seront pas étudiés dans cet article par souci de concision. Il est également important de garder en tête que là où le conflit franco-allemand a connu une fin structurée et officielle, ce n'est pas le cas du conflit coréen. Officiellement les deux pays sont toujours en guerre, et en l'absence d'armistice il est difficile pour les populations de construire un processus de réhumanisation (6). Le vide narratif vécu par les réfugiés nord-coréens doit donc être comblé par les individus eux-mêmes, qui sont chargés de construire leur propre narratif en opposition aux idées apprises depuis l'enfance et qui avaient alors valeur de vérité absolue.

L'État sud-coréen supporte cependant en partie cette reconstruction des idées. Les réfugiés sont accueillis au centre Hanawon (« centre de l'unité »), près de Séoul, où ils bénéficient de cours pratiques sur la vie quotidienne et de soutien psychologique. Il s'agit néanmoins majoritairement d'un processus très individuel et introspectif. Lorsque l'on questionne H. MAENG à ce sujet, elle répond ainsi.

H. MAENG : *Après mon arrivée [en Corée du Sud], j'ai réalisé que [les Sud-coréens] sont des personnes ordinaires, comme moi. Je ne vois plus les Sud-coréens comme des ennemis, je leur en suis reconnaissante. Beaucoup de gens m'ont encouragée et m'ont dit que j'avais été courageuse. Comment pourrais-je considérer ces personnes comme des ennemis ?* [3]

Dans ces deux cas, ce n'est pas la fin du conflit ou de l'isolement idéologique qui produit la réhumanisation complète de l'autre.



Cette scission ouvre plutôt un espace d'incertitude propice au remplacement des anciennes idées, sans pour autant encore les remplacer par de nouvelles. Dans cette phase intermédiaire se crée une suspension des certitudes. L'ennemi n'est plus tout à fait un monstre, mais il n'en est pas pour autant devenu un semblable. La réhumanisation n'est ni immédiate ni automatique, elle exige des expériences et des récits alternatifs, capables de donner un sens à ce qui n'était pas concevable jusque-là.

Réhumaniser l'ennemi : dynamiques individuelles et collectives

Comme nous l'avons abordé précédemment, le processus de réhumanisation se joue sur deux plans, individuel et collectif. À l'échelle micro-psychologique, c'est la rencontre directe avec l'ancien ennemi qui joue un rôle déterminant. L'hypothèse du contact, majoritairement développée par Gordon Allport en 1954 dans *La nature du préjugé*, postule que l'exposition prolongée à des membres auparavant perçu comme hostile permettrait de réduire les préjugés et de restaurer la reconnaissance de l'autre comme sujet moral complexe. Allport insiste sur le fait que ces contacts, pour qu'ils soient concluants, doivent se faire entre individus partageant des conditions relativement égalitaires et dans un esprit de coopération volontaire. Sa pensée concernant cette théorie est souvent résumée ainsi :

> « *Il y a parfois été jugé que simplement en réunissant des personnes sans distinction de race, de couleur, de religion ou d'origine nationale, nous pouvons détruire les stéréotypes et développer des attitudes amicales* ».[4]

Les récits de réfugiés nord-coréens illustrent particulièrement bien cette dynamique, nombre d'entre eux décrivant une expérience initiale de surprise, voire de désorientation, lors de leurs échanges avec des Sud-coréens. Le clivage est parfois profond avec les figures décadentes et déshumanisées construites par la propagande du régime, lorsqu'ils se retrouvent face à des êtres qui leur sont semblables, qui sont ordinaires.

Cette dissonance, lorsqu'elle est répétée et prolongée, favorise une reconfiguration progressive des schémas mentaux jusqu'à remplacer l'ennemi abstrait par un individu concret, doté d'émotions, d'intentions et de vulnérabilités.

Il est important de notifier, cependant, que pour nombre de Nord-coréens, comme nous l'apprend H. MAENG, la Corée du Sud représente aussi un paradis d'abondance et qu'une idéalisation de sa population se construit autour d'un mythe de la beauté et de la perfection. Les représentations fictives qui leur parviennent, notamment façonnées par le cinéma Sud-coréen, contribuent tout autant à l'aliénation de la population voisine que la propagande du régime. Survient alors une autre dissonance cognitive à l'arrivée au Sud : la confrontation à l'imperfection avec la réalisation que les individus idéalisés sont humains et ordinaires, eux aussi. Ce phénomène est un autre penchant de la déshumanisation, et de la brutale réhumanisation qui suit la rencontre. Nous ne l'aborderons pas dans cette étude, toujours par souci de concision.

De manière comparable à l'hypothèse du contact, les relations micro-individuelles (qu'elles soient dans les zones d'occupation ou par le biais d'échanges culturels, ou de coopération professionnelle) entre français et allemands après 1945 ont constitué des espaces fertiles et propices au processus de réhumanisation. Ces interactions, quotidiennes et banales, ont permis la déconstruction des stéréotypes induits par la guerre, et la conscientisation d'une humanité partagée. Néanmoins, ces dynamiques individuelles ne se suffisent pas à elles seules. La réhumanisation de l'ennemi requiert une reconfiguration du récit collectif et des efforts à l'échelle nationale.

En Europe, notamment après 1945 et dans le cadre des relations franco-allemandes, ces efforts ont été traduits par un travail politique et institutionnel majeur tournés vers des discours de réconciliation, et des projets de coopération économique. Ces initiatives ont été également largement supportés par la construction d'un narratif reposant sur la construction d'une paix durable avec la diffusion de slogans (« Plus jamais ça » [5]) et de références à une amitié, voir une fraternité. La déclaration Schuman (9 mai 1950) est souvent regardée comme le texte fondateur de la construction européenne, et reprend de façon claire des éléments évoqués ci-dessus. Cette déclaration repose essentiellement sur la coopération économique, puisqu'elle fonde la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dans un souci d'inclusion de l'ennemi d'avant, de remise à égalité.

> « *La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. [...] les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront [...] indispensable à la préservation de la paix* ».

La construction européenne peut ainsi être lue comme un dispositif narratif, et institutionnel, visant à rendre la guerre « impensable » en se substituant au schéma binaire ami/ennemi pour s'ancrer dans une logique d'interdépendance. La réhumanisation implique une sortie progressive des catégories morales simplificatrices « eux/nous », « bon/mauvais », illustrée par l'exemple de la relation franco-allemande. Ce processus repose aussi largement sur l'éducation et la sensibilisation, le pluralisme médiatique, et la reconnaissance de la complexité historique. Reconnaître l'humanité de l'autre ne signifie pas effacer ses crimes ou responsabilités, mais accepter que les individus ne se réduisent pas aux rôles assignés par les récits de guerre ou les propagandes.

Les limites de la réhumanisation

En dépit des dynamiques abordées plus avant, la réhumanisation de l'ennemi demeure un processus incomplet et fragile, dont l'un des principaux freins sont les persistances mémorielles. Ce sont les souffrances endurées, les humiliations, les pertes humaines et matérielles, qui laissent des traces parfois indélébiles et qui continuent d'influencer les perceptions collectives, et cela même dans des contextes de réconciliation avancée, où des récits de revanche et de méfiance peuvent subsister en arrière-plan. La journaliste Odile Benyahia-Kouider, dans son ouvrage, illustre ce phénomène ainsi :

> « *Même s'ils ont pardonné, même s'ils ont œuvré pour la réconciliation entre les deux peuples, même s'ils n'appellent plus les allemands "boches", les français ne se départent pas complètement de leurs vieilles rancœurs. Ils estiment que les Allemands leur sont éternellement redevables* ». (7)

Peuvent s'ajouter, aussi, des récits politiques susceptibles de réactiver la figure de l'ennemi. Les tensions internationales, les crises économiques ou les recompositions idéologiques sont autant de facteurs permettant la résurgence de discours déshumanisants, mobilisant des mémoires sélectives ou instrumentalisées pour raviver l'animosité, voire la haine. Enfin, il convient de mentionner le poids des traumatismes individuels comme composante majeure à la limite de la réhumanisation. Certaines expériences de violence extrême (perçues physiquement ou psychologiquement) produisent une méfiance durable, parfois transmise aux générations suivantes, rendant difficile la restauration complète de la confiance. Cette méfiance « résiduelle » permet d'expliquer pourquoi la réhumanisation collective ne se traduit pas toujours par une pacification psychologique à l'échelle individuelle.

Afin de mieux comprendre les processus de réhumanisation à l'échelle micro-psychologique, nous avons interrogé G. PICHON, ancien parachutiste des opérations spéciales et responsable de la sécurité de hautes personnalités à l'ONU pendant 22 ans.

Il a été mobilisé sur plusieurs zones de conflits, notamment le Liban en 1978, et a été le garde du corps du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, Sergio Vieira de Mella. C'est dans le cadre de cette fonction qu'il sera victime d'un attentat le 19 août 2023 au siège de l'ONU à Bagdad, Irak. Lorsque nous lui demandons comment il perçoit aujourd'hui les personnes qui étaient autrefois « les ennemis », il insiste d'abord sur le fait que les ennemis, pour lui, n'ont jamais été les populations, mais les groupes qualifiés de « terroristes ».

G. PICHON : *Je les perçois comme des individus insérés dans des contextes politiques, sociaux, idéologiques complexes. La distance temporelle me permet une perception plus analytique. Avant j'étais dans l'action, maintenant je ne le suis plus. Je le vois plus d'une position d'observation, ce sont toujours des ennemis, mais ce ne sont plus mes ennemis.*

Lorsque nous lui demandons quels facteurs ont contribué à son changement de perception vis-à-vis de l'ennemi d'autrefois, il répond comme suit.

G. PICHON *: Revenir en France, c'est le facteur qui a contribué à ce changement. J'ai été libéré de la zone de conflit. C'est un processus long, et l'important, c'est l'écoute.*

Lorsqu'on lui demande son avis sur la réconciliation avec un ancien ennemi, sa réponse met en exergue le propos tenu ci-dessus, illustrant la complexité de la réhumanisation.

G. PICHON *: Nous ne sommes que des figurants, les acteurs ce sont nos hommes politiques, alors bien sûr que la réconciliation est possible [...] dans un cadre institutionnel solide, elle [est] nécessaire pour stabiliser durablement une situation post-conflit mais elle dépend, à mon avis, de la volonté des parties et des conditions locales. Si tout cela est réuni, bien sûr que c'est possible. [...] Il vaut mieux regarder en l'air et avoir un torticolis que de regarder par terre et devenir bossu. [...] Mais combien de fois nous avons dit « plus jamais ça » ? Je ne veux pas dire que c'est impossible, mais ce n'est réalisable qu'avec de la volonté. Il y a trop de tensions. Ma vision n'est pas pessimiste, j'aimerai que tout le monde s'embrasse, mais ce n'est pas réaliste.*

La vision de G. PICHON à ce sujet, comme celle de beaucoup de personnes insérées dans des conflits, est teintée par le prisme de l'expérience personnelle, l'expérience nationale, et les convictions propres à chaque individu. Ainsi appréhendée, il apparaît clairement que la réhumanisation n'est ni un basculement soudain, ni un effacement des antagonismes passés, mais au contraire qu'il s'agit d'un processus graduel et souvent ambivalent.

La réhumanisation de l'ennemi est donc possible, mais elle est conditionnée. Les facteurs contextuels et intimes sont autant d'éléments qui conduisent à sa réussite, ou son échec. L'ennemi peut alors cesser d'être une figure incarnée et immédiatement menaçante, sans pour autant disparaître totalement en tant que symbole, conservant sa charge mémorielle. Les limites de la réhumanisation tiennent précisément à cette tension.

Convergences et divergences des processus

L'analyse transversale des cas franco-allemand et nord-coréen/sud-coréen met en évidence plusieurs convergences. Dans les deux situations, la déshumanisation repose sur des mécanismes cognitifs simples, robustes et facilement mobilisables par les biais de propagande ou discours. À l'inverse, la réhumanisation se caractérise par un processus long et dépendant de dispositifs spécifiques, qu'ils soient institutionnels, narratifs, ou personnels. Les divergences sont néanmoins significatives. Dans le cas franco-allemand, la réhumanisation s'est vue largement institutionnalisée et soutenue politiquement à travers des initiatives publiques, des échanges multiples, et un discours officiel de réconciliation multiétatique.


STOP
WAR

Les efforts de réconciliation ont été longs et appuyés, mêlant autant la coopération économique et industrielle que culturelle. C'est la répétition, prolongée dans le temps et soutenue par des échanges nombreux et constants, qui a conduit à la reconstruction d'une amitié, et de l'effacement de la figure de l'ennemi dans la mémoire. Quarante années après les discours du General de Gaulle, le Président Chirac continuais ces efforts :

> « *L'Allemagne, notre voisin, notre adversaire d'hier, notre compagnon d'aujourd'hui.* ». (8)

Il est notamment intéressant de remarquer que les efforts de réhumanisation et de réconciliation dans le contexte franco-allemand ne tentent pas d'effacer l'histoire partagée, et qu'au contraire elle est constamment mentionnée. Loin de vouloir faire table rase du passé, les initiatives traduisent donc une volonté d'avancer, de ne pas oublier, et de construire ensemble.

À l'inverse, et par sa nature, le cas coréen est marqué par un processus principalement individuel et auto-réflexif. Bien qu'il existe des structures en Corée du Sud pour faciliter l'intégration, la réhumanisation repose davantage sur une reconstruction intime des représentations sans changement du cadre politique global. Il est nécessaire également de mentionner que bien que ces recherches reposent sur l'étude unilatérale des réfugiés nord-coréens face à leurs dissonances en Corée du Sud, il existe également une dissonance chez les Sud-coréens vis-à-vis des Nord-coréens. Bien que moins globalement considérés comme des « ennemis » à l'échelle individuelle, ils sont pourtant souvent représentés par un stéréotype fort, souvent dégradant ou infantilisant dans l'imaginaire et l'inconscient collectif et individuel. Les efforts de réhumanisation, comme pour le cas franco-allemand, doivent donc être réciproques pour arriver à une situation de reconstruction.

Conclusion

Cette étude nous montre que la déshumanisation de l'ennemi est un enjeu central de la gestion de l'après-conflit. Elle suppose la difficile déconstruction de mécanismes profondément enracinés et la mise en place de conditions favorables reposant sur la rencontre, la pluralité des récits et la reconnaissance d'une humanité complexe. Loin d'être spontanée, elle requiert du temps et un effort conscient, mais aussi des dispositifs adaptés et une volonté politique soutenue.

Comprendre ces dynamiques est essentiel pour appréhender les conflits contemporains marqués par une intensification de la circulation des récits hostiles et par le rôle croissant des technologies numériques dans la fabrication de l'ennemi. La rapidité de circulation de l'information, et de la désinformation, la facilité de plus en plus croissante à produire de fausses images et la popularité des discours de haine, sont tout autant de facteurs qui rendent encore plus facile la déshumanisation, et difficile la réhumanisation.

Au moment de la Seconde Guerre mondiale, le processus de déshumanisation était complètement dépendant de la propagande et des discours (notamment par le biais de la radio et de la presse écrite), tout comme c'est majoritairement le cas dans le contexte du conflit coréen. Mais dans le monde d'aujourd'hui, qui offre une multitude presque infinie de modes de communication, la propagande est omniprésente, impossible à éviter.

Se pose alors une question, cruciale : comment prévenir la déshumanisation dans un monde ou les outils de propagande sont plus rapides, diffus, et personnalisés que jamais ? La réponse à cette interrogation conditionne la possibilité de futurs processus de réhumanisation face à une déshumanisation de plus en plus extrême.

Références et bibliographies

Désinformation : quelles réalités ? Quels enjeux et quels défis ?
- Chloé Debiève

(1). World Economic Forum. (2025). *Global Risks Report 2025*. https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2025/

(2). Colon, David. (2023). *La Guerre de l'information : les États à la conquête de nos esprits.* Tallandier.

(3). Explication largement développée par Baptiste Prébot, docteur en cognitique, à l'occasion d'une visioconférence sur la guerre cognitive. Compte rendu accessible sur LinkedIn : https://rebrand.ly/gu6mieb.

(4). Claverie, Bernard. (2025).La guerre cognitive : le nouveau champ de bataille qui exploite nos cerveaux. *Polytechnique Insight*.
https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/geopolitique/la-guerre-cognitive-le-nouveau-champ-de-bataille-qui-exploite-nos-cerveaux/

Figures contemporaines de la vérité. Penser la vérité à l'ère de la post-vérité
- Lou Gibier Griffiths

(1). Aristote. (2008). *Métaphysique*. Présentation et traduction par Marie-Paule Duminil et Anncik Jaulin. Paris. Flammarion.

(2). Hegel. (1972). *Science de la logique*.

(3). Bradley, Francis Herbert. (1893). *Appearance and Reality*.

(4). James, William. (1998). *La signification de la vérité. Une suite au Pragmatisme*. Editions Antipodes.

(5). Vico, Giambattista. (2006). *La Scienza Nuova.* Vrin.

(6). Jervis, Robert. (1976). Perception and Misperception in International Politics. *Princeton University Press*.

(7). Le Bon, Gustave. (1896). *Psychologie des foules*. Alcan.

(8). Orwell, George. (1950). *1984*. Trad. A. Audiberti, Gallimard, rééd. coll. Folio, Gallimard. 1981.

Bibliographie

Bazalgette, Didier., Boisset, Marc-Olivier., Langlois-Berthelot., Jean-Marc. (2023). Opérations cognitives. Les sciences et neurosciences cognitives au service de l'action stratégique. *Revue Défense et sécurité Internationale*.

Brahms, Yaël. (2022). *Philosophy of post-truth*. Institute for National Security Studies (INSS).

Foucault, Michel. (2016). *Discours et vérité*. Gallimard.

Jervis, Robert. (1968). Hypotheses on misperception. *World politics*, 20(3), 454-479.

Mpala, Louis. (2024). *Homme-Femme, qui es-tu à l'ère de la post-vérité ?.* Editions Mpala.

Évolution des pratiques de la censure et de contournement en période de conflit : étude de 1950 à nos jours
- Maha Hachemi

(1). Chevrier, Guylain. (2002). Guerre du Golfe et télévision : un mariage stratégique. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. N°86, pp. 63-84. https://doi.org/10.4000/chrhc.1708

(2). Brochier, Jacques. (1967). Les arguments contre la censure. *Communications*. Vol. 9, n°1, pp. 64-74. https://doi.org/10.3406/comm.1967.1129

(3). Basler , Jonathan. (2024). The Korean War in the United States and Korea. Bachelor's thesis. Purchase College, *State University of New York, School of Humanities*. https://soar.suny.edu/handle/20.500.12648/15199

(4). Deane, Hugh. (1999). *The Korean War 1945-1953*. China Books. https://books.google.fr/books/about/The_Korean_War_1945_1953.html?id=XMJpnYmKNQsC&redir_esc=y

(5). Fazio, Daniel. (2007). Censorship in the Korean War: Press-Military Relations, June 1950 – January 1951. *Australasian Journal of American Studies*, vol. 26, n°2, pp. 1-19. https://www.jstor.org/stable/41054073

(6). U.S. 8th Army Bars Word 'Retreat' As It Rivets Censorship Onto Korea; U.S. 8th Army Sets Tight Censorship. (10 janvier 1951). *The New York Times*. https://www.nytimes.com/1951/01/10/archives/us-8th-army-bars-word-retreat-as-it-rivets-censorship-onto-korea-us.html

(7). Kubat, Muhammed Cihad. (2019). Ambassador at War: John J. Muccio and the Korean War (1948-1952) - *ProQuest.* https://www.proquest.com/openview/7cf82867c3edc4282109724f4500a814/1?pq-origsite=gscholar&cbl=2026366&diss=y

(8). Aswell, Paul L. (1990). *Wartime Press Censorship by the U.S. Armed Forces: A Historical Perspective*. https://apps.dtic.mil/sti/html/tr/ADA227383/

(9). Fialka, John J. (1992). Hotel Warriors: Covering the Gulf War. *Woodrow Wilson Center Press*.

(10). Livingston, Steven. (1997). Clarifying The CNN Effect: An Examination of Media Effects According to Type of Military Intervention. *Shorenstein Center Research Paper Series 1997*.R-18, Harvard University, Cambridge, MA, June 1997. https://nrs.harvard.edu/URN-3:HUL.INSTREPOS:37371065

(11). Webster, Frank. (2003). Information Warfare In An Age of Globalization. *War and the Media*, Chapter 4. https://doi.org/10.4135/9781446215579.N6

(12). Miladi, Noureddine. (2003). Mapping the Al-Jazeera Phenomenon. *War and the Media, Chapter 10*. https://doi.org/10.4135/9781446215579.N6

(13). Karst, Paul., Staikowski, Alice. (2023). *Lutte informationnelle et censure en Russie à l'aune de la guerre en Ukraine*. Note de synthèse. https://geopolri.hypotheses.org/files/2023/03/FINAL-2023-CAVALADE-DALMAIS-KARST-STAIKOWSKI-fiche-de-synthese-2-COV.pdf

(14). Daucé, Françoise., Bronnikova, Olga. (2022). Un manuel de survie numérique pour s'informer et éviter la censure en Russie. *The Conversation*. https://doi.org/10.64628/AAK.fguwcq7j6

(15). Budichev, Vitaly. (2023). La chaîne télévisée russe Dojd : évolution du modèle économique d'un média indépendant grâce au web participatif. *Les Enjeux de l'information et de la communication*. Vol. 236, n°3, pp. 53-69. https://doi.org/10.3917/enic.035.0053

(16). Colin-Lebedev, Anna. (2025). Ce que la guerre a fait aux sociétés ukrainienne et russe. *The Conversation*. https://theconversation.com/ce-que-la-guerre-a-fait-aux-societes-ukrainienne-et-russe-250532

(17). Fediunin, Jules Sergei., Kossov, Valéry. (2022). La rhétorique de guerre du Kremlin. *The Conversation*. https://doi.org/10.64628/AAK.4c7kjgs6x

(18). Nocetti, Julien., (2012). Russie : le Web réinvente-t-il la politique ? *Politique étrangère*. n°2, pp. 277-289. https://doi.org/10.3917/pe.122.0277

(19). Détourner l'attention, créer la paranoïa, élaborer de fausses menaces. (2023). *EUvsDisinfo* https://euvsdisinfo.eu/fr/detourner-lattention-creer-la-paranoia-elaborer-de-fausses-menaces/

(20) Grumbach, Stéphane. (2022). La plate-forme Swift, arme centrale et cybernétique de la géopolitique mondiale. *The Conversation*. https://doi.org/10.64628/AAK.prj97duy6

(21) Grishechko, Elizaveta. (2016). Censorship as a Factor of Information Warfare. *Russian Linguistic,* Bulletin 3. https://cyberleninka.ru/article/n/censorship-as-a-factor-of-information-warfare/viewer

(22) Rodriguez Ramiro, Marta. (2023). Comment la Russie utilise la propagande pour justifier l'invasion de l'Ukraine. *Hermes Kalamos*. https://www.hermes-kalamos.eu/comment-la-russie-utilise-la-propagande-pour-justifier-linvasion-de-lukraine/

(23). Wagener, Albin. (2022). Ukraine : la guerre des mèmes. *The Conversation*. https://theconversation.com/ukraine-la-guerre-des-memes-179495

(24). Trusov, Iurii. (2025). Vers un « goulag numérique » : comment la Russie développe le contrôle et la surveillance de ses citoyens. *The Conversation*.
https://doi.org/10.64628/AAK.6jwk5c4cs

(25). Berriche, Manon. (2025). Tu crois que c'est vrai ? Diversité des régimes d'énonciation face aux fake news et mécanismes d'autorégulation conversationnelle. *Université Paris Cité*.
https://arxiv.org/pdf/2511.18369

(26). Reshetnikov, Anatoly., Kurowska, Xymena. (2018). La neutralisation de l'info : enquête chez les trolls russes. *The Conversation*.
https://theconversation.com/la-neutralisation-de-linfo-enquete-chez-les-trolls-russes-101489

(27). Arquembourg, Jocelyne. (1994). Les nouvelles logiques de l'information en temps de guerre : le modèle C.N.N. *Études de communication*. n°15, pp. 63-74.
https://journals.openedition.org/edc/2682

(28). Gault, Guénaëlle., Medioni, David. (2022). Les Français et la fatigue informationnelle. Mutations et tensions dans notre rapport à l'information. Arte l'ObSoCo. *l'Observatoire société et consommation Fondation Jean-Jaurès*
https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2022/07/fatigue-informationnelle.pdf

(29). Mattelart, Tristan. (2011). Médias, internationalisation et contournement des censures. *Métamorphoses*, vol. 30, p. 67-84.

(30). La chaîne russe en exil Dojd autorisée à émettre depuis les Pays-Ba. (2023). *RSF.*
https://rsf.org/fr/la-cha%C3%AEne-russe-en-exil-dojd-autoris%C3%A9e-%C3%A0-%C3%A9mettre-depuis-les-pays-bas

(31). Dugoin-Clément, Christine. (2023). Comment le Kremlin assoit toujours davantage son contrôle de l'Internet russe. *The Conversation*.
https://doi.org/10.64628/AAK.nm6cnn73s

(32). Mersinas, Dr Konstantinos., Ferazza, Francesco. (2026). Iran: How the Islamic Republic uses internet shutdowns as a tool of repression. *The Conversation*.
https://theconversation.com/iran-how-the-islamic-republic-uses-internet-shutdowns-as-a-tool-of-repression-273519

(1). Debord, Guy. (1989). *Commentaire sur la Société du Spectacle.* Éditions Gérard Lebovici.

(2). Debord, Guy. (1989). *Commentaire sur la Société du Spectacle.* Éditions Gérard Lebovici.

(3). Ibid.

(4). Debord, Guy. (1967). *La Société du Spectacle.* Buchet-Chastel.

(5). Master of the Monumentalists. (1967, 13 octobre). *Time Magazine.*

(6). Dollfus, Olivier. (1970). *L'Espace Géographique.* PUF.

(7). McGraw-Hill. (1964). *Understanding Media : The Extensions of Man.* Marshall McLuhan.

(8). Germano, Frabizio., Gómezb, Vicenç., Sobbrio, Francesco. (2026, february 13). Ranking for engagement: How social media algorithms fuel misinformation and polarization. *Journal of Public Economics.*

(9). Crowd out signifie « évincer »

(10). Bronner, Gérald. (2025). *A l'assaut du réel*. PUF.

(11). da Empoli, Giuliani. (2019). Les ingénieur du chaos. *JC lattès*.

(12). Fiori, Simonetta. (2024, 22 juin). La leçon de Marc Bloch, une conversation avec Carlo Ginzburg, *Grand Continent*.

(13). Bilal, Arika. (2017). *Bug.* Casterman.

(14). Parametrix. (2024). CrowdStrike's Impact on the Fortune 500, An impact analysis

(15). Shuster, Simon. (2026, 27 février). *The Atlantic*. Russian forces falter as the world's richest man intervenes in the war once again.

(16). Gault, Guénaëlle., Medioni, David. (2024). *Fondation Jean Jaurès*. Les Français et la fatigue informationnelle

(17). Morin, Edgar. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Éd. Points.

(18). Large, Renaud. (2026, 21 janvier). L'ère de l'hyperpolitique, une conversation avec Anton Jäger. Grand Continent.

(19). Jäger, Anton. (2026). *Hyperpolitics - Extreme Politicization without Political Consequences.* Verso Books.

(20). Renaud Large, Renaud. (2026, 21 janvier). L'ère de l'hyperpolitique, une conversation avec Anton Jäger. *Grand Continent.*

(21). Chemin, Anne. (2026, 24 janvier). Comment l'Assemblée nationale est devenue un champ de bataille déconnecté de la société. *Le Monde.*

(22). INSEE - *Consommation totale de biens des ménages français en volume, en milliards d'euros chaînés de 2020* CVS-CJO

(23) Garner, Ian. (2025, 13 novembre). « Brainrot » : géopolitique de la réalité cassée, *Grand Contient.*

(24). Foucault, Michel. (1979, 10 janvier-14 avril). *Naissance de la Biopolitique,* Cours au Collège de France.

(25). « La société n'existe pas »

(26). Keay, Douglas. (1987, 23 septembre). Entretien Thatcher MSS, *Woman's Own*.

(27). Foucault, Michel. (1979, 10 janvier-4 avril) Naissance de la Biopolitique. *Cours au Collège de France*.

(28). Ogden, Kate., Phillips, David. (2025, 7 juin). How have English councils' funding and spending changed ? 2010 to 2024. *IFS*.

(29). Guerrin, Michel. (2025, 31 octobre). Le vol au Louvre signe un basculement entre une culture publique désargentée et usée, et des acteurs privés riches et agiles. *Le Monde.*

(30). Destin Commun. (2026, janvier). *Étude Fierté Française.*

(31). Stiegler, Bernard. (2010). *Économie de l'incurie et économie de la contribution.* Mille et une Nuits - Fayard.

(32). Cours des Comptes, Les finances publiques locales 2025. (2024, juin). *Rapport sur la situation financière et la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements en 2024.*

(33). Monod, Jean-Claude. (2026, 8 février). Qu'est-ce qu'un « processus de fascisation » ? Penser Trump II avec Foucault. *Grand Continent.*

(34). Mhalla, Asma. (2025). *Cyberpunk - Le nouveau système totalitaire.* Seuil.

(35). Stiegler, Bernard. (2013). *De la misère symbolique.* Flammarion.

(36). Amodei, Dario. (2026, janvier). *The Adolescence of Technology.* Autoédition en ligne.

(37). Hobbes, Thomas. (1651). *Léviathan.* chapitre XIII.

(38). Ipsos. (2024, 12 mars). *Européennes 2024 : les Français particulièrement vulnérables à la désinformation.*

(39). Dassier, Arnaud., Thieulin, Benoit. (2025, 6 septembre). Notre contre-attaque informationnelle : organiser l'offensive. *Grand Continent.*

(40). Dupont, Marion., Riché, Pascal. (2025, 4 octobre). Comment l'IA altère-t-elle notre pensée ? Entretien croisé entre une philosophe et un entrepreneur. *Le Monde.*

(41). Gramsci, Antonio. (1948). *Cahiers de prison.* IlRisorgimento.

(42). Arnaud Dassier, Arnaud., Thieulin, Benoit. (2025, 6 septembre). Notre contre-attaque informationnelle : organiser l'offensive. *Grand Continent*

Bibliographie

Delaporte, Arthur., Miller, Laure. (2025, 4 septembre). Commission d'enquête sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs. Rapport n°1770. *Assemblée nationale*.

Bronner, Gérald. (2025). *A l'assaut du réel*, PUF.

Donald Trump, le programme de son premier jour à la maison blanche : document exclusif. (2025, 20 janvier). *Grand Continent*.

Garner, Ian. (2025, 5 février). Trump : politique de la destruction spectaculaire. *Grand Continent*.

Débord, Débord. (1967). *La Société du Spectacle*. Buchet-Chastel.

(1). Blondiaux ,Loïc. (1997). *Ce que les sondages font à l'opinion publique*. Politix.

(2). De Nervaux, Laurence., LLorca, Raphael. (2025). La fierté française. *Le Grand Continent*.

(3). Billig,Michael. (1995). *Banal Nationalism*. Sage.

(4). Cordonier, Laurent. (2024). *Pénétration en France des récits étrangers sur les conflits contemporains*. Fondation Descartes.

(5). Osman, Magda., Meder, Björn., Bechlivanidis; Christos., Strong, Colin. (2023). To share or not to share, are there differences offline than online?. *University of Cambridge* / CSAP.

(6). OFCOM. (2024). *Consultation: Protecting people from illegal harms online.*

(7). Altay, Sacha., Berriche, Manon., Heuer, Hendrik., Farkas, Johan., Rathje Steven. (2023). A survey of expert views on misinformation: Definitions, determinants, solutions, and future of the field. *Harvard Kennedy School Misinformation Review*.

(8). Darcy, Grégoire. (2025). Interview avec Grégoire Darcy sur la désinformation, la mésinformation et la malinformation. *Les Jeunes IHEDN*.

(9). Charon Paul. Lire la désinformation comme un récit sériel : pour une approche littéraire des manipulations de l'information. *Le Rubicon*.

(10). Guess, Andrew., Nagler, Jonathan., Tucker, Joshua. (2019). Less than you think: Prevalence and predictors of fake news dissemination on Facebook. *Science Advances*.

(11). Grinberg, Nir., Joseph, Kenneth., Friedland, Lisa., Swire-Thompson, Briony., et al. (2019). Fake news on Twitter during the 2016 U.S. presidential election. *Science*.

(12). Altay, Sacha., Hacquin, Anne-Sophie., Mercier, Hugo. (2020). Why do so few people share fake news? It hurts their reputation. *New Media & Society*.

(13). Nicolas, Loïc. (2016). Les théories du complot comme miroir du siècle. *Question de communication*.

(14). Limonier, Kevin., Laruelle, Marlène. (2022). Typologie des manœuvres informationnelles russes à l'égard des pays francophones. *Annuaire français de relations internationales*.

(15). Salvaing, Laure., Caline, Guillaume., Vassas, Alexandre. (2026). *La confiance des Français dans les médias : 39ème édition du baromètre La Croix - Verian - La Poste.*

(16). IFOP. (2023). *Enquête sur la désinformation des jeunes et leur rapport à la science et au paranormal à l'heure des réseaux sociaux.*

(17). Javed, Sara., Rashidin, Md Salamun., Jian, Wang. (2024). Effects of heuristic and systematic cues on perceived content credibility of Sina Weibo influencers. *Humanities and Social Sciences Communications*.

(18). Le nudging désigne ici les processus via lesquels une plateforme va conceptualiser son interface pour instrumentaliser toutes sortes de biais cognitifs afin d'inciter tel ou tel comportement chez l'utilisateur.

(19). Williams, James. (2018). Stand Out of Our Light. *Cambridge University Press*.

(20). Frankfurt, Harry. (1971). Freedom of the Will and the Concept of a Person. *The Journal of Philosophy*.

(21). Vauchez, Ysé. (2022). La crédulité des crédules. Débat public et panique morale des fake news en France. *Émulations*.

(22). Tchakhotine, Serguei. (1939). *Le viol des foules par la propagande politique.*

(23). Beauvois, Julien. (2026). Quand les services secrets soviétiques faisaient croire au monde que les États-Unis étaient responsables du sida. *RTBS*.

(24). Valisa, Jessica. (2024). Mobilizing the Cultural Backlash: An Analysis of the Reception of Russian Strategic Narratives. *International Journal of Politics, Culture and Society*.

(25). Audinet, Maxime. (2024). « À bas le néocolonialisme ! », résurgence d'un récit stratégique dans la Russie en guerre. *Étude.* n°119. IRSEM.

(26). Le Borgne, Brice. (2025). Fake news, mèmes et vidéos bidonnées… Plongée dans les documents internes d'une agence de désinformation russe. *France Télévisions*.

(27). Pamment, James., Tsurtsumia, Darejan. (2025). *Beyond Operation Doppelgänger: A Capability Assessment of the Social Design Agency*. Psychological Digital Agency.

(28). Zilinski, Jan., Theocharis, Yannis., Pradel, Franziska., et al. (2024). Justifying an Invasion: When Is Disinformation Successful?. *Technical University of Munich*.

(29). François, Camille. (2020). Moving Beyond Fears of the 'Russian Playbook'. *Lawfare*.

(30). VIGINUM. (2025). *Trois années d'opérations de désinformation.*

(31). LIMONIER, Kevin. (2025). La guerre numérique de Vladimir Poutine : enquête sur les hackers d'État en Russie. *Le Grand Continent.*

(32). EU DISINFO LAB. (2026). *Building a common operational picture of FIMI.*

(33). Galeotti, Mark. (2017). Les services de renseignement russes sont en guerre (politique). *Nato Review*.

(34). Melella, Cosimo. (2024). Disjointed Cyber Warfare: Internal Conflicts among Russian Intelligence Agencies. *Applied Cybersecurity & Internet Governance*.

(35). Kozovoï, Andreï. (2022). Vladimir Poutine et le fiasco des services secrets russes en Ukraine. *The Conversation*.

(36). Follorou, Jacques. (2025). Têtes de cochon devant des mosquées : l'enquête privilégie la piste du renseignement militaire russe. *Le Monde*.

(37). VIGINUM. (2025). *War in Ukraine: Three years of Russian information operations*.

(38). Nickl, Pietro., et al. (2025). The evolution of online news headlines. *Humanities and Social Sciences Communication*.

(39). Le journalisme s'appréhende dans cet article comme une pratique d'écriture spécifique « de construction sociale de la réalité dans un espace concurrentiel de production (Ringoot et Utard, 2005)

(40). Cousin, Victor. (2026). Guerre en Ukraine : une arme nucléaire à 20 minutes de vol de Paris, le missile Orechnik est-il « impossible » à intercepter ? *Le Parisien*.

(41). Chowdury, Arpita. (2025). Examining the role of headlines in news framing. *Journal of Media Culture and Communication*.

(42). Gabielkov, Maksym., Ramachandran, Arthi., Chaintreau, Augustin., Legout, Arnaud. (2016). Social Clicks: What and Who Gets Read on Twitter?. *ACM SIGMETRICS*.

(43). Sundar, S-Shyam., et al. (2025). Sharing without clicking on news in social media. *Nature Human Behaviour*.

(44). Amini, Arash., et al. (2025). How media competition fuels the spread of misinformation. *Science Advances*.

(45). Bonditti, Philippe. (2015). Les concepts, parent pauvre des études (critiques) de sécurité ?. *Études Internationales*.

(46). Baud, Michel. (2012). La cyberguerre n'aura pas lieu, mais il faut s'y préparer. *Politique étrangère*.

(47). Boyer, Bertrand., Meunier, Anaïs. (2026). Livre blanc sur les manipulations de l'information. *M82 Project*.

(48). CNRS. (2025). *Désinformation : structurer la recherche, organiser la défense.*

(49). Surawy Stepney, Eva., Lally, Clare. (2024). Disinformation: sources, spread and impact. *UK Parliament Post*.

(50). VIGINUM. (2026). *Protéger le débat public numérique en contexte électoral.*

(51). da Empoli, Giuliano. (2022). *Le Mage du Kremlin.* Gallimard.

(52). Violier, Victor., Dreyfus, Emmanuel. (2023). La Russie, « forteresse assiégée » par l'« Occident collectif ». *Revue Défense Nationale*.

(53). Waever, Ole. (1989). Security, the Speech Act. *Center of Peace and Conflict Research*.

(54). Caline, Guillaume, Varadaxoglou, Laurence. (2024). *Regard des Français sur la lutte contre la désinformation.* Verian.

(55). Perez, Luna. (2024). Pour Donald Trump, le débat a été « truqué » par ABC.... *Huffington Post*.

(56). Guess, Andrew., Nyhann, Brendan., Reifler, Jason. (2020). Exposure to untrustworthy websites in the 2016 US election. *Nature Human Behaviour*.

(57). Cagé, Julia., et al. (2025). Fact-checking reduces the circulation of misinformation. *VoxEU*.

(58). Tokita, Christopher., et al. (2024). Measuring receptivity to misinformation at scale on a social media platform. *PNAS Nexus*.

(59). Rozenbeek, Jon., et al. (2020). Psychological inoculation improves resilience against misinformation on social media. *Science Advances*.

(60). Roonemaa, Holger. (2026). Eesti luures Venemaa analüüsimise eest vastutanud Andres Vosman.... *Eesti Express*.

(61). [Auteur]. (2026). Le "cringe" signifie ici un type d'humour spécifique aux réseaux sociaux qui utilisent volontairement et à but humoristique le registre de la gêne et de l'embarassement. [Définition du terme « cringe »].

(62). Ambasse de France au Royaume-Uni. (2026). Le compte French Response, un outil pour la France dans la lutte informationnelle.

(63). Delorme, Thomas. (2026). French Response : laboratoire d'une nouvelle communication stratégique. *Cercle Pégase*.

(64). [Auteur]. (2026). Les impressions désignent ici l'attention brute générée par les posts d'un compte soit le nombre de fois qu'un des posts apparaît dans le fil d'un utilisateur, qu'il soit vu, lu ou ignoré [Définition des « impressions » sur les réseaux sociaux].

(65). Audinet, Maxime., Limonier, Kevin. (2017). La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe. *Hérodote*.

(66). Colin Lebedev, Anna. (2026). *(Hom)mage du Kremlin* (billet).

(1). Comisión para el Esclarecimiento Histórico. (1999). Guatemala: Memory of Silence / Tz'inil Na'tab'al. *Report of the Commission for Historical Clarification*. https://hrdag.org/wp-content/uploads/2013/01/CEHreport-english.pdf

(2). MOE. (2017). *Plebiscito de Referendacion de los Acuerdos de Paz*. https://moe.org.co/wp-content/uploads/2017/07/Libro_MOE_Plebiscito_de_Refrendaci%C3%B3n_de_los_Acuerdos_de_Paz_2016-2.pdf

(3). Koskenniemi, M. (2002). Between Impunity and Show Trials. *Max Planck Yearbook of United Nations Law.* https://www.mpil.de/files/pdf1/mpunyb_koskenniemi_6.pdf

(4). Gissel, L. E. (2022). The Standardisation of Transitional Justice. *European Journal of International Relations*, vol. 28, n° 4, pp. 859-884, https://rucforsk.ruc.dk/ws/portalfiles/portal/87967789/Accepted_Manuscript_The_Standardisation_of_Transitional_Justice_Line_E_Gissel_in_EJIR_2022.pdf

(5). Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2013). Transitional Justice and Economic, Social and Cultural Rights. *Nations Unies.* https://www.ohchr.org/Documents/Publications/HR-PUB-13-05.pdf

(6). International Center for Transitional Justice. (2021). Mesure des résultats et suivi des progrès des processus de justice transitionnelle. *ICTJ*. https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ_Report_Measuring%20Results_FR_0.pdf

(7). Impunity Watch. (2013). *La hora de la verdad: Monitoreo de la justicia transicional en Guatemala.* https://www.impunitywatch.org/wp-content/uploads/docs/IW_La_hora_de_la_verdad.pdf

(8). Montejo, V. (2022). Indigenous Threatened Heritage in Guatemala. *Getty Publications*, https://www.getty.edu/publications/cultural-heritage-mass-atrocities/downloads/pages/CunoWeiss_CHMA_part-2-15-montejo.pdf

(9). Sikkink, K., Hun Joon, Kim. (2013). The Justice Cascade: The Origins and Effectiveness of Prosecutions of Human Rights Violations. vol 9. *Annual Review of law and Social Science*. https://offices.mtholyoke.edu/sites/default/files/global/docs/Sikkink.pdf

(10). Cour interaméricaine des droits de l'Homme. (2011, 14 mars). Barrios Altos c. Pérou. Arrêt du 14 mars 2001. Série C. n°75. https://www.corteidh.or.cr/docs/casos/articulos/seriec_75_ing.pdf

(11). Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. (2006). Rule of Law. *Truth Commission*. https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/RuleoflawTruthCommissionsfr.pdf

(12). Rubli, S. (2012). Transitional Justice: Justice by Bureaucratic Means?. *Swisspeace.* n° 4. https://www.almendron.com/tribuna/wp-content/uploads/2018/12/transitional-justice-justice-by-bureaucratic-means.pdf

(13). Lundy, P., McGovern, M. (2008). Whose Justice? Rethinking Transitional Justice from the Bottom Up. *Journal of Law and Society.* vol. 35. n° 2. https://healingthroughremembering.org/wp-content/uploads/2015/09/Lundy-McGovern-2008b_Whose-Justice-Rethinking-Transitional-Justice-from-the-Bottom-Up.pdf

(14). Avocats sans frontières Canada. (2018). Le procès Sepur Zarco : Femmes Q'eqchi', esclavage sexuel et justice transitionnelle au Guatemala. *ASF Canada.* https://asfcanada.ca/wp-content/uploads/2022/06/uploaded_rapport-sepur-zarco-asf-lowres-1-pdf-113.pdf

(15). McEvoy, K., McConnachie, K. (2012). Victimology in transitional justice: Victimhood, innocence and hierarchy. *European Journal of Criminology.* vol. 9. n° 5. https://www.antoniocasella.eu/restorative/McEvoy_2012.pdf

(16). Brett, R. (2017). The Impact of the Commission for Historical Clarification (CEH) : Report on Victims and Survivors in Guatemala. *Queen's University Belfast*, https://reparations.qub.ac.uk/assets/uploads/Guatemalan-Report-.pdf

(17). Roht-Arriaza, N. (2013). Genocide and the Guatemala Trial of Ríos Montt. *Chicago Journal of International Law*, vol. 9. n° 1. https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1457&context=cjil

(18). Morand, C. (2021). Du conflit armé aux conflits mémoriels. [Thèse]. *Université Paris Nanterre.* https://bdr.parisnanterre.fr/theses/internet/2021/2021PA100131/2021PA100131_diff.pdf

(19). Organisation mondiale contre la torture. (2023). Guatemala: Harassment of CALDH members. Appel urgent. *Accion urgente - el Oservatorio*. https://www.omct.org/es/recursos/llamamientos-urgentes/guatemala-harassment-of-caldh-members

(20). Sciences Po. (2013). Ríos Montt : un procès qui divise. *OPALC*. https://www.sciencespo.fr/opalc/content/rios-montt-un-proces-qui-divise-le-guatemala

(21). Open Society Justice Initiative. (2016). *Against the Odds: CICIG in Guatemala*. ttps://www.justiceinitiative.org/publications/against-odds-cicig-guatemala

(22). Calvet, E. (2020). La Comisión Internacional contra la Impunidad en Guatemala (CICIG): un laboratorio de innovación judicial en América Latina. *CEIPAZ.* https://ceipaz.org/wp-content/uploads/2020/04/07.ELISENDACALVET.pdf

(23). BAPP. (2021). Plebiscito 2 octubre 2016 – Preconteo nacional. https://bapp.com.co/archivos/1.03.1787.pdf

(24). Paoli, L. (2021). La subversion du genre en Colombie : conservatismes contre Accords de paix 2016. [Mémoire de master]. *ULB*. https://dipot.ulb.ac.be/dspace/bitstream/2013/347390/3/PAOLILOLA.pdf

(25). Oxfam. (2013). *Divide and Purchase: How Land Ownership is Being Concentrated in Colombia*. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-divide-and-purchase-land-concentration-colombia-270913-en_0.pdf

(26). Cárdenas Ruiz, J. D. (2021). El plebiscito 2016: framing y persuasión. *Revista Latina CCS*, vol. 16. n°3. https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/8360837.pdf

(27). Bermudez Liévano, Andrés. (2023, 18 juillet). Colombie : déboulonnage d'une campagne de calomnie contre la justice transitionnelle. *Justice Info*. https://www.justiceinfo.net/fr/119535-colombie-deboulonnage-campagne-calomnie-contre-justice-transitionnelle.html

(28). Comisión de la Verdad. (2022). *Informe de gestión – I semestre 2022, Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición*, https://www.comisiondelaverdad.co/informe-de-gestion-i-semestre-2022

(29). Comisión de la Verdad. (2022). *Resistir no es aguantar: Violencias y daños contra los pueblos étnicos de Colombia.* Tome 9. https://www.comisiondelaverdad.co/sites/default/files/descargables/2022-08/CEV_ETNICO_DIGITAL_2022.pdf

(30). Bermudez Liévano, Andrés. (2022, 27 juillet). Le message de la Commission vérité. *Justice Info*. https://www.justiceinfo.net/fr/104039-message-commission-verite-colombie.html

(31). UniSabana. (2022). *Digital News Report Colombia 2022.* https://www.unisabanamedios.com/digital-news-report-reporte

Les campagnes de désinformation russes au sujet du conflit en Ukraine dans les Etats candidats à l'adhésion à l'UE : une étude des cas moldave et serbe.
- Pauline Mortel

(1). EUDisinfoLab. (2023). *FIMI: Towards a European Redefinition of Foreign Interference.* https://www.disinfo.eu/wp-content/uploads/2023/04/20230412_FIMI-FS-FINAL.pdf

(2). Greene, James. (2012). Russian Responses to NATO and EU: Enlargement and Outreach . *Chatham House.* n°2. https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Russia%20and%20Eurasia/0612bp_greene.pdf

(3). Ditrych, Ondrej., Everts, Steven. (2025). Unpowering Russia: How the EU can counter and undermine the Kremlin. *EUISS*. n°186. https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/2025-05/CP_186.pdf

(4). EU in Serbia. (2024). *Two years later - the war in Ukraine in the domestic media.* https://europa.rs/two-years-later-the-war-in-ukraine-in-the-domestic-media/?lang=en

(5). CRTA. (2023). *Uncovering the relevance and importance of media, December 2023.* https://crta.rs/wp-content/uploads/2022/09/Media-Audit-Uncovering-the-relevance-and-importance-of media-December-2023.pdf

(6). Brey, Thomas. (2023). Russian Media in the Balkans and their Role in the Aggression against Ukraine. Case study : RT Balkan. *Friedrich Naumann Foundation for Freedom*. https://shop.freiheit.org/download/P2@1683/818650/A4_RussMedien-im-Balkan_ENG%20(final).pdf

(7). , Gruhonjic, Dinko., Janjic, Stefan., Kleut, Jelena. (2024). Reach and Dissemination Channels of (Selected) Disinformation Narratives in Serbia. *Politicke Perspective*. Vol.14. n°.2, pp. 35-59.

(8). Olari, Victoria. (2025). Unveiling the Russian infrastructure supporting the Moldova24 TV channel. *DFR Lab*. https://dfrlab.org/2025/06/03/unveiling-the-russian-infrastructure-supporting-the_moldova24-tv-channel/

(9). Shulga, Alexander. (2025). Moldova is the Testing Ground for Russia's Disinformation Machine. *The Moscow Times*. https://www.themoscowtimes.com/2025/07/02/moldova-is-the-testingground-for-russias-disinformation-machine-a89651

(10). BFMI., CRTA. (2023). *Defunding Disinformation in the Balkans: How International Brands Support Russia's Agenda.* https://crta.rs/wpcontent/uploads/2023/12/CRTA_BFMI_Defunding_Disinformation_in_the_Balkans_Report.pdf

(11). KCS Group Europe. (2024). *Disinformation in Moldova: attempts to destabilise and disrupt Europe.* https://kcsgroup.com/wp-content/uploads/2024/09/KCSGE-OP-Moldova-0924.pdf

(12). Olari, Victoria. (2025). Cross-platform campaign sows anti-Europe division in Moldova. *DFR Lab*. https://dfrlab.org/2025/03/26/cross-platform-campaign-sows-anti-europe-division-in moldova/

(13). Telegram "ZAPRESCHENNYY KANAL". (2025). *Ilan Shor - on the approval of the establishment of the European Union's militarization fund.* https://t.me/s/zapretniychannel?q=celor

(14). Sputnik Srbija. (2026). *Антируске санкције се ЕУ вратиле као бумеранг: Москва проценила штету.* https://sputnikportal.rs/20260219/antiruske-sankcije-se-eu-vratile-kao-bumerang-moskva-procenila-stetu-1196026792.html

(15). EUvsDisinfo. (2023). *Disinfo: Sanctions against Russia hurt Europe and help Russia.* https://euvsdisinfo.eu/report/sanctions-against-russia-hurt-europe-and-help-russia/

(16). Ikar. (2025). *Monitoring hostile narratives: Week 7, 26.05-1.06.2025*. https://ikar-strapi media.ams3.digitaloceanspaces.com/media/fe40a7ee69d287c78b0382344cb4fc44.pdf

(17). Cravcenco-Zaharia, Lilia. (2022). The Society-Wide Battle Against Disinformation in Moldova. *Media Forward*. n°18. https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-11/fh-pb_18-Society-wide-Battle-Against-Disinformation_Eng-v5.pdf [Consulté le 8 janvier 2026]

(18). Rusu, Andrei. (2024). Evaluation of promotional campaigns of Shor and Platon: Analysis of investments and tactics used in July 2024. *WatchDog*. https://watchdog.md/wp-content/uploads/2024/08/Evaluationof-the-promotional-campaigns-of-Sor-and-Platon-analysis-of-investments-and-tactics-used-in-July 2024.pdf

(19). Services d'intelligence et de sécurité de la République de Moldavie. (2025). *Press release - Assessment of the Russian Federation's involvement in electoral processes of the Republic of Moldova in 2024-2025*. https://sis.md/en/content/press-release-8

(20). Rusu, Andrei. (2025). A massive and ruthless disinformation campaign targets Maia Sandu. *WatchDog*. https://watchdog.md/wp-content/uploads/2025/08/disinformation_report.pdf

(21). Parlement européen. (2023). *Résolution sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation*. https://eur-lex.europa.eu/eli/C/2023/1226/oj?locale=fr

(22). WatchDog. (2023). *Socio-Political Survey, Republic of Moldova, January 2023* https://www.watchdog.md/wp-content/uploads/2023/02/WatchDog.MD-Survey-January-2023-1.pdf

(23). International Republican Institute. (2024). *Western Balkans Regional Poll, February-March 2024.* https://www.iri.org/wp-content/uploads/2024/04/WB-Poll-mini-deck-final_4.24.pdf

(24). Prorokovic, Dušan. (2023). Serbia's foreign policy and relations with Russia as one of the priorities. *Institute of International Politics and Economics*. Vol.LXXV. n°.2. pp.293-312.

(25). Raseta, Dragoslav., et al. (2023). *Rat U Ukrajini I Javno Mnjenje U Srbiji: Godišnji Pregled Mart 2022-Mart 2023* https://istrazivanja.rs/wp-content/uploads/2023/04/Rat-u-Ukrajini-i-javno-mnjenje-u-Srbiji-godisnji-pregled.pdf

(26). EUvsDisinfo. (2024). *Disinfo: Europe tried to buy the votes of Moldovan citizens for 1.8 billion euros*. https://euvsdisinfo.eu/report/europe-tried-to-buy-the-votes-of-moldovan-citizens-for18-billion-euros/

(27). EUvsDisinfo. (2025). *Disinfo: Brussels wants to turn Moldova into an alternative battlefield to Ukraine*. https://euvsdisinfo.eu/report/brussels-wants-to-turn-moldova-into-an-alternative-battlefield-to-ukraine/

(28). Telegram "PRIMA SURSA". (2025). On the attacks in Ukraine. https://t.me/prima_sursa_md

(29). Conseil européen. (2022). *EU-Western Balkans Summit: Tirana Declaration, 6 December 2022*. https://www.consilium.europa.eu/media/60568/tirana-declaration-en.pdf

(30). EU in Serbia. (2026). Exhibition on the destruction of religious sites in Ukraine opened. https://europa.rs/exhibition-on-the-destruction-of-religious-sites-in-ukraine-opened/?lang=en

Désinformation russe en Arménie : enjeux et réponses à l'approche des élections législatives de juin 2026
- Lili Dubois-Harounyan

(1). Zarifian, Julien. (2008). La politique étrangère américaine en Arménie : naviguer à vue dans les eaux russes et s'affirmer dans une région stratégique. *Hérodote*. vol. 129, no. 2. p.112.

(2). Letter dated 97/09/09 from the representatives of Armenia and the Russian Federation to the United Nations addressed to the Secretary-General. (1997, 11 septembre). *digitallibrary.un.org.* https://digitallibrary.un.org/record/243780

(3). Sukiasyan, Narek. (2021). Appeasement and autonomy: Armenian-Russian relations from revolution to war. *European Union Institute for Security Studies*. p. 4.

(4). Cartographie. La diaspora arménienne en un coup d'œil. (2020, 12 décembre). *Courrier international.* https://www.courrierinternational.com/

(5). L'expression « étranger proche » désigne, dans le discours stratégique russe, l'ensemble des États issus de l'ancienne Union soviétique. Elle renvoie à un espace considéré par Moscou comme relevant de ses intérêts privilégiés, où la Russie cherche à maintenir une influence politique, économique, sécuritaire et culturelle.

(6). International Security And Estonia 2026. (2026, janvier). *Estonian Foreign Intelligence Service.* https://www.valisluureamet.ee/

(7). Disinformation And Misinformation In Armenia Confronting The Power Of False Narratives. (2021, juin). *Freedom House.* https://freedomhouse.org/

(8). Russia's Disinformation Campaign in Armenia Gains Momentum. (s.d). *Dw.Com*. https://www.dw.com/

(9). International Security And Estonia 2026. (2026, janvier). Estonian Foreign Intelligence Service. https://www.valisluureamet.ee/

(10). Terzian, Lou. Moscou met en garde l'Arménie face à son rapprochement avec l'Union Européenne. (2026, 2 février). *EurasiaPeace.* https://eurasiapeace.org/

(11). Barseghyan, Arshaluys. (2026, 30 janvier). Russia's Foreign Ministry again bashes Armenia's EU aspirations. *OC-Media.* https://oc-media.org/

(12). AFP. (2025, 30 juin). L'UE met en garde l'Arménie contre les « menaces hybrides » de la Russie. *L'Orient-Le Jour*. https://www.lorientlejour.com/

(13). Tracing Disinformation Against Armenia: From Narratives to Organised Networks. (2025? 18 décembre). *CIVILNET.* https://www.civilnet.am/

(14). En novembre, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a affirmé que la Russie « a toujours respecté et continuera de respecter les décisions souveraines de tout État ».

(15). Conférence « Disinformation and external interference in Armenian politics ». (2025, 4 décembre). Boell Talks webinar, organisé en coopération avec HBS Federal Foundation.

(16). Sadeghi, McKenzie., et al. (2025, 11 novembre). Russia Targets Armenia's Elections Early and Viciously. *NewsGuard*. https://www.newsguardtech.com/.

(17). Манасян, Нане. (2025? 32 décembre). Структура гибридной войны: инструменты и акторы, которые FIP.am выявил для армянской аудитории в 2025 году. *FIP*. https://fip.am/ru/45307.

(18). Plusieurs plateformes de fact checking comme Civil Net, ou encore Fact Investigation identifient presque quotidiennement des vidéos générées par IA contenant des accusations fausses et infondées contre les autorités arméniennes actuelles.

(19). À titre d'exemple, la Foundation to Battle Injustice a publié un article présenté comme une « enquête » accusant sans preuve Khachatur Sukiasyan, député du parti au pouvoir Contrat civique, d'être impliqué dans l'importation illégale de stupéfiants depuis l'Union européenne vers l'Arménie.
Another hybrid attack from a Prigozhin-linked website this time targeting Khachatur Sukiasyan ». *FIP*. https://fip.am/en/45277

(20). Турецкий журналист Окай Депрем жил во многих странах, но сегодня он гражданин ЛНР. (2022). *Diplomatrutube*. https://www.youtube.com/watch?v=R95QTLU_N9c.

(21). Lucas Leiroz (@leiroz_lucas) / X. X (ancien Twitter). https://x.com/leiroz_lucas

(22). VIGINUM. *Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516*.

(23). Pro-Kremlin Matryoshka Bot Network Publishes AI-Generated Images Mocking Armenia's PM Nikol Pashinyan. (2025, 13 octobre). *The Insider.* https://theins.ru/en/news/285805

(24). Tracing Disinformation Against Armenia: From Narratives to Organised Networks. (2025, 18 décembre). *CIVILNET.* https://www.civilnet.am/

(25). Sadeghi, McKenzie., et al. (2025, 11 novembre). Russia Targets Armenia's Elections Early and Viciously, *NewsGuard*. https://www.newsguardtech.com/

(26). 3,4 մլն դոլարի հորինված հափշտակումը. ՀՀ իշխանությունները՝ նոր տեղեկատվական գրոհի տակ. (2025, 19 août). *CIVILNET.* https://www.civilnet.am/news/969592/

(27). Կոնսերվատորիան խաղատուն դարձնելու մասին կեղծ լուրը տարածել է Russia Today-ի լրագրողը. (s.d). *FIP*. https://fip.am/44511

(28). Syrian Girl on X: "A woman says Armenian president Pashinyan security.... (2025, 11 décembre). *archive.ph*. https://archive.ph/aLdfV

(29). X-ում Փաշինյանի մասին տեսանյութը բացահայտ deepfake է. (s.d). *FIP*. https://fip.am/41937

(30). Simonyan, Ophelia. (2024, 24 novembre). « Պրիգոժինի հիմնադրամի անհիմն պնդումները՝ Հայաստանի ՔԿՀ-ների վիճակի մասին ». *Media AM*. https://media.am/hy/verified/2025/11/24/44052/

(31). Russian network pushes AI torture claims and fake PACE resolution about Armenia. (2026, 20 février). *CIVILNET*. https://www.civilnet.am/en/

(32). Il convient de noter que l'existence de certaines controverses ou dysfonctionnements réels ne peut être totalement exclue. Toutefois, la majorité des contenus diffusés par ces plateformes reposent sur des informations non vérifiées, déformées ou fausses.

(33). Ռուսաստանը՝ Հայաստանի միակ փրկիչ. ինչ նարատիվներ են շրջանառում պրոռուսական ալիքները. *FIP*. https://fip.am/42951

(34). La société nucléaire française Orano aurait conclu un accord avec l'Arménie pour stocker ses déchets nucléaires dans le très fréquenté parc national de Dilijan, moyennant 1,6 million d'euros de pots-de-vin. Cette allégation est apparue le 25 juin 2025 sur CourrierFrance24.fr, un site récemment créé imitant un média local français. L'article était attribué au journaliste indépendant français Romain Fiaschetti, qui a déclaré à NewsGuard en juillet 2025 n'avoir jamais écrit cet article et avoir déposé une plainte pour usurpation d'identité. Le lendemain, le site GreenArmenia.org, imitant une ONG environnementale arménienne, publiait un communiqué dénonçant ce supposé accord, en citant des « médias français » non spécifiés. La rumeur s'est rapidement propagée sur les réseaux sociaux, relayée par des comptes se faisant passer pour des Arméniens indignés, donnant l'illusion d'une mobilisation citoyenne. Des médias arméniens et azerbaïdjanais ont ensuite repris l'histoire, tandis que des chaînes internationales comme CBC à Bakou ou des médias conservateurs américains ont également relayé la fausse information.
Ֆրանսիական միջուկային թափոնների մասին կեղծ լուրը՝ ադրբեջանական արշավի առիթ. Courrier France 24-ը և Doppelgänger-ի մեթոդը ». *FIP*. https://fip.am/42730

(35).*How a forged France 24 report fueled a radioactive lie concerning France-Armenia relations*. (2025, 11 novembre). *DFRLab*. https://dfrlab.org/

(36). D'autres campagnes ont porté sur la relation entre la France et l'Arménie :
Dubois-Harounyan, Lili. Fake Videos and Fabricated Headlines: A Coordinated Disinformation Campaign Targeting Armenia and France. (2026, 18 mars). *CIVILNET.* https://www.civilnet.am/en/

(37). Russia's Disinformation Campaign in Armenia Gains Momentum. *Dw.Com.* https://www.dw.com/

(38). Tout comme pour Pachinian, des allégations de corruption ont également été diffusées contre le président ukrainien Volodymyr Zelensky concernant l'acquisition de biens immobiliers de luxe à l'étranger, qui ont ensuite été démenties. Photo : « False news about Pashinyan buying a house in Marseille, with an unknown website sharing the information ». FIP.AM, https://fip.am/en/42390

(39). Pro-Kremlin Matryoshka Bot Network Publishes AI-Generated Images Mocking Armenia's PM Nikol Pashinyan. *The Insider.* https://theins.ru/en/news/285805

(40). 10 մզկիթ Էրդողանի խնդրանքով. հերթական ապատեղեկատվությունը Հայաստանի դեմ. (2025, 15 novembre). *CIVILNET*. https://www.civilnet.am/news/986666/

(41). « Odatv sur X: "Cumhurbaşkanı Erdoğan istedi, Paşinyan harekete geçti... Ermenistan Başbakanı Nikol Paşinyan'ın ülke genelinde sıfırdan on caminin inşa edilmesine dönük bir süreci başlattığı iddia edildi. https://t.co/eFzBQEgun5" / X ». X (ancien Twitter), 14 novembre 2025. https://x.com/odatv/status/1989297257800442349

(42). Caucasus Barometer 2024 Armenia : https://caucasusbarometer.org/

(43). Public Opinion Survey: Residents of Armenia. (2026, février). f*International Republican Institute*. https://www.iri.org/

(44). La Russie est passée du statut de principal allié perçu de l'Arménie dans les sondages en 2019 (57 %) à la deuxième position en 2024, ne recueillant plus que 14 % des réponses, ce qui témoigne d'un net recul de son image auprès de la population arménienne. *Caucasus Barometer 2024 Armenia*. https://caucasusbarometer.org/. 29% voyaient la Russie comme une menace en juin 2025. « Pashinyan remains most trusted politician in Armenia — at only 13% approval ». *OC-Media*, https://oc-media.org/.

(45). Public Opinion Survey: Residents of Armenia. (2026, février). *International Republican Institute,* février 2026. https://www.iri.org/

(46). Le document est disponible en ligne :
THE-CONCEPT-FOR-COMBATING-DISINFORMATION-2024-2026.pdf

(47). Haydaran :
https://www.hayadaran.info/en/government/na-dep.strategic.communication.

(48). Entretien avec Artur Papyan, Erevan, mars 2026.

(49). Entretien avec Artur Papyan, Erevan, mars 2026.

(50). Le document est disponible en ligne : https://FISA_Annual_Report_2026_English.pdf

(51). Strengthening Democratic Resilience in Armenia. (2023, novembre). *Freedom House*. https://freedomhouse.org/

(52). Russia's Disinformation Campaign in Armenia Gains Momentum. (2025, 30 novembre). *Dw.Com*.
https://www.dw.com/en/russias-disinformation-campaign-in-armenia-gains-momentum/a-74868051

(53). eMonitor+ Digital Tool Pilot in Armenia. (2025, 3 novembre). *FOI*. https://foi.am/en/

(54). Launch of ARTEMIS project. (2025, 16 décembre). *UNDP*. https://www.undp.org/

(55). CivilNet Joins Meta's Third-Party Fact-Checking Program in Armenia. (2024, 2 juillet). *CIVILNET*. https://www.civilnet.am/en/news/

(56). Entretien avec Gegham Vardanian, Erevan, avril 2025.

(57). Strengthening Democratic Resilience in Armenia. (2023, novembre). *Freedom House*. https://freedomhouse.org/

(58). L'UE prévoit de déployer en Arménie un nouveau « groupe hybride de réaction rapide ». (2026, 25 février). *Armenews.* https://www.armenews.com/leaction-rapide/

(59). Voir les articles rédigés dans le cadre de l'initiative conjointe Democracy Watch entre Civil Net et le Regional Center for Democracy and Security : https://www.civilnet.am/en/democracy-watch/

(60). Depuis le milieu de l'année 2025, les relations entre le gouvernement arménien et l'Église apostolique arménienne se sont dégradées. Des tensions sont apparues autour de prises de position publiques de représentants de l'Église critiquant la politique du gouvernement, notamment sur les questions de sécurité nationale, de relations avec l'Azerbaïdjan et d'orientation géopolitique du pays. Les autorités ont, à plusieurs reprises, accusé certains acteurs religieux de contribuer à la polarisation politique ou de relayer indirectement des récits favorables à des acteurs étrangers.

(61). "[...] On top of this comes disinformation. [...] Practical steps against this disinformation campaign could be interpreted as an attempt to restrict freedom of expression, while inaction could be seen as the weakness and vulnerability of democracy"
Pashinyan: "Armenia holds a modest but firm place among Europe's democratic countries"». (2025, 1er octobre). *JAM news.* https://jam-news.net/

(62). Grigoryan, Tigran. (2025, 9 décembree). State Interference and the Erosion of Religious Freedom and Autonomy in Armenia. *CIVILNET*. https://civilnet.am/en/news/991016

(63). Entretien avec Tigran Grigoryan, Erevan, février 2026.

La réponse française à la guerre informationnelle : entre prise de conscience et coordination interministérielle
- C.R.

(1). Confavreux, P. Le compte French Response, un outil pour la France dans la lutte informationnelle. (2026, 5 février). *Ambassade de France au Royaume-Uni*. https://uk.diplomatie.gouv.fr/fr/le-compte-french-response-un-outil-pour-la-france-dans-la-lutte-informationnelle

(2). Rapport sur l'évaluation de l'opération Barkhane. *Assemblée nationale*. 2020.

(3). 3rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats. *Union européenne*

(4). Colon, D., (2021). Les démocraties face à la guerre de l'information. *Commission des affaires étrangères et de la Défense*. [audition].

(5). Renaut, Margaux. "Soft power" et propagande : quand les influenceurs ruraux servent le gouvernement chinois. (2023, 9 juin). *GEO*. https://www.geo.fr/geopolitique/soft-power-propagande-quand-les-influenceurs-ruraux-servent-le-gouvernement-chinois-cuisine-firewall-215053

(6). Lemaître, F. (2023, décembre). La société civile taïwanaise se mobilise contre la « guerre de l'information » menée par la Chine. *Le Monde*.

(7). Jeangène Vilmer, Jean-Baptiste., Escorcia, Alexandre., Guillaume, Marine., Herrera, Janiana. Les *Manipulations de l'information : un défi pour nos démocraties*. (2018, août). Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'IRSEM du ministère des Armées.

(8). Cordonier, Laurent. (2025, 24 janvier). Lutte contre la désinformation : la volte-face de Meta. *Fondation Descartes*.

(9). Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information Disorder. *Conseil de l'Europe*.

(10). Guerre en Ukraine : la France dénonce une campagne de désinformation en provenance de Russie. (2023, 13 juin). *Le Figaro*. https://www.lefigaro.fr/international/guerre-en-ukraine-la-france-denonce-une-campagne-de-desinformation-en-provenance-de-russie-20230613

(11). Les rapports annuels de l'ANSSI (2014-2016) et rapports de la CNIL avant 2016.

(12). Les influenceurs étrangers : la guerre de l'information. rapport d'information n° 737. (2017-2018). Sénat.

(13). Jégo, Marie. (2007, 27 juin). L'Estonie tire les leçons des cyberattaques massives lancées contre elle pendant la crise avec la Russie. *Le Monde*.

(14). Sous la présidence Trump, ce renforcement s'est heurté à une forte ambivalence politique qui en a limité la portée et la continuité.

(15). Lecler, R. (2020). *Une contre-mondialisation audiovisuelle. Ou comment la France exporte la diversité culturelle*.

(16). L'audiovisuel français, 1945-1985 : du monopole public au pluralisme. (s.d). *Assemblée nationale*. Archives législatives.

(17). Analyse de l'attaque contre l'Estonie / Publications sur l'Estonie. (2007). *NATO CCDCOE*.

(18). Création du Commandement de la cyberdéfense (COMCYBER). (2017, mai). Ministère des Armées. [communiqué officiel]

(19). Stratégie internationale pour le numérique. (2017, 15 décembre). Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

(21). Les ingérences numériques étrangères. (2002). [Rapport d'information]. *Assemblée nationale*.

(22). Présentation du service technique et opérationnel de l'État chargé de la vigilance et de la protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) – Grand entretien. (2024, 14 octobre). *IH2EF*. https://www.ih2ef.gouv.fr/presentation-du-service-technique-et-operationnel-de-letat-charge-de-la-vigilance-et-de-la

(23) / (24). VIGINUM, ou comment l'État se dote d'un outil pour lutter contre les ingérences étrangères. (2002). [communiqué]. *VIGINUM*.

(25). Commandant de la cyberdéfense.

(26). Strategic communications East and South. (2016, 19 décembre). *Robert-Schuman.eu*. https://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0415-strategic-communications-east-and-south

(28). Sala, Jacqueline. (2025, 13 octobre). Désinformation. Place à la contre-offensive numérique. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. *Veille Mag*. https://www.veillemag.com/Desinformation-Place-a-la-contre-offensive-numerique-Le-ministere-de-l-Europe-et-des-Affaires-etrangeres_a6461.html

(29). East StratCom Task Force (UE) : *EU vs Disinfo*, plateforme en ligne, lancée 2015.

(30). Sanchez Gonzalez, F., Pastor-Galindo, J., & Ruiperez-Valiente, J. A. (2025). Toward interoperable representation and sharing of disinformation incidents in cyber threat intelligence. ArXiv. Department of Information and Communications Engineering. *University of Murcia et Computer Systems Department*, *Universidad Politécnica de Madrid*.

(32). L'opérationnalisation de la nouvelle fonction stratégique influence. (2025). *Assemblée nationale*.

(35). Royaume-Uni, Department for Digital, Culture, Media and Sport (DCMS) et Rapid Response Unit.

(36). A noter que le Global Center Engagement des États-Unis a fermé en décembre 2024 sous fond de critiques de la part d'Elon Musk et de la sphère MAGA.

(37). Rapport 2023 sur la réponse de l'Etat aux cybermenaces sur les systèmes d'information civils (2023). Cour des comptes

(38). Cadic, O., & Vallet, M. (2024-2025). L'Essentiel : Cybersécurité, ingérences numériques et sécurité nationale : un budget 2025 sous contrainte, Rapport pour avis n° 146, tome IX. *Commission des finances*.

(39). Chiffres 2024-2025 : environ 150 000 élèves bénéficiaires des actions CLEMI. (2025). *Ministère de l'Éducation nationale*.

(40). Les défis de l'éducation aux médias et à l'information. (2019, 11 décembre). *Conseil économique, social et environnemental*

(41). Compte rendu de séance. (2025, 15 janvier). *Assemblée nationale*.

(42). Sénat, Compte rendu de commission. (2022, 14 février). Sénat.

(43). Étude annuelle 2023 – Désinformation et démocratie. (2023). Conseil d'État.

(44). Mazzucchi, N., (2019). Cybersécurité, cyberdéfense, cyber-influence : vers une résilience cognitive ?. *IFRI*.

(45). Peut-être au moyen d'un VIGINUM renforcé, prenant en compte les aspects délégués au Quai d'Orsay et au Ministère des Armées.

(46). Un Design Lab est un lieu d'innovation qui permet de rapprocher des acteurs économiques et politiques dans un but de concrétiser des projets centrés sur les utilisateurs.

(47). Géopolitique de la désinformation (2025). *Les grands dossiers de la diplomatie*. n°87. Areion Group.

Désinformation : déshumanisation, intériorisation et la mort de la paix
- Catherine Moreau

(1). Koert Debeuf, Koert. (2023). *Pourquoi ce n'est pas la dernière guerre. Sur les raisons psychologiques des conflits internationaux.* Editions Lannoo. p. 14.

(2). Keen, David. (2006). War without End ? Magic, Propaganda and the Hidden Functions of Counter-terror. *Journal of International Development.* vol. 18. n°1. p. 95.

(3). Hannah Arendt, Hannah. (2002). *Sur l'antisémitisme. Les origines du totalitarisme*, Calmann-Lévy. p. 19.

(4). 1.3.2. La peur, un outil efficace pour mobiliser la population contre l'ennemi… (2005, 4 novembre). *Amnesty International Belgique*. https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-localement/agir-ecole/espace-enseignants/enseignement-secondaire/dossier-papiers-libres-2005-derives-identitaires-identites/article/peur-outil-efficace-mobiliser-population-ennemi

(5). Southwell, Brian G., Thorson, Emily A., Sheble, Laura. (2017). The Persistence and Peril of Misinformation. (2017, novembre-décembre). *American Scientist*. vol. 105. n°6.

(6). Danielle Rowell, Danielle. (2011). The Power of Ideas : A Political Social-Psychological Theory of Democracy, *Political Development and Political Communication*, Universal-Publishers. p. 162.

(7). Keen, Sam. (1991). *SaFaces of the Enemy : Reflections of the Hostile Imagination.* Harper & Row. p. 10.

(8). Zeitoun, Jean-David. (2024). *Les Causes de la Violence.* Denoël.

(9). R. Getz, Trevor. « Colonial violence », *World History Project*. WHP-1200 6-2-2 Read - Colonial Violence | PDF

(10). Conlin, Peter. (2018). « Victorian Racism : An Explication of Scientific Knowledge, its Social Character, and its Relation to Victorian Popular Culture », *Inquiries Journal.* Vol. 10, n°1. p. 1 Victorian Racism: An Explication of Scientific Knowledge, its Social Character, and its Relation to Victorian Popular Culture - Inquiries Journal

(11). Pekanan, Thanapat. (2016). How important is the Notion of the 'Civilising Mission' to Our Understanding of British Imperialism Before 1939 ?. *Interstate - Journal of International Affairs*, 2016, Vol. 2015/2016, n°. 3, p. How Important is the Notion of the 'Civilising Mission' to Our Understanding of British Imperialism Before 1939? - JournalQuest

(12). Girardet, Raoul. (2022). *L'Idée coloniale en France, 1871-1962*, Bartillat. p. 213-214.

(13). Ibid, p. 210.

(14). L'histoire des zoos humains, du début du XIXe à l'entre-deux-guerres. (2024, 27 octobre). *INA Histoire*. https://www.youtube.com/watch?v=ca4K1-wwaXc

(15). Marius Kaloïe, Kanak exhibé dans un zoo humain. (2018, 4 novembre). *France Culture*. Marius Kaloïe, Kanak exhibé dans un zoo humain

(16). INA Histoire, op. cit.

(17). INA Histoire, op. cit.

(18). France Culture, op. cit.

(19). France Culture, op. cit.

(20). INA Histoire, op. cit.

(21). Dominique Serre-Floersheim, Dominique. (2019). *La Rhétorique de la haine. La fabrique de l'antisémitisme par les mots et les images,* Honoré Champion. p. 62.

(22). Cité par Bauman, d'après George L. Mosse. (1978). *Toward the Final Solution : A history of European Racism*, Londres, J.M. Dent & Son. p. 134.

(23). Boucheron, Patrick., Robin, Corey. *L'Exercice de la Peur, Usages politiques d'une émotion*, p. 48.

(24). *Ibid*, p. 58.

(25). C. Cohen, Bernard. (1963). *The Press and Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press. p. 200.

(26). E. McCombs, Maxwell., L. Shaw, Donald. (1972, juin). « The Agenda-Setting Function of Mass Media », *The Public Opinion Quarterly.* Vol. 36. n°2. pp. 176-187. http://www.jstor.org/stable/2747787 .

(27). Lagrange, Hugues. (1993). Médias et insécurité. *Revue internationale d'action communautaire.* n°30 (70). https://id.erudit.org/iderudit/1033677ar

(28). 1976 : Roger Gicquel "Pourquoi la France a peur ?". (2022, 12 décembre). *INA Culte*.
(29) Patrick Boucheron, Corey Robin, op. cit., p. 38.

(30). États-Unis : l'ONU dénonce la répression et la déshumanisation des migrants. (2026, 23 janvier). *ONU Info.*

(31). Serre-Floersheim, Dominique, op. cit., p. 59.

(32). Ibid.

(33). Ibid, p. 65.

(34). Ibid, p. 60.

(35). Israël/Gaza : les réseaux sociaux entre censure des voix palestiniennes et démultiplicateur de haine. (2023, 14 novembre). *Amnesty International*. https://www.amnesty.fr/actualites/israel-gaza-reseaux-sociaux-entre-censure-des-voix-palestiniennes-et-demultiplicateur-de-haine/

(36). “Nous sommes le peuple de la lumière, eux sont le peuple des ténèbres… nous réaliserons la prophétie d’Isaïe”, déclare Benjamin Netanyahou. (2023, 26 octobre). *Le Nouvel Ordre Mondial*.

(37). Russell Shalev, Avraham. (2025, 8 août). Hamas’ October 7th Genocide: Legal Analysis and the Weaponisation of Reverse Accusations – A Study in Modern Genocide Recognition and Denial.. *Cambridge University Press.*

(38). Marin, Siobhan., West, Andrew. (2024, 30 janvier). What is the biblical story of 'Amalek'? And why is it being used in South Africa's ICJ case against Israel?. *ABC News.*

(39). South Africa institutes proceedings against Israel and requests the International Court of Justice to indicate provisional measures. (2023, 23 décembre). *ICJ Press Release*. https://www.icj-cij.org/index.php/node/203395

(40). Plenel, Edwy. (2024, 12 janvier). L’Afrique du Sud au secours de la Palestine : le renversement du monde. *Médiapart*.

(41). *ABC News*, op. cit.

(42). Varcoe, Ian., Kilminster, Richard. (s.d). “Culture and Power in the writings of Zygmunt Bauman”, in *Peter Beilharz (edited by), Zygmunt Bauman*, vol. 1, op. cit., p. 159.
Voir aussi sur cette question : Faucheux, Michel. (2004). Histoire du mal en Occident. Des tragédies de l’Histoire aux crimes célèbres. *Le Félin*.

(43). Hilberg, Raoul. (s.d). The destruction of the European Jews, cité par *Zygmunt Bauman, Modernité et holocauste*, op. cit., p. 56.

(44). Bauman, Zygmunt. (2008). *Modernité et holocauste.*

(45). Varcoe, Ian., Kilminster, Richard. op. cit.

(46). Bauman, Zygmunt. (2008). *Modernité et holocauste*, *op. cit.*, p. 60.

(47). Chardel, Pierre-Antoine. (2013). *Zygmunt Bauman*. CNRS Éditions. https://doi.org/10.4000/books.editionscnrs.49922

(48). Minh Nghia-Nguyen, Panayota Gounari, « Collective remembering and necropolitical discourse: The American War in Vietnam commemorated. (2025, 13 août). *Cambridge University Press.*

(49). Ibid.

(50). Ibid.

(51). Boniface, Pascal. (2025). *Permis de tuer. Gara : génocide, négationnisme et hasbara*, Max Milo. pp. 61-66.

(52). Dao, Linh-Lan., Lambert, Elise. (2024, 3 juin). Des soldats israéliens mettent en scène leurs exactions à Gaza dans des vidéos-chocs qui prolifèrent sur les réseaux sociaux. *France Info, 3 juin 2024*.

(53). Harris, Chris. (2025, 6 septembre). Hamas terrorist — who bragged about slaughtering Jews on Oct. 7 to his mother — killed in Israeli airstrike. *New York Post.* 'Hero' Hamas terrorist killed in Deir al-Balah airstrike

(54). Un survivant du 7 octobre raconte son viol commis par les terroristes du Hamas. (2024, 24 juillet). *The Times of Israel.*

(55). Huët, Romain. (2024). *La Guerre en tête. Sur le front, de la Syrie à l’Ukraine.* PUF.

(56). Grossman, Dave. (2009). *On killing : The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society.*

(57). Bhatia, Michael. (2013). *Terrorism and the Politics of Naming*, Routledge.

(58). Hartle, Antony E. (2002). « Atrocities in War : Dirty Hands and Noncombattants », *Social Research*, vol. 69 n°4.

(59). Ibid.

(60). Price, Jonathan J. (2001, 19 juillet). *Thucydides and Internal War*, Cambridge University Press.

(61). Debeuf, Koert. *op. cit.*, p. 139.

(62). Debeuf, Koert. *op. cit.*, p. 137.

(63). Debeuf, Koert. *op. cit.*, p. 143.

(64). Debeuf, Koert. op. cit., p. 145.

(65). Aron, Raymond. (2004). Paix et guerre entre les nations, Calmann-Lévy. p. 168

(66). Adeline, Yves-Marie. (2011). 1914. Une tragédie européenne, Ellipses. p.88.

(67). Ibid, p. 133.

(68). Vincent, Faustine. (2024, 4 août). A trop vouloir éviter la guerre, on finira par avoir l'humiliation et la guerre" : entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, une paix introuvable. *Le Monde*.

(69). Huët, Romain. *op. cit.,* p. 99.

(70). Didi-Huberman, Georges. (2019). *Désirer, Désobéir. Ce qui nous soulève.* Minuit. p. 38.

(71). Ibid, p. 47.

(72). Huët, Romain. *op. cit.,* p. 104.

(73). Huët, Romain. *op. cit.,* p. 45-46.

(74). Adegoke, Yemisi. (2018). Like. Share. Kill. Nigerian police say "fake news" on Facebook is killing people. *BBC Africa Eye / BBC News.*

(75). Marangé, Céline., Quessard, Maud. (2021). *Les guerres de l'Information à l'ère du numérique.* PUF. p. 51.

(76). Klepper, David. (2023, 28 novemnbre). Fake babies, real horror: Deepfakes from the Gaza war increase fears about AI's power to mislead. *AP News.*

(77). Israël/Gaza : les réseaux sociaux entre censure des voix palestiniennes et démultiplicateur de haine. (2023, 1er novembre). *Amnesty International*. https://www.amnesty.fr/actualites/israel-gaza-reseaux-sociaux-entre-censure-des-voix-palestiniennes-et-demultiplicateur-de-haine/

(78). Ibid.

(79). Guyomarc'h, Marie. (2024, 15 avril). « L'astroturfing décrypté par Guillaume Sylvestre », *VISIBRAIN*. https://www.visibrain.com/fr/blog/l-astroturfing-decrypte-par-guillaume-sylvestre

(80). Trois ans d'offensive informationnelle russe : anatomie d'un front invisible.(2025, 28 juin). *Ministère des Armées.*

(81). Mock, Steven., Homer-Dixon, Thomas. (2015, juin). The ideological conflict project theoretical and methodological foundations. *CIGI papers*, n°74.

(82). Israël/Gaza : les réseaux sociaux entre censure des voix palestiniennes et démultiplicateur de haine. op. cit.

(83). Israël/Gaza : les réseaux sociaux entre censure des voix palestiniennes et démultiplicateur de haine. op. cit.

(84). Facebook a contribué au nettoyage ethnique des Rohingyas. (2022, 28 septembre). *Amnesty International.*

(85). Ibid.

(86). Ibid.

(87). The social atrocity Meta and the right to remedy for the Rohingya. (2022, 29 septembre). *Amnesty International*. https://www.amnesty.org/en/documents/asa16/5933/2022/en/

(88). How social media spurred Myanmar's latest violence. (2017, 12 septembre). *Institute for War and Peace Reporting.* https://iwpr.net/global-voices/how-social-media-spurred-myanmars-latest-violence

(89). Facebook a contribué à de graves violations dans le conflit en Éthiopie. (2023, 30 octobre). Amnesty International.

(90). Duhamel, Maëlle. (2026, 24 février). Le Tigré, dans le nord de l'Ethiopie, menacé d'une nouvelle guerre. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/02/24/le-tigre-dans-le-nord-de-l-ethiopie-menace-d-une-nouvelle-guerre_6668035_3212.html

(91). Facebook a contribué à de graves violations dans le conflit en Éthiopie. op. cit.

(92). The social atrocity Meta and the right to remedy for the Rohingya. op. cit., p. 40.

(93).Israël/Gaza : les réseaux sociaux entre censure des voix palestiniennes et démultiplicateur de haine. op. cit.

(94). Adegoke, Yemisi. op. cit.

(95) Hoskins, Andrew. (2024, 11 septembre). AI and Memory. *Memory, Mind & Media.* Vol. 3.

(96) Vincent, Faustine. (2025, 4 août). "A trop vouloir éviter la guerre, on finira par avoir l'humiliation et la guerre" : entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, une paix introuvable. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/04/les-gens-ont-tres-peur-d-une-nouvelle-guerre-entre-l-armenie-et-l-azerbaidjan-la-paix-introuvable_6626447_3210.html

(97) Serre-Floersheim, Dominique. op. cit., p. 9.

(98) Conserva, Henry T. (2003). *Propaganda Techniques*, Author House.

(99) Colon, David. (2019). *Propagande. La manipulation de masse dans le monde contemporain*, Champs histoire.

Quand l'ennemi redevient humain
Dynamiques de réhumanisation après le conflit
- Elodie Baudhuin

Personnes interviewées dans le cadre des recherches relatives à la composition de cet article.

H. MAENG
Réfugiée nord-coréenne ayant quitté le régime en 2018.

G. PICHON
Ancien parachutiste des opérations spéciales françaises, déployé sur plusieurs zones de conflit. Responsable de la sécurité des hautes personnalités de l'ONU pendant 22 ans.

(1). Pappalardo, David. (2021, 9 décembre). La guerre cognitive : agir sur le cerveau de l'adversaire. *Le Rubicon.* https://lerubicon.org/la-guerre-cognitive/

(2). Lantz, Pierre.(1999). Alain Brossat, Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie. *L'Homme et la société.* vol. 131. n° 1. https://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1999_num_131_1_3618

(3). Caron, Jean-Claude., Lamoine, Laurent., Planas, Natividad. (2014). Entre traces mémorielles et marques corporelles. Regards sur l'ennemi de l'Antiquité à nos jours. *Presses universitaires Blaise-Pascal.* pp.9-21.

(4). Thibault, Nathalie. (2007). *La déshumanisation et l'exemplarité dans L'espèce humaine de Robert Antelme*. https://hdl.handle.net/20.500.11794/18898

(5). Amt, Auswärtiges. (2022, 9 septembre). Il y a 60 ans, le discours du général de Gaulle à la jeunesse allemande. *Missions allemandes en France*.
https://allemagneenfrance.diplo.de/fr-fr/actualites-nouvelles-d-allemagne/actualites-des-relations-franco-allemandes-seite/2550758-2550758

(6). National Geogrraphic France. (2020, 25 juin). La guerre de Corée n'a (techniquement) jamais pris fin. https://www.nationalgeographic.fr/histoire/geopolitique-guerres-la-guerre-de-coree-n-a-techniquement-jamais-pris-fin.

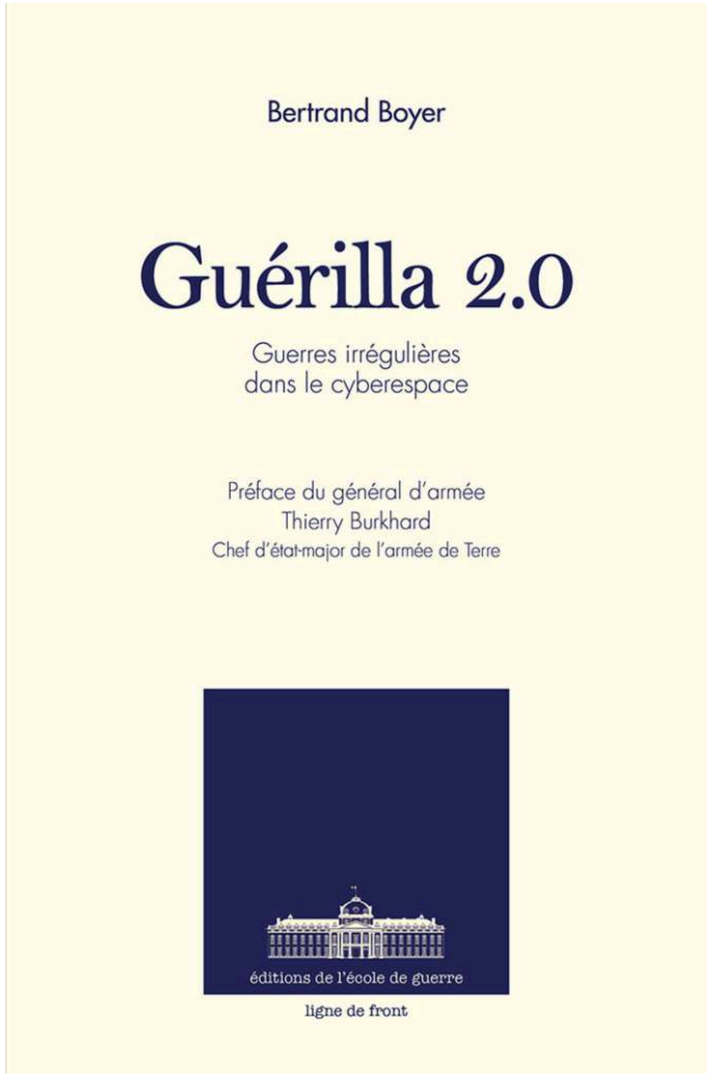
(7). Benyahia-Kouider, Odile. (2013). *L'Allemagne paiera - Voyage au pays d'Angela*, Fayard p. 12.

(8). Discours prononcé par Monsieur Jacques Chirac devant le Bundestag Allemand. (s.d). *Deutscher Bundestag.*
https://www.bundestag.de/parlament/geschichte/gastredner/chirac/chirac2-244736.

Pour aller plus loin …







Cinquième édition

Le **Centre d'Études en Diplomatie et Relations Extérieures** (CEDIRE) a pour objectif premier de participer au renouvellement constant et nécessaire de la réflexion scientifique tout en mettant en avant les travaux de nos contributrices et de nos contributeurs. Ainsi, notre structure soutient la **rédaction et la publication scientifique** à travers l'élaboration de plusieurs revues axées sur les relations internationales, la géopolitique et le domaine humanitaire. La revue Madiba traite particulièrement de sujets liés à la prévention et à la résolution des conflits.

Pour la publication de la **cinquième édition**, le CEDIRE est à la recherche de contributeurs et contributrices prêt(e)s à rédiger des articles et/ou à mener des entrevues analytiques puis à en retranscrire les résultats. Le prochain sujet s'attardera sur la prévention et la résolution de conflit, avec un nouveau focus sur la Corée du Sud et la Corée du Nord.

Pour toute question et précision, veuillez contacter Fiona Bessioud-Janoir, l'actuelle Responsable de la revue.

Contacts : fiona.bessioud@fdnu.fr ou madiba@fdnu.fr

